

هكذا من لامل

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16070 - 7 F

JEUDI 26 SEPTEMBRE 1996

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

## Amiante: menaces sur la rentrée universitaire à Jussieu

LE COMITÉ ANTI-AMIANTE et deux employés du campus universitaire de Jussieu, dont les médecins ont diagnostiqué la maladie professionnelle, ont annoncé, mercredi 25 septembre, le dépôt d'une plainte « contre X » auprès du procureur de la République pour « omission délictueuse » au cours des années durant lesquelles ils ont inhalé des poussières d'amiante. Cette procédure est engagée alors que le conseil d'administration de l'université Paris-VII, l'un des trois établissements du site parisien, menace de repousser la rentrée universitaire en l'absence de « réponses satisfaisantes » du gouvernement sur le calendrier et le financement du désamiantage des 220 000 mètres carrés de locaux floqués.

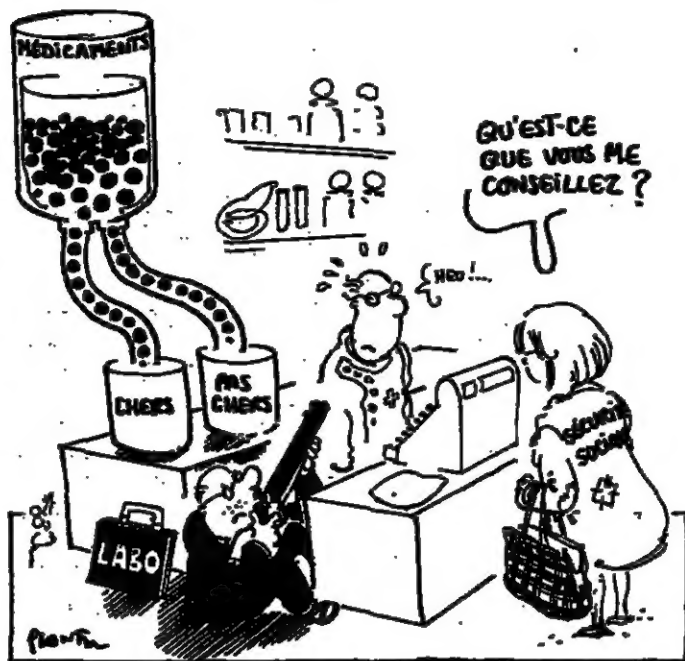
Lire page 9

## Le gouvernement incite les pharmaciens à vendre des médicaments génériques

Les prescriptions des médecins ne s'imposeraient plus aux officines

S'EXPRIMANT mardi 24 septembre devant les cadres de l'industrie pharmaceutique, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, a indiqué qu'il souhaitait que les pharmaciens français puissent bénéficier d'un « droit de substitution » qui leur permette de remplacer un médicament prescrit par un médecin par un « médicament générique », identique mais beaucoup moins cher. Si elle est mise en œuvre, cette mesure constituerait un profond bouleversement dans le paysage sanitaire français. Ce droit existe depuis longtemps dans plusieurs pays européens, tandis qu'en France, les médicaments génériques ne représentent que 5 % du marché. Leur promotion permettrait d'économiser entre 1 et 5 milliards de francs par an. Les déclarations de M. Barrot suscitent un accueil prudent de l'Ordre des médecins et du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique.

Lire page 31



## Brevet de bonne santé pour l'économie américaine

Les taux d'intérêt n'ont pas été relevés

LE COMITÉ MONÉTAIRE de la Réserve fédérale américaine a choisi, mardi 24 septembre, de maintenir inchangés ses taux d'intérêt. A six semaines de l'élection présidentielle, Bill Clinton s'est félicité de cette nouvelle, qui avale implicitement sa politique économique. La décision de la banque centrale témoigne, selon lui, de la très bonne santé de l'économie et de l'absence de risque d'inflation. La prochaine réunion du comité monétaire aura lieu le 13 novembre, soit une semaine après le scrutin.

La décision de la Fed a surpris les opérateurs des marchés financiers, dont beaucoup s'attendaient à un durcissement de la politique du crédit, justifié par un risque de surchauffe de l'économie américaine. De fait, l'activité reste forte outre-Atlantique et le faible taux de chômage provoque des tensions sur le marché du travail, susceptibles de pousser les salaires, donc les prix, à la hausse.

Les marchés financiers, qui anticipaient largement une hausse des taux, n'ont pas accueilli très favorablement cette nouvelle. Le dernier relèvement des taux directeurs de la Fed, en février 1994, avait pourtant provoqué un krach des marchés obligataires, qui s'était notamment traduit par une forte tension des taux d'intérêt français. Wall Street a clôturé légèrement en baisse mardi, les investisseurs s'inquiétant désormais de la dégradation des résultats des entreprises au troisième trimestre.

Le dollar, qui aurait profité de taux d'intérêt plus élevés, s'est inscrit en forte baisse dès l'annonce de la décision des dirigeants de la banque centrale. Les responsables monétaires européens, soucieux de doper leurs exportations, seront déçus : ils ont pris position à de nombreuses reprises en faveur d'un dollar plus fort.

Lire page 15

## ONU: le veto des Etats-Unis

L'ambassadeur américain aux Nations unies réaffirme, dans un entretien au Monde, l'opposition de son pays à la réélection du secrétaire général Boutros Boutros-Ghali.

p. 2

## Paupérisation chez les jeunes

Le niveau de vie des moins de 25 ans a baissé de plus de 15 % en cinq ans, p. 8 et notre éditorial p. 14

## SNCF: le climat se dégrade

Le plan de modernisation proposé par la direction de la SNCF a été rejeté par la CGT et la CFDT.

p. 16

## Volte-face chez EDF

Le président d'EDF est contraint de revoir son projet de réorganisation à la demande du ministre de l'Industrie.

p. 16

## « Le Monde » gagne 217 000 lecteurs

L'audience de la presse quotidienne nationale est restée stable de septembre 1995 à juin 1996. Le Monde a gagné, pour sa part, 217 000 lecteurs en un an.

p. 29

## Nuit et jour

Deux éclipses, de Lune puis de Soleil, seront visibles fin septembre et début octobre.

p. 22

## Soldes à New York

Tarifs réduits pour séjourner dans les palaces new-yorkais.

p. 23

Abonnements, 3 DM; Australie-Argentine, 8 F; Autriche, 25 AT; Belgique, 45 FB; Canada, 225 \$CAN; Côte d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 34 DKK; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 14 £; Grèce, 350 DR; Irlande, 140 £; Italie, 2700 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 34 NOK; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 200 Kč; Royaume-Uni, 5 £; Suède, 200 F S; Suisse, 5 CHF; Thaïlande, 10 Baht; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-826-7.00 F



## La France lance un porte-monnaie électronique sur Internet

MERCREDI 25 SEPTEMBRE, à 16 heures, le premier service de paiement français sur Internet devait devenir opérationnel. Durant les premiers jours, les rayons de ce magasin virtuel ne seront guère fournis. Les premiers clients internautes devront se contenter des publications de l'Atelier de la Compagnie bancaire. Pour seize francs ils obtiendront la revue de presse de Marie-Thérèse Alcardi, et pour trois mille francs une étude sur Internet et les banques. Ces documents, peu susceptibles de déchaîner l'enthousiasme du grand public, ne constitueront qu'une mise en bouche.

Progressivement, d'autres entreprises utiliseront le service de Kline, la société créée en janvier 1996 par la Compagnie bancaire (60 %) et le groupe LVMH (40 %) pour gérer ce système de porte-monnaie virtuel. « Pas moins de 105 sociétés ont déjà choisi Kline pour se lancer sur Internet », indique Abdallah Hitti, directeur général de Kline. « Le service de vente sur Internet de quatorze d'entre elles est opérationnel », précise-t-il. Parmi ces pionniers : les 3 Suisses, Degrieff, Info-greffe, la revue Investir et les quotidiens Libération et Le Monde. « Des tests ont été réalisés depuis le 22 juillet », explique M. Hitti.

Chaque entreprise décidera du moment précis de son « plongeon » dans le grand bain virtuel. Mais l'ouverture par Kline sur Internet d'un porte-monnaie virtuel offrant des garanties de sécurité de paiement élevées marque une étape décisive dans le développement du réseau télématique mondial. Jusqu'au 25 septembre, la Toile d'Internet accueillait gratuitement les internautes en mal de navigation dans les nébuleuses virtuelles. En un sens, elle conservait sa virginité originelle. En effet, les chercheurs qui ont fondé Internet n'avaient pas de raisons d'instituer un système de paiement. Ils s'échangeaient de l'information par nature gratuite.

Mais l'entrée massive du grand public sur la Toile du réseau mondial a profondément modifié le paysage. Aujourd'hui, ce sont environ 50 millions d'individus répartis sur l'ensemble de la planète, dont une majorité d'Américains, qui peuplent Internet. Une telle quantité de consommateurs potentiels ne pouvaient qu'aiguiser les appétits mercantiles. Il ne s'agit pourtant pas uniquement d'exploiter le chaland. L'ouverture d'Internet au commerce enrichira considérablement son contenu. En effet, nombre d'in-

formations demeurent encore inaccessibles, car leur gratuité priverait leurs auteurs d'une juste rémunération.

La commercialisation de tels services ne peut se faire que si la sécurité du paiement est assurée pour les internautes. C'est chose faite avec le système de Kline. « Nous utilisons une clé de cryptage de 512 bits qui nécessiterait deux ans de calcul intense sur une batterie d'ordinateurs pour être cassée », affirme M. Hitti.

En attendant, le code a dû être déposé au Service central de sécurité des systèmes d'information (SCSSI), qui dépend de l'Hotel Matignon.

La difficulté ayant un effet excitant sur les pirates qui écumant la Toile, Kline fera l'objet de 30 tentatives par jour visant à percer le secret de son code. « Il s'agit d'étudiants, de chercheurs ou d'entreprises spécialisées », précise son directeur général. En cas d'attaque, nous les orientons vers de faux sites qui agissent comme des leurres et font croire aux pirates qu'ils ont réussi. » Néanmoins, M. Hitti a prévu de changer de clé tous les deux ans. On n'est jamais assez prudent...

Michel Alberganti

## Amnistie, génocide et raison d'Etat

L'IMPENSABLE surviendra-t-il au Cambodge ? Amnistie le 14 septembre par le roi Sihanouk après s'être rallié au régime, Ieng Sary, soixante-sept ans, rentrera-t-il bientôt à Phnom Penh la tête haute ? Celui qui, à l'ombre de Pol Pot, le « Père du peuple », au surnom orwellien, fut corresponsable, entre le 17 avril 1975 et le 7 janvier 1979, d'un des pires génocides de l'histoire (entre un et deux millions de morts sur sept millions d'habitants) coulera-t-il, impuni, une vieillesse tranquille ?

Imagine-t-on ce criminel impé-nitent filmer, tel un paisible retraité, dans les rues de Phnom Penh, non loin, par exemple, de Tuol Sleng, le « Musée du génocide », ancien centre de torture sous le règne des Khmers rouges, dont les murs sont tapissés des milliers de visages, au regard angoissé, que les bourreaux photographiaient avec soin ? Outre une ultime insulte aux suppliciés, ce serait une grave défaite pour tous ceux qui, de la Bosnie au Rwanda, demandent aujourd'hui des comptes aux criminels de guerre, cette guerre que les Khmers rouges victorieux de 1975 menèrent contre leur propre peuple jusqu'à la démente sanglante, au nom de la révo-

lution la plus radicale du monde. « Je n'ai ni regret ni remords », affirmait sans sourciller Ieng Sary lors d'une conférence de presse, tenue le 9 septembre dans son bastion de Phnom Malai, au nord-ouest du Cambodge. Avant de jeter le blâme sur Pol Pot, son beau-frère depuis plus de quarante ans, qui l'avait déclaré « traître » un mois plus tôt, et qui, selon lui, méritait la mort, et sur sa « bande des quatre » (Nuon Chea, Son Sen, Ta Mok et Yun Yat). Ieng Sary s'en tient depuis toujours, et contre toute évidence, à la même ligne de défense : nier toute responsabilité dans les massacres.

Lorsqu'il admet - concession rare - « quelques erreurs », il les situe à partir de 1979, autrement dit seulement après la défaite de son camp. Au fil des ans, et au gré des interviews, il impute « les excès » de la révolution « à la base et au mouvement vietnamien » (1979), et « les fautes » à « nos cadres » (1980), qualifiant de « mensonge » l'accusation de génocide (1991). Il juge les chefs sans reproche, du moins jusqu'à ces dernières semaines.

Jean-Pierre Langellier

Lire la suite page 14

## Céline Dion, l'anti-Madonna

SA VOIX est douce comme du sirop d'érable. C'est une voix reconnaissable instantanément. Même les critiques anglosaxons, qui lui reprochent son personnage « politiquement correct », saluent ses qualités vocales. Véronique Mortagne et Sylviane Trépo ont enquêté sur la réussite de cette « diva pop » et la stratégie de conquête du marché mondial mise au point par son manager et mari, René Angeli, forcé du show-bizz : régionalisation des tubes, « mariages » noués avec des chanteurs-compositeurs comme Jean-Jacques Goldman, enregistrement de génériques pour des séries et interprétation du thème musical de La Belle et la Bête. Succès garanti et confirmé depuis 1986, marqué par sa victoire au concours de l'Eurovision.

Lire page 12

## Controverse autour de « Ponette »



JACQUES DOILLON

LE DERNIER FILM de Jacques Doillon est devenu « l'affaire Ponette ». Parce qu'il fait jouer des enfants de quatre ans et que la petite Victoire a reçu à Venise le Prix d'interprétation féminine. Le Monde a rencontré la psychologue qui a suivi les enfants pendant le tournage. On lira aussi l'histoire de Paul Carpitia, qui renoue, quarante ans après son premier film, avec le cinéma.

Lire pages 25 à 27

International	2	Aujourd'hui	71
France	6	Agenda	24
Société	9	Abonnements	24
Carnet	11	Météorologie	24
Horizons	12	Mots croisés	24
Entreprises	13	Culture	25
Annuaire classés	16	Communication	29
Finances/marchés	19	Radio-Télévision	30



5000 من الإصل

## INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 26 SEPTEMBRE 1996

**NATIONS UNIES** Le président Bill Clinton, soucieux d'effacer l'impression d'une hostilité persistante des Etats-Unis à l'encontre de l'ONU, a assuré, mardi 24 sep-

tembre, que son pays jouait irremplaçable le rôle joué par l'organisation. S'adressant à la 51<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations unies, à New York, M. Clinton s'est engagé à ré-

gler les 1,6 milliard de dollars que Washington doit à l'ONU. S'il n'a pas publiquement réitéré son opposition à la candidature de Boutros Boutros-Ghali à un deuxième

mandat de secrétaire général, l'ambassadeur américain aux Nations unies, Madeleine Albright, dans un entretien accordé au Monde, l'exprime sans la moindre ambiguïté.

● LA JOURNÉE DE MARDI à l'ONU a encore été marquée par la signature du traité CTBT (prohibant les essais atomiques) par les cinq grandes puissances nucléaires.

# M. Clinton rend hommage à l'ONU, mais demeure opposé à M. Boutros-Ghali

Les Etats-Unis sondent les pays d'Afrique pour trouver, avec leur accord, un successeur au secrétaire général sortant. En marge de l'Assemblée des Nations unies, les cinq puissances nucléaires ont signé le traité interdisant les essais atomiques

**NEW YORK et WASHINGTON** de nos correspondants

Comme prévu, Bill Clinton n'a pas évoqué directement, dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, la question du renouvellement du mandat de Boutros Boutros-Ghali, pourtant au centre des préoccupations des délégués onusiens. L'heure était à la signature historique du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT), qui engage, à défaut de l'ensemble de la communauté internationale, au moins les cinq puissances nucléaires membres du Conseil de sécurité. Il s'agit, a souligné M. Clinton, d'un « gigantesque pas en avant ».

Soucieux de répondre aux craintes que suscite l'attitude hostile des Etats-Unis à l'encontre des Nations unies, et, plus généralement, à l'égard du principe du multilatéralisme, le chef de la Maison Blanche a laissé entendre que si telle était la position des républicains, l'administration démocrate et « la vaste majorité des Américains » restaient convaincus du rôle irremplaçable joué par l'Organisation, qui, à la fois, « reflète les idéaux » et « renforce » les intérêts de l'Amérique.

Le monde étant de plus en plus interdépendant, l'ONU est « plus importante que jamais », a insisté le président américain. Mais, a-t-il ajouté, certains Américains, davantage concernés par des préoccupations intérieures, aspirent « malheureusement à se libérer des problèmes du monde », sans évaluer « les avantages de la coopération ». De même, ils ignorent l'interdépendance des Etats-Unis avec le reste du monde et l'important travail réalisé par l'ONU en matière de « maintien de la paix, de vaccination des enfants, de prise en charge des réfugiés ».

**FACTURE**

Restant sur le mode allusif, M. Clinton a de facto dénoncé la tendance isolationniste qui s'est réveillée au sein du Parti républicain, laquelle a compliqué la tâche de Washington lorsqu'il s'agit de « remplir ses obligations », notamment financières, envers l'ONU. Ayant ainsi justifié ses arrières – selon les services de l'ONU, le total des cotisations américaines impayées s'élève à 1,6 milliard de dollars, soit 8 milliards de francs –, M. Clinton s'est engagé à régler la facture américaine. Mais, en échange de cette promesse ri-



elle, il a souligné l'importance de la poursuite du processus de réformes de la machine onusienne, c'est-à-dire la nécessité de mettre fin à ses errements bureaucratiques et budgétaires. C'était là une timide référence à M. Boutros-Ghali, symbole, aux yeux de l'administration américaine,

comme aux yeux des républicains, d'une certaine gabegie administrative et d'une tendance de l'ONU à s'engager dans des opérations, notamment de maintien de la paix, que les Etats-Unis jugent incompatibles avec leur souveraineté. Le ministre russe des affaires étrangères, Evgueni Primakov, a

pour sa part salué la contribution « considérable » du secrétaire général à ces réformes internes et souhaité « la continuation de ce travail difficile ».

An cours de l'entretien formel qui a eu lieu entre le président américain et M. Boutros-Ghali, la question du renouvellement du mandat de ce dernier n'a pas été évoquée. Mais, même si l'échec d'une présidence radicale quelconque peu la position de Washington, cette affaire constitue désormais une sérieuse pomme de discorde entre les Etats-Unis et leurs principaux partenaires. Le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, a rencontré, mardi, les ministres africains membres de l'OUA qui étaient présents. Selon des diplomates, M. Christopher a souligné le souhait de Washington de trouver, en collaboration avec les pays du continent, un autre candidat africain que M. Boutros-Ghali. Pour ce faire, M. Christopher devrait se rendre « très prochainement » dans plusieurs pays d'Afrique.

Toujours soucieux de montrer que les Etats-Unis restent attachés au principe de la sécurité collective, et donc au multilatéralisme, M. Clinton a profité de la tribune

des Nations unies pour appeler une nouvelle fois la communauté internationale à isoler les Etats que Washington qualifie de « hors-la-loi », tels l'Irak, l'Iran et la Libye. « Aussi longtemps que l'Irak menace ses voisins et son peuple, aussi longtemps que l'Iran soutient et protège les terroristes, aussi longtemps que la Libye refuse d'extrader ceux qui ont fait exploser le vol 103 de la Pan Am, ils ne doivent pas devenir des membres à part entière de la famille des nations », a-t-il insisté.

Cet appel faisait indirectement référence aux démarches répétées, et cependant infructueuses, de Washington auprès de ses alliés invités à soutenir l'application des lois américaines Helms-Burton et D'Amato-Kennedy, renforçant l'isolement économique de Cuba, de la Libye et de l'Iran. Dans ses efforts pour placer ces trois pays au ban de la communauté internationale, Washington n'a cependant pas jugé utile de consulter ses alliés. Une démarche individuelle qui relativise sensiblement les professions de foi multilatérales de Bill Clinton.

Afsané Bassir Pour et Laurent Zecchini

## Un effort pour réaliser des économies

En novembre 1995, le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, mettait en place un comité restreint, réunissant des personnalités extérieures à l'Organisation et des responsables de l'efficacité de l'ONU. Il ne s'agissait pas de bousculer l'institution, confrontée à une stagnation de son budget, mais, en s'appuyant sur le personnel, de proposer des mesures pratiques rapides à mettre en œuvre.

Un premier bilan vient d'être adressé au secrétariat général. Il est encourageant. Sur les 400 projets d'amélioration identifiés, 20 % ont été menés à bien : réduction de 13 %, depuis le début de l'année, du nombre de documents imprimés – grâce, en partie, à l'utilisation du réseau interne ; diminution de plus de 25 % du budget « voyages » au cours du premier semestre... Beaucoup reste à faire, admet l'ONU. Le parc de véhicules utilisés pour les opérations de maintien de la paix à travers le monde, par exemple, comporte quelque 11 000 engins de 900 marques différentes. Des efforts de standardisation permettraient d'économiser des millions de dollars.

« Certains pays continuent à croire que votre gouvernement, après l'élection présidentielle aux Etats-Unis, changera d'avis sur un deuxième mandat pour Boutros Boutros-Ghali comme secrétaire général de l'ONU. Que leur dites-vous ?

« Je dis catégoriquement non. Nous ne changerons pas d'avis. Nous avons pris cette décision parce que nous pensons vraiment que l'Organisation des Nations unies doit être réformée. Cela dit, la réalité politique est que l'argent que nous devons à l'ONU est bloqué par un Congrès qui estime que la direction actuelle de l'organisation ne mènera pas à une réforme fondamentale et rapide. Je ne peux donc pas dire que notre opposition au deuxième mandat n'a rien à voir avec la politique de notre pays, mais elle n'a rien à voir avec l'élection présidentielle.

« Pourtant, M. Boutros-Ghali affirme être le secrétaire général qui a fait le plus de réformes dans l'organisation.

« Je tiens d'abord à dire que nous ne voulons pas faire de notre avis une affaire personnelle entre Boutros-Ghali et les Etats-Unis. Pour nous, le secrétaire général doit faire de la réforme de l'ONU sa priorité ; il faut un secré-

Madeleine Albright, ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies

## « Le secrétaire général doit être un administrateur », pas un diplomate

taire général qui se réveille le matin en réfléchissant à la réforme. L'ONU doit trouver un rôle pour elle-même au XXI<sup>e</sup> siècle et, pour cela, il faut qu'elle se réforme.

« Quelles devraient être les qualifications d'un secrétaire général de l'ONU ?

« Cela dépend entièrement du climat politique, du monde dans lequel il est élu. Les fondateurs de l'ONU avaient envisagé que le secrétaire général soit un haut fonctionnaire, un diplomate et un homme d'Etat. Pendant la guerre froide, le système était bloqué, et M. Perez de Cuellar a joué son rôle de diplomate en encourageant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à travailler ensemble pour mettre fin au conflit. Mais la vérité, aujourd'hui, est qu'il existe d'autres diplomates et d'autres hommes d'Etat pour jouer ce rôle diplomatique. Le secrétaire général, lui, peut seul jouer le rôle d'administrateur de l'ONU. Il est bien possible que, dans une autre époque de l'histoire, il y aura un rôle plus politique pour le secrétaire général – mais pas pour les cinq ans à venir.

« Le secrétaire général ne devrait donc pas avoir une voix morale à faire entendre sur la scène internationale ?

« C'est encore une fois une question d'époque et de climat politique dans le monde. Pour l'instant, il y a d'autres personnes qui peuvent être cette voix. L'organisation a, actuellement, besoin

d'un secrétaire général qui passe son temps à l'ONU, un secrétaire général qui connaisse son secrétariat. Nous avons besoin d'un secrétaire général qui considère la réforme de l'ONU comme sa mission et qui s'y mette dès le premier jour, et non pas quelqu'un qui est forcé de s'y mettre. C'est une question de priorité. Je crois que Boutros-Ghali lui-même admettrait que la réforme n'a jamais été sa priorité.

« Nous voulons que le Conseil de sécurité, qui a la responsabilité de « nommer » le secrétaire général, la prenne »

« La manière dont vous l'avez menacé de votre veto a brisé un grand nombre d'Etats membres... »

« Nous avons tenté, à de nombreuses reprises, d'expliquer à Boutros-Ghali la raison de notre décision, on a tout essayé pour que cette affaire soit réglée de manière élégante, mais cela n'a pas été possible. Je sais que nous avons irrité beaucoup de gens, mais nous n'avons pas pris cette

décision pour dominer les autres. Je dois vous dire que de nombreux pays sont venus me voir, depuis 1995, pour nous demander de clarifier notre position envers Boutros-Ghali : dès que nous l'avons fait, ils nous l'ont reproché. De toute façon, certains pays nous critiquent tout ce que nous faisons. Notre but était d'entraîner un processus bien avant l'échéance.

« Avez-vous un candidat ?

« Non, nous n'avons pas de candidat. Si nous étions le tyran qu'ils disent, nous aurions un candidat. Tout ce que nous voulons, c'était faire un premier pas en disant que Washington ne soutiendrait pas Boutros-Ghali, pour permettre à d'autres candidats d'émerger. Nous voulons que le Conseil de sécurité, qui a la responsabilité de « nommer » le secrétaire général, la prenne. Le choix d'un dirigeant pour une organisation de cent quatre-vingt-cinq membres ne doit pas être fait à la légère. Il faut permettre à d'autres candidats de se manifester et débattre de leurs mérites. Je veux pouvoir commencer les consultations avec mes collègues sur les qualifications d'autres candidats potentiels.

« Mais vos collègues du Conseil de sécurité refusent d'en parler... »

« C'est parce qu'ils croient toujours que nous allons changer d'avis. Je le répète, notre décision est définitive, et nous ne changerons pas d'avis.

Propos recueillis par Afsané Bassir Pour

## Désarmement : les cinq puissances nucléaires ont signé le CTBT

LES CINQ puissances nucléaires (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) ont signé, mardi 25 septembre, à l'ONU, à New York, le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT). Le côté très officiel de la cérémonie ne doit pas masquer les limites de cette signature. Si les signataires – qui doivent être rejoints par une cinquantaine d'autres pays – s'engagent ainsi, au moins politiquement, à respecter le traité, celui-ci doit encore être ratifié par les Parlements nationaux et, en tout état de cause, il n'entrera en vigueur que lorsqu'il aura été signé par l'Inde. Cette dernière condition n'est pas près d'être remplie.

L'opposition de l'Inde au CTBT

paraît plus résolue que jamais. C'est pourtant Nehru, alors premier ministre indien, qui, en 1954, avait lancé l'idée de négociations sur l'interdiction des essais nucléaires. Un texte prohibant toutes les explosions nucléaires, à l'exception des essais souterrains, avait été signé en 1963. Mais ni la France ni la Chine n'y avaient adhéré. Les négociations ont repris en 1994.

La France s'est ralliée, en août 1995, à l'option zéro (interdiction totale de toutes les explosions nucléaires sans exception), la Chine en juin 1996 seulement. Pour sauver la face après une attitude négative dans les négociations, Pékin a demandé et obtenu qu'une clause prévoyant des explosions

« pacifiques » (qu'on ne peut distinguer des essais nucléaires à but militaire) serait examinée dans dix ans. La Chine, avant son adhésion, s'était élevée avec vigueur contre le principe des vérifications sur place, au nom du respect de sa souveraineté nationale.

De fait, le traité fait une grande place à la question de la vérification. Il prévoit la mise en place d'un immense réseau international de surveillance, riche d'un nombre important de stations réparties sur les cinq continents et les océans de manière à couvrir toute la surface de la Terre.

Cette immense toile, censée être étanche, est complétée par un système de vérification sur les sites. Une considérable équipe compo-

sée d'experts de diverses nationalités serait autorisée à se rendre sur les lieux des que certains indices permettraient de penser qu'un Etat se livre à des essais illicites. Ces vérifications sur place, dont les pays du Sud se méfient, ont fait l'objet de longues négociations. Il a été finalement décidé, en guise de compromis, que la procédure d'inspection sur place serait autorisée par un vote de trente voix sur les cinquante et un membres du conseil exécutif de la future organisation. Le siège de cette organisation devrait être à Vienne, ville qui abrite déjà l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Isabelle Vichniev

**Journées Européennes de la prévention de la prostitution**

<b>Vendredi 22 novembre 1996</b> Les acteurs sociaux et la prévention de la prostitution Débats animés par Lucienne de HOYOS ● Trafic et prostitution : les dangers de la laisser faire ● Prévention et insertion : leur ou réalité	<b>Samedi 23 novembre 1996</b> Les jeunes et la prévention de la prostitution Débats animés par Patricia DREVET ● La prostitution, ce n'est pas du cinéma ! ● Prostitution : "putain de galère !"
---	---

— AU COURS DE CES DEUX JOURNÉES —

Lancement de la Bande Dessinée "Pour toi Sandra"  
« Héros de Dédé », créé par le Mouvement du Sud

Présentation du livre "La Prostitution"  
« Héros de Dédé », créé par le Mouvement du Sud

Frais d'inscription : 350 F repas compris.  
(23 novembre pour les primes / 30 F repas compris)

**CONTACT : 01 42 70 92 40**

## Les intrigues de palais en l'absence de Boris

Le président russe Boris Eltsine a quitté Moscou pour une tournée internationale. Son absence a permis à ses proches de s'engager dans une lutte pour le pouvoir. Les rumeurs d'un complot pour le renverser ont circulé. Les médias ont révélé des détails sur les manœuvres politiques. Les partisans de différents camps se sont affrontés. La situation est tendue. Les observateurs politiques s'attendent à ce que des événements importants se produisent pendant son absence.

Les rumeurs d'un complot pour le renverser ont circulé. Les médias ont révélé des détails sur les manœuvres politiques. Les partisans de différents camps se sont affrontés. La situation est tendue. Les observateurs politiques s'attendent à ce que des événements importants se produisent pendant son absence.

## L'Europe plus attractive pour les investisseurs étrangers

Un sondage récent indique que l'Europe est devenue plus attractive pour les investisseurs étrangers. Les raisons avancées sont la stabilité politique, la croissance économique et les incitations fiscales. Les entreprises étrangères sont plus enclines à investir dans des pays européens. Cela pourrait renforcer la position de l'Europe sur la scène mondiale.



## Les intrigues de palais agitent le Kremlin en l'absence de Boris Eltsine, hospitalisé

Le président russe est en état de travailler entre « trente minutes et deux heures et demie » par jour

Boris Eltsine sera-t-il opéré du cœur ? La décision sera annoncée « probablement vendredi », a indiqué, mardi 24 septembre, le Professeur Renat

Akhchourine qui devrait diriger l'intervention chirurgicale. Un conseil de médecins devait se réunir mercredi, en présence du chef de l'État, à

l'hôpital central du Kremlin où ce dernier séjourne « pour des examens préopératoires » depuis deux semaines.

**MOSCOU**  
de notre correspondant  
Malgré tous les efforts du Kremlin pour désamorcer la tension à la veille de l'annonce du traitement médical que doit subir Boris Eltsine, la nervosité gagnait du terrain, mercredi 25 septembre à Moscou, face à la nouvelle crise de pouvoir qui menace le pays.

Mercredi, les médecins chargés de prendre la décision étaient réunis en conseil à l'hôpital central du Kremlin autour du président hospitalisé depuis deux semaines. Boris Eltsine avait décidé, malgré deux attaques cardiaques en 1995 et les conseils de son entourage, de se présenter à l'élection présidentielle. Élections qu'il a remportées le 3 juillet dernier, moyennant la dissimulation aux électeurs d'une nouvelle attaque survenue à la veille du deuxième tour.

Depuis lors, il est pratiquement absent de la scène publique, laissant se développer au grand jour les rivalités entre trois des détenteurs du pouvoir : le chef de son administration Anatoli Tchoubaï, souvent accusé de signer les ordres à la place du président ; le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, qui doit assurer un minimum de trois mois avant de nouvelles élections en cas d'incapacité « prolongée » du président ; et le secrétaire du conseil de sécurité Alexandre Lebed, dont la popularité a été encore accrue par le suc-

ces de sa mission de paix en Tchétchénie.

Le général, qui aurait toutes les chances de remporter une nouvelle élection présidentielle, est en butte à l'hostilité de tous les autres candidats potentiels et de leurs alliés. Parmi ces candidats, surgissent à nouveau le leader

clenné, entre Guennadi Ziouganov et Viktor Tchernomyrdine, ou - grande sensation du jour - entre Alexandre Lebed et Alexandre Korjakov, l'ancien garde du corps présidentiel et ennemi juré d'Anatoli Tchoubaï. Tout cela crée déjà un climat de tension pré-électorale, qui rend peu sérieuse la ré-

de première importance » devant permettre au président de poursuivre ses fonctions avec un rythme de travail moins soutenu, une fois passés les mois de convalescence prévus après toute opération cardiaque.

**ANCIENNES MÉTHODES**

La tâche semble plus difficile que jamais : le nouveau porte-parole du Kremlin Sergueï Iastrjembski, qui avait agréablement surpris la presse dès sa nomination, il y a un mois, est contraint de recourir à d'anciennes méthodes. Mardi, il a souligné que Boris Eltsine peut travailler chaque jour, non pas « 15 minutes » comme l'a affirmé le *Financial Times* mais « de 30 minutes à deux heures et demi ».

Au début du mois, Boris Eltsine avait annoncé qu'il se soumettrait à une opération pour ne pas avoir à réduire son rythme de travail. Mardi, son chirurgien Akhchourine, qui fit scandale il y a cinq jours en disant qu'il faudrait peut-être annuler l'opération, a affirmé qu'une telle annulation était « impossible ».

Le même jour, la télévision a encore une fois montré, deux ou trois secondes, Boris Eltsine assis face à Viktor Tchernomyrdine. Selon M. Iastrjembski, ils ont parlé « plus d'une demi-heure ».

Sophie Shihab

### Forte chute de la Bourse de Moscou

Les marchés financiers russes ont immédiatement réagi aux incertitudes politiques liées à l'aggravation de l'état de santé du président Eltsine. A la Bourse de Moscou, le cours des principales actions cotées a chuté de 10 % en moyenne en l'espace de deux séances, lundi 23 et mardi 24 septembre. Aucune des valeurs de référence, les « blue chips », comme Lukoil, Surgutneftegaz, ou Mosenergo n'a été épargnée par les ventes.

Le marché obligataire, lui aussi, s'est inscrit en fort recul et le taux des « GKO », les bons du trésor, abondamment utilisés pour financer le déficit budgétaire, a été poussé à la hausse. Les opérateurs restent cependant confiants dans la poursuite des réformes économiques entreprises depuis l'arrivée de Boris Eltsine au Kremlin. Selon Peter Mayer, responsable du département Europe de l'Est de la firme CS First Boston, « toute véritable catastrophe boursière devrait être évitée ».

(AFP, Bloomberg)

communiste Guennadi Ziouganov, qui appelle à la démission de Boris Eltsine - du moins dans ses déclarations aux médias étrangers.

Les « petites phrases » de tous ces prétendants sur leurs futures alliances possibles, occupent les médias russe. On discute surtout des amitiés, nouvelles ou an-

serve que s'imposent ces mêmes médias (ou que le Kremlin leur impose) sur les questions directement liées à la santé du président et celles - plus sensibles encore - relatives à ses capacités de travail, actuelles et futures.

Car l'administration aux ordres de M. Tchoubaï, prépare, comme il l'a dit, une « initiative politique

confié le portefeuille de la défense à Aleks Tsobatzopoulos, qui avait échoué en juin dernier dans la course à la succession à la présidence du parti.

Dans le secteur économique, le premier ministre a décidé de créer un superministère en réunissant le ministère de l'économie et celui des finances entre les mains de Yannis Pa-

pantoniou, artisan de la baisse de l'inflation. Costas Simitis a donc repris dans son nouveau cabinet l'ensemble des anciens et respecté toutes les sensibilités du Pasok. Pour marquer son empreinte, il a nommé une série de secrétaires d'État, la plupart jeunes et dévoués à sa personne.

Didier Kunz

### Dix-neuf ministres

- Intérieur, administration : Alexandre Papadopoulos.
- Défense nationale : Aleks Tsobatzopoulos.
- Affaires étrangères : Théodore Pangalos.
- Économie et finances : Yannis Papantoniou.
- Agriculture : Stéphanos Tzoumakis.
- Développement (industrie, commerce et tourisme) : Vasso Papandréou.
- Travail et affaires sociales : Miltiade Papaioannou.
- Santé et prévoyance sociale : Costas Gettonas.
- Justice : Evangelios Yannopoulos.
- Éducation nationale et cultes : Gérasimos Arsenis.
- Culture : Evangelios Venzélos.
- Marine marchande : Stavros Somakidis.
- Ordre public : Georges Roméos.
- Macédoine et Thrace : Philippe Patsalnikos.
- Égée : Elisabeth Papazoi.
- Environnement, urbanisme et travaux publics : Costas Laliotis.
- Transports et communications : Haris Kastanis.
- Porte-parole du gouvernement : Dimitris Reppas.
- Adjoint aux affaires européennes : Georges Papandréou. - (AFP)

## Le premier ministre grec a formé un gouvernement pro-européen

**ATHÈNES**  
de notre correspondant

Le chef du gouvernement grec, Costas Simitis, grand vainqueur des élections du 22 septembre, a formé, mardi, un nouveau gouvernement composé des barons socialistes et de jeunes secrétaires d'État proches de ses idées modernistes et européennes. Le nouveau cabinet rassemble 41 membres, dont 19 ont rang de ministres - ces derniers, sans deux, étaient déjà membres du précédent cabinet ; les 22 autres sont secrétaires d'État, et la moitié d'entre eux sont des nouveaux venus.

La formation de ce gouvernement « vise à lier l'expérience et le renouvellement nécessaire », selon le communiqué du bureau du premier ministre. M. Simitis a d'abord choisi la continuité en matière de politique étrangère en maintenant à son poste Théodore Pangalos, un de ses plus anciens soutiens, qui devra gérer les

dossiers gréco-turc et chypriote et affirmer l'ancrage européen de la Grèce, pierre angulaire de la politique du premier ministre. M. Pangalos est assisté de Georges Papandréou, son ancien ministre de l'éducation, qui est le fils aîné du chef historique des socialistes grecs décédé en juin dernier.

Un homme nouveau, le seul à ne pas avoir été élu dimanche, Christos Rozakis, connu pour son combat en faveur des droits de l'homme, a également été nommé secrétaire d'État aux affaires étrangères. Son entrée au gouvernement constitue la seule ouverture à la gauche autogestionnaire, proche de la politique européenne de M. Simitis, et qui a obtenu 10 sièges au Parlement avec 5,1 % des voix.

A la défense, M. Simitis a décidé de se débarrasser du titulaire, Gérasimos Arsenis, son rival malheureux à l'élection du 18 janvier, qui s'est opposé à lui dans la gestion du dossier gréco-turc. Il l'a nommé à l'éducation et a

## L'Europe plus attractive que l'Asie pour les investisseurs étrangers

**L'UNION EUROPÉENNE (UE)** attire les investisseurs étrangers davantage que l'Asie. Selon les chiffres publiés, mardi 24 septembre, à Paris, par la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), le flux des investissements étrangers directs (IED) par opposition aux investissements de portefeuille) dans l'Europe des Quinze a atteint en 1995 le chiffre record de 112 milliards de dollars (soit 569 milliards de francs), contre 68 milliards pour le continent asiatique. Les chiffres de l'année précédente ne laissent pas pressager une telle envolée de l'Union : l'Asie, courtisée par les sociétés transnationales, semblait à la veille de dépasser l'Europe des Quinze.

**LA FRANCE DEVANT L'ALLEMAGNE**  
Autre donnée intéressante contenue dans le rapport de la Cnuced (« World Investment Report ») : la répartition des IED par pays. Avec 60 milliards de dollars récoltés l'an passé, les États-Unis restent la terre d'élection des grands pourvoyeurs d'investissements étrangers que sont les sociétés transnationales, devant le Royaume-Uni, la Chine, et... la France (20 milliards). L'Allemagne n'arrive qu'en 5<sup>e</sup> position avec seulement 9 milliards de dollars d'IED en 1995. « Les Français ont une économie qui tient la

route. Ils ne doivent pas se laisser effrayer par la mondialisation », en a déduit le haut fonctionnaire en charge de vendre l'image de la France auprès des investisseurs étrangers, l'ambassadeur Jean-Daniel Fordjman.



Japon excepté, les pays qui accueillent le plus d'IED sont également ceux qui investissent le plus en dehors de leurs frontières. Ainsi retrouve-t-on sans surprise les

États-Unis (ils ont investi 300 milliards de dollars à l'étranger entre 1990 et 1995), le Japon (165 milliards), le Royaume-Uni (153 milliards) et la France (150 milliards). L'Allemagne arrive derrière.

Au total, les statistiques de la Cnuced montrent que le rythme de la mondialisation des affaires s'accroît. Le total des investissements étrangers dans le monde a atteint 315 milliards en 1995, en progression de 40 % d'une année sur l'autre. Pourquoi un tel bond ? Le rapport met en avant différentes explications sans en privilégier une : essor de la concurrence, apparition de technologies nouvelles, augmentation des fusions entre entreprises, politique de privatisation, entrée en application d'accords de libre-échange.

Il faut cependant relativiser cette mondialisation, car les compagnies transnationales continuent à réserver leurs investissements à un petit groupe de pays développés. L'étude de la Cnuced rappelle que les cent plus petits pays d'accueil n'ont reçu que 1 % des investissements totaux. Les dix premiers, eux, ont bénéficié de près de 70 % du total. L'observation est à rapprocher de la nationalité des sociétés transnationales : sur les cent premières, les tiers sont américaines.

Jean-Pierre Tuquet

## Appel au dialogue national au Mexique

**MEXICO.** L'évêque Samuel Ruiz, président de la Commission de médiation au Chiapas (Cona) a appelé, mardi 24 septembre, à un dialogue de paix « national » incluant les deux mouvements de guérilla mexicains et « tous les secteurs » de l'opinion publique, dont l'armée. Cet appel intervient alors que le dialogue de paix entre le gouvernement et l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), initié à l'été du Chiapas, est suspendu depuis bientôt trois semaines à l'initiative de l'EZLN. Lors d'une conférence de presse donnée à Mexico, l'évêque a estimé que le dialogue « ne peut plus être limité au seul Chiapas », tout en invitant l'EZLN à renouer celui-ci. Selon Samuel Ruiz, « le problème de la paix a acquis une dimension nationale » en raison de l'appartenance, le 28 juin dernier, de l'Armée populaire révolutionnaire (EPR) « et de l'attitude du gouvernement, qui considère l'EPR comme un mouvement terroriste ». - (AFP)

## La tension monte en Arménie

**BREYAN.** Quelque 40 000 à 50 000 partisans de Vazgen Manoukian, le principal rival du président Levon Ter-Petrosian, réélus dimanche, ont manifesté, mardi 24 septembre, à Breyan, pour contester les résultats du scrutin, alors que des unités d'élite de l'armée ont pris position devant les principaux édifices publics de la ville. Les derniers résultats préliminaires communiqués mardi midi accordaient à Levon Ter-Petrosian 51,99 % des suffrages, et 41,16 % à son rival Vazgen Manoukian. Les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont constaté « plusieurs infractions sérieuses aux règles électorales » insuffisantes pour remettre en question la victoire du président sortant. - (AFP/Reuters)

### DÉPÊCHES

#### EUROPE

■ **TURQUIE** : neuf détenus ont été tués et plusieurs autres blessés, mardi 24 septembre, lors d'une émeute dans la prison de Diyarbakir (sud-est). Les protestataires, des militants kurdes membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), accusaient le gouvernement turc de ne pas avoir amélioré leurs conditions de détention malgré une grève observée en juillet à l'échelle nationale. Leur révolte a éclaté alors que l'armée conduisait, depuis quarante-huit heures, une vaste opération contre un maquis du PKK. - (AFP/Reuters)

■ **TCHÉTCHÉNIE-RUSSIE** : le chef des indépendantistes tchétchènes, Zelimkhan Iandartiev, se rendra à Moscou d'ici à la fin septembre pour rencontrer la haute direction russe, a indiqué, mardi, le porte-parole des séparatistes. Par ailleurs, le chef de l'État-major tchétchène a rencontré, mardi, à Grozny, l'adjoint d'Alexandre Lebed pour discuter de la préparation de cette réunion ainsi que du retrait des troupes russes et de l'échange de prisonniers. - (AFP)

■ **BOSNIE** : le ministre français de la défense, Charles Millon, a réaffirmé, mardi 24 septembre, que la France, signataire des accords de Dayton avec les États-Unis, « restera en Bosnie avec ses alliés ou en partira avec eux » en 1997. - (AFP)

■ **La République Srpska (RS, entité serbe en Bosnie)** déclarera non valides les résultats des élections du 14 septembre si l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ne corrige pas les erreurs concernant les bulletins parvenus de l'étranger, qui auraient été reçus plusieurs jours après la clôture du scrutin, le 14 septembre, a déclaré, mardi 24 septembre, le « ministre des affaires étrangères » de la RS, Aleksa Buhac. - (AFP/Reuters)

■ **CROATIE** : le premier procès consacré au délit de presse, intenté contre deux journalistes du journal satirique *Paral Tribuna* devait reprendre mercredi 25 septembre à Zagreb. Les journalistes reconnus coupables de délit de presse, rétabli le 15 mars, encouraient une peine d'un à trois ans de prison. - (AFP)

#### ASIE

■ **AFGHANISTAN** : les talibans (« étudiants en religion »), militants musulmans ultra-orthodoxes, se seraient emparés, mercredi 25 septembre, de la localité de Sarobi, selon l'agence islamique afghane. L'information n'est pas encore confirmée de source gouvernementale. Située à soixante-dix kilomètres à l'est de Kaboul, Sarobi est un verrou stratégique qui abrite la centrale hydroélectrique de Naghlo, alimentant la capitale. - (AFP)

■ **CHINE** : Pékin a levé son veto sur la visite en Chine du ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a annoncé, mercredi 25 septembre, l'agence Chine nouvelle. La visite que M. Kinkel devait effectuer en juillet, à Pékin, avait été annulée à l'initiative du gouvernement chinois après l'adoption d'une résolution au Parlement allemand critiquant la politique chinoise au Tibet. - (AFP)

## Premier exercice du groupe aérien franco-britannique

**DÉFENSE.** Le premier exercice du groupe aérien européen franco-britannique, créé en octobre 1995 par Jacques Chirac et John Major, a commencé, mardi 24 septembre, sur deux bases en France, Chazotte (Haute-Marne) et Damblain (Vosges), avec des unités aériennes des deux pays. Baptisé « Volcan 96 », l'exercice doit s'achever le vendredi 27 septembre. Il a pour objet de préparer une intervention de protection des ressortissants français et britanniques qui seraient menacés dans un pays hostile. Le groupe aérien européen franco-britannique - qui rassemble l'aviation de combat, le transport, la défense antiaérienne et des forces spéciales - dépend d'un état-major conjoint implanté à High Wycombe (Angleterre).

GUY SCARPETTA

Une île  
roman

GUY SCARPETTA

Grasset



# Les Palestiniens protestent contre le percement par Israël d'un nouvel accès à un tunnel, à Jérusalem-Est

M. Nétanyahou, en tournée en Europe, s'est dit « fier » d'avoir décidé cette mesure

L'Autorité palestinienne a appelé à une grève des commerces et à des manifestations, mercredi 25 septembre, contre le per-

cement par Israël d'un nouvel accès à un tunnel sous la vieille ville arabe de Jérusalem. Cette action israélienne prouve de manière

évidente qu'Israël ne veut pas la paix, a déclaré le ministre palestinien des finances au terme d'une réunion extraordinaire du gou-

vernement palestinien. M. Arafat a adressé un télégramme à ce sujet à M. Clinton et la Ligue arabe va saisir les Nations unies.

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Yasser Arafat parle de « crime contre les droits, les biens et les sentiments religieux des Palestiniens », la Ligue arabe va saisir les Nations unies et, pour la première fois depuis bien longtemps, ce sont de véritables émeutes, brèves mais violentes, rappelant l'intifada, qui ont eu lieu à Jérusalem. Motif de cet émoi général, l'ouverture par Israël, dans la nuit du lundi 23 au mardi 24 septembre, d'un nouvel accès à un tunnel qui débouche en plein quartier musulman, sur la via Dolorosa, le présumé chemin de croix du Christ, dans la vieille ville de Jérusalem.

A quelques jours du sixième anniversaire de ce que les Palestiniens appellent « le massacre de l'esplanade des Mosquées », en octobre 1990 - après un début d'émence, la police israélienne avait ouvert le feu sur les pèlerins musulmans et tué 17 personnes -, l'atmosphère, sur ce site de tous les dangers, qui accueille le troisième lieu saint de l'Islam et le premier du judaïsme - le « mont du Temple » -, est extrêmement tendue.

Des heurts assez violents ont aussi opposé, mardi, les forces is-

raéliennes dans la ville arabe occupée d'Hébron à plusieurs centaines de Palestiniens, qui manifestaient pour obtenir des autorités d'occupation la réouverture de l'antique souk, fermé d'autorité par Israël en février 1994, après le massacre de 29 Palestiniens par un colon juif, Baruch Goldstein. Le souk est revendiqué au titre de « propriété juive » par les 450 colonies installées autour du site, en plein cœur de cette ville de 120 000 habitants arabes. Tsahal qui, selon les accords signés avec l'OPE, aurait dû se redéployer hors de la ville il y a six mois, y a récemment renforcé sa présence et la tension ne cesse de monter.

Mardi matin, en apprenant que le dernier coup de pioche qui ouvrait le tunnel de Jérusalem avait été donné avant l'aube, et devant les caméras de la télévision israélienne, par Ehoud Olmert, le maire nationaliste de la « cité unifiée », plusieurs centaines de Palestiniens ont commencé à crier des slogans hostiles à l'occupant et quelques pierres ont volé en direction des forces de police, préalablement déployées autour du site pour parer à toute éventualité. Armée et casquée, la troupe a tiré plusieurs

salves de billes de plomb caoutchoutées dans la foule des manifestants pour ramener le calme. Plusieurs jeunes Palestiniens ont été battus à coups de matraque et quatre ont été arrêtés.

CLIMAT DÉLÉTERE  
A l'extérieur des remparts, mais toujours dans la partie arabe occupée de Jérusalem, plusieurs centaines d'autres Palestiniens s'en sont pris aux policiers et ont incendié un camion de la municipalité israélienne. Dans la soirée, le chef de la police de Jérusalem faisait savoir que, à son avis, les troubles continueraient « peut-être encore un jour ou deux », mais que ses forces avaient « la situation bien en main ».

Après l'ouverture il y a quinze jours de ce qui est devenu pour les Arabes « le tunnel de l'apartheid » entre Jérusalem et les colonies juives de Gush Etzion - une route et un tunnel percé sur des terres arabes confisquées et interdits de fréquentation aux Palestiniens (Le Monde du 17 septembre) -, voici donc, comme dit un notable arabe de Jérusalem-Est, « le tunnel de la honte ».

La voie souterraine, qui mesure

488 mètres sur un mètre de large, existe en réalité depuis plusieurs années et emprunte le tracé d'une ancienne rue hérodienne (I<sup>er</sup> siècle avant J.-C.), qui passe sous le quartier musulman de la vieille ville et permet à ses visiteurs d'observer différents sites archéologiques bibliques et médiévaux, dont les sous-bassements du mur des Lamentations. Mais ce mur, dernier vestige du Second temple juif détruit par les Romains en l'an 70, sert de soutènement à l'esplanade des Mosquées, située juste au-dessus, à l'endroit même où se trouvait vraisemblablement le temple d'Hérode.

Selon les autorités israéliennes, près de 70 000 touristes visitent le tunnel chaque année. L'ouverture d'un accès sur la via Dolorosa, en n'obligeant plus les visiteurs à faire marche arrière, pour ressortir par l'ancien et unique accès, près du mur des Lamentations, devrait permettre de multiplier leur nombre par six. « Cela profitera aussi aux commerçants palestiniens de la vieille ville », a plaidé M. Olmert. Peine perdue. Dans le climat délétère qui règne chez les Palestiniens depuis l'accession au pouvoir des nationalistes israéliens et l'arrêt

puis la dégradation concomitante du processus de paix, c'est un dialogue de sourds.

A Jérusalem surtout, où les démolitions de maisons palestiniennes ont repris, où la colonisation juive rampante du quartier musulman gagne du terrain chaque jour, où plusieurs centaines d'habitants arabes ont été privés ces trois derniers mois, et sous des prétextes administratifs aussi divers qu'injustes, de leurs permis de résidence, toute mesure israélienne est perçue comme une nouvelle tentative de judaïser un peu plus la Ville sainte.

Préconisé depuis plus d'une dizaine d'années par les autorités israéliennes, l'ouverture d'un nouvel accès au tunnel avait sans cesse été repoussée par les différents gouvernements, précisément pour ne pas provoquer la colère des musulmans. M. Nétanyahou n'a pas ce genre de pudeur. « Je suis fier d'avoir pris une décision qui aurait dû être appliquée il y a bien longtemps », a-t-il confié, mardi, aux médias israéliens qui l'accompagnaient dans sa tournée européenne.

Patrice Claude

## « Les Maliens en situation régulière sont des agents du développement »

Le ministre français de la coopération, Jacques Godfrain, a achevé sa tournée dans la région de Kayes

KAYES  
de notre envoyé spécial

Elle est interminable, la piste qui mène à Sobokou. Au cours d'un bref séjour de vingt-quatre heures au Mali, Jacques Godfrain a pu mesurer, mardi 24 septembre, à quel point la région de Kayes est reculée, ce qui, entre autres raisons, fait d'elle un foyer très particulier d'émigration, notamment vers la France.

La tournée du ministre délégué à la coopération, a pris des allures de rallye-raid - le Paris-Dakar a emprunté les pistes du Mali. Depuis Bamako, il faut au moins une heure et demie pour atteindre Kayes, à bord de petits avions uniquement. En train, c'est douze heures; quarante-huit heures en voiture, à condition qu'elle soit tout-terrain et à toute épreuve, en cette saison des pluies. De Kayes à Sobokou, on doit compter une heure et demie, pour une cinquantaine de kilomètres. Et encore une partie de la piste vient-elle d'être améliorée dans le cadre d'une campagne qui a pour but de donner une chance de réel développement à cette contrée aussi pauvre qu'isolée.

En chemin, des toits de tôle ondulée, remplaçant la couverture traditionnelle de chaume ou de roseau, signalent les villages de « migrants », Sobokou, au bord du fleuve Sénégal, vient de s'offrir un vaste dispen-

saire, avec l'argent des « gens de l'extérieur ». Sur 5 000 à 6 000 habitants, plus de 400 vivent en France - « la plupart dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris » -, pour assurer une grande part des ressources du village. Moustapha Kouyaté est venu en voisin. Il est rentré au pays en 1992 et a été un des premiers à bénéficier de l'aide au retour: 24 000 francs, accordée par le gouvernement français, à condition que l'intéressé présente un « projet ». M. Kouyaté a ainsi lancé son « opération Tabaski »: engraisser des moutons pour les revendre avant la fête musulmane du sacrifice. « Afin de ne pas mettre tous [ses] œufs dans le même panier », il a créé ensuite un poulailler et expédie les œufs vers Kayes. « Diversifiant » davantage, il vient d'ajouter une « section bovins »: cinq vaches, pour le moment.

RETOURS « EN DOUCEUR »  
Modeste mais dynamique, il anime, en outre, une association de paysans qui développent l'irrigation et produisent tomates et oignons « exportés » hors du cercle de Sobokou. M. Kouyaté, qui a reçu une formation d'animateur, est un des éléments moteurs du programme d'assistance à la réinsertion, géré par l'Office des migrations internationales (OMI). Tous les bénéficiaires ne connaissent pas une réussite - toutes proportions gar-

dées - aussi florissante que celle de M. Kouyaté ou celle de ce péruvien qui a utilisé son pécule de retour pour acheter trois embarcations: aujourd'hui, « armateur » près de Bamako, sur le Niger, il possède dix pirogues de transport et emploie quarante-cinq personnes. Mais, au total, l'OMI se fâche de provoquer plus de retours « en douceur » qu'il n'y en a sous la contrainte. Aussi va-t-on prochainement étendre l'expérience.

A Kayes, un porte-parole de l'ensemble des multiples associations formées par des « Maliens de l'extérieur », a déclaré à M. Godfrain qu'il fallait, étant donné leur contribution à l'économie de la région, considérer les « migrants et anciens migrants » comme des « acteurs du développement ». C'était aussi une manière de demander que la France ait plus d'égards pour les Maliens vivant dans l'Hexagone, qu'ils soient en situation régulière ou non.

M. Godfrain a tenu compte des critiques - plus souvent sous-entendues qu'exprimées clairement - portant sur les lois Pasqua et les expulsions des reclus de l'église Saint-Bernard. « Oui, les Maliens en situation régulière sont des agents de développement », a-t-il répondu à ses hôtes, en vantant le travail de ces associations malleuses qui agissent en France et au Mali. Il a assuré que celles-ci seraient considérées comme de véritables par-

tenaires, « pour des actions conjointes de proximité, en France et au Mali ». Lors d'une autre étape, il avait déclaré: « C'est un devoir pour tout pays de protéger ceux qui ont choisi de respecter l'Etat de droit. Et c'est l'immense majorité des Maliens vivant en France ».

Une délégation d'organisations françaises, qui ont soutenu les sans-papiers de l'église Saint-Bernard, vient d'arriver à Bamako pour étudier les moyens de continuer l'action en leur faveur avec les groupes qui, au Mali, ont formé un Collectif de défense des expulsés de France, d'Angola et d'ailleurs. Lors d'un débat diffusé par une radio indépendante, un membre de ce collectif a accueilli la visite du ministre français en lisant un communiqué s'achevant sur « Dehors Godfrain ! ».

Mais les participants au débat n'étaient pas tous aussi virulents. Par exemple, ce Maliien expulsé, en août, d'Angola, ainsi qu'un millier de ses compatriotes. Ils étaient, pour la plupart, des « avec-papiers ». « J'étais en règle, j'avais pignon sur rue, déclare ce commerçant qui importait à Luanda des vêtements d'Asie du Sud-Est. Soudain, je me suis retrouvé en prison pour cinq jours, avant d'être poussé dans un chariot, sans aucune explication ».

François Cornu

## L'Indonésie veut transformer la société par le planning familial

L'objectif est d'atteindre deux enfants en moyenne par famille dès 2005

CARANGIN  
de notre envoyé spécial

Une petite file de femmes attendant sous les arbres, devant la belle maison du responsable de l'Association des habitants de Curugdeng, à une centaine de kilomètres de Jakarta, la capitale indonésienne. Comme il a, âgée de vingt-cinq ans et mère de trois enfants, elles sont venues à la consultation mensuelle du village pour faire contrôler le poids de leurs enfants, prendre des conseils ou se ravitailler en contraceptifs.

Ce rendez-vous mensuel, le *posyandu*, est un des rites du système mis en place depuis le début des années 70 pour ralentir la croissance de la population. Les autorités entendent plus que jamais la lutte contre la pauvreté. Son organisation sophistiquée repose sur une mobilisation permanente des autorités locales et de la société indonésienne, sous la tutelle du Conseil national de la planification familiale, dont l'architecte, Haryono Suyono, a rang de ministre.

Le Conseil dispose de 33 000 agents locaux dans l'ensemble du pays. Leur tâche principale est d'animer un réseau de

quelque 500 000 volontaires. Dans les villages, ceux-ci dressent, chaque année, une véritable carte - affichée au posyandu - des couples en âge d'avoir des enfants, avec le mode de contraception qu'ils utilisent, et leur niveau de revenus; ils assurent les consultations mensuelles, rendent visite à tous les couples concernés, pour les motiver, les conseiller, connaître leurs problèmes et leurs vœux.

Pour amplifier cette action psychologique, des groupes d'*utilisateurs* de la contraception sont formés dans le village. Ceux-ci collectent aussi de petites sommes pour financer les consultations et prendre en charge, éventuellement, les dépenses de santé des familles les plus modestes. Pratique qui s'appuie sur une tradition d'entraide villageoise très développée à Bali et à Java. Les « volontaires » sont généralement les femmes des notables et des fonctionnaires pour qui ces tâches sont un devoir civique et une manière d'obtenir une reconnaissance sociale. On sollicite aussi les « leaders informels », notamment religieux. Le programme a reçu la bénédiction des autorités musulmanes.

Ce réseau veut aussi impliquer

les autorités locales - y compris l'armée et la police - qui se réunissent régulièrement dans les cantons, avec les agents du planning, les volontaires, les médecins du dispensaire pour suivre le déroulement du programme de planning familial, chiffres à l'appui. Les délégués des communes qui ont obtenu les meilleurs résultats et les moins bons expliquent les raisons de leur succès ou de leur échec.

« PRESSION SUBLILE »  
Les responsables indonésiens se défendent d'exercer des pressions sur les familles: depuis 1992, la loi donne aux couples le droit d'avoir le nombre d'enfants qu'ils veulent. Mais, reconnaît le professeur Santoso Hamidjoyo, conseiller du ministre Haryono, il s'agit d'*exercer une pression de la collectivité, subtile mais ferme... Il faut que les gens comprennent que "small is good"*. Il y a donc des récompenses. Les enfants amenés au posyandu reçoivent un « cadeau », un œuf, des confiseries. Les « utilisateurs » fidèles et volontaires bénéficient d'une priorité au dispensaire, de facilités pour obtenir des semences hybrides - plus productives -, un crédit auprès de la coopérative communale. Tous les deux

ans, les trois cents volontaires les plus efficaces d'Indonésie sont invités à Jakarta pour la fête de l'indépendance.

Ce système de coopération-compétition a, sans doute, contribué à ralentir, en vingt-cinq ans, l'accroissement de la population, de 2,5 % par an à environ 1,6 %. Plus de la moitié des couples utilisent une méthode de contraception et le nombre moyen d'enfants par femme a diminué de moitié. Mais la situation varie beaucoup d'une province à l'autre: la fécondité reste nettement plus élevée, la croissance démographique plus rapide, non seulement dans des zones éloignées comme à Sumatra ou à Kalimantan, mais aussi dans l'ouest de Java, pourtant proche de la capitale. Et cette dernière abrite toujours près de 60 % de la population indonésienne, avec une densité rurale parmi les plus élevées du monde. Surtout, la jeunesse de la population - 30 % des Indonésiens ont moins de quinze ans - promet encore une croissance rapide.

Les autorités indonésiennes ont donc décidé de ne pas relâcher l'effort, pour, explique M. Haryono, « ramener à deux enfants la taille moyenne de la famille » dès 2005.

afin de stabiliser la population de l'archipel, dès 2035, au lieu de l'évaluation 2050 attendue, ce qui « économiserait » quelque cinquante millions d'habitants.

MORTALITÉ INFANTILE ÉLEVÉE

Pour consolider ses succès, l'Indonésie devra s'attaquer à la mortalité maternelle et infantile - deux points sur lesquels elle est en retard par rapport à des pays voisins de niveau économique comparable, comme les Philippines, ou même l'Inde. « Nous avons un taux de mortalité maternelle alarmant, reconnaît le docteur Pudjo Raharto, du Conseil national pour la planification familiale: 360 pour cent mille, trente fois plus qu'en France ».

En l'an 2000, le gouvernement veut disposer d'une sage-femme dans chaque commune, au lieu d'une sur deux aujourd'hui: 60 % des accouchements sont faits par des « sages-femmes traditionnelles », sans formation. Mais pour certains, comme pour le docteur Firmin Lubis, directeur de la Fondation Kusuma Buana, qui tente de mener de pair planning familial et santé maternelle et infantile, « les autorités ont mis trop exclusivement l'accent sur la réduction de la fé-

### AFRIQUE

■ ALGÉRIE: le président Liamine Zerroual a décidé de « reporter » à une date non précisée l'entrée de nouveaux partis dans le gouvernement, a-t-on indiqué, mardi 24 septembre, de source officielle. Trois des principaux partis d'opposition, le Front des forces socialistes (FFS), le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) avaient rejeté cette proposition de gouvernement « élargi », faite samedi par le chef de l'État. - (AFP)

■ L'enseignement de l'anglais va être privilégié comme première langue étrangère au détriment du français, a annoncé, mardi 24 septembre, à la radio nationale algérienne, le ministre de l'éducation qui a ajouté que « l'expérience prouve que les écoles ont préparé l'anglais dans de nombreuses écoles ». - (Reuters)

■ COMORES: les élections législatives, dont le premier tour était prévu le 6 octobre, ont été reportées, pour des raisons techniques, au 17 novembre, a annoncé le gouvernement mardi 24 septembre. Le deuxième tour sera organisé le 24 novembre. Le 20 octobre aura lieu un référendum sur la nouvelle Constitution. - (AFP)

■ TUNISIE: dix organisations non gouvernementales tunisiennes ont critiqué, mardi 24 septembre, dans un communiqué, le contenu d'une lettre ouverte adressée la veille au président Ben Ali par cinq organisations internationales de défense des droits de l'homme, qui constataient la « dégradation » des libertés en Tunisie. - (Reuters)

### AMÉRIQUES

■ COLOMBIE: le ministre de la défense a indiqué, mardi 24 septembre, que le gouvernement prépare la mobilisation de ses réserves pour contrer les offensives de grande ampleur menées par les mouvements armés d'extrême gauche. Mardi, les combats ont fait huit morts parmi les rebelles. - (Reuters)

■ ÉTATS-UNIS: les équipes chargées des fouilles sous-marines à la suite de l'explosion en vol du Boeing de la TWA, le 17 juillet, ont retrouvé « une pièce importante du réservoir central », a indiqué, mardi 24 septembre, un responsable des recherches. - (AFP)

### ÉCONOMIE

■ ARGENTINE: pour la deuxième fois en moins de deux mois, la centrale ouvrière CGT a appelé à une grève générale de 36 heures, à partir de jeudi 26 septembre, pour s'opposer au plan économique et social voté le 18 septembre par le Parlement et soutenu par le Fonds monétaire international. - (AFP)

■ ITALIE: le président du conseil, Romano Prodi, a signé, mardi 24 septembre, un accord pour l'emploi avec les syndicats et le patronat qui prévoit notamment une réduction du temps de travail hebdomadaire, des incitations à la création d'entreprises et des aides à la formation professionnelle. - (Reuters)

Guy Herzlich



هكذا من الإمل

ent par Israël  
lem-Est

LE MONDE / JEUDI 26 SEPTEMBRE 1996 / 5

(Publicité)

LES RÊVES QUI DEVIENNENT DES RÉALITÉS,  
CA N'ARRIVE PAS QUE DANS LES CONTES DE FÉES.

Damien Capelier avait un projet : construire un bateau de ses propres mains, construire un trimaran qui mettrait la voile à la portée de tous. Pas seulement pour lui ! Son rêve est devenu réalité. Dans le cadre de l'opération "Défi Jeunes", lancée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, il a trouvé un appui : le centre E. Leclerc de Montpellier a reconnu dans son projet la marque d'une vraie vocation digne d'être parrainée. A la fin de cette année, le trimaran "Pour Tous" fera découvrir à de nombreux néophytes les joies de la voile avec à son bord un skipper heureux d'avoir réalisé son entreprise.

E.LECLERC 



**MAJORITÉ** Alain Juppé a annoncé, mardi 24 septembre, devant les parlementaires de l'UDF réunis à Deauville, qu'il va engager la responsabilité de son gouvernement

sur une déclaration de politique générale mercredi 2 octobre, au lendemain de l'ouverture de la session parlementaire. Cette décision vise à engager la majorité sur les projets

de budget et de financement de la Sécurité sociale. **LES PROJETS GOUVERNEMENTAUX** concernant tant la fiscalité que la lutte contre le racisme, voire le mode de scrutin,

ont été vivement mis en cause par les députés et les sénateurs de l'UDF, ainsi que par François Léotard. Ils suscitent aussi des réserves au RPR. **LES SOCIALISTES** ironisent sur

l'aveu de faiblesse que constitue, selon eux, la troisième demande de « confiance » du gouvernement Juppé depuis l'arrivée du premier ministre à Matignon en mai 1995.

## Alain Juppé veut obliger l'UDF à lui confirmer son soutien

Soumis aux critiques de la deuxième composante de la majorité et de son président, François Léotard, le premier ministre tente d'imposer la discipline en engageant la responsabilité de son gouvernement, début octobre, à l'Assemblée nationale

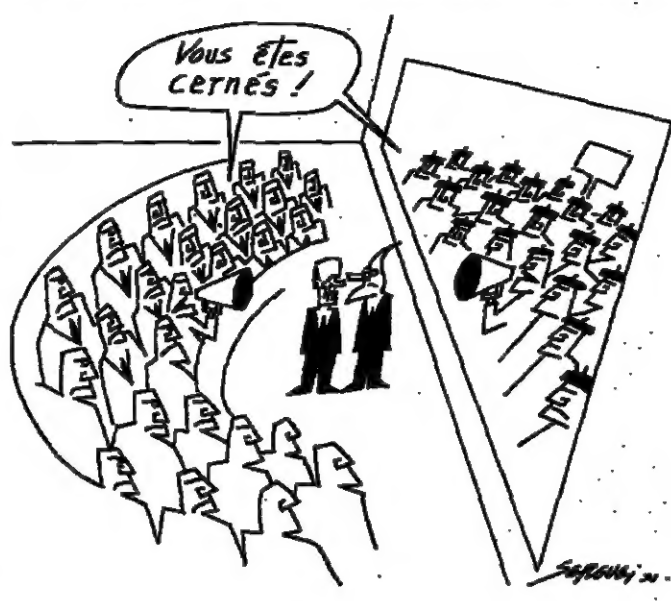
**DEAUVILLE**  
de notre envoyé spécial  
La mutinerie couvrait, ces derniers temps, dans les rangs de la majorité. Pour tenter d'y couper court, Alain Juppé a décidé de convoquer l'équipage sur le pont afin de lui rappeler qu'il demeure son capitaine. S'exprimant lors des journées parlementaires de l'UDF, à Deauville, le premier ministre, accompagné de dix-neuf de ses ministres, a annoncé, mardi 24 septembre, qu'il engagera la responsabilité de son gouvernement sur une déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale « dès le début de la session parlementaire, qui s'ouvrira mardi 1<sup>er</sup> octobre. Pour faire bonne mesure, il sollicitera également l'approbation des sénateurs.

De fait, la réunion de Deauville a montré à quel point l'atmosphère est à l'orage dans la majorité. La journée de mardi a donné lieu à une sorte d'inventaire des sujets de mécontentement des députés et des sénateurs UDF présents. Que ce soit sur le budget, sur la réforme du mode de scrutin législatif ou sur l'avenir-projet de loi contre le racisme, les participants ont bien plus souvent trouvé matière à protester qu'à applaudir.

La réforme fiscale ? « Ce matin, au bureau de tabac, des électeurs qui avaient voté pour nous m'ont pris à part : "On ne vous comprend plus. Vous baissez l'impôt sur le revenu, mais vous augmentez les taxes sur l'essence", s'est inquiété Charles Gheerbrant, député du Pas-de-Calais. « Ne pourrait-on pas éviter d'augmenter cette taxe ? », a

alors interrogé Jean-Pierre Thomas, député des Vosges.  
« Jamais augmentation n'a été aussi faible », s'est défendu Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. « Raison de plus ! », s'est exclamée l'assistance. « Mais ça ne fait que plus 1,2 % », a tenté d'argumenter le ministre. « Ce n'est pas le problème ! », s'est insurgée la salle. « De grâce, n'hésitez pas à dire que ce budget sera un bon budget. Vous aurez dans quelques jours un document pédagogique rendant plus populaire la réforme fiscale. Nous pourrions tenir un discours exaltant sur ce budget », les a finalement conjurés M. Arthuis.

**BROWNA**  
La réforme du mode de scrutin législatif ? « Oublions ces espèces de magouilles électorales de dernière heure qui nous font plus de mal que de bien ! (...) N'essayons pas de cou-



### Une troisième fois la « confiance »

Depuis son arrivée à Matignon, le 17 mai 1995, c'est la troisième fois que le chef du gouvernement va demander un vote de confiance à sa majorité. Alain Juppé utilisera l'article 49, alinéa 1 de la Constitution, stipulant que « le premier ministre, après délibération du conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du gouvernement sur son programme ou, éventuellement, sur une déclaration de politique générale ».

Le 23 mai 1995, M. Juppé avait engagé la responsabilité de son gouvernement sur une déclaration de politique générale, annonçant notamment qu'il voulait obtenir un recul rapide et durable du chômage. Il avait obtenu la « confiance » par 447 voix contre 85 (6 abstentions).  
Le 15 novembre 1995, après avoir largement réaménagé son gouvernement, M. Juppé avait engagé à nouveau sa responsabilité sur ses propositions de réforme de la Sécurité sociale. L'Assemblée lui avait accordé sa confiance par 463 voix contre 87 (10 abstentions).

Plus vite que Le Pen, il sera toujours plus rapide que nous ! », s'était écrié, le matin, René Monory, président du Sénat, sous les vivats des parlementaires. « Toute une série de propositions ont émané, avant que je n'ouvre ce débat, de plusieurs cercles de la majorité », a assuré M. Juppé. « Non, c'est faux ! », s'est offusqué l'assistance. « Vous ne pouvez pas me dire "non". Qui est venu, à plusieurs reprises, me demander une réforme du mode de scrutin régional ? Vous voyez que je n'ai pas fantasmé ou sorti de mon chapeau une réflexion qu'on ne m'aurait pas soumise du préalable ! », a rétorqué le chef du gouvernement, aux prises avec une vé-

ritable bronca. « Je n'ai pas de projet caché. (...) Je prendrai l'initiative - et, pour l'instant, cela ne va pas au-delà - de consulter dans les prochaines semaines les dirigeants des formations politiques représentées à l'Assemblée et au Sénat », a conclu M. Juppé.

François Léotard, dans un discours très offensif, a vertement critiqué le principe d'un projet de loi renforçant la législation antiraciste, déplorant au passage que l'UDF n'ait « en rien été consultée » dans cette affaire. Il a la « liberté de vote » sur ce sujet. Le député du Var a exclu, d'autre part, que l'UDF approuve une modification du mode de scrutin législatif avant les élections de 1998. Pour lui, une éventuelle réforme ultérieure devra avoir l'accord préalable de la direction de l'UDF et de ses députés. Enfin, que le budget soit « globalement bon » ne l'a pas empêché de douter que la baisse des impôts constitue, « en soi, une réforme » de la fiscalité.

### TRAVAIL CLANDESTIN

L'atmosphère s'est un peu apaisée lorsque M. Juppé a exposé ses intentions en matière d'immigration. De fait, des contacts préalables avaient permis de concilier les demandes de l'UDF, formulées par Gilles de Robien, président du groupe de l'Assemblée nationale, et l'annonce des projets de M. Juppé (Le Monde du 25 septembre). Le premier ministre a précisé que le projet de loi sur le travail clandestin, préparé par Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, sera présenté au Parlement

dès le mois d'octobre et que sera créée une délégation interministérielle à la lutte contre le travail clandestin.

En revanche, les mesures législatives relatives au séjour des étrangers, « dont plusieurs sont inspirées » du rapport de Jean-Pierre Philibert, député (UDF) de la Loire, et de celui de Charles de Courson (UDF, Marne) et Gérard Léonard (RPR, Meurthe-et-Moselle), interviendront, « dans un second temps », ce qui est jugé trop vague par certains responsables UDF. M. Léotard a prévenu qu'une commission de l'UDF fera ses propres propositions au gouvernement.

Solidarité gouvernementale oblige, le discours de M. Bayrou a été beaucoup moins irritant pour M. Juppé, même si le ministre de l'éducation nationale a exprimé, lui aussi, son peu de goût pour l'introduction d'une dose de proportionnelle dans le scrutin législatif. Le président de Force démocrate a appelé la majorité à « croire en elle-même » pour gagner les élections de 1998, plutôt que « d'aller chasser sur les terres des adversaires ».

A la fin de ces journées - auxquelles n'a pas participé Alain Madelin et au cours desquelles Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, est venu souligner que « le débat ne saurait être dissimulé à une contestation stérile ou à des bavardages sans lendemain » -, M. Léotard, pas plus que M. Bayrou, ne doutait que la majorité accordera sa confiance au gouvernement.

Cécile Chabrouaud

### « Notre ennemi mortel, c'est la division »

**ALAIN JUPPÉ** a annoncé, mardi 24 septembre, devant les députés et les sénateurs UDF réunis à Deauville, qu'il engagera la responsabilité du gouvernement à l'ouverture de la session parlementaire qui commence le 1<sup>er</sup> octobre.

« Notre ennemi mortel, c'est la division et la dissidence », a-t-il affirmé, en souhaitant que, « d'un commun accord », soient « réaffirmées les grandes orientations de la politique que mènent ensemble le gouvernement et sa majorité parlementaire ». « C'est dans cet esprit et pour renouveler, en quelque sorte, aux yeux des Français le contrat qui nous unit tous pour la législature que j'engagerai la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale après une déclaration de politique générale », a dit M. Juppé.

Evoquant les critiques au sein de

la majorité et les appels lancés en faveur d'une inflexion de la politique économique du gouvernement, le premier ministre a observé : « Renoncer alors que nous sommes si près du but ne serait pas seulement ridicule, ce serait une erreur lourde de conséquences (...). On ne lâche pas prise au dernier moment, même si le dernier coup de reins est difficile. » Le projet de loi de finances est « conforme à notre vision du fonctionnement de l'économie sociale de marché », a-t-il affirmé.

M. Juppé a demandé à la majorité de « préparer le bilan qu'elle aura à présenter aux Français » en 1998, et « de réfléchir au projet » qu'elle leur soumettra. « Je sais que l'UDF et ses groupes parlementaires sont désireux d'illustrer cette faculté d'innovation et de propositions. Loin d'y voir un obstacle aux responsabilités que m'a confiées le président de la République, je vous fais confiance pour que ces initiatives concourent à la victoire de la majorité en 1998 », a-t-il déclaré.

**FRANÇOIS LÉOTARD** a mis en garde le gouvernement, mardi 24 septembre, à Deauville, contre « quelques fausses pistes ». « En 1998, ce ne sera pas l'habileté qui devra être au rendez-vous, c'est le courage », a-t-il dit en évoquant la réforme du mode de scrutin, les « législatives d'opportunité » et les nouvelles tentatives d'« ouverture » de la majorité.

A propos du mode de scrutin, le président de l'UDF a rappelé : « Si la réforme doit y avoir, nous ne l'accepterons que pour l'après-1998 » et « à trois conditions » : la « préférence », par l'inscription de cette loi dans la Constitution ; la « cohérence » de l'ensemble des modes de scrutin ; le « consentement » de l'ensemble des forces politiques. « Si le groupe UDF (de l'Assemblée nationale) et le bureau politique ne votaient pas cette modification, elle

n'aurait pas lieu », a-t-il ajouté. M. Léotard a dénoncé la « loi d'opportunité » qu'est, selon lui, le projet de Jacques Toubon contre le racisme. « On ne légifère pas contre la bêtise, a-t-il dit. Ne nous engageons pas dans cette voie ! L'arsenal législatif qui existe me semble suffisant. » M. Léotard s'en est enfin pris aux signes d'« ouverture » lancés par le premier ministre en direction de quelques personnalités du centre gauche, dont Jean-Pierre Soisson. Sans citer le nom de l'ancien ministre, qui avait accueilli Alain Juppé le 21 septembre à Auxerre, le président de l'UDF a ironisé sur « les efforts qui sont faits pour donner une deuxième chance de carrière aux victimes de l'alternance ».

A propos de l'immigration, il a émis le souhait que l'UDF « fasse des propositions ». « L'UDF doit avoir le courage de ne pas être en résidence intellectuelle surveillée » sur ce sujet, a-t-il déclaré, en observant que « la situation actuelle est mal perçue, floue, mal gérée ».

### Manque d'optimisme chez les parlementaires du RPR

DÉJÀ, fin septembre 1995, la période était difficile, et il fallait « tenir ». L'été était passé par là, avec l'accroissement des prélèvements, et les députés et les sénateurs du RPR, réunis en Avignon pour leurs journées parlementaires, étaient fermement invités à combattre la morosité ambiante. Il n'est pas sûr, de ce point de vue, que la réduction de cette rencontre, jeudi 26 et vendredi 27 septembre, au Havre, innove beaucoup.

Une fois encore, les parlementaires du RPR doivent se retrouver dans une ville que l'un des leurs, Antoine Ruffenacht, président du conseil régional de Haute-Normandie, a enlevée à la gauche en juin 1995. Pour ajouter encore à la symbolique, leurs travaux, consacrés à la réforme de l'Etat, doivent avoir lieu au Musée André-Malraux, actuellement en cours de réfection. Pour le reste, la commande d'« optimisme volontaire », passée au plus haut sommet de l'Etat, attend toujours d'être honorée.

Pendant près de trois mois, députés et sénateurs ont pu mesurer auprès de leurs électeurs à quel point l'opinion demeure réservée sur l'action du gouvernement. L'annonce d'une baisse de l'impôt sur le revenu laisse d'autant plus sceptique que la fiscalité indirecte et les impôts locaux doivent augmenter. L'appréhension positive portée par les députés « financiers » sur le projet de loi de finances pour 1997 repose sur la triple réduction de l'impôt, du déficit et de la dépense publique. Elle n'est pas encore partagée par les députés « dépenses », qui vont devoir examiner cet automne, ministère par ministère, les conséquences des compressions de crédits et des réductions d'effectifs.

Les initiatives strictement politiques d'Alain Juppé ne soulèvent pas davantage l'enthousiasme, même dans les cercles les plus proches de lui. C'est peu dire que l'annonce, en pleine convention nationale des jeunes du RPR, d'une éventuelle réforme du mode

de scrutin a irrité les responsables en charge de ce dossier au RPR. Sur le fond, les députés néo-gaullistes trouvent à ce point la réforme inutile, inopportune, voire dangereuse, que le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, a commencé à faire machine en arrière en affirmant que ce n'est « pas nécessairement avant 1998 » qu'il faudrait l'engager.

### « ÉLECTIONS LIBRES »

Le projet de loi antiraciste du ministre de la justice n'a guère été mieux accueilli. « Nous le voterons », a promis Michel Péricard, le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, mais juraux préfère que Jacques Toubon porte plainte contre M. Le Pen. Tous les deux de circonstance sont mauvais. Le député des Yvelines a réagi tout aussi nettement vis-à-vis des hypothèses d'ouverture de la majorité. Cette opposition envers des personnalités jugées à géométrie variable a été approuvée par Alain Marsaud, député de Haute-Vienne, lors du « séminaire » réunissant, les 21 et 22 septembre, les secrétaires départementaux du RPR.

Enfin, demeure l'éternel problème des « élections libres » du Rassemblement, qui ne reconnaissent que modérément l'autorité de M. Juppé en tant que président du RPR et sa compétence en tant que chef de gouvernement. M. Charles Pasqua, qui parle « un peu fort » pour mieux être entendu du président de la République, ni Philippe Séguin, qui, devant les parlementaires UDF, a plaidé pour une « diversité de la majorité », n'ont prévu de s'exprimer devant leurs collègues RPR. « Je me réjouis et m'interprète », a confié le président de l'Assemblée nationale pour expliquer son silence. Edouard Balladur, en revanche, a obtenu de pouvoir prendre la parole au même titre que le secrétaire général du mouvement et que les présidents de groupe. Il exprimera sa différence.

Jean-Louis Saux

### Laurent Fabius ironise sur « l'orchestre du "Titanic" gouvernemental »

**FIGEAC (Lot)**  
de nos envoyés spéciaux  
La décision d'Alain Juppé d'engager la responsabilité de son gouvernement à l'ouverture de la session parlementaire a conforté, mardi 24 septembre, les députés et les sénateurs socialistes, réunis à Figeac (Lot), dans leur volonté d'être « résolument offensifs ».

Pour Laurent Fabius, président du groupe au Palais-Bourbon, le premier ministre « obtiendra certainement le vote de sa majorité ». « Ce-la signifie que la droite est solidaire de cette politique qu'il faut absolument changer », a-t-il résumé.

« Pour quelqu'un qui nous annonçait le retour du printemps, assurait Claude Bartolone, député de Seine-Saint-Denis, on a un individu terrorisé par la grêle. C'est sa dernière cartouche. Il a la trouille, il se méfie de ses parlementaires. » C'est un « coup » politique qui ne changera rien aux humeurs de la majorité », commentait Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat.

Pour cette quatrième rentrée parlementaire

avec une majorité de droite - « la plus abondamment conservatrice que nous ayons connue », selon la formule de Martin Malvy, député du Lot et maire de Figeac, - les socialistes veulent démontrer, comme ils l'ont fait lors de leur « université d'été » de La Rochelle, qu'il n'y a pas d'alternative à droite. Qualifiant de « billesseuses » les débats à l'intérieur de la majorité, M. Fabius a réaffirmé que, « si l'on veut un changement de politique économique et sociale, il faut un changement de majorité politique ».

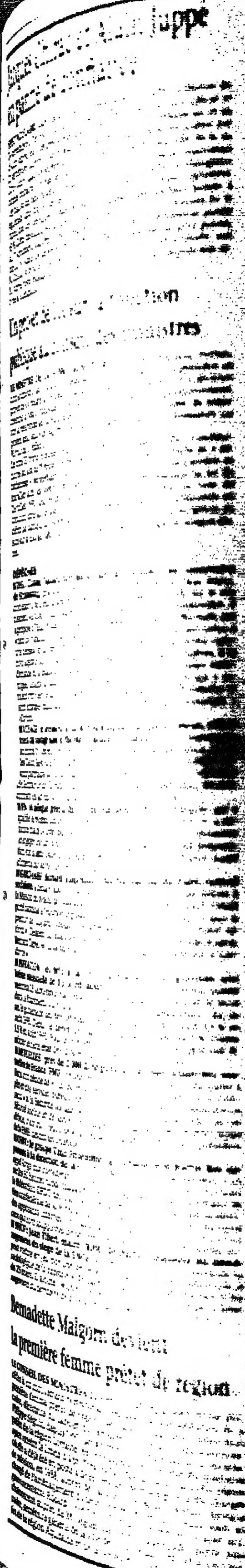
### « DÉFICITS ABYSSAUX »

L'ancien premier ministre juge la situation du pays « calamiteuse », dénonçant particulièrement « le record absolu des déficits » et « la précarisation généralisée » de l'emploi. Evoquant « les déficits abyssaux » de la Sécurité sociale - sujet sur lequel Lionel Jospin devait revenir mercredi -, M. Fabius a affirmé qu'ils sont le résultat d'« une politique économique désastreuse, qui interdit les rentrées de ressources ».

« Qu'importent les résultats économiques et sociaux, l'orchestre du Titanic gouvernemental continuera de jouer ! », a affirmé M. Fabius, avant de dresser la liste des « manipulations » auxquelles se livre, selon lui, le gouvernement, qu'il s'agisse de la baisse des impôts, du projet de budget 1997 ou de l'éventuelle réforme du mode de scrutin. A cet égard, il a souligné qu'une discussion sur ce sujet ne devra pas être limitée aux élections législatives, mais élargie aux élections sénatoriales et régionales.

Les groupes parlementaires, de nouveau invités par leurs présidents à travailler davantage « en commun », entendent aussi « traduire en textes législatifs » les propositions de la prochaine convention nationale du PS sur une politique économique alternative. M. Estier a exprimé le souhait qu'il n'y ait « aucune faille entre (les) groupes et le parti lui-même ». Cela va sans dire, mais mieux en le disant.

Jean-Baptiste de Montvalon et Michel Noblecourt





سكز من لامل

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 26 SEPTEMBRE 1996 / 7

## Jacques Chirac et Alain Juppé en panne de confiance

**SPECTACULAIRE** dans la dernière enquête de l'IFOP (*Le Monde* du 24 septembre), l'érosion de la cote de confiance de Jacques Chirac et d'Alain Juppé est confirmée par un sondage de BVA, réalisé du 19 au 21 septembre auprès d'un échantillon de 931 personnes et publié par *Paris-Match* (daté 26 septembre). Le chef de l'Etat recueille 40 % de bonnes opinions (en baisse de six points), contre 54 % de mauvaises (en hausse de huit points). Quant au premier ministre, il enregistre également une baisse de six points, avec 31 % de bonnes opinions, tandis que les opinions défavorables augmentent de huit points à 69 %. Cette tendance est marquée par l'enquête de CSA, réalisée du 16 au 17 septembre auprès d'un échantillon de 1 000 personnes et publié par *La Vie* (daté 26 septembre). Avec 44 %, en hausse de trois points, M. Chirac retrouve son niveau de confiance de juillet, tandis que M. Juppé reste bloqué à 33 %, soit son plus bas niveau depuis son arrivée à Matignon.

## Un projet de loi sur la fonction publique au conseil des ministres

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, Dominique Perben, doit soumettre au conseil des ministres du mercredi 25 septembre un projet de loi relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire. Les titres I et II portent, respectivement, sur la résorption de la précarité et le congé de fin d'activité. Ils transposent deux accords signés par six fédérations de fonctionnaires (*Le Monde* du 11 juillet). Le titre III porte notamment sur la libre circulation des fonctionnaires au sein de l'Union européenne. Il institue une position de « détachement », permettant à des fonctionnaires en cours de carrière de travailler dans un autre pays membre de l'Union. Depuis la loi du 26 juillet 1991, seul était autorisé le recrutement par la voie du concours externe, ce qui concernait uniquement les fonctionnaires en début de carrière. Le projet de loi prévoit, en outre, l'inscription du sida sur la liste des affections ouvrant droit à un congé de longue durée.

### DÉPÊCHES

■ **DHL** : Claude Danner, président de la chambre de commerce de Strasbourg, gestionnaire de l'aéroport d'Entzheim (Bas-Rhin), croit encore possible la venue du transporteur de fret DHL sur le site alsacien. Au cours d'une conférence de presse, mardi 24 septembre, il a proposé à l'Etat et aux collectivités locales que soient effectués des « tests en grandeur réelle afin de rassembler toutes les données utiles à une décision sur la compatibilité de fait du projet avec les préoccupations légitimes des riverains ». Selon l'enquête faite par la Sores, à la demande de la chambre de commerce, 58 % des 511 personnes interrogées seraient favorables à l'arrivée de DHL contre 39 % qui y seraient opposées. Seuls les riverains proches de la piste d'Entzheim se sont exprimés majoritairement (73 %) contre les vols nocturnes. — (Corresp.)

■ **VOYAGE** : Le président de la République, Jacques Chirac, effectuera un voyage dans le Pas-de-Calais du dimanche 29 septembre au mardi 30 septembre. Cette cinquième « mission » en province, après les Dordognes, le Doubs, le Rhône, le Lot-et-Garonne et le Puy-de-Dôme, sera précédée par le chef de l'Etat et son épouse de la région de l'Alsace et de l'Alsace-Moselle, qui les accueillent à l'occasion de leur 50<sup>e</sup> anniversaire.

■ **FN** : Le secrétaire général du Front national, Bruno Mégret, qui a qualifié le premier ministre de « petit militant de l'intolérance », a annoncé mardi 24 septembre que son parti allait « entrer en résistance et engager une campagne-massive » contre le projet de loi en préparation sur la lutte contre le racisme avec le slogan « Loi Toubon-Juppé d'attaque aux libertés. Le Pen visé. Français touchés ».

■ **GARDANNE** : Bernard Kouchner, porte-parole du Parti radical socialiste, a déclaré, lundi 23 septembre, lors d'un point de presse à la Maison du peuple de Gardanne (Bouches-du-Rhône), qu'il s'était porté candidat à l'élection législative partielle du 13 octobre, « sous la pression de [ses] amis politiques », afin de « faire barrage au Front national ». Désireux de marquer sa différence avec son prédécesseur, Bernard Tapie, M. Kouchner a indiqué que lui serait « présent à Gardanne ».

■ **INFLATION** : les prix à la consommation enregistrent une baisse mensuelle de 0,3 % en août, selon l'indice définitif publié mercredi 25 septembre par l'Insee. L'indice provisoire plaçait le recul dans la fourchette 0,2 % à 0,3 % (*Le Monde* du 14 septembre). En un an, le glissement des prix atteint une hausse de 1,6 % contre 1,9 % en août 1995. Depuis le début de l'année, l'inflation est de 1 % contre 1,5 % en août 1995. Pour le troisième mois consécutif, les prix ont diminué : le recul était de 0,2 % en juillet et de 0,1 % en juin.

■ **MUTUELLES** : près de 2 000 délégués de la Fédération des mutuelles de France (FMF), réunis mardi 24 septembre, à la Mutualité à Paris, ont décidé de « s'associer à toute initiative » de défense de l'emploi et des services publics, en proposant d'étendre « le mouvement social » à la Sécurité sociale. « Le plan Juppé liguera les dépenses de Sécurité sociale et de santé. Le risque ce n'est pas que le plan Juppé échoue, c'est qu'il réussisse », a déclaré Daniel Le Scornet, président de la FMF, devant les militants.

■ **CFDT** : le groupe Tous Ensemble, qui réunit une partie des opposants à la direction de la CFDT, a lancé, lundi 23 septembre, « un appel large aux confédérations syndicales » pour exiger une loi-cadre sur les 32 heures hebdomadaires. Michel Pernet, ancien secrétaire de la fédération CFDT des transports et porte-parole, a accusé la direction confédérale de se livrer à « une chasse aux sorcières » à l'encontre des opposants internes, se traduisant par « la mise à l'écart de tous ceux qui sont soupçonnés de se retrouver proches de Tous Ensemble ».

■ **SINCE** : Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, s'inquiète du démantèlement du siège de la SINCE. « Une grande entreprise publique ne peut mettre en jeu par une décision brutale l'équilibre économique et sociologique de la capitale », déclare-t-il dans une interview aux *Echos* du 25 mars. Il ajoute : « Que l'on cesse au nom de la politique d'aménagement du territoire de dépouiller Paris. Paris a déjà donné. »

## Bernadette Malgorn devient la première femme préfet de région

LE CONSEIL DES MINISTRES du mercredi 25 septembre devait procéder à un mouvement préfectoral conduisant à la nomination de la première femme préfet de région. Bernadette Malgorn, préfète hors cadre, directrice du cabinet du président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, depuis 1993, devait être nommée préfète de la Moselle, préfet de la région Lorraine, en remplacement de Roger Benmehrez ayant atteint la limite d'âge. Très au fait des dossiers de cette région où elle a déjà été en poste à deux reprises, M<sup>me</sup> Malgorn a été chargée de mission, en 1988, auprès de Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions dans les gouvernements Rocard (1988-1991). Elle devait être remplacée prochainement auprès de M. Séguin par Thierry Kaepfeln, préfet hors cadre, secrétaire général de la ville de Lyon depuis 1989 et ancien préfet de la région Aquitaine et de la Gironde de 1986 à 1988.

## Le gouvernement autorise l'abattage massif des jeunes veaux de race laitière

La mesure, financée sur fonds européens, était réclamée avec insistance par les professionnels

Le ministère de l'Agriculture a publié, mardi 24 septembre, un communiqué autorisant l'abattage des veaux nouveau-nés de race lai-

tière qui risquaient d'encombrer un marché de la viande bovine déprimé par la crise de la « vache folle ». Cette mesure, réclamée par les

professionnels, est de nature à provoquer des polémiques sur la gestion des ressources alimentaires et sur l'usage des aides européennes.

SE RENDANT aux arguments avancés avec insistance depuis plusieurs mois par les organisations professionnelles et la FNSEA, Philippe Vasseur a accepté, mardi 24 septembre, selon les termes d'un communiqué du ministère, « de mettre en place en France un dispositif de transformation de jeunes veaux mâles de race laitière ». Dernière cette expression pudique de « transformation », il s'agit en fait, ni plus ni moins, d'éliminer par abattage et destruction des bovins de moins de vingt jours.

A l'appui de cette décision, l'argument mis en avant officiellement est exclusivement économique : en détruisant les veaux presque aussitôt après le vêlage de leur mère et en les retirant du circuit de l'alimentation humaine, on évite que le marché de la viande, déjà structurellement encombré, ne soit, quelques mois plus tard, à nouveau perturbé par une offre pléthorique. Il s'agit d'une disposition facultative, précise-t-on, pour favoriser la maîtrise de la production.

Le gouvernement présente cette mesure comme une aide supplémentaire aux éleveurs bovins actuellement en difficulté à cause de la crise de la « vache folle » et s'appuie sur un règlement communautaire pris en 1992, lorsque avait été mise en place la réforme de la politique agricole commune. A l'heure actuelle, seuls le Royaume-Uni et le Portugal utilisent ce dispositif.

Prélevée sur le budget agricole européen, une prime de 120 écus (environ 780 francs) par animal sera versée au dernier détenteur du veau, c'est-à-dire l'éleveur ou, le plus souvent, la coopérative, le négociant ou l'entreprise d'abattage.

### PRIME PEU INCITATIVE

L'Office interprofessionnel des viandes est chargé de la mise en œuvre du mécanisme et va dési-

gner le petit nombre des abattoirs agréés pour mener à bien, dans une certaine discrétion, ces opérations macabres.

Les questions qui se posent sont de savoir quelles quantités de jeunes veaux seront concernées et si le niveau de la prime sera suffisamment rémunérateur. Actuellement, le veau labilé de huit jours et de bonne qualité est négocié entre 800 et 900 francs sur le marché. La prime n'est donc pas réellement incitative, d'autant qu'il faut prendre en compte les frais d'élevage, de transformation, et certaines taxes.

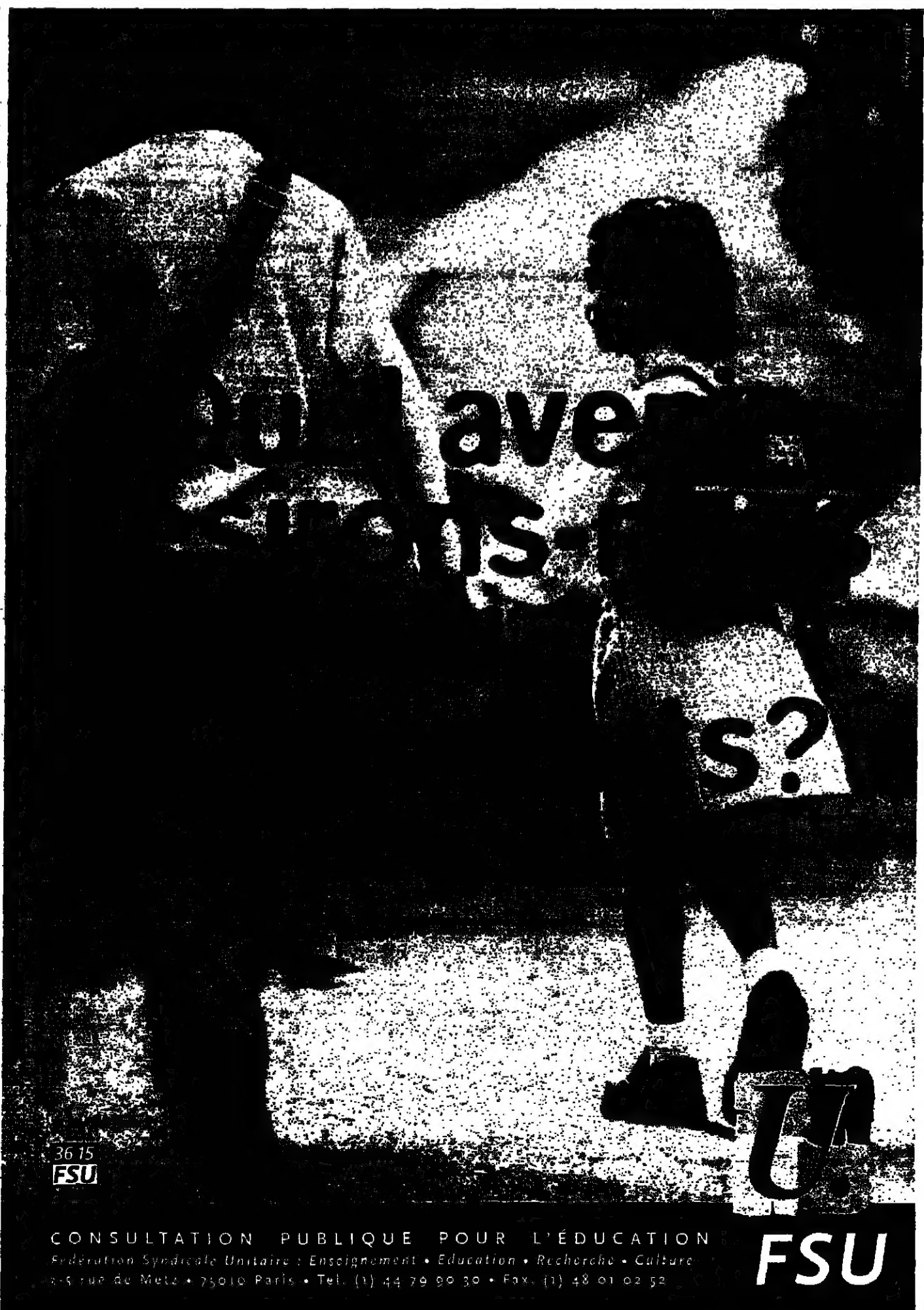
Selon la FNSEA pour éviter une production, à échéance de dix-huit mois, de 500 000 tonnes de viande, il faudrait éliminer au moins 1,5 million de veaux.

Outre le coût budgétaire que représente cette mesure d'extermination animale, on ne peut que s'interroger sur l'absurdité qu'il y a à aider les agriculteurs à élever des vaches, puis, maintenant, à détruire leur progéniture saine.

François Grosrichard

## Rallonge communautaire pour les éleveurs

Les ministres de l'Agriculture des Quinze, réunis lundi 23 et mardi 24 septembre en Islande, ont pris de nouvelles mesures pour venir en aide aux éleveurs affectés par les conséquences de l'épizootie de maladie de la « vache folle ». Faute d'être au clair sur les moyens budgétaires dont ils peuvent disposer, faute de s'entendre sur les orientations à donner à l'indispensable réforme du marché de la viande, ils ont paré au plus pressé. Le 17 septembre, le Conseil avait accepté de compenser les pertes de revenus au-delà des 850 millions d'écus accordés en juin. La Commission de Bruxelles estime qu'il y a 500 millions d'écus (3,25 milliards de francs) encore disponibles au titre du budget de 1996 pour payer par anticipation les diverses primes prévues au titre de 1997. S'agissant du soutien du marché, les opérations d'intervention et de stockage portent déjà sur plus de 300 000 tonnes. Les Quinze ont ouvert 100 000 tonnes supplémentaires pour octobre et début novembre. — (Corresp.)



3615  
FSU

CONSULTATION PUBLIQUE POUR L'ÉDUCATION  
Fédération Syndicale Unitaire : Enseignement • Éducation • Recherche • Culture  
35 rue de Metz • 75010 Paris • Tél. (1) 44 79 90 30 • Fax. (1) 48 01 02 52

FSU



هكذا من لاجل

## Un projet de loi pour aider la pêche et les cultures marines

PHILIPPE VASSEUR, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, devait présenter au conseil des ministres du mercredi 25 septembre un projet de loi d'orientation sur la pêche et les cultures marines. Il est destiné à moderniser un secteur (élevage des huîtres et des moules notamment) fragile, émietté entre de très nombreuses branches professionnelles et caractérisé par la présence de nombreuses entreprises familiales en mauvais état, surtout depuis la crise de l'hiver 1994.

Le projet s'articule autour de quatre axes principaux. Le premier consiste à mieux gérer les ressources marines en leur donnant un caractère collectif et en évitant que les quotas et licences dont disposent chaque pêcheur ou chaque organisation régionale puissent être vendus ou échangés lorsque le professionnel cesse son activité. Le deuxième veut réorganiser l'ensemble de la filière professionnelle en transformant l'actuel fonds d'intervention et d'organisation des marchés (FIOM) en véritable office interprofessionnel, à l'image des offices agricoles, et en modernisant les opérations de débarquement du poisson dans les criées.

### VOLET SOCIAL

Le troisième vise à adapter le statut juridique et fiscal des entreprises de pêche. Le gouvernement veut encourager systématiquement les patrons pêcheurs artisans à se transformer en sociétés, tout en conservant l'essentiel des avantages antérieurs de leur statut. Le ministre des finances a accepté, après arbitrage du premier ministre, que, en cas de réinvestissement des capitaux dans une entreprise de pêche, les plus-values dégagées par la cession des navires puissent être étalées sur huit ans. Le coût de cette mesure fiscale pour le budget de l'Etat peut être évalué, en manque à gagner, à 60 millions de francs par an.

Enfin, il s'agit d'introduire un volet social, par exemple en créant un fonds national d'aide à la retraite des marins-pêcheurs et en introduisant un système de rémunération minimal calculé sur le SMIC. De même, le temps passé à terre par les patrons pêcheurs et consacré à la gestion de leur armement sera pris en compte par les organismes particuliers qui gèrent le régime de Sécurité sociale et de retraite des gens de mer.

F. Gr.

## Les jeunes sont les victimes du creusement des inégalités

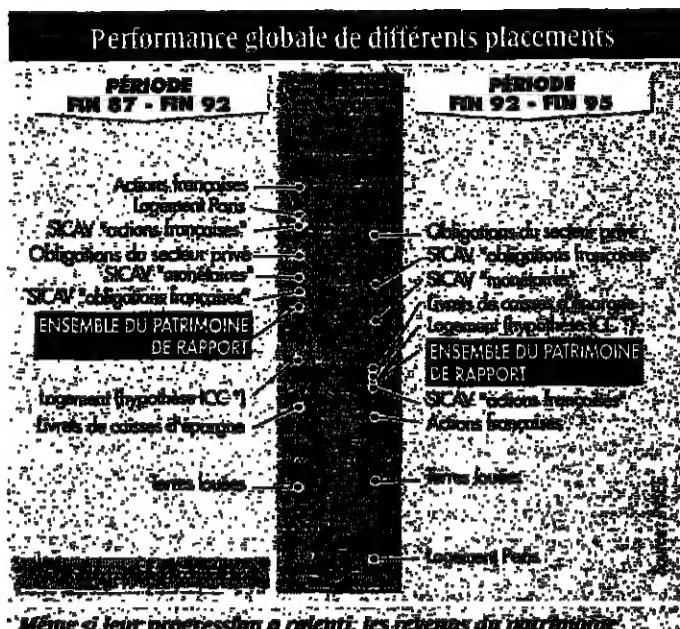
Le niveau de vie des moins de vingt-cinq ans a baissé de plus de 15 % en cinq ans, selon l'Insee, alors que la pauvreté a fortement reculé chez les retraités. La part des revenus du capital continue à augmenter

Les inégalités n'ont cessé de se creuser depuis le milieu des années 80. Tel est le constat que dresse l'Insee dans une étude sur le revenu et le patrimoine des ménages, publiée mercredi 25 septembre. La progression des

revenus du patrimoine est le premier facteur qui explique cette tendance : même si les revenus du capital ont progressé moins vivement depuis le début des années 90, ils représentent en effet une part croissante dans

les revenus globaux des ménages et contribuent donc à cette montée des inégalités. Les jeunes sont les premiers frappés par cette tendance. Ainsi la pauvreté n'a-t-elle que peu augmenté au cours des dix der-

nières années, mais le niveau de vie des moins de vingt-cinq ans a reculé depuis dix ans, et la tendance s'est renforcée au cours des cinq dernières années. (Lire aussi notre éditorial page 14.)



Même si leur progression a ralenti, les revenus du patrimoine contribuent, selon l'Insee, au creusement des inégalités.

du patrimoine ont progressé moins vivement. La performance globale des différents placements (elle prend en compte le taux de rendement courant des placements et des éventuelles plus ou moins-values de l'ensemble du patrimoine de rapport) que publie l'institut est à cet égard éclairant : avec l'envolée de la bourse et de l'immobilier, la performance moyenne annuelle atteignait 5,5 % de la fin 1987 à la fin 1992, alors que, durant la période fin 1992-fin 1995, elle est tombée à 2,5 %. En 1995, par exemple, le revenu moyen tiré de la location de logements parisiens a baissé de 9 %, et la dévalorisation des plus-values en Bourse a approché 17 %.

Mais, selon l'Insee, les revenus

du patrimoine, même ne progressant qu'à un rythme ralenti, n'en ont pas moins contribué à l'accroissement des inégalités. Et cela pour une raison sur laquelle l'institut s'attarde : « Les revenus des placements, relève-t-il, représentent aujourd'hui 13 % du revenu des ménages avant impôts, contre 10 % il y a dix ans. Ils constituent ainsi avec la retraite la source de revenus dont la masse s'est le plus accrue au cours des dix dernières années. Ils se concentrent davantage que par le passé chez les détenteurs de revenus élevés et pèsent davantage dans les revenus des retraités. »

**STAGNATION DES SALAIRES**  
En francs constants 1994, le revenu moyen annuel du patrimoine par ménage est ainsi passé de 17 670 francs en 1984 à 19 660 francs en 1989 et 23 920 francs en 1994, alors que la moyenne des salaires perçus en un an par un ménage (comportant au moins un salarié) est la même aujourd'hui qu'il y a quinze ans, soit environ 152 000 francs. Tout le creusement des inégalités est contenu dans ces deux séries statistiques, l'une en forte hausse, l'autre en stagnation.

Pourtant, l'INSEE relève que le patrimoine n'est pas le seul critère qui explique cette tendance au creusement des inégalités. Il se combine à un autre, qui est l'âge. « Entre 1984 et 1994, souligne-t-il, la situation relative des jeunes mé-

nages n'a cessé de se détériorer, tandis que celle des plus âgés s'est améliorée. » Et l'institut ajoute : « Les retraités disposent aujourd'hui d'un niveau de vie un peu supérieur aux actifs (...). Au contraire, les jeunes ménages (moins de quarante ans) ont désormais un niveau de vie inférieur en moyenne à l'ensemble des plus de cinquante ans. » L'appui de cette démonstration, les experts apportent d'ailleurs une autre série statistique, concernant l'évolution de la pauvreté en France, qui éclaire sous un jour inquiétant le développement des inégalités. Certes, globalement, la pauvreté a peu évolué depuis dix ans. Environ 10,4 % des ménages étaient comptés comme pauvres en 1984, 9,6 % en 1989 et 9,93 % en 1994. Mais les « pauvres » (c'est-à-dire, selon l'Insee, les ménages qui perçoivent moins de 39 801 francs par an, actuellement) ne sont plus, aujourd'hui les mêmes que ceux d'hier.

Ainsi, parmi les retraités, la proportion considérée comme pauvre a chuté durant cette période de près de moitié : de 11,5 % à 6,9 %. Dans le même temps, le taux de pauvreté dans la tranche des ménages de moins de trente ans a presque doublé, passant de 9,3 % à 18,5 %. Au total, l'Insee constate donc que « la population pauvre s'est transformée », puisque la pauvreté, « en dix ans, a fortement diminué parmi les personnes âgées et les agriculteurs, catégories qui se sont profondément renouvelées. A l'inverse, les jeunes ménages, les ou-

vières, les employés, ainsi que les familles monoparentales sont plus fréquemment pauvres en fin de période qu'en début de période ».

### UN RENVERSEMENT INQUIÉTANT

Le diagnostic de l'Insee diffère donc, par quelques points, de celui que le CERC, en d'autres temps, avait établi, car les inégalités prennent des cheminements nouveaux. Il n'en reste pas moins inquiétant. Il est d'ailleurs une dernière tendance qui résume bien les déchirements que connaît la société française. « Jusqu'à présent, remarque l'Insee, toutes les générations ont connu une progression de leur niveau de vie au fur et à mesure qu'elles avançaient en âge, et chaque génération a toujours disposé, à l'âge égal, d'un niveau de vie supérieur ou égal à celle qui l'a précédée. » Or, depuis peu, ce n'est plus vrai. « Les générations nées vers 1970, observe l'institut, débutent leur cycle de vie à un niveau voisin de celles nées vers 1950. Les très jeunes ménages (moins de vingt-cinq ans) ont des revenus sensiblement moins élevés en 1994 qu'en 1989. »

De 1989 à 1994, le niveau de vie moyen des moins de vingt-cinq ans a ainsi baissé de plus de 15 %. Même si ce phénomène s'explique par une entrée plus tardive dans la vie active, il est pour le moins inquiétant, car on devine bien ce qui en est à l'origine : le chômage.

Laurent Mauduit

### La France entre les pays scandinaves et les Etats-Unis

	REVENUS DES PERSONNES LES PLUS PAUVRES (10 % de la pop.)	ECART	REVENUS DES PERSONNES LES PLUS RICHES (10 % de la pop.)	RATIO RICHES/PAUVRES
FRANCE	51	153	153	2,99
ROYAUME-UNI	51	152	152	2,97
ALLEMAGNE	51	153	153	2,99
ITALIE	51	153	153	2,99
ESPAGNE	51	153	153	2,99
PORTUGAL	51	153	153	2,99
GRÈCE	51	153	153	2,99
IRLANDE	51	153	153	2,99
FINLANDE	51	153	153	2,99
SUEDE	51	153	153	2,99
DANEMARK	51	153	153	2,99
ISRAËL	51	153	153	2,99
ÉTATS-UNIS	51	153	153	2,99

Calculé à partir d'une échelle de revenus relatifs, ce graphique mesure l'écart entre les 10 % de personnes les plus pauvres et les 10 % de personnes les plus riches d'un pays. Les ratios riches/pauvres traduisent l'importance de l'inégalité : cette dernière étant d'autant plus élevée que le ratio est plus important. Les Etats-Unis et la Finlande.



## Paris-Bruxelles. 1h58.

### Décidément Paris est à un chou de Bruxelles.

Paris-Bruxelles en TGV Thalys.  
En 1h58, de centre à centre.  
14 fois par jour, soit un départ toutes les heures de 6h40 à 19h40.  
Service attentionné et collation à la place, offerte en Confort 1 pendant la semaine.

**THALYS, LE TRAIN-ECLAIR**  
Thalys est un service offert conjointement par les chemins de fer belges, français, néerlandais et allemands.

Info et réservations : 36.35.35.36. (2,23 FF la minute). Gares et agences de voyages accréditées. Informations sur Internet : <http://www.Thalys.com>.

## Le dossier de l'amiante

### Une enquête préliminaire devrait...

LE PRÉSIDENT de la Commission de l'Environnement de l'Assemblée nationale, Jean-Pierre GARNIER, a annoncé mardi 24 septembre qu'une enquête préliminaire devrait être lancée par le Parlement pour évaluer l'impact de l'amiante sur la santé humaine. Cette enquête sera menée en collaboration avec l'Insee et l'Inserm.

Le dossier de l'amiante a fait l'objet d'une attention particulière de la Commission de l'Environnement de l'Assemblée nationale. Jean-Pierre GARNIER, président de cette commission, a souligné l'urgence de mener une enquête préliminaire pour évaluer l'impact de l'amiante sur la santé humaine. Cette enquête sera menée en collaboration avec l'Insee et l'Inserm.



سكول من الاميل

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 26 SEPTEMBRE 1996

**SANTÉ** Le Comité anti-amianté de Jussieu ainsi que deux des vingt employés du campus reconnus en maladie professionnelle ont annoncé, mercredi 25 septembre, le dépôt d'une

plainte contre X., notamment pour « abstention délictueuse ». Une réunion, mardi soir, de la « mission » installée cet été par François Bayrou n'a pas permis de fixer un calendrier des

travaux à engager. ● LE CONSEIL D'ADMINISTRATION de Paris-VII menace de repousser la rentrée universitaire si des réponses ne sont pas données rapidement sur le calendrier et le

financement des travaux, et sur les locaux de remplacement. Une autre polémique concerne l'éventuel déménagement d'une partie du campus sur la ZAC Paris Rive gauche.

# Le dossier de l'amiante menace la rentrée universitaire à Jussieu

Alors que la « mission » installée par M. Bayrou piétine, une plainte devait être déposée, mercredi 25 septembre, par le Comité anti-amianté et deux employés du campus. Les responsables de Paris-VII demandent un engagement rapide des travaux

**LES PREMIERS ÉTUDIANTS** de l'université scientifique Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) ont effectué leur rentrée sur le campus de Jussieu - « sans faire de vagues », précise son président, Jean Lemerle. A l'université Paris-VII, elle aussi installée à Jussieu, la rentrée s'annonce en revanche plus mouvementée. La reprise des cours est en effet suspendue à la décision qui sera prise vendredi 27 septembre par son conseil d'administration.

Cette date correspond à l'« ultimatum » fixé à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, par les élus de cet établissement sur l'engagement du chantier de désamiantage des 220 000 mètres carrés de locaux foyers du campus. Quatre conditions ont été posées : sur le plan de financement, le calendrier, les solutions temporaires de locaux et l'engagement qu'aucune restructuration ne sera imposée. « Dans l'attente de réponses satisfaisantes, le conseil décide de surseoir à la rentrée », indique une motion votée le 17 septembre à la quasi-unanimité. Il y a peu de chances que, d'ici là, François Bayrou ait répondu à ces exigences, même si, précise-t-on

de Grenelle, le plan du gouvernement sera présenté « dans les tout prochains jours ». De toute évidence, les incertitudes continuent de planer pour les quelque 50 000 étudiants et 10 000 em-

ployés de l'année il n'y aura plus d'étudiants à Jussieu parce qu'il y a un risque » lié à l'amiante, cet épineux dossier n'a guère avancé. L'incident qui a opposé le ministre aux représentants de l'intersyndi-

cate et du Comité anti-amianté est certes clos. Après avoir claqué la porte de la « mission Jussieu » en août, ces derniers sont revenus à la table de discussion. Mais, mardi 24 septembre, à l'issue d'une nou-

velle réunion de la « mission », « aucune solution n'est apparue, et nous restons très méfiants à l'égard des autorités », nous a indiqué Michel Parigot, président du Comité anti-amianté. Quel calendrier de travaux ? Quels locaux de remplacement ? Les questions demeurent.

**TERGIVERSATIONS ET PRESSIONS.** Du coup, le Comité anti-amianté accentue sa pression. Mercredi 25 septembre, le Comité et deux des vingt employés de Jussieu reconnus en « maladie professionnelle consécutive à l'inhalation de poussières d'amiante » ont annoncé le dépôt d'une plainte contre X., auprès du procureur de la République, notamment pour « abstention délictueuse ». Les plaignants dénoncent « les tergiversations et les pressions multiples qui s'exercent pour faire passer les impératifs de santé publique au second plan par rapport aux considérations politiques et immobilières ».

Depuis l'été, des protections d'urgence ont été installées dans une partie des salles d'enseignement et des laboratoires les plus exposés. Les travaux devraient se poursuivre jusqu'à la fin de l'an-

### Plainte au lycée agricole de La Motte-Servolet

Trois professeurs du lycée agricole public de La Motte-Servolet, une commune proche de Chambéry (Savoie), ont, mardi 24 septembre, déposé plainte « contre X. pour mise en danger » auprès du procureur de la République, qui a, de son côté, décidé d'ouvrir une enquête préliminaire. La présence d'amiante en quantité supérieure aux normes a eu effet contractuel le proviseur de l'établissement à fermer deux étages du bâtiment principal de l'externat, soit 1 400 m<sup>2</sup>, puis à repousser d'une semaine la rentrée scolaire, afin de permettre l'installation de préfabriqués pour remplacer les salles de cours et les laboratoires contaminés. Ces locaux avaient fait l'objet d'un décloaque en 1981. Les analyses conduites à la demande du conseil régional Rhône-Alpes, propriétaire des murs, ont révélé la présence de jusqu'à 50 fibres d'amiante par litre d'air, alors que la réglementation en vigueur impose l'engagement de travaux dans les douze mois dès que les 25 fibres par litre sont dépassées. - (Correps)

ployés, enseignants, chercheurs, personnels des deux universités et de l'Institut de physique du globe.

Depuis la déclaration fracassante du chef de l'État, Jacques Chirac, le 14 juillet, (« avant la fin

cale et du Comité anti-amianté est certes clos. Après avoir claqué la porte de la « mission Jussieu » en août, ces derniers sont revenus à la table de discussion. Mais, mardi 24 septembre, à l'issue d'une nou-

## Polémique autour d'un éventuel transfert sur la ZAC Rive gauche

**FAUT-IL PROFITER** du désamiantage du campus de Jussieu pour engager une vaste restructuration des universités de Paris-VI et Paris-VII ? Cette question est au centre d'une polémique qui n'a cessé de s'envenimer depuis que Jacques Chirac a envisagé la fermeture totale du campus, et, déclassement de la zone, le 14 juillet, qu'aucun étudiant ne devait plus être exposé aux risques de l'amiante.

Les délégués du comité anti-amianté et de l'intersyndicale des personnels et des étudiants refusent de lier les deux opérations. Pour l'instant, ils ne retiennent que l'urgence du désamiantage, à l'exception de toute autre considération. Mais cette unanimité est moins perceptible à propos de l'éventuel déménagement de Paris-VII.

Récemment, le syndicat FEN de Paris-VII a adressé une lettre au ministre de l'Éducation nationale pour lui demander d'envisager le déménagement de tout ou partie de cette université. Cette initiative conforte les dirigeants de Paris-VII. Son président, Jean-Pierre Dedonder, n'en dément pas. « On ne dépense pas 1 milliard de francs pour retrouver des locaux en l'état », nous déclarait-il à la fin du mois de juillet. Construit pour 6 000 étudiants à la fin des années 60, le campus de Jussieu en accueille aujourd'hui près de 50 000 dans des conditions d'inconfort reconnues.

Voilà plusieurs mois que les services de la présidence de Paris VII cherchent des solutions de remplacement sur la base d'un accord avec l'université scientifique voisine de Paris VI, elle fermement attachée au maintien sur le site. Dans les locaux libérés par Paris VII, Jean Lemerle, président de Paris VI, imagine volontiers de regrouper des unités dispersées dans la capitale, voire d'accueillir d'autres établissements comme l'école supérieure de physique et de chimie de Paris, dirigée par Gilles de Gennes.

Après l'échec du transfert partiel à Bercy-Expo, en rive droite, Jean-Pierre Dedonder a décidé de relancer le dossier du déménagement. Depuis mardi, il a ouvert une consultation de toutes les composantes de l'université pour aboutir à une décision définitive du conseil d'administration dans un mois. Son projet prévoit la transformation, dans un délai de 13 à 18 mois, d'environ 30 000 mètres carrés des locaux occupés par les Grands Moulins de Paris, dans la « ZAC Paris Rive gauche ». Cette réalisation servirait de « locaux tampons » pour héberger les salles d'enseignement et de laboratoires libérés pour le décloaque. Dans un second temps, ils préfigureraient une installation définitive avec la construction d'environ 100 000 mètres carrés supplémentaires.

**On n'est guère pressé, rue de Grenelle, d'ouvrir une réflexion prospective générale sur la place et le devenir des universités dans la capitale**

Pour la Ville de Paris, cette annonce est à classer dans la série des bonnes nouvelles. Dès juillet, M. Tibéri avait fait savoir que la ville tenait une partie des 130 hectares de cette ZAC dans la 13<sup>e</sup> arrondissement à la disposition des universités. La modification du plan d'aménagement de zone (PAZ) de ce secteur, voté au conseil de Paris du 22 juillet, et actuellement soumis à enquête publique, permet en effet de porter de 80 000 à 130 000 mètres carrés la sur-

face réservée à des programmes universitaires. Si la consultation menée à Paris VII aboutit à la décision d'une installation partielle sur Paris-Rive gauche, M. Tibéri aura réalisé un de ses objectifs qui était d'éviter « de laisser partir un bout de l'université en dehors de Paris ».

Les élus de l'opposition ont, sur le sujet, un point de vue plus nuancé. « Le projet de déménagement ne doit pas venir interférer avec les problèmes de la ZAC, de la réorganisation de l'université et de l'amiante », estime Jean-Marie Le Guen (PS), conseiller de Paris. Georges Sarre, président du groupe (Mouvement des citoyens) au conseil de Paris envisage, lui, une restructuration plus globale. Rappelant la demande de 100 000 mètres carrés supplémentaires exprimés par les huit présidents d'universités de la capitale, il propose la création, près de la Bibliothèque de France, d'un pôle qui « aurait vocation à terme de devenir aussi important pour les lettres et sciences humaines que ne l'est Jussieu pour les sciences ».

François Bayrou a choisi pour sa part la prudence et l'attentisme. « Pour l'instant, nous ne sommes saisis d'aucune demande officielle de Paris-VII », indique Daniel Vitry, vice-chancelier des universités. On n'est guère pressé, rue de Grenelle, d'ouvrir une réflexion prospective générale sur la place et le devenir des universités dans la capitale. Cette discussion est, il est vrai, périlleuse à plus d'un titre. Chez les universitaires eux-mêmes, elle risque fort de réveiller des passions éteintes depuis la séparation de Paris-VI et Paris-VII, au début des années 70, sur des critères plus idéologiques que scientifiques. Sur le plan financier, elle suppose des investissements considérables que la période actuelle de rigueur ne permet guère d'envisager.

Françoise Chivot et Michel Delberghe

M. De.

## Une enquête préliminaire devrait être ouverte sur l'usine Eternit de Thiant (Nord)

**LE PROCUREUR** de la République de Valenciennes, Eric de Montgolfier, envisage d'ouvrir, dans les jours qui viennent, une enquête préliminaire visant explicitement Eternit, l'une des plus importantes entreprises utilisatrices d'amiante. L'enquête viserait à éclaircir les conditions de travail et d'utilisation de la fibre au sein de l'usine Eternit de Thiant (Nord), qui se servait, jusqu'en juillet dernier (Le Monde du 10 juillet), d'amiante-ciment pour la fabrication de tuyaux.

Par ailleurs, le parquet de Valenciennes devrait recevoir jeudi 26 septembre trois plaintes visant l'usine de Thiant. Les deux premières, soutenues par l'Andeva (Association nationale de défense des victimes de l'amiante), seront déposées par deux anciens ouvriers de l'usine atteints d'un mésothéliome, un cancer de la plèvre imputé à l'inhalation de la fibre. La troisième plainte sera déposée conjointement par l'Andeva et la fédération CGT de la construction. Elle vise l'usine de Thiant pour « infraction à la législation sur le code du travail » et « mise en danger délibérée d'autrui ».

A l'instar du procureur de la République de Valenciennes, la fédération CGT de la construction et l'Andeva s'appuient sur un rapport interne de l'inspection du travail sur l'usine Eternit de Thiant. Le document fait état de multiples manquements à la législation du travail et notamment au décret du 17 août 1977, qui avait institué des mesures particulières d'hygiène dans les établissements où le personnel était exposé à l'amiante. Le procureur Eric de Montgolfier, qui a reçu le rapport par voie anonyme, s'étonne que la justice n'ait pas été saisie plus tôt de ce dossier.

Adressé début février à la direc-

tion de l'usine, le rapport dresse une liste d'observations et de mises en demeure. Au moins une quarantaine d'infractions sont relevées. L'empoussièrément de l'usine, les défauts d'entretien et de surveillance des machines sont systématiquement soulignés. Les constatations faites sur le secteur usinage, où les pièces à base d'amiante-ciment étaient façonnées, sont particulièrement alarmantes. L'inspecteur du travail note que « globalement, les salariés de ce secteur sont exposés aux poussières d'amiante-ciment. Les installations d'aspiration souffrent d'un défaut de conception et d'un manque d'entretien chronique ».

### METTOYAGE PAR BALAYAGE

Le rapport fait également état d'autres manquements graves en matière de sécurité. Ainsi les opérations de nettoyage étaient effectuées par simple balayage ce qui

est « à proscrire formellement ». Les employés n'utilisaient que « des masques jetables de classe P2, inadaptés aux poussières d'amiante » et les douches ne leur étaient pas toujours accessibles. L'état des vestiaires du personnel est dénoncé. Le rapport souligne qu'« il ne doit pas y avoir cohabitation entre vêtements de travail et vêtements de ville, afin d'éviter toute pollution domestique. Or, les deux types de vêtements cohabitent dans une même armoire avec une séparation tout à fait symbolique ».

Enfin, l'inspecteur du travail souligne le manque d'informations des salariés de l'usine comme des entreprises extérieures. Constatant que les infractions à la législation « contribuent à la méconnaissance totale du risque lié à l'amiante pour les dirigeants et les salariés des entreprises extérieures (...), il y a lieu de remédier aux manquements constatés ».

et de « donner à l'ensemble du personnel une information objective des risques présentés par l'amiante et les moyens de prévention à mettre en œuvre pour s'en préserver ».

Malgré le caractère alarmiste de ses observations, l'inspection du travail n'a pas dressé de procès-verbal des infractions constatées, comme la loi l'y autorise. Contactés, les services concernés rappellent qu'« ils ont fait leur travail » et qu'ils ont toute liberté de décider de l'issue à donner à leurs constatations. Du côté d'Eternit, le directeur de l'usine de Thiant, Marcel Bride, affirme qu'il s'est conformé aux trois mises en demeure qui lui auraient été faites. L'ouverture d'une enquête préliminaire devrait pourtant amener la direction d'Eternit à s'expliquer plus avant sur les infractions relevées dans le rapport.

Cécile Prieur



6 H 40



7 H 04



7 H 40



8 H 40



9 H 40



10 H 40



11 H 40



12 H 40



14 H 40



15 H 40



16 H 37



17 H 37



18 H 40



19 H 40



THALYS  
Horaires valables à partir  
du 29 septembre 1996



50 ذامن لامل

## La FASP tient au Bourget le congrès « de la dernière chance »

Le secrétaire général propose de dissoudre la Fédération au sein d'une centrale unitaire de la police

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP), qui se réunit au Bourget les 25 et 26 septembre, doit se prononcer sur la proposition de

son secrétaire général: Jean-Louis Arajol propose d'« enterrer la FASP de sa belle mort » et de créer une centrale unitaire de la police, plus large

politiquement. Il entend ainsi créer une sorte de « front syndical républicain » pour lutter contre la montée de l'extrême droite dans la police.

UN CLIMAT de dramatisation pèse sur l'ouverture du congrès de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), qui se tient, les 25 et 26 septembre en Seine-Saint-Denis, au parc des Expositions du Bourget. « Nous souhaitons enterrer la Fédération de sa belle mort, sans oublier le rôle très important qu'elle a joué pour la défense des droits de l'homme et de la démocratie dans notre pays, a indiqué, mardi 24 septembre, Jean-Louis Arajol, l'actuel secrétaire général de la FASP. C'est le congrès de la dernière chance pour la Fédération. » La principale organisation de gardiens de la paix et de grades risque de vivre ses derniers jours, du moins sous la forme qui en a fait, pendant plus d'un quart de siècle, le centre de gravité du syndicalisme policier.

Le congrès du Bourget devra en effet se prononcer sur une alternative dont les termes ont été posés par M. Arajol, qui est aussi le patron du Syndicat général de la police (le SGP regroupe les policiers parisiens). Soit la FASP change de nom et se dissout au sein d'une centrale unitaire de la police (CUP), dont M. Arajol s'est fait le héraut et qui est destinée à accueillir des organisations syndicales aujourd'hui affiliées, ou non, à la FASP. Soit M. Arajol, seul candidat

à se présenter à sa succession au poste de secrétaire général de la FASP, abandonne cette fonction. « Je ne veux pas jouer à de Gaulle disant "Moi ou le chaos", a déclaré M. Arajol. Mais, quelle que soit la décision du congrès, le SGP prendra la résolution de créer cette centrale unitaire de la police. Et je ne serai donc pas candidat à la tête de la FASP si la dissolution de la Fédération n'est pas programmée d'ici à la fin de l'année et si les congressistes n'avaient pas massivement ma résolution. » L'initiative lancée par le bouillant dirigeant syndical a créé la surprise au sein des deux autres grosses composantes de la FASP — les « provinciaux » du SNPT et les membres des Compagnies républicaines de sécurité, inscrits au SNIP-CRS —, manifestement prises de court, mardi 24 septembre, par l'annonce du SGP. D'intenses négociations se sont poursuivies, tout au long de la nuit précédant le congrès, au sein de plusieurs instances dirigeantes.

Devenu le numéro un de la FASP dans la foulée de la manifestation de plusieurs milliers de ses adhérents, le 29 mai dans les rues de Paris, M. Arajol veut redynamiser le syndicalisme policier. Celui-ci s'est étiolé, au cours des dernières années, en une nuée de petites organisations, souvent constituées de

transfuges de la FASP. « Depuis le départ de Bernard Deleplace en 1990, la Fédération est devenue un appareil ringard et verrouillé, analyse-t-il. Il est grand temps de regrouper dans la CUP, qui ne sera pas une confédération, tous les syndicats souhaitant y adhérer, en conservant leur spécificité. La création de ce pôle syndical républicain vise à défendre nos collègues, face aux contraintes supplémentaires imposées par l'actuelle réforme de la police, et à faire face à ce fléau qui menace la police et la société françaises, le Front national. »

« RASSEMBLER » La lutte contre l'extrême droite policière, dont les listes (Front national de la police et Fédération professionnelle indépendante de la police) ont rassemblé plus de 13 % des voix aux élections de décembre 1995, constitue une priorité affichée par M. Arajol. La FASP s'est traditionnellement inscrite à gauche de l'échiquier politique, en raison des convictions de ses dirigeants, bien davantage que des opinions de ses adhérents de base. La CUP serait mieux à même, selon l'entourage de M. Arajol, de rassembler des policiers et des organisations, à l'instar de celles qui ont dernièrement vu le jour après l'éclatement des syndicats caté-

goriels de la police, politiquement ancrés à droite. « Il nous faut rassembler toutes les forces syndicales d'essence démocratique et républicaine sur la ligne directrice d'une autonomie face aux partis, ajoute M. Arajol. Sous peine de voir une force d'extrême droite, experte en démagogie, devenir majoritaire dans la police aux prochaines élections professionnelles de 1998. »

Pour la Fédération, qui a perdu aux dernières élections professionnelles (42,5 % des voix) la majorité qu'elle avait obtenue depuis sa création en 1969, le congrès du Bourget intervient à l'issue d'une interminable succession de crises internes. Ses patrons de cinq secrétaires généraux se sont succédé à la tête de la FASP depuis 1990, au gré de révolutions de palais. Proposée par M. Arajol, la réforme statutaire consistant à faire élire le patron de la FASP par chacun des délégués au congrès selon le principe « un homme, une voix » — et non plus par chacun des syndicats affiliés à la fédération — devrait donner lieu à de farouches débats entre des organisations syndicales qui s'opposent, aussi, sur le règlement du passif financier d'une organisation aujourd'hui proche de l'état de cessation de paiement.

Erich Indyana

## L'avocat Eric Delcroix est jugé pour contestation de crime contre l'humanité

IL EST AVOCAT et révisionniste. Il l'a écrit dans un ouvrage publié en 1994, *La Police de la pensée contre le révisionnisme*, page 46. Il le revendique, mardi 24 septembre, à la barre de la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Sur le banc des prévenus, à la place de ceux qu'il défend habituellement, M. Eric Delcroix, cinquante-deux ans, est renvoyé pour contestation de crime contre l'humanité. Anticomuniste viscéral, il a « l'honneur », dit-il, d'être le conseil de Robert Faurisson, qui nie la réalité de l'extermination physique des juifs durant la seconde guerre mondiale.

L'avocat plaide seul sa cause, « en juriste », pour dénoncer ce qu'il qualifie à plusieurs reprises de « loi tyrannique, stupide et sclérosée »: la loi Gayssot du 13 juillet 1990, qui interdit de mettre en doute les crimes contre l'humanité jugés par une juridiction française ou internationale. Dans la salle comble et étroitement surveillée, on lit *Rivara* ou *Minute*. Robert Faurisson est là, le fils et le fils de Paul Touvier aussi. Héritiers spirituels de M. Tixier-Vignancour et Isorni, des avocats sont venus nombreux. M. Marine Le Pen, troisième fille du président du Front national, est présente.

Dans son livre, Eric Delcroix affirme qu'il a seulement voulu établir une critique de cette loi, effectuer en somme « un travail de pur droit ». L'avocat a pris des précautions. Il est révisionniste, soit, mais les assertions, qui lui valent d'être poursuivi, explique-t-il en substance, ne sont jamais les siennes. « Vous me jugez pour mes propos et non pour mes opinions »,

préviend-il. Or son livre, dit-il, est avant tout « un travail descriptif ». Il s'en tient aux passages visés par le ministère public: « Ce que les auteurs révisionnistes contestent au terme de recherches approfondies, c'est que l'Allemagne aurait accumulé plus de crimes que ses vainqueurs (...). » « Je me borne à décrire ce que sont les révisionnistes », répète-t-il.

« ÉVÈNEMENT RÉEL OU FACTIF » Jouant les auteurs effaçés, M. Delcroix plonge alors, de concert avec la présidente, Martine Ract-Madoux, dans les dictionnaires pour se livrer à des exercices sémantiques. Evoque-t-il, comme son père spirituel, le « mythe fondateur de l'Holocauste »? L'avocat de Robert Faurisson avance que « le mythe peut se développer autour d'un événement réel ou factif ». Et de citer pour exemple « le mythe de la Bastille » ou « le mythe prolétarien des Soviétiques ».

Écrit-il que « la loi Gayssot a pour fonction de protéger une croyance, de nature de moins en moins scientifique et de plus en plus religieuse, en événement fondateur du monde moderne: l'extermination délibérée par l'Allemagne de six millions de juifs? » Il soutient que « croyance n'a aucun caractère péjoratif et ne s'oppose pas à la certitude ».

Et de partir en guerre contre la « vérité officielle » induite par « la loi Fabius-Gayssot ». « Maurice Allais, Simone Veil, Jacques Toubon... avaient pensé comme moi qu'on ne peut imposer une vérité historique par la loi »,

préviend-il. Or son livre, dit-il, est avant tout « un travail descriptif ». Il s'en tient aux passages visés par le ministère public: « Ce que les auteurs révisionnistes contestent au terme de recherches approfondies, c'est que l'Allemagne aurait accumulé plus de crimes que ses vainqueurs (...). » « Je me borne à décrire ce que sont les révisionnistes », répète-t-il.

Soulignant « le manque de clarté » de la loi, les avocats des associations d'anciens déportés, constituées partie civile, se sont auparavant efforcés de restituer le contexte duquel étaient tirés les propos incriminés. Obligé, souvent, de puiser dans des passages non susceptibles d'être poursuivis pénalement mais éclairants, M. Jean-Serge Lorauch a ainsi vilipendé « l'ouvrage qui sous-tend un antisémitisme foncier ». M. Michel Zaoui et Christian Charrière-Boumazet ont souligné « le discours militant, antisémite, qui surmonte et déborde ».

Refusant aux négationnistes la qualité d'historiens, le substitut du procureur, François Cordier, s'est pour sa part insurgé contre le « singulier renversement des rôles opéré par M. Delcroix ». « Vous n'êtes pas poursuivis pour avoir critiqué la loi, mais bien pour l'avoir violée! » Le substitut a demandé au tribunal d'entrer en voie de condamnation. Jugement le 22 octobre.

Jean-Michel Dumay

## Les « actions dissuasives » du rival politique de Jean-Claude Madrénas

PERRIGNAN de notre envoyé spécial François Turlais n'est pas un militant politique. Accusé d'avoir violemment agressé Jean-Claude Madrénas, un candidat (CDS) aux législatives, en 1992, il avait cependant parfaitement compris, à l'époque, que l'attentat avait pour but d'écarter M. Madrénas de l'investiture aux élections législatives (*Le Monde* du 25 septembre). Quand on l'interroge sur les commanditaires, François Turlais répond en une courte phrase imagée: « Jean Xatard était un wagon et Fouad Maaref était la locomotive. » Jean Xatard était à l'époque le rival de M. Madrénas pour l'investiture CDS aux élections législatives de 1993. Fouad Maaref était son « conseiller politique ».

Au départ, selon François Turlais, il s'agissait seulement d'obtenir des renseignements sur M. Madrénas afin de le « discréditer ». Mais à partir du 15 décembre 1992, les ordres changent: « Il était

question d'y aller, de lui mettre une rouste », confie François Turlais. « Qui vous a dit quoi? » demande le président de la cour d'assises des Pyrénées-Orientales, Daniel Duchemin. « C'est Xatard et Maaref », répond François Turlais, qui ajoute, devant l'insistance du magistrat: « Jean Xatard m'a dit de faire des pressions physiques. Par moment, il avait des coups de gueule. Il disait de Madrénas: "S'il y va, c'est foutu, je ne pourrai pas partir en piste." Et il sera question de l'agresser à son domicile pour qu'il comprenne. (...) Au téléphone, Maaref était plus précis. Il m'a demandé de lui casser une jambe. Xatard a cautionné. Qui ne dit mot consent. »

Le 19 décembre 1992, François Turlais, accompagné de Michel Paul, agressent Jean-Claude Madrénas en l'aspergeant de gaz lacrymogène et en le frappant à coups de batte de base-ball scie aux trois quarts « pour que ça fasse moins mal ».

Quand la cour d'assises évoque l'attentat à la bombe qui a valu l'amputation de sa jambe gauche à Jean-Claude Madrénas, François Turlais affirme que Jean Xatard donnait les ordres tout en préci-

sant: « Il m'a dit que Fouad Maaref était derrière tout ça. » Selon François Turlais, Jean Xatard avait suggéré « une action dissuasive » en utilisant un explosif qu'il connaît bien depuis un stage d'artificier. Même si les accusations de François Turlais ont considérablement varié au cours de l'instruction et des débats, l'effet produit à l'audience est désastreux pour les « commanditaires ». Fouad Maaref se contente de nier farouchement tandis que Jean Xatard conteste toute participation: « Ce n'est pas une initiative personnelle de Turlais. Je présume qu'il a reçu des ordres de Maaref. »

« DES RACCOURCIS » A ce stade des débats, les jurés ne disposent d'aucun élément matériel. Pour fonder leur conviction, ils n'ont que les accusations de François Turlais et, d'une façon souvent indirecte, celles de Michel Paul.

Selon l'accusation, le mobile du crime est lié au contexte politique de l'affaire. La cour d'assises des Pyrénées-Orientales s'est donc longuement penchée sur les mécanismes souvent complexes qui précèdent l'investiture d'un candi-

dat aux élections législatives. Exclu du CDS à la suite de litiges locaux, Jean Xatard essayait d'obtenir une très hypothétique investiture de la part du PR et du RPR en agissant au niveau local qu'au niveau national.

Au contexte politique, les jurés devront ajouter une autre circonstance qui n'éclaircit pas le débat. A la suite du décès de son père, Jean Xatard a fait une grave dépression à partir de novembre 1992. L'héritage, pourtant destiné à financer sa campagne électorale, est rapidement dilapidé par un homme qui se réfugie dans les sorties somptueuses et la boisson. Pendant cette période, ses capacités paraissent tellement diminuées que l'idée d'une candidature aux élections législatives étonne le président Duchemin. « A cette époque, nous avons offert à un zombiste qui fait de la politique », estime-t-il.

Pour résumer l'affaire, François Turlais lance cette comparaison automobile: « En fin de compte, c'est assez simple à comprendre. Mal préparés pour partir en piste, ils ont pris des raccourcis. »

Maurice Peyrot

## Brigitte Bardot citée à comparaître par le MRAP

BRIGITTE BARDOT devra répondre, le 19 décembre, devant le tribunal de grande instance de Paris, de « provocation à la haine raciale ». Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) l'a citée à comparaître à la suite de la publication d'une libre opinion, le 26 avril, dans *Le Figaro*. L'ancienne actrice y fustigeait le « débordement islamique » et se désolait de voir la France « envahie (...) par une surpopulation étrangère, notamment musulmane, à laquelle nous faisons allégeance », avant de conclure: « Pourquoi, tels ces moutons voués à des sacrifices illicites, ne réagissons-nous pas? » Estimant que ce texte « exhortait directement le lecteur à la haine », le MRAP réclame 100 000 francs de dommages et intérêts au titre du préjudice moral.

## Clandestins de Brest: le ministre de l'intérieur condamné pour voie de fait

LE JUGE DES RÉFÉRÉS du tribunal de grande instance de Paris, Marie-Claude Domb, a estimé, mardi 24 septembre, que le ministre de l'intérieur avait commis une voie de fait en ne laissant pas descendre d'un navire un passager clandestin qui voulait rentrer dans son pays, le Maroc. Le *lason* était arrivé à Brest le 20 septembre, avec à son bord deux Marocains de seize et dix-huit ans, un troisième s'étant noyé en tentant de rejoindre la côte à la nage (*Le Monde* daté 22-23 septembre). Au lieu de placer les deux adolescents en zone d'attente, les policiers leur avaient interdit de débarquer. Le plus âgé, majeur, avait saisi le juge des référés. La magistrate a toutefois précisé qu'elle ne pouvait prendre aucune mesure tant que les délais de recours de l'administration, qui estime que le juge administratif est seul compétent, ne sont pas épuisés. Les deux clandestins, qui avaient finalement été débarqués dans la nuit de vendredi à samedi, ont été reconduits au Maroc samedi après-midi.

### DÉPÊCHES

■ MEURTRE: un adolescent de dix-sept ans, soupçonné d'avoir tué un autre adolescent lors d'une bagarre, samedi 21 septembre, à Stains (*Le Monde* du 24 septembre), a été interpellé, mardi, par les enquêteurs du service départemental de police judiciaire de la Seine-Saint-Denis. Le suspect, originaire de la cité des 4 000 à La Courneuve, a été déféré devant le juge d'instruction et écroué.

■ VIOL: un adolescent soupçonné de plusieurs viols et tentatives de viols sur des jeunes filles de huit à quatorze ans, à Mantes-la-Jolie (Yvelines), a été interpellé, lundi 23 septembre, par des jeunes du quartier du Val-Fourré et livré à la police.

■ VIOLENCE: la directrice et une surveillante de l'école publique Saint-Pierre, à Nancy (Meurthe-et-Moselle), ont été agressées, mardi 24 septembre, par le père d'un élève, qui a été interpellé et placé en garde à vue. Intervenu dans une dispute qui opposait son fils à un camarade, le père avait riposté à l'appel au calme de la directrice en lui donnant un coup de tête au visage et en jetant à terre la surveillante.

■ ENFANCE: Hervé Gaymand, le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale, a annoncé, mardi 24 septembre, le lancement prochain d'une campagne « pour la prévention des abus sexuels » et « un renforcement de l'aide aux victimes ». Ces mesures s'ajoutent au projet de loi attendu pour le 20 novembre, qui doit renforcer la « répression de l'exploitation sexuelle des mineurs ».

■ JUSTICE: le juge d'instruction parisien Edith Bobette estime, dans *La Tribune Desjussés* du 25 septembre, qu'« il est parfois moralement injuste de réprimer un chef d'entreprise qui va commettre un abus de biens sociaux en son action s'inscrit dans le seul intérêt de l'entreprise ». « Si l'on veut mettre fin à la corruption et aux financements occultes politiques, c'est au législateur de le faire savoir à travers les textes », déclare M<sup>me</sup> Bobette. S'il ne le veut pas, qu'il le dise. »

## Le parquet de Paris requiert le renvoi partiel de M. Longuet

LE PARQUET DE PARIS a requis, début août, le renvoi de Gérard Longuet devant le tribunal correctionnel pour « recel d'abus de crédit » dans l'affaire de la construction de la villa de Saint-Tropez (Var). L'ancien ministre de l'Industrie (PR) d'Edouard Balladur bénéficierait en revanche d'un non-lieu pour « recel d'abus de biens sociaux », un délit pour lequel il avait été mis en examen en 1994. L'entrepreneur meusien René Céréda, chargé du chantier de la villa, serait renvoyé pour la seule infraction d'« abus de crédit ». Le juge d'instruction parisien Mireille Filippini peut désormais clore son instruction soit par une ordonnance de renvoi conforme aux requêtes du parquet, soit par un non-lieu total en faveur de l'ancien ministre.

L'instruction a fait apparaître une différence importante entre le prix payé par M. Longuet (2,5 millions de francs) et le coût réel du chantier pour l'entreprise Céréda (4,2 millions). Il avait également révélé un sérieux retard dans les paiements effectués par M. Longuet à la SA Céréda.

En décembre 1995, estimant qu'aucune infraction n'était imputable à M. Longuet, le juge Filippini avait transmis son dossier au parquet. Elle s'appuyait notamment sur une contre-expertise qui concluait que M. Longuet avait payé sa villa au prix du marché, même si le coût des travaux engagés par M. Céréda était bien plus élevé. Les experts estimaient que le surcoût était imputable à l'imprvoyance de l'entrepreneur.

En juin 1996, le parquet de Paris, constatant que certaines des sociétés qui avaient participé au chantier étaient attributaires de marchés publics dans le fief électoral de M. Longuet, la Meuse, avait demandé au juge d'instruction des investigations complémentaires.

Le parquet estimait également que l'ancien ministre pouvait être poursuivi pour « recel d'abus de crédit » puisqu'il n'avait commencé à honorer ses factures qu'après un contrôle fiscal de l'entreprise Céréda, en 1990. La villa était alors pratiquement terminée. Une semaine plus tard, le juge Filippini avait opposé une fin de non-recevoir au parquet.

Depuis, un arrêt de la chambre d'accusation de Nancy a mis en lumière une affaire de marchés truqués et de trafic d'influence dans laquelle plusieurs entreprises ayant travaillé sur la villa de M. Longuet ont travaillé (*Le Monde* daté 23-24 juin). Leurs dirigeants sont accusés d'avoir effectué, en échange de marchés publics, des travaux gratuits sur les villas de deux proches de M. Longuet, le député (PR) André Drothcourt et son fils Hervé, incarcéré depuis janvier.

Roland-Pierre Paringaux

### «JUIFS PARMIS LES NATIONS»

6ème Congrès de la Fédération Internationale des Juifs Humanistes et laïques

4, 5, 6 octobre 1996 à La Sorbonne Amphithéâtre Richelieu, 17 rue de La Sorbonne - Paris 5ème. Avec la participation d'Elizabeth et Robert BADINTER, de Georges CHARPAK, de Simone VEIL et de nombreux intervenants français et étrangers.

Renseignements et inscriptions: AJHL 253 Avenue Daumesnil 75012 PARIS Tél. 40.19.99.70



DISPARITIONS

Bai Yang

Une vedette du cinéma chinois

L'ACTRICE chinoise Bai Yang est morte, mercredi 18 septembre, dans un hôpital de Shanghai. Elle était âgée de soixante-seize ans.

Née le 22 avril 1920 à Pékin, Bai Yang a commencé sa carrière à onze ans. Elle en avait seize lorsqu'elle devint une vedette grâce à son rôle dans *Carrefour*, de Shen Xiling, aux côtés de celui qui se révèle simultanément comme le plus grand acteur du cinéma chinois classique, Zhao Dan. Ce film est l'un des plus beaux de l'« âge d'or » des studios de Shanghai, cette féconde période des années 30 qui allie une créativité et un dynamisme proches de ceux de Hollywood à un engagement progressiste et de résistance à l'occupation japonaise. En 1940, l'un des grands cinéastes des années 30, Sun Yu, la choisit pour le rôle principal de *Dix Mille Lis dans le ciel vide*, réalisé dans les zones sous influence de la résis-

tance communiste (il a, pour ce faire, écarté une autre candidate, qui lui fera payer cher : Jiang Qing, Mme Mao, fera en 1950 d'un film de Sun Yu, *La Vie de Wu Xun*, la cible de la première campagne du régime contre les intellectuels).

En 1947, sous la direction de Cai Chusheng, elle est l'héroïne du plus grand film de l'époque, tant par sa qualité que par son succès populaire, *La rivière coule vers l'est* (ou *Les Larmes du Yangtze*), fresque épique et mélodramatique en deux parties qui évoque les combats contre les Japonais puis contre le Kuomintang. Elle participe, le 19 juillet 1949, au congrès fondateur de la Fédération nationale des écrivains chinois, et sera député après le mouvement des Cent Fleurs. Elle est « omniprésente sur les écrans » (selon l'expression de l'historien du cinéma chinois Ré-

gis Bergeron) durant la fin des années 50 et le début des années 60 : elle joue notamment dans *Le Sacrifice du Nouvel An*, de Sang Hu, et *Pour la paix*, de Zuo Lin, en 1956, *Le Printemps et le peuple*, de Sang Hu, en 1959, *Jin Yongji*, de Wang Jing, en 1960, *Le Chef guérillero Dong Mei*, en 1962.

Proche du régime, elle ne sera pas inquiétée lorsque sa sœur, la romancière et scénariste Yang Mo, est attaquée par la « campagne anti-droite » de 1959. Mais elle est arrêtée en 1967 dans les grandes rafles de la Révolution culturelle en milieu artistique. Réhabilitée, elle retrouve un poste de représentante à l'Assemblée en 1978. L'année suivante, elle est vice-présidente de l'Association des cinéastes. Sa dernière apparition à l'écran sera dans un téléfilm tourné en 1989.

Jean-Michel Frodon

NOMINATIONS

DIPLOMATIE

Camille Raboin a été nommé ambassadeur à Madagascar, en remplacement de Jean-Denis Rolin, par décret paru au *Journal officiel* du 13 septembre.

[Né le 16 mai 1942 à Remenich (Fribourg), Camille Raboin est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1970-1972). Il a été notamment en poste à Copenhague (1979-1984), à Québec (1989-1992) et à l'administration centrale. Depuis décembre 1992, il était ambassadeur au Pérou.]

Michel Lussan a été nommé ambassadeur au Népal, en remplacement de Daniel Dupont, par décret paru au *Journal officiel* du 14 septembre.

[Né le 3 novembre 1946, Michel Lussan est diplômé de l'Institut national des langues orientales. Il a été notamment en poste à Pékin (1974-1978), à Bangkok (1978-1984) et à l'administration centrale. Depuis octobre 1991, il était conseiller culturel à Londres.]

Jean-Paul Tix a été nommé am-

bassadeur en Mauritanie, en remplacement de Claude Loguand, par décret paru au *Journal officiel* du 17 septembre.

[Né le 20 décembre 1941 à Bédarides (Mérault), Jean-Paul Tix a été conseiller de police (1968-1973) avant d'être élève à l'ENA (1973-1975). Il a été notamment en poste à Tanger (1979-1982), auprès des Nations unies à New York (1984-1988) et à l'administration centrale. Ambassadeur au Bénin de 1992 à 1994, Jean-Paul Tix était ministre conseiller à Londres depuis septembre 1994.]

André Barbe a été nommé ambassadeur au Cap-Vert, en remplacement de François Chappellier, nommé récemment ambassadeur en Guinée-Bissau, par décret paru au *Journal officiel* du 18 septembre.

[Né le 21 mai 1939 à Arles (Ardèche), André Barbe est licencié en lettres et titulaire d'un certificat d'études supérieures de géographie. Il a été professeur dans l'enseignement secondaire (1960-1973), avant d'être admis au concours pour le recrutement de secrétaires adjoints des affaires étrangères. Il a été notamment en poste à Blon-

tyer (1974-1976), à Maputo (1976-1979), à Sydney (1982-1985), à Conakry (1985-1987), à Recife (1987-1990), à Mexico (1990-1994). Depuis juillet 1994, André Barbe était consul général à Abidjan.]

Pierre Morel a été nommé ambassadeur en Chine, en remplacement de François Plassant, nommé récemment conseiller diplomatique du gouvernement, par décret paru au *Journal officiel* du 19 septembre.

[Né le 27 juin 1944 à Roubaix (Nord), Pierre Morel est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1969-1971). Il a été notamment en poste à Moscou (1976-1980), avant d'être successivement chargé de mission au cabinet de François Mitterrand, président de la République (1981-1982), conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République (1982-1985), directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay (1985-1986), ambassadeur représentant de la France à la conférence du désarmement à Genève (1986-1990), conseiller diplomatique à la présidence de la République (1991-1992). Depuis juin 1992, Pierre Morel était ambassadeur en Russie.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 18 septembre sont publiés :

● **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République libanaise relatif au Centre franco-libanais des affaires, signé à Beyrouth le 5 avril 1996 ; un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Maroc dans le domaine de l'environnement, signé à Rabat le 19 avril 1996 ; un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie sur l'entreposage, dans des conditions de sécurité, des composés hydrogènes lithiés, issus du démantèlement des armes nucléaires en Russie, signé à Paris le 17 novembre 1994 ; un décret portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Etat d'Israël en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Jérusalem le 31 juillet 1995.

● **Police** : un décret relatif à la répartition des attributions et à l'organisation de la coopération entre la police nationale et la gendarmerie nationale.

● **Réforme de l'Etat** : une circulaire relative aux schémas directeurs ministériels des systèmes d'information et des télécommunications. L'actualisation de ces schémas directeurs, prévue pour le premier semestre 1997, doit permettre d'améliorer le pilotage des politiques publiques et de faciliter les relations avec les usagers des services publics.

● **Accords internationaux** : un décret portant publication des ajustements au protocole de Montréal du 16 septembre 1987, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ; un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago sur l'encouragement et la protection réci-

proques des investissements, signé à Paris le 28 octobre 1993.

Au *Journal officiel* du dimanche 22 septembre sont publiés :

● **Centres antipolice** : un décret relatif à l'inscription sur la liste des centres hospitaliers régionaux comportant un centre antipolice ; un décret relatif aux missions et moyens des centres antipolice.

Au *Journal officiel* du samedi 21 septembre sont publiés :

● **Décorations** : deux décrets portant nomination et promotion, dans l'ordre de la Légion d'honneur et dans l'ordre du Mérite. Il s'agit des athlètes ayant obtenu des médailles aux Jeux olympiques d'Atlanta. Les athlètes des Jeux olympiques ont eux aussi été récompensés (*Le Monde* du 4 septembre).

● **Professions libérales** : un décret relatif à la coordination de l'action de l'Etat à l'égard des professions libérales. Un comité interministériel prépare les décisions du gouvernement intéressant les professions libérales, en suit l'exécution et coordonne l'action des départements ministériels. Le comité est présidé par le premier ministre ou par le ministre chargé des petites et moyennes entreprises. Un délégué interministériel aux professions libérales est nommé par décret.

● **Collectivités locales** : plusieurs arrêtés détaillant le mécanisme des financements croisés qui régit les relations entre l'Etat et les collectivités locales, à propos des dépenses de personnel du ministère de l'équipement.

MOHAMED BENAHEMED

ABDELGHANI, ancien premier ministre algérien, est mort à Alger, dimanche 22 septembre, à l'âge de soixante-neuf ans. De 1979 à 1984, il avait dirigé le gouvernement de l'ancien président Chadli Bendjedid, avant d'être nommé ministre d'Etat de 1984 à 1988. Membre du Conseil de la Révolution dirigé par le colonel Houari Boumedienne, il avait auparavant occupé les fonctions de ministre de l'Intérieur de 1974 à 1979, succédant à Mohamed Médghal, qui, selon la version officielle, s'était suicidé. Au lendemain de l'indépendance en 1962, Mohamed BenaheMED Abdelghani était devenu le premier commandant militaire de l'Algérie.

LATIFA EL ZAYYAT

première femme égyptienne engagée de la littérature égyptienne, est décédée, mercredi 18 septembre, à l'âge de soixante-trois ans, dans un hôpital du Caire, des suites d'un cancer du pœmon. Née le 8 août 1923 dans la province de Damiette, elle fut dès l'âge de vingt-trois ans une pionnière de l'action politique, en des temps où seuls les hommes avaient voix au chapitre. C'est ainsi que l'étudiante de littérature anglaise de l'université Fouad I<sup>er</sup>, déjà marxiste, a été élue secrétaire du Comité national des étudiants et ouvriers. Elle a été la pastoria des manifestations estudiantines réclamant la chute du roi Farouk, réprimées dans le sang le 21 février 1946. En 1979, après la signature du traité de paix égypto-israélien, Latifa El Zayyat avait fondé le Comité de défense de la culture nationale, dont l'objectif était de lutter contre la normalisation des relations

avec l'Etat hébreu. Celle qui affirmait que « l'écriture est un acte de résistance » a été arrêtée, comme beaucoup de politiciens et de penseurs de gauche, sur ordre du président Sadate en septembre 1981. Libérée le 15 janvier 1982 par le président Mubarak, qui avait succédé à Anouar El Sadate, elle a publié une de ses œuvres les plus connues, *Incarcération I Carnets intimes*, qui a notamment été traduite en français.

PAUL ERDOS

mathématicien hongrois, est mort, le 20 septembre, dans un hôpital de Varsovie, des suites d'une crise cardiaque. Il était un spécialiste de la théorie des nombres. Né le 26 mars 1913 à Budapest, il avait étudié dans les universités de Budapest et de Manchester (Grande-Bretagne) avant d'enseigner au Canada, aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne, en Hongrie, en Israël. Paul Erdos est l'auteur d'un grand nombre de publications, consacrées en particulier à la théorie des nombres, qui lui ont valu de nombreuses distinctions : prix Cole de la Société américaine de mathématiques, en 1951 ; prix Kossuth (Hongrie), en 1958 ; prix de la Fondation Wolf, en 1983. Il était membre de plusieurs sociétés savantes, dont l'Académie des sciences de Hongrie et l'Académie royale des sciences des Pays-Bas, mais aussi en Australie ou en Inde.

JEAN TARALON

inspecteur général des Monuments historiques, est mort à Paris le 17 sep-

tembre. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans. On lui doit la création du Laboratoire de recherche sur les monuments historiques, installé à Champs-sur-Marne. Il a introduit les technologies de pointe dans la pratique de la restauration, tant des monuments, des peintures murales que des objets d'art. On lui doit aussi le sauvetage des fresques de Saint-Savin (Vienne) et du portail de l'église de Moissac (Tarn-et-Garonne). Il est l'un des auteurs du *Sic de l'an mil*, dans la collection « Univers des formes » (Gallimard).

LE PERE HENRI CAFFAREL

est décédé, le 18 septembre, à Beauvais (Oise), à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Né le 30 juillet 1903 à Lyon, il avait été ordonné prêtre dans le diocèse de Paris en 1929. Avant guerre, il milita à l'Action catholique générale, avant d'orienter sa réflexion sur les thèmes du mariage et de la famille. En 1945, il fonde *L'Amour d'or*, une revue de spiritualité conjugale et familiale, et, deux ans plus tard, les Editions Notre-Dame, un mouvement d'Eglise qui regroupe aujourd'hui 7 200 équipes de « foyers » dans cinquante-trois pays. En 1957, Henri Caffarel lance les *Cahiers de l'Oraison* et, en 1978, des Ecoles d'oraison. Ce spirituel quitte les Editions Notre-Dame, en 1973, pour se consacrer à la maison de Troussures (Oise), où il animera, jusqu'en 1995, de nombreuses « semaines de prières » qui ont inspiré des générations de couples croyants.

Le provincial des missionnaires oblats de Marie de la province Franco, Et les Amis des missions d'Israël, font part du décès de

Père Jacques MAIGRET (OMI)

surveillé le 23 septembre 1996.

La cérémonie religieuse se déroulera le jeudi 26 septembre, à la chapelle de l'hôpital Notre-Dame-de-Bon-Secours, 66, rue des Plantes, Paris-14<sup>e</sup>.

Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière des oblats au cimetière de Montmartre.

Que le Seigneur accueille son serviteur.

Rémi CAFFAREL

est retourné vers le Seigneur le 18 septembre 1996. Les Editions Notre-Dame invitent à venir prier et rendre grâce pour son œuvre lors de la messe qui sera célébrée par le cardinal Lustiger, le vendredi 27 septembre, à 18 h 30, en l'église de la Madeleine, Paris-8<sup>e</sup>.

Equipes Notre-Dame, 49, rue de la Glacière, 75013 Paris.

— Anne Pouget et Jean-Pierre Loubet, ses parents.

Sa fille Juliette et Nicolas Louvin, son père.

Ses frères Christophe, Julien, Mathieu, Et ses amis.

ont l'honneur de faire part du décès de

Karine LOUBET, photographe.

le 21 septembre 1996.

Une cérémonie d'adieu aura lieu au cimetière du cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 27 septembre, à 14 h 15.

— Bruno Robinski et Katherine Robinski, ses enfants.

Joy, Laure et Tosa, ses petits-enfants.

M. Nathan Robinski, son père.

Ses frères, Richard Robinski et son épouse, Gérard Robinski, son épouse et leur fils Sacha.

M<sup>me</sup> Maurice Robinski et ses filles, M<sup>me</sup> Céline Gaudelino, Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Ladou RUBEINEL

surveillé le 23 septembre 1996, à Paris, dans sa résidence secondaire.

Les obsèques auront lieu le vendredi 27 septembre.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, 43, avenue Marx-Dormoy, à Bagneux (Hauts-de-Seine), à 9 h 15 précises.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M<sup>me</sup> Pascal Miranda et leurs enfants.

— M. et M<sup>me</sup> René Croux et leurs enfants.

M. et M<sup>me</sup> Bernard Fried et leurs enfants.

M. et M<sup>me</sup> Brigitte Fried et leurs enfants.

Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre Carlos MIRANDA.

surveillé le 22 septembre 1996.

Les obsèques auront lieu dans l'insolite familiale, à Grosrouvre (Yvelines).

80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

— Laurence Sin Ronia Pouchy, son épouse.

Kevin et Mathilde Sin Ronia, ses enfants.

Ernestine Kober, sa grand-mère.

André et Léa Sin Ronia, ses parents.

Richard Sin Ronia, son frère.

Corinne Sin Ronia Lenz, sa sœur.

Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

Charles SIN RONIA,

le 20 septembre 1996, à l'âge de quarante et un ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue José-Marie-de-Hérold, 75007 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Georg SCHEUER, journaliste, écrivain, résistant,

8 décembre 1915-15 septembre 1996.

Tout sa vie a été un combat pour la liberté.

Christa Scheuer, ses amis, France - Autriche.

— M. Bernard Thibaut, M. (Y) et M<sup>me</sup> Pierre van de Kerckhove, Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Bernard THIEBAUT, née Chantal van de KERCKHOVE, ingénieur IGO.

surveillé le 21 septembre 1996.

— M<sup>me</sup> Rose Zachmann, son épouse.

Ses enfants, Jacques, Danièle, Patrick et leurs conjoints.

Ses petits-enfants, Les familles David, Meier et Bensadoun, Lucie, Watenberg.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean ZACHMANN,

surveillé le 24 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 27 septembre.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 16 h 15.

On rappellera le souvenir de

Itsek et Dina ZACHMANN,

ses parents, déportés à Auschwitz en septembre 1942.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée le 9 octobre 1996, à 12 h 15, en la basilique Sainte-Chotilde, Paris-7<sup>e</sup>, pour le repos de l'âme de

François de LABOULAYE, ambassadeur de France, décédé à Saint-Sabon, le 28 août.

Messes anniversaires

— In memoriam.

Un service religieux sera célébré le vendredi 27 septembre 1996, à 12 h 30, en la cathédrale américaine, 23, avenue George-V, Paris-8<sup>e</sup>, à la mémoire de

M<sup>me</sup> Jean BROWARD SHEVLIN GERARD, ancien ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique près l'Unesco et au Grand-Duché de Luxembourg, décédé le 5 août, des suites d'une longue maladie.

Ni fleur ni couronnes.

— M. et M<sup>me</sup> Patrick Jean, M<sup>me</sup> Madeleine Bismuth, M. et M<sup>me</sup> Yves Bismuth, Cyril et Jérémie.

ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et belle-mère.

M<sup>me</sup> Simone BISMUTH, née BENMUSA,

surveillé le 22 septembre 1996, dans sa soixante-douzième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Peyras, 91000 Fontainebleau.

8, rue du Docteur-Darnaud, 21000 Dijon.

5, rue Nicolas, 75018 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Pascal Miranda et leurs enfants.

— M. et M<sup>me</sup> René Croux et leurs enfants.

M. et M<sup>me</sup> Bernard Fried et leurs enfants.

M. et M<sup>me</sup> Brigitte Fried et leurs enfants.

Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre Carlos MIRANDA.

surveillé le 22 septembre 1996.

Les obsèques auront lieu dans l'insolite familiale, à Grosrouvre (Yvelines).

80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

— Laurence Sin Ronia Pouchy, son épouse.

Kevin et Mathilde Sin Ronia, ses enfants.

Ernestine Kober, sa grand-mère.

André et Léa Sin Ronia, ses parents.

Richard Sin Ronia, son frère.

Corinne Sin Ronia Lenz, sa sœur.

Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

Charles SIN RONIA,

le 20 septembre 1996, à l'âge de quarante et un ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue José-Marie-de-Hérold, 75007 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Georg SCHEUER, journaliste, écrivain, résistant,

8 décembre 1915-15 septembre 1996.

Tout sa vie a été un combat pour la liberté.

Christa Scheuer, ses amis, France - Autriche.

— M. Bernard Thibaut, M. (Y) et M<sup>me</sup> Pierre van de Kerckhove, Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Bernard THIEBAUT, née Chantal van de KERCKHOVE, ingénieur IGO.

surveillé le 21 septembre 1996.

— M<sup>me</sup> Rose Zachmann, son épouse.

Ses enfants, Jacques, Danièle, Patrick et leurs conjoints.

Ses petits-enfants, Les familles David, Meier et Bensadoun, Lucie, Watenberg.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean ZACHMANN,

surveillé le 24 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatorze ans.



**La chanteuse canadienne  
est devenue une « diva pop »  
au succès international  
en incarnant les valeurs  
politiquement correctes  
de la famille et du travail.  
Portrait d'une anti-Madonna  
à la voix douce  
comme du sirop d'érable**

[illegible]



# Ne laissons pas l'Europe boiter !

par Pierre-Alain Muet

**L**e débat qui a fleuri ces derniers temps sur la politique économique française a parfois des accents incongrus. A l'heure d'articles, on nous propose d'appliquer aujourd'hui la politique qu'il eût fallu suivre en 1992 - le décrochage du franc par rapport au mark - alors que ce problème n'est plus d'actualité depuis déjà un certain temps.

A l'époque, la France était (déjà !) affrontée à un ralentissement de l'activité économique, alors que l'Allemagne connaissait au contraire une surchauffe que la Bundesbank combattait par une politique monétaire fortement restrictive. Face à des conjonctures aussi opposées, on ne pouvait évidemment appliquer les mêmes remèdes. C'est pourtant ce qui fut fait, puisqu'en voulant maintenir la parité franc-mark sans disposer des instruments d'une vraie solidarité monétaire (une monnaie unique), la France appliqua la purge monétaire allemande à une économie française déjà en quasi déflation.

Nous étions quelques-uns à écrire à l'époque qu'à défaut d'une gestion solidaire des conséquences de la réunification allemande, la seule politique possible était une baisse des taux d'intérêt français conduisant à une dépréciation transitoire du franc. Le décrochage du franc par rapport au mark ne s'imposait pas d'ailleurs pour des raisons de compétitivité, puisque la compétitivité de la France vis-à-vis de l'Allemagne continuait à s'améliorer en raison d'une inflation plus faible en France, mais par la nécessité de mener des politiques monétaires opposées - expansionnisme en France, restrictive en Allemagne - qui ne pouvaient s'accommoder d'un système de change fixe.

Ce problème concernait d'ailleurs tous les partenaires de l'Allemagne au sein du SME et si le choix d'une réévaluation unilatérale du mark avait été fait à l'époque, on aurait sans doute évité les crises succes-

sives du SME et peut-être même la récession de 1993. Les politiques monétaires auraient été en effet plus accommodantes, non seulement chez les partenaires de l'Allemagne qui avaient besoin de croissance, mais aussi en Allemagne, puisque la désinflation importée résultant de l'appréciation du mark aurait évité la hausse excessive des taux allemands. Contrairement à ce que disaient alors les chanciers du franc fort, la perspective d'une union monétaire rapide aurait été mieux préservée, car les pays européens n'auraient pas eu à faire face à une aussi forte dégradation des déficits publics.

Mais le décrochage franc-mark n'était déjà plus d'actualité au sortir de la récession de 1993, puisque l'Allemagne se retrouvait comme ses partenaires face à la nécessité de relancer son économie tout en réduisant son déficit public. Le *policy-mix* (dosage des politiques budgétaire et monétaire) optimal consistait alors, comme le firent les

Etats-Unis, dans un contexte identique, deux années plus tôt, à commencer par l'expansion monétaire, puis à mettre en œuvre la restriction budgétaire lorsque la reprise était suffisamment assurée.

Toutefois, pour pouvoir mener une telle politique en Europe, il aurait fallu réunir trois conditions qui n'ont pratiquement jamais été satisfaites, même isolément, dans le passé. Premièrement, pratiquer une expansion monétaire concertée, ce qui ne s'est réalisé qu'une seule fois au cours des vingt dernières années, lorsque les banques centrales ont craint une crise systémique à la suite du krach boursier de 1987.

Deuxièmement, coordonner les politiques budgétaires autrement que par l'application mécanique de critères de convergence, ce qui ne s'est jamais fait, ni en Europe, ni d'ailleurs au sein du G7.

Troisièmement, oser coordonner les politiques monétaires avec les politiques budgétaires pour engager l'expansion monétaire avant les restrictions budgétaires. Bref, on voit qu'il eût fallu être déjà en union monétaire avec, de plus, un « gouvernement économique européen » suffisamment crédible pour que les banques centrales acceptent de mettre en œuvre la reprise. Or, faute d'institutions susceptibles de prendre en charge leurs intérêts communs, les nations européennes se sont engagées, une fois de plus, dans la course à la dépression. Les banques centrales attendant la réduction des déficits avant de desserrer leur politique monétaire, la baisse des taux n'a fait qu'accompagner le ralentissement de l'activité sans compenser l'effet restrictif des politiques budgétaires.

Il ne faut pas chercher plus loin les raisons de la reprise avortée de 1994-1995 en Europe continentale. C'est ainsi qu'un *policy-mix* relativement aisé à mettre en œuvre aux Etats-Unis d'Amérique fut inaccessible aux gouvernements et aux banques centrales d'Europe. Cette

situation n'est malheureusement pas nouvelle.

La longue stagnation de la première moitié des années quatre-vingt, qui a vu apparaître le chômage de masse en Europe, eut exactement les mêmes origines : l'incapacité des nations européennes à activer des politiques coopératives de croissance pour sortir des récessions. Cet état de fait est inhérent à un ensemble de nations indépendantes dont les économies sont fortement interdépendantes.

Il faudra bien en venir à un système monétaire fédéral. Il faudra bien qu'en face existe quelque chose qui ressemble à un gouvernement européen

En l'absence de coordination, les politiques de compétitivité et de flexibilité, qui sont d'autant plus efficaces qu'elles sont menées à l'échelle individuelle, sont toujours développées de façon excessive. Au contraire, les politiques de relance de la demande ou les politiques d'offre favorisant le développement de technologies nouvelles, qui ont des effets externes favorables pour les partenaires, sont systématiquement sous-utilisées. La raison en est simple : aucune nation n'a intérêt à faire une politique dont elle est seule à assumer les coûts alors que tous ses partenaires en partagent les bénéfices. Même si les taux d'intérêt à court

terme ont atteint aujourd'hui des niveaux plus compatibles avec la situation conjoncturelle de l'Europe continentale, la coordination qui nous a fait défaut hier reste nécessaire demain pour maintenir de bas taux d'intérêt afin de retrouver la croissance, réduire les déficits et converger vers l'union monétaire. Pour avoir cru (ou feint de croire) qu'il suffirait de s'imposer des critères de bonne gestion sans assumer les choix politiques qu'implique l'union monétaire, les gouvernements européens se sont enfermés dans une situation absurde, où la convergence vers l'indispensable union monétaire a été transformée en un parcours d'obstacles qui risque à chaque instant d'en faire capoter le projet.

On voit bien où le bât blesse. Qui peut croire que nous assumerons demain la solidarité qu'implique l'union monétaire si nous sommes incapables de le faire aujourd'hui ? On objectera que ce n'est pas la mission des banques centrales nationales et indépendantes de se compromettre avec des gouvernements dans une coordination qui préfigurerait cette union. Mais si nous voulons vraiment l'union monétaire, ces formes de pouvoir transitoires - et parfois illusoires en dehors de la Bulle - que sont les banques centrales nationales devront bien un jour céder la place au système monétaire fédéral. Et il faudra bien qu'en face, existe quelque chose qui ressemble à un gouvernement européen que la politique macroéconomique de l'union ne soit pas boiteuse. Alors pourquoi ne pas commencer aujourd'hui ce que nous devons faire demain ? Dans la conjoncture actuelle, la crédibilité politique de l'union monétaire est certainement le meilleur garant de la reprise.

**Il faudra bien en venir à un système monétaire fédéral. Il faudra bien qu'en face existe quelque chose qui ressemble à un gouvernement européen**

Pierre-Alain Muet est professeur à l'Ecole polytechnique.

## Croix-Rouge : des errements passés, des dangers actuels

par Cornelio Sommaruga

**L**a Croix-Rouge sent-elle le soufre ? Notre symbole, universellement reconnu comme celui de l'entraide humanitaire, peut-il en cacher un autre qui, par le biais d'un malheureux avatar, symbolise l'absence du mal humain ? La presse s'est posée la question ; il en a résulté une avalanche de doutes, d'interrogations (*Le Monde* du 10 septembre), voire de craintes.

Aux Etats-Unis, au groupe de chercheurs qui se proposaient de localiser dans des coffres-forts de banques helvétiques des fortunes déposées par les victimes des persécutions nazies ont mis la main sur une série de documents provenant d'agents anonymes de l'Office of Strategic Services, l'OSS, le service de renseignement américain précurseur de la CIA. Ces documents contiennent des allégations relatives à des personnes qui ont travaillé pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) lors du second conflit mondial.

Ces allégations se partagent grosso modo en deux catégories : des actes crapuleux dont se seraient rendus coupables des délégués qui auraient dévoyé les privilèges diplomatiques du CICR pour s'enrichir, des accusations d'entretenir des rapports avec l'ennemi.

Il s'est trouvé que le premier cas qui nous fut soumis - le cas Giuseppe Beretta - a touché un nom sensible, puisque nos archives confirment qu'effectivement il s'agissait d'une brebis galeuse. La police turque l'avait surpris en possession d'un sacquet de source inconnue. Le délégué Beretta, aussitôt rappelé à Genève, démissionna du CICR la veille d'une séance de confrontation qui aurait inmanquablement entériné son renvoi.

Avec une affaire crapuleuse sur le devant de la scène, le CICR paraissait, il y a quelques jours seulement, en mauvaise posture. Beaucoup plus grave, dans certaines parties du monde où le CICR assiste des populations civiles et tente de protéger prisonniers et détenus, des médias partisans ont profité de notre embarras pour laisser entendre à qui le voulait que le CICR était un havre d'espions ! Accusations d'une extrême gravité, qui nous ont poussé à accorder une attention toute particulière à des archives quelque peu poussiéreuses.

Par bonheur, le CICR avait pris la décision, en janvier 1996, d'ouvrir toutes ses archives de plus de cinquante ans. Seuls doivent rester confidentiels, selon la loi suisse (en ce domaine guère différente de la loi française), les dossiers personnels. Les allégations ont ainsi accablé un travail déjà bien entamé.

Des voleurs, il y en a depuis que la société humaine a établi des règles de propriété, au CICR et ailleurs. La présence de voleurs au sein d'une organisation est assurément scandaleuse, mais ne remet

pas en cause le bien-fondé de son action. La présence d'espions, par contre, est bien plus compromettante.

Une première recherche (dont il existe un résumé détaillé disponible sur demande) dans nos archives a permis d'établir que seuls seize de la cinquantaine de noms cités dans les documents OSS correspondaient à des personnes qui ont effectivement travaillé pour le CICR, à un moment ou à un autre, à cette période. Mais surtout, ces documents se font l'écho d'un déluge de « suppositions » ou de « présomptions » dénuées de fondement : tel agent OSS dénonce le fait qu'un délégué CICR communique par télexgramme l'identité « d'hommes de confiance » nommés par les prisonniers. Cela était, et demeure, parfaitement licite aux termes de la Convention de Genève de 1929 (relative au traitement des prisonniers de guerre). Au demeurant, le CICR a communiqué à leurs pays et à leurs familles le nom et l'adresse de millions de prisonniers polonais, belges, hollandais, français, britanniques, américains...

**Il y a eu, peut-être, des espions à la solde des autorités nazies dans les rangs du CICR. Il y a eu, en tout cas, une ruée médiatique sur la « vieille dame » de l'humanitaire qu'est notre institution**

Autre exemple : des délégués du CICR sont accusés d'avoir transmis, en décembre 1943, des informations sur un navire français, le *S.S. Canada*. En vérité, c'est le Comité français de libération nationale à Alger qui avait demandé au CICR de notifier aux autorités allemandes et italiennes la mise en service et les caractéristiques du navire-hôpital *S.S. Canada*, conformément aux dispositions de la Convention X de la Haye (1907). Le CICR ne faisait que son travail ; les agents OSS, par contre, semblaient ignorer totalement la nature du mandat de notre institution.

Par ailleurs, la confusion règne au même titre que l'ignorance dans ces documents OSS : à l'évidence, un agent de renseignement confond un docteur Paul Burkhard, médecin délégué CICR à Naples (et

« sous surveillance », avec le professeur Carl J. Burkhardt, membre du CICR et président de la commission mixte de secours de la Croix-Rouge internationale. C'est sans doute cette confusion qui amène l'agent à conclure que le CICR était infiltré jusqu'au niveau de ses organes dirigeants. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que ni les « contrôleurs » de ces agents ni le gouvernement américain lui-même s'y soient trompés, puisque les rapports de ces agents OSS sont restés jusqu'à ce jour au fond de tiroirs oubliés.

Il y a eu, peut-être, des espions à la solde des autorités nazies dans les rangs du CICR (signalons qu'en 1942 l'armée japonaise a exécuté deux membres du CICR accusés de travailler pour les puissances alliées !), et nos recherches se poursuivent à cet égard. Il y a eu, en tout cas, une ruée médiatique sur la « vieille dame » de l'humanitaire qu'est notre institution.

Que le CICR de 1939-1945 ait failli (notamment au niveau du recrutement de certains de ses délégués), c'est malheureusement possible. Qu'on nous le reproche, c'est légitime. Mais alors, qu'on fasse la part des choses, car même dépourvu de sens, ce genre d'accusations « colle » et nuit. Un exemple : un cameraman est venu filmer les archives du CICR. Il a filmé tout ce qu'il voulait. Avant de partir, il nous a demandé si nous « n'avions pas un document avec une croix gammée » pour qu'il puisse le filmer aussi ! Que la culpabilité de membres du CICR fut loin d'être acquise, que l'institution dans son ensemble n'ait pas été mise en cause, tout cela lui importait peu. Il voulait, pour satisfaire une supposée soif du public, une association d'images aussi inexistante qu'infamante.

Le résultat d'une telle campagne d'insinuations : un travail de sape non pas seulement du CICR, mais de l'humanitaire dans son ensemble. Bien que nous rechignions à mêler notre passé avec notre présent, notre action en faveur des victimes ne doit pas en effet servir d'excuse à des fautes commises. Je ne peux m'empêcher de signaler le danger que ce genre de situation présente, pour la vie des délégués et pour l'action humanitaire en général, dans ces lieux où les activités humanitaires sont, pour des raisons équivoques ou perverses, contestées par certains belligérants. Nous ne devons pas perdre le sens de la mesure, et encore moins notre humanité, par panique des titres. Laissons faire les historiens avant de juger. En tout état de cause, le CICR saura faire face à ses responsabilités, présentes et passées.

Cornelio Sommaruga est président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève).

### POURQUOI FAUT-IL CONFIER LA RESTAURATION COLLECTIVE DES HÔPITAUX PUBLICS AUX SOCIÉTÉS DU S.N.R.C. ?

La restauration est au cœur de l'actualité hospitalière. L'alimentation contribue au traitement du patient. Comme tous les autres soins, le repas requiert des interventions de qualité, exercées en toute sécurité.

Les professionnels du Syndicat National de la Restauration Collective interviennent déjà dans des hôpitaux publics. Ils sont considérés par les responsables qui leur font confiance comme de vrais auxiliaires des personnels hospitaliers, motivés et formés en permanence aux préoccupations de la santé dans tous les domaines de leur responsabilité pour la « QUALITÉ DE SERVICE ».

Les sociétés adhérentes au S.N.R.C. permettent aux établissements de santé d'offrir une restauration que patients et soignants sont en droit d'attendre.

Restaurateurs de métier, les hommes et les femmes des sociétés adhérentes au S.N.R.C. se mobilisent et s'engagent, à tout instant, pour réaliser leur mission : satisfaire les personnes qui, chaque jour, se restaurent au sein d'une collectivité.

En outre, partenaires depuis de nombreuses années de l'hospitalisation publique et privée, les sociétés du S.N.R.C. démontrent leur compétence et leur capacité à accompagner l'action des personnels médicaux.

Acteurs d'un secteur d'activité en constante évolution, les sociétés membres du S.N.R.C. ont prouvé leur faculté d'adaptation aux demandes des collectivités. Leur savoir-faire est reconnu et apprécié des responsables des établissements publics de santé qui leur font d'ores et déjà confiance à l'instar de leurs homologues des établissements privés.

La commune volonté des sociétés du S.N.R.C. est d'intervenir en partenariat de tous les établissements de santé avec l'ambition de toujours mieux servir.

ARPEGE  
BREIZ RESTAURATION  
CENTRE FRANÇAIS DE RESTAURATION  
CERES  
DUPONT  
EUREST  
EXPRESSIF  
GÉNÉRALE DE RESTAURATION  
ISIDORE RESTAURATION  
L.R.P.  
MONTAGNE SERVICE  
NORD RESTAURATION  
NORMANDIE RESTAURATION  
OGRE  
ORLY RESTAURATION  
ORLYSIENNE  
REGISSE  
RESTAURATION  
RESTOCOP  
SARCO  
SHR  
SODIEXO  
SOGERES



**SYNDICAT NATIONAL DE LA RESTAURATION COLLECTIVE**  
Le Privé au Service du Public  
12, rue Torricelli - 75017 PARIS  
Téléphone : 01 44 09 93 30 - Télécopie : 01 44 09 91 42

24 entreprises nationales et régionales s'engagent, chaque jour, à toujours mieux servir le public.



**Équipe** : est dirigé par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Noël-Jean Bergeon ; Directeur général adjoint :  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fournel, Jean-Vincent Lacroix, Robert Joffe  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besnot, Bruno de Camille, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Michel Joffe, Bernard La Gorce, Directeur adjoint : Dominique Royette  
Rédacteur en chef adjoint : Eric Azou  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournet  
Directeur adjoint : Eric Paillet ; Directeur adjoint : Anne Chaussegros  
Conseiller de la direction : Alain Rollet ; Directeur des relations internationales : Daniel Vermet  
Médiateur : André Laurent  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président  
Anciens directeurs : Robert Bergeon (1984-1987), Jacques Rancie (1987-1992), André Laurent (1992-1993), André Fontaine (1993-1994), Jacques Lacroix (1994-1996)  
Le Monde est fondé en 1763 à Paris  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 55 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Robert Bergeon-Lacroix, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance  
SIEGE SOCIAL : 21 rue de Valenciennes - 75011 PARIS CEDEX 05  
Tél. : (1) 47 36 27 28, télécopieur : (1) 47 36 27 29. Fax : 206 300 F

## L'improbable renaissance du rêve bosniaque

LA VICTOIRE nationaliste aux premières élections de l'après-guerre en Bosnie-Herzégovine, incontestable malgré les manipulations et les fraudes spectaculaires, était prévisible et annoncée. D'abord parce que la guerre a créé un climat de peur et d'instabilité, et parfois de haine. Ensuite parce que, dans une région qui n'a jamais connue la démocratie, il est naturel d'accorder ses suffrages aux partis au pouvoir. Enfin parce que la communauté internationale n'a pas su ouvrir la voie électorale à une éventuelle alternance. La loi du plus fort a guidé le conflit, elle détermine désormais les règles de la paix.

L'expression du repli sur soi que symbolise le vote nationaliste était attendue pour le scrutin présidentiel. Elle a été particulièrement forte au sein de la communauté musulmane, qui a exprimé sa reconnaissance à Alija Izetbegovic pour les années de résistance. Le « père de la nation » a été élu à la fois par les partisans d'un isolement musulman et par les adeptes d'un retour à la multi-ethnicité. M. Izetbegovic apparaît toujours, à tort ou à raison, comme l'unique rempart contre le séparatisme serbe et croate.

### UN HOMME FORMIDABLE

La surprise réside plutôt dans les résultats des scrutins parlementaires. La population bosniaque n'est pas avare de critiques envers le parti d'Izetbegovic (SDA), et l'homme de la rue clame souvent que le président est un homme formidable, mais très mal entouré. Pourtant, le parti de M. Izetbegovic a obtenu une majorité absolue au sein du Parlement de la Fédération croato-bosniaque, et une majorité confortable au sein du Parlement national.

L'opposition bosniaque, musulmane et autres ethnies confondues, a réuni moins de 20 % des voix. Elle n'a pas réussi à convaincre les Bosniaques qu'elle saurait résister à une éventuelle agression. Le SDA est parvenu à conserver l'image du parti qui a défendu à la fois la Bosnie-Herzégovine en tant qu'Etat et le peuple musulman, en bécassant une armée, une police, un gouvernement, une diplomatie.

Le parti nationaliste croate (HDZ) a enregistré également un succès écrasant, surtout en « République d'Herzég-Bosna », ce territoire officiellement revenu dans le giron de Sarajevo, mais de facto contrôlé par la Croatie voisine. La liberté d'expression et des médias y est inexistante.

Le vote serbe n'a pas non plus offert de surprises. Certes le score de Miladin Ivanic, le candidat de Banja Luka, soutenu par Belgrade, a empêché Momcilo Krajisnik, l'homme de Pale et du parti ultranationaliste (SDS), de devenir le « président de la présidence ». Toutefois, si Ivanic symbolise une lutte pour le pouvoir en République serbe, son programme n'est pas différent du projet séparatiste du SDS. Il défend une autonomie serbe en Bosnie-Herzégovine, puis, à long terme, la réunion de tous les Serbes des Balkans dans un Etat commun. Belgrade défend toujours un projet nationaliste et ethnique, malgré la décision de ne plus affronter la communauté internationale.

La Bosnie-Herzégovine est donc revenue à la case départ. Le paysage politique est identique au décor post-électoral de 1990, qui avait consacré l'accession au pouvoir des nationalistes. Des institutions comparables (une présidence collégiale et un Parlement national), fragiles et souvent vides

de sens, sont supposées garantir l'unité du pays, alors que chaque camp garde des objectifs diamétralement opposés.

Pour la population bosniaque, le coupable a un nom : l'Europe. La Serbie de Slobodan Milosevic et la Croatie de Franjo Tudjman sont, bien sûr, violemment critiquées pour leur politique agressive. Mais les défenseurs de la multi-ethnicité ont tendance à rejeter leur défaite sur l'attitude européenne, qui a permis, au cours des cinq dernières années, aux foyers de la Bosnie-Herzégovine de renforcer leurs positions. Les crimes de la « purification ethnique » et le « génocide » de Srebrenica sont attribués pêle-mêle à l'armée serbe et à l'inertie occidentale.

Alija Izetbegovic dresse pourtant un portrait optimiste de l'avenir. « La Serbie est trop faible pour recommencer l'aventure de 1991, dit-il. La Croatie s'achemine vers la démocratie et ne se mêlera pas des affaires de la Bosnie. Celle-ci sera bientôt devenue plus forte. Si vous additionnez ces trois facteurs, vous comprendrez que la Bosnie a un avenir. » En privé, le président bosniaque serait toutefois moins enthousiaste.

Le prochain enjeu est l'organisation d'élections municipales avant l'hiver. Vu l'attachement des Bosniaques (musulmans, serbes ou croates) à leurs terres et à leurs villages, ce scrutin devrait déclencher les passions, et couronner une nouvelle fois les partis ethniques. L'échéance cruciale sera ensuite la fin du mandat de POTAN, en décembre. Il paraît acquis que les Occidentaux conserveront une présence militaire l'année prochaine en Bosnie-Herzégovine, afin de soutenir le processus de paix. Les observateurs estiment qu'un départ brutal de POTAN signifierait une reprise des hostilités. Un mandat prolongé aura donc le mérite d'éviter à la Bosnie-Herzégovine un nouvel embrasement.

Les prochaines élections générales, en septembre 1998, n'ont guère de chances d'apporter un renouveau si les Occidentaux se contentent d'exhiber leurs soldats. L'opposition démocrate et multi-ethnique a déjà déterminé les priorités de la paix. La première est l'inculpation, l'arrestation et la traduction en justice des « criminels de guerre » présumés ; la seconde concerne la reconstruction des habitations, des villes et des villages, et la relance de l'économie ; la troisième est le retour des personnes déportées (70 % de la population bosniaque) dans leurs foyers.

L'idée est que seule cette paix-là ouvrira la voie à une stabilité dans les Balkans, contrairement à ce que croient les partisans de la loi du plus fort. A ce moment-là, et à ce moment-là seulement, tous les Bosniaques pourront choisir entre la séparation ethnique et la réconciliation. Et on saura si le rêve bosniaque, fracassé par la guerre et les offensives nationalistes, peut encore naître de ses cendres.

Rémy Ourdan

### RECTIFICATIF

**JEAN-LOUIS ARAJOL**  
Jean-Louis Arajol, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), tient à préciser qu'il n'a pas participé à la manifestation de protestation contre la venue du pape, dimanche 22 septembre, à Paris, contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 24 septembre.

**A** qui la faute ? Le constat que dresse l'insuccès de la montée des inégalités en France et, notamment, de la progression de la pauvreté dans les tranches d'âge les plus jeunes, est accablant. Il démontre avec éclat le fiasco des politiques menées depuis une dizaine d'années qui, au lieu de renforcer la cohésion sociale, n'ont cessé de l'affaiblir. Ce diagnostic est sévère pour le passé. Il est également inquiétant pour le futur. Comment rendre confiance à une société en panne d'idéal quand les injustices s'accroissent et que les nouvelles générations en sont les premières victimes ?

A qui la faute ? Longtemps, on a cru connaître le premier coupable : les socialistes. En « déréglant » la Bourse et en pratiquant le « moins-dit-rien » pour les revenus du capital et de l'épargne, ils auraient présidé aux « années-fric » ; en se prosternant devant l'antenne des grands équilibres, ils auraient instauré le règne de l'argent fou.

Ce procès, de nombreux socialistes ont été les premiers à l'instruire sous le second septennat de François Mitterrand, reprochant à Pierre Bérégovoy de ne se préoc-

cuper que des déficits publics et non du « déficit social ». Depuis peu, l'actuelle majorité a repris la même accusation, oubliant un peu vite que, de 1986 à 1988, elle a mis en œuvre une politique économique, et notamment fiscale, encore plus libérale.

L'étude de l'insuccès ne permet pas de départager les protagonistes. Elle montre que les inégalités ont commencé à s'accroître au milieu des années 80. Le mouvement s'est accéléré, avant de se modérer légèrement, sous l'effet du ralentissement économique, au début des années 90. L'alternance ayant joué à trois reprises, il paraît difficile d'imputer à la gauche seule les rebondissements sociaux explosifs d'une politique économique que la droite a elle-même menée, à quelques variantes symboliques près. La vérité est qu'après les années 70, favorables aux salariés en ral-

son de taux d'intérêt bas et d'une inflation forte, ce sont les rentiers qui, grâce à des taux d'intérêt élevés et une inflation basse, ont été ensuite avantagés.

La droite a été aussi impuissante que la gauche, à freiner ces évolutions, sur fond d'envolée du chômage. De ce point de vue, la situation d'Alain Juppé ressemble à celle qu'a connue Pierre Bérégovoy : il répète à l'envi que sa priorité est la réduction des déficits publics, mais on lui fait le grief, jusque dans les rangs de sa majorité, d'avoir oublié au passage le grand engagement de la campagne présidentielle de Jacques Chirac : réduire la « fracture sociale ».

Cet échec persistant n'a pas peu contribué au discrédit de la classe politique, dont l'extrême droite recueille aujourd'hui les fruits. Une priorité absolue doit être donnée désormais à la lutte contre les inégalités. Il faut à la fois en percevoir les formes nouvelles pour mieux adapter les instruments d'action et afficher une détermination sans faille pour les combattre. Il n'y va pas seulement de la paix sociale, il y va aussi de l'avenir d'une société qui n'offre à sa jeunesse que peu de motifs d'espoir.

## Le soutien critique par Philippe Bertrand



## Amnistie, génocide et raison d'Etat

Suite de la première page

Convalincu, comme tout le monde, de la culpabilité d'un homme qu'il tenait pour un « tyran », comparant naguère le couple Pol Pot-Ieng Sary au « mariage de la hyène et du crocodile ». Sihanouk lui accorde pourtant aujourd'hui son pardon, au nom de la raison d'Etat, invoquée par les deux coprimiers ministres khmers, Hun Sen et le prince Norodom Ranariddh.

L'enjeu est, il est vrai, d'importance. Offrir l'amnistie à Ieng Sary en condition de son ralliement - et peut-être de celui, avec lui, de plusieurs milliers de dissidents khmers rouges - c'est isoler et affaiblir sévèrement Pol Pot, c'est espérer hâter la fin d'une guerre civile de trente ans, dont le pays est profondément las. C'est aussi, bénéfice anodin, mettre la main sur la région de Pailin, riche en bois et en pierres précieuses, qui rapportent chaque mois, estime-t-on, entre 10 et 20 millions de dollars. Pour les dirigeants de Phnom-Penh, maîtres en Realpolitik, il s'agit d'oublier les crimes du passé, au nom des milliers de vies qui seront ainsi épargnées. D'autoriser l'amnistie pour permettre l'amnistie.

L'histoire récente du Cambodge, si complexe et si tragique, avec ses

révolutions, ses conversions et ses renversements d'alliances sur fond d'ingérences étrangères, explique en partie ce nouvel épisode. Hun Sen, l'homme fort à Phnom-Penh, et plusieurs de ses ministres sont eux-mêmes d'anciens Khmers rouges ralliés en 1978. En outre, beaucoup de Cambodgiens rejoignent le maquis par fidélité à Sihanouk, après qu'il fut renversé en 1970.

Le souverain, quant à lui, cautionne les Khmers rouges avant d'en être l'otage, puis la victime, puis de nouveau l'allié de 1982 jusqu'aux accords de Paris de 1991. Ce texte, béni par une communauté internationale qui avait laissé les re-

broûillés empêcher d'instruire un procès équitable contre leurs commanditaires. Un Cambodgien sur deux est trop jeune pour avoir vécu l'enfer polpotien, et les autres préfèrent tenter de l'oublier. Sihanouk souhaite d'ailleurs que l'oeuvre de Tuol Sleng soit incinérée, selon la tradition bouddhiste, lors d'une cérémonie solennelle qui donnera le repos éternel aux morts, et que le Musée du génocide soit fermé. Manière aussi d'exorciser le passé.

Mais, décret royal ou non, le pardon, justement, ne se décrète pas. Et la mémoire collective d'un peuple meurtri reste vive. Pour tous ceux qui, loin de Phnom-Penh, est-

commission des droits de l'homme à Genève, Louis Joinet, rapporteur spécial sur « la lutte contre l'impunité », énumère les trois principes dont les victimes de crimes d'Etat devraient obtenir le respect : le droit de savoir et son corollaire, le droit de mémoire, qui implique la préservation des preuves et des archives ; le droit à la justice, qui se voit mis en œuvre, idéalement, par un tribunal international permanent opposable à tous les Etats membres de l'ONU ; le droit à réparation. Des commissions d'enquête non judiciaires, comme hier au Chili ou aujourd'hui en Afrique du Sud, peuvent aussi hâter la réconciliation nationale en permettant un examen de conscience collectif.

Dans cet esprit, des chercheurs de l'université Yale mènent au Cambodge un patient travail de collecte d'archives et de preuves pour nourrir le dossier à charge qui permettrait d'inculper l'ancienne direction khmère rouge devant un tribunal international analogue au Tribunal pénal international (TPI) sur l'ex-Yougoslavie, qui fonctionne à La Haye, et au Tribunal international pour le Rwanda (TPIR), qui siège à Arusha (Tanzanie). Le Cambodge, estiment-ils, recèlerait quelque 20 000 fosses communes, dont près de la moitié ont été identifiées. L'amnistie accordée à Ieng Sary compromettrait-elle cette quête tardive de justice ? Une chose est sûre : au musée de Tuol Sleng, les fantômes du génocide n'ont pas fini d'accuser en silence Ieng Sary et ses semblables.

Jean-Pierre Langellier

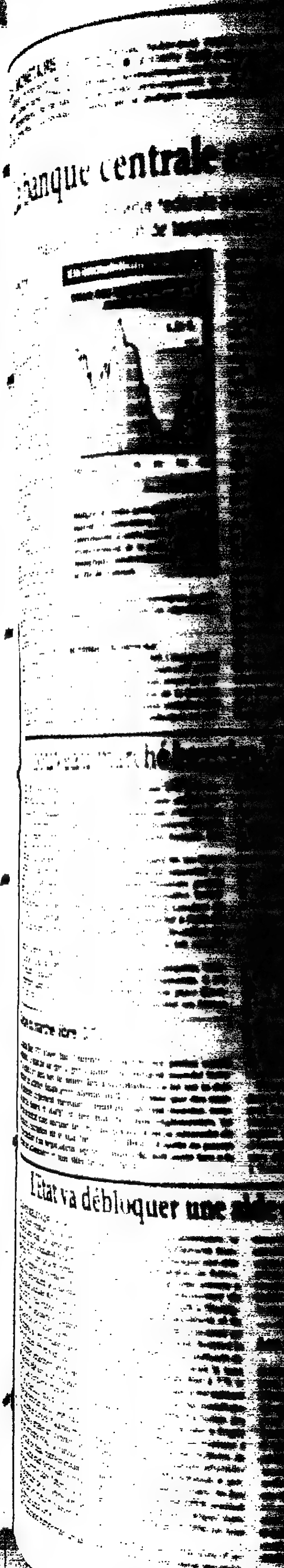
Pour tous ceux qui estiment qu'on n'amnistie pas un génocide, ce qui se passe au Cambodge a une portée universelle

belles sièger aux Nations unies malgré la divulgation de leurs crimes, confortait leur légitimité et ne souffrait pas du génocide. Et l'on vit, à l'époque, Khieu Samphan, autre chef khmer rouge, débaucher pour quelque temps à Phnom-Penh. Ainsi, aucun acteur du drame cambodgien ne peut blâmer les Khmers rouges sans se blâmer un peu lui-même.

A ce lourd héritage historique s'ajoutent quelques arguments plus prosaïques, que brandissent les partisans du pardon. Vingt ans après les crimes, le temps passé, les témoins disparus et la mémoire

ment qu'on n'amnistie pas un génocide, et que le pardon accordé à Ieng Sary n'est qu'une prime à l'impunité, ce qui se passe au Cambodge a une portée universelle. Pour des crimes si graves, ajoutent-ils, seul le jugement des coupables apaise les victimes et cicatrise les mémoires, car « pour pouvoir tourner la page, encore faut-il l'avoir lue ». L'impunité, elle, contribue « à entretenir le cycle des violations des droits de l'homme à travers le monde », comme le soulignait récemment Pierre Sané, secrétaire général d'Amnesty International.

Il y a un mois, devant la sous-





52,25 %

Le Monde  
La France  
inegale

## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 26 SEPTEMBRE 1996

15

**POLITIQUE MONÉTAIRE** Le comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) a choisi, mardi 25 septembre, de ne pas modifier ses taux directeurs. Le niveau

des fonds fédéraux reste fixé à 5,25 %. ● LE STATU QUO a surpris les milieux économiques et financiers. Les analystes prévoyaient un resserrement de la politique monétaire améri-

caine destiné à éviter une surchauffe de l'économie. ● LES DIRIGEANTS de la Fed comptent sur le ralentissement spontané de l'activité économique, après cinq années de croissance sou-

nue, pour mettre un terme aux tensions inflationnistes récemment apparues. A deux mois de l'élection présidentielle, la décision de la Fed est également de nature à satisfaire la

Maison Blanche. ● LES MARCHÉS D'actions et d'obligations ont réagi favorablement à l'immobilisme monétaire américain. Le dollar a faibli face aux devises européennes.

# La banque centrale américaine surprend les milieux financiers

La Réserve fédérale a décidé, mardi 24 septembre, de laisser inchangés ses taux directeurs, malgré l'apparition de tensions inflationnistes. Le président Clinton, en campagne, se félicite de cette décision

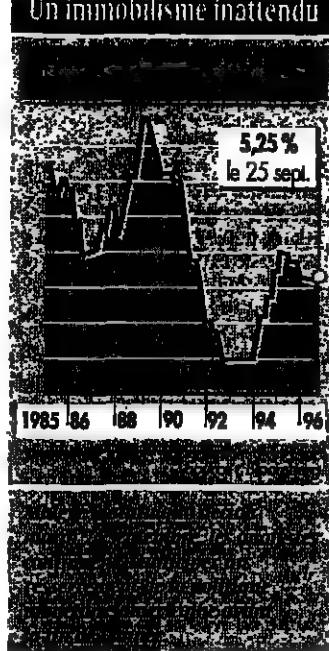
WASHINGTON

La décision de la Réserve fédérale se résumait à cette délicate question : la croissance de l'économie est-elle suffisamment forte ou un peu trop forte ? Risque-t-elle de générer à terme une spirale inflationniste - qu'il faut tuer dans l'œuf en relevant les taux d'intérêt -, ou celle-ci est-elle contenue ? La réponse, pour le président de la Fed et les « sages » du comité monétaire de la banque centrale américaine, consiste à anticiper une évolution de la croissance et des comportements économiques, qui seront influencés par des variables encore inconnues.

Le tout en sachant que les décisions relatives au durcissement du crédit opèrent avec un temps de retard. Le choix de la Fed était d'autant plus crucial qu'il intervenait à six semaines de l'élection présidentielle. Un relèvement du taux de l'argent dans un tel contexte n'aurait pas été anodin : il aurait constitué une sorte de sanction du pilotage de l'économie américaine, tout en confirmant la menace d'une « surchauffe », et surtout d'une accélération prévisible de l'inflation.

Au lieu de cela, la Réserve fédérale adresse implicitement un satisfecit à Bill Clinton. Le chef de la Maison Blanche ne s'y est pas trompé : « La décision de la Fed montre que nous avons une économie forte, sans inflation, j'en suis content », a-t-il commenté. Venant de tout autre, un tel « cadeau électoral » pourrait paraître

Un immobilisme inattendu



suspect. Mais Alan Greenspan, le président de la Fed, est un républicain convaincu.

ALTERNATIVE DIFFICILE

Ses relations avec Bill Clinton sont bonnes, le chef de l'exécutif ayant toujours manifesté son soutien à l'indépendance de la banque centrale, même lorsque certaines de ses décisions de cette institution ne ser-

vaient pas ses intérêts politiques. Les républicains, qui ont adopté les thèses des économistes dits de l'offre (supply-siders), pour qui la croissance américaine peut largement dépasser son rythme actuel d'environ 2,5 % par an, et qui étaient hostiles à un relèvement des taux, ont également des motifs de satisfaction : le comité monétaire n'indique pas leur position, puisqu'il implique que la croissance soutenue de l'économie reste modérée.

La Fed était placée devant une alternative difficile pour une autre raison : il y a quelques jours, une fuite avait alerté les marchés financiers que huit des douze présidents régionaux de la Réserve fédérale étaient partisans d'un relèvement des taux d'au moins un quart de point. Cette information avait été implicitement confirmée par Alan Greenspan, qui avait demandé au FBI d'ouvrir une enquête sur l'origine de cette « rumeur ».

Les débats au sein du comité monétaire ont donc été plus libres et, en tout cas, plus longs que de coutume. Les critiques des partisans d'un relèvement des taux tiennent notamment à la situation de l'emploi. Avec un taux de chômage historiquement bas (5,1 % en août), le risque de tensions sur les salaires ne peut être écarté. Dans un tel contexte économique, les salaires sont moins enclins à accepter une stagnation de leur salaire en échange de la sécurité de l'emploi. Pour faire face à l'augmentation des

coûts salariaux, les employeurs sont donc contraints de réduire leurs marges bénéficiaires ou d'augmenter leurs prix, ce qui nourrit l'inflation.

Depuis plusieurs mois, les salaires ont effectivement progressé, sans pour autant être équilibrés par des gains de productivité. Mais, outre que ce mouvement à la hausse intervient après plus de quinze années de stagnation, il reste modéré, de sorte que la courbe des prix. La Fed semble, par ailleurs, avoir fait le pari d'un re-

lentissement naturel de l'économie. En juillet, alors qu'il était attendu par la commission bancaire du Sénat, Alan Greenspan avait confirmé que la Réserve fédérale s'attend à une croissance du produit intérieur brut (PIB) comprise entre 1,75 % et 2,25 % en 1997.

Rien ne permet cependant d'affirmer que tout danger de surchauffe est écarté. Si les ventes de détail ont ralenti (la progression a été limitée à 2 % en août), c'est essentiellement en

raison de l'endettement des ménages. Mais, outre que le secteur du logement reste dynamique, la production industrielle ne ralentit guère. Si cela s'avère nécessaire, la Fed aura cependant l'occasion de rectifier le tir : la prochaine réunion du comité monétaire aura lieu le 13 novembre, soit huit jours après le scrutin présidentiel. Un moment plus opportun à tous égards.

Laurent Zecchini

## COMMENTAIRE SOULAGEMENT ET INQUIÉTUDES

En choisissant de ne pas resserrer sa politique monétaire, la Réserve fédérale américaine a surpris les milieux économiques et financiers. La récente apparition de tensions inflationnistes aux Etats-Unis, avec la progression des coûts salariaux liée à la situation de quasi-plein-emploi observée outre-Atlantique, semblait plaider pour une hausse des taux directeurs de la banque centrale. Ce statu quo vient donc modifier en profondeur le scénario monétaire mis au point par les opérateurs des marchés financiers internationaux.

A priori, il constitue, notam-

ment pour l'Europe, une excellente nouvelle et un grand soulagement. Tous les investisseurs gardent en mémoire le précédent épisode de resserrement monétaire aux Etats-Unis... qui leur avait coûté très cher ! Au début du mois de février 1994, la banque centrale américaine avait relevé le niveau des fonds fédéraux, provoquant un krach sur les marchés obligataires mondiaux. En moins de dix mois, le rendement des emprunts d'Etat français avait progressé de 2,5 %, renchérissant brutalement le coût d'investissement des entreprises et contribuant au ralentissement de l'activité économique sur le Vieux Continent. De la même façon, l'immobilier mondial américain dégringola, dans l'immédiat, le spectre d'un déclochage de Wall Street qui n'aurait pas manqué de

se transmettre aux Bourses de Francfort et de Paris.

Pourtant, la décision de la Fed ne rassure pas vraiment. D'abord parce que son attente d'aujourd'hui pourrait la forcer à se montrer plus brutale demain, avec un risque de contagion plus fort sur l'Europe. Ensuite parce qu'en refusant d'augmenter la rémunération du billet vert, la Fed, avec le plein soutien de la Maison Blanche, a délibérément choisi de ne pas conforter le mouvement de hausse de la devise américaine que les responsables allemands et français réclament à cor et à cri afin de soutenir les exportations et leurs économies. Plus que jamais, les Etats-Unis continuent à utiliser l'arme commerciale du dollar faible.

Pierre-Antoine Delhommas

## Un nouveau marché boursier, l'Easdaq, veut attirer les sociétés innovantes européennes

DÉBUT OCTOBRE, un nouveau marché boursier, baptisé Easdaq, ouvrira ses portes à Bruxelles. L'Easdaq se veut l'équivalent européen du Nasdaq américain. Ce dernier, entièrement informatisé, créé en 1971, a permis de financer la haute technologie américaine et accueille des entreprises à la réussite fulgurante comme Microsoft, Oracle et Intel. Il a offert aux PME américaines, soutenues par les fonds de capital-risque, les fonds nécessaires à leur croissance.

En Europe, en l'absence d'un tel marché boursier, les sociétés de capital-risque désirent à financer les jeunes entrepreneurs, faute de pouvoir introduire leur « bébé » en

Bourse, pour encaisser leur plus-value. Seuls les plus beaux projets européens finissent par s'introduire au Nasdaq, comme Business Objects et Sangart, à l'origine française. Les autres végètent.

Au début des années 90, les Européens ont compris la nécessité de copier le Nasdaq. Plusieurs projets ont vu le jour : l'Alternative Investment Market (AIM) à Londres en 1995, le Nouveau Marché à Paris début 1996 et l'Easdaq à Bruxelles ces jours-ci, mais chacun a fait cavalier seul.

L'Easdaq se veut européen, indépendant des gouvernements. Il n'a pas été promu par une place financière particulière, comme ses homo-

logues de Londres et Paris. Ses quatre-vingt-onze actionnaires, de toutes nationalités, sont des entreprises privées - banques d'affaires, sociétés de capital-risque, bureaux d'analyse financière et le Nasdaq américain. L'Easdaq imposera aux entreprises le respect des mêmes normes comptables internationales et réglera lui-même son marché. « Comme il n'y a pas en Europe de Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de la Bourse américaine, Easdaq va mettre en place, en collaboration avec les grands cabinets d'audit anglo-saxons, une même cellule qui aura la même fonction que la SEC », explique Jacques Putzeys, président belge de l'Easdaq. Pour défendre les investisseurs, l'Easdaq imposera la publication de comptes trimestriels et, pour défendre le droit des actionnaires, demandera à chaque société d'avoir deux administrateurs indépendants.

L'Easdaq a aujourd'hui huit candidats à la cotation, dont la moitié seront traités simultanément sur le Nasdaq. D'ici à fin 1997, M. Putzeys espère accueillir une cinquantaine d'entreprises dont 15 à 20 seront cotées simultanément sur le Nasdaq. L'Easdaq veut sélectionner de

### Les valeurs du nouveau marché

Société	Date d'entrée	Capital (en millions de francs)	Premier cours (en francs)	Différence en %
Amipole	20 mars	450	199	-55,7
High 13	17 avril	275	210	-23,6
Jobes	24 avril	100	100,1	+ 0,1
Procede	2 mai	105	54,1	-48,4
Procede 12	29 mai	450	47,5	+ 4,7
Procede 12	5 juin	100	146	+ 46
Cepes	6 juin	249	26,9	+ 5,2
Procede	26 juin	265	237,7	+ 10,3
Procede	3 juillet	110	105,4	- 6
Procede	11 juillet	163	118	- 27,6
Procede	11 juillet	517	4,5	- 12,9
Procede	12 juillet	190	206	+ 8,4

grosses entreprises dont la valeur boursière dépasse dans la pratique 100 millions de dollars, pour éviter les défauts du Nouveau Marché français.

Sept mois après sa création, le Nouveau Marché n'a pas tenu ses promesses. En termes quantitatifs, l'objectif est certes atteint. Douze entreprises moyennes, jeunes, ont été introduites en Bourse. L'objectif de trente entreprises sera vraisemblablement atteint à la fin de l'année. Les douze sociétés cotées, qui

valaient à leur introduction 4,6 milliards de francs, sont parvenues à lever sur les marchés 1,85 milliard de francs. Mais la qualité n'est pas au rendez-vous. Certaines entreprises ressemblent plus à des PME qu'à des PME qui n'ont pas pu avoir accès au hors-cote, aujourd'hui disparu, ou au second marché. Elles ne sont pas forcément innovantes, comme les salons de coiffure Prodis, le courtier d'assurances Joffe-Regol, ou le distributeur d'animaux domestiques Mille

Amis. Le Nouveau Marché ne parvient pas à se forger une image high-tech, et les belles entreprises comme Dassault Systèmes préfèrent le Règlement mensuel.

Enfin, le parcours boursier de recrus est exécrable : elles ont perdu en moyenne 10 % de leur valeur. Infonie, premier service multimédia en ligne français, affiche la plus mauvaise performance avec un recul de 55,7 %. Le marché reproche à Infonie ses prévisions trop optimistes. Infonie comptait sur 65 000 abonnés à la fin de 1996 mais, début août, il n'en comptait que 6 500.

Pour redorer l'image de ce marché, les autorités entendent faire preuve de plus de rigueur dans le choix des candidats. Les entreprises devront publier leurs résultats trimestriels. Mais le Nouveau Marché reste très franco-français, même s'il est parvenu à attirer deux sociétés étrangères. L'alliance projetée avec les futurs Nouveaux Marchés allemand, belge et néerlandais n'est que virtuelle. Et il n'y a toujours aucun projet de rapprochement avec l'Easdaq.

François Bostruvarron et Arnaud Leparmentier

### Ouverture du marché libre OTC

Le marché libre OTC (Over the Counter) a ouvert ses portes mardi 24 septembre. Ce marché de gré à gré s'ajoute au présent marché hors-cote sur lequel il n'y aura pas de nouvelles inscriptions. La loi sur la modernisation des activités financières stipule qu'il n'y a plus que des marchés réglementés (réglement mensuel, comptant, second marché, nouveau marché, Monop et Matif) et des marchés non réglementés. Le hors-cote ne rentrait dans aucune de ces catégories, d'où la nécessité de le remplacer. L'inscription sur le marché OTC est libre - il suffit de passer par l'intermédiaire d'un négociateur agréé -, mais elle doit avoir lieu à la demande des actionnaires et non plus de la société.

JEAN PEYRELEVADE, le président du Crédit lyonnais, va-t-il obtenir, après deux plans de sauvetage inopérants, ce qu'il souhaitait déjà en septembre 1994 ? Lors de la présentation des comptes du premier semestre 1996, le président de la banque publique avait souhaité que « l'activité courante du Crédit lyonnais soit protégée contre les conséquences négatives éventuelles de ses risques latents ». Sans imprévu, il y est presque parvenu, pour l'année 1996 en tout cas. Les comptes semestriels ont donné lieu, une nouvelle fois, à un rebondissement de dernière minute : la banque a décidé, mardi 24 septembre de reporter du 26 septembre au 3 octobre le conseil d'administration destiné à arrêter les comptes du premier semestre 1996. La banque a précisé que ce délai supplémentaire d'une semaine était nécessaire « pour arrêter les comptes dans l'attente de la prise de position de la Commission de Bruxelles sur les mesures notifiées par l'Etat français lundi soir ».

La Commission européenne devait examiner, mercredi 25 septembre, la proposition du gouvernement français de consentir à la banque une aide d'urgence de 3,9 milliards de francs. Une grande partie de cette somme a été calculée pour permettre de compenser le coût du prêt à l'établissement public de financement et de restructuration (EPFR) consenti en 1995 par le Lyonnais pour financer la sortie de son bilan de 125 milliards de francs d'actifs. C'est-à-dire, dont le taux de rémunération était fixé à 7 % la première année du plan, a été ramené à 85 % du taux du marché monétaire à partir de début 1996. La baisse des taux d'intérêt a fait basculer le fragile équilibre du Lyonnais. Le manque à gagner s'est élevé à 560 millions de francs en 1995, et devait atteindre 3 milliards pour 1996, estimait le président de la banque, en mars. Au lieu de quelque 3 %, le prêt EPFR pourrait rapporter un taux fixe compris entre 6,20 % et 6,30 % pour 1996 en tout cas.

Le calibrage de cette aide d'urgence, qui inclut une partie des provi-

sions nécessaires au plan social, a été calculé pour permettre aux commissaires aux comptes d'évaluer les résultats du premier semestre. Sans intervention des pouvoirs publics, le Crédit lyonnais aurait replongé dans le rouge après un bénéfice, symbolique, de 36 millions de francs au premier semestre 1995 et de 13 millions pour l'ensemble de l'année. Négociée d'abord entre le Crédit lyonnais, le Trésor et le cabinet de Jean Arthuis, ministre de l'Economie, cette injection doit permettre à la banque d'affir-

mer des comptes semestriels bénéficiaires. Cette aide exceptionnelle ne représente en aucun cas « un chèque en blanc », insiste-t-on à Bruxelles. Elle marque, en tout cas, la rupture du « contrat » signé en 1995 entre le gouvernement français et les autorités européennes. En changeant les données, le gouvernement français rend caduc le deuxième plan de sauvetage et ouvre la voie à ce que l'on appelle à Bruxelles « Bercy 3 ». La lettre d'Alain Madelin, alors ministre des finances, qui s'engageait à ce que le Crédit lyonnais cède la moitié de ses activités européennes en contrepartie de l'allègement de 125 milliards de francs d'actifs « est à jeter aux orbes », explique-t-on à Bruxelles. « Il faudra aller bien au-delà de la cure d'amaigrissement, dont il avait été question en 1995 ».

La Commission devait donc mercredi non seulement valider l'apport de 3,9 milliards de francs mais ouvrir une procédure « au titre du contrôle des aides d'Etat ». Elle adressera une

lettre dans ce sens le même jour à l'intention de Jean Arthuis. Le gouvernement aura alors un mois pour élaborer définitivement le troisième plan de sauvetage qui pourrait comprendre une injection de capital, estimée à Bruxelles entre 10 et 20 milliards de francs, et coupera définitivement les ponts entre le Crédit lyonnais et son passé.

En contrepartie, la banque devra encore réduire sa voiture, en accélérant son programme de cessions et en élargissant au réseau international les réductions d'effectifs, limitées jusqu'à présent à la France. Pour lui faciliter la tâche, le gouvernement pourrait lui ouvrir l'accès au Fonds national pour l'emploi (FNE) pour le financement de ses préretraites. Cette mesure pourrait donner le signal d'un assouplissement de la législation et aider à la restructuration du secteur bancaire dans son ensemble, qui, jusqu'à présent, n'a pas droit au FNE.

Isabelle Stern



هكذا من لامل

## Le président d'EDF est contraint de revoir son projet de réorganisation

Edmond Alphonandéry devra nommer un directeur général

A la demande du ministère de l'Industrie, le président d'EDF modifiera la nouvelle organisation qu'il avait annoncée voici quinze jours. Qualifiée

de « provisoire », cette structure sans direction générale, qui a rencontré une forte opposition, aussi bien chez les dirigeants de l'entreprise

qu'au sein des syndicats, redeviendra conforme. Cette fois, le conseil d'administration devra en débattre. Il se tient le 27 septembre.

UN PAS EN AVANT, trois pas en arrière. Quinze jours après la réorganisation surprise de son état-major, visant à renforcer les pouvoirs du président d'EDF, Edmond Alphonandéry doit revoir son projet. Ainsi en a décidé le ministère de l'Industrie, mardi 24 septembre, au vu des réactions suscitées par ce coup de force à l'intérieur de l'entreprise, tant au niveau des syndicats qu'à celui de la direction.

Dans un communiqué, le ministère « confirme que c'est au conseil d'administration du 27 septembre qu'il appartient de se prononcer sur les projets de réorganisation ». Les pouvoirs publics soulignent que le

dispositif mis en place par l'ancien ministre de l'économie est « provisoire » : « Une direction générale nommée par le président d'EDF, composée d'un directeur général adjoint et de directeurs généraux adjoints, sera mise en place d'ici la fin de l'année ».

Le 11 septembre, le patron d'EDF décide de réorganiser son état-major en supprimant l'échelon de la direction générale, « pour rendre l'entreprise plus réactive ». Cette réforme, faite avec l'aval de Matignon, a été mal reçue dans l'entreprise, les critiques portant sur la méthode. Cette réorganisation est apparue comme contraire à la loi

de nationalisation, qui prévoit l'existence de deux fonctions séparées, celle de président et celle de directeur général. En outre, ce réaménagement a été mal perçu par les administrateurs, mis devant le fait accompli.

**SOLUTION « PROVISOIRE »**

Alors que les syndicats montraient leur hostilité à ce projet, l'un des dirigeants mis à l'écart faisait monter la tension. Evincé de la nouvelle réorganisation, Emmanuel Hsu, jusque-là directeur délégué chargé des ressources et des engagements, portait plainte devant le tribunal administratif de Paris pour

excès de pouvoir (le Monde du 25 septembre).

Bien décidé à circonscrire ce coiffé, les pouvoirs publics se sont employés, mardi, à ce que le conseil d'administration se tienne comme prévu le 27 septembre et ne soit pas bloqué. Le ministère de l'Industrie a donc présenté la solution Alphonandéry comme « provisoire », remettant au passage le projet dans la légalité. Le ministère restait le titre de directeur général, rebaptisé directeur général délégué, un tour de passe-passe sémantique afin que personne ne perde la face. Mais il continue le renforcement des pouvoirs du président. Désormais, ce dernier désignera son numéro deux alors que jusqu'à présent il était nommé en conseil des ministres. Pour cela, le décret du 29 avril 1959 sera modifié avant la fin de l'année.

Si Edmond Alphonandéry sort de cette secousse avec les pleins pouvoirs dans l'entreprise comme il le souhaitait, sa marge de manœuvre s'est cependant érodée. Jusqu'à présent, il traitait directement avec Matignon. Les services du premier ministre, échaudés par les derniers événements, ont renvoyé le patron d'EDF à son ministère de tutelle. De plus, si M. Alphonandéry a désormais la possibilité de nommer son futur directeur général, il devra, néanmoins, obtenir l'aval des pouvoirs publics, aux yeux desquels l'amélioration du climat dans l'entreprise est une priorité. Enfin, le président d'EDF devra compter sur un conseil d'administration encore plus vigilant, ses membres n'ayant pas apprécié qu'il les ait ignorés en décidant seul de cette réorganisation.

Christophe Jakubyszyn

Domitille Gallois

## Rivaud s'apprête à sceller l'avenir d'Air Liberté

UNE RÉUNION s'est tenue, mardi 24 septembre, entre la direction d'Air Liberté, et trois de ses actionnaires, le groupe Rivaud, Indosuez et ILFC. Le patron d'Air Liberté, Lotfi Belhassine, cherche à convaincre ses actionnaires de réinjecter 450 millions de francs dans la compagnie aérienne. S'ils refusent de le suivre lors du conseil d'administration qui se tient jeudi 26 septembre, la compagnie déposera le bilan. Un rendez-vous aurait déjà été pris au tribunal de commerce de Créteil dans cette optique jeudi à 14 h 30.

Le groupe Rivaud devait décider de suivre ou non la recapitalisation d'Air Liberté lors d'un conseil d'administration, mercredi 25 septembre. La banque avait demandé, le 18 septembre, à la compagnie aérienne de combler son découvert de 377 millions de francs sous soixante jours. Certains administrateurs du groupe Rivaud, dont Vincent Bolloré, reprochent à son président, le comte Edouard de Ribes, un certain laxisme à l'égard du charismatique M. Belhassine ; le représentant de Rivaud au conseil d'administration d'Air Liberté vient d'ailleurs de changer. Une réunion interministérielle a lieu à Matignon mercredi après-midi sur ce dossier. Si le projet de fusion AOM-Air Liberté sous sa forme initiale est aujourd'hui abandonné, il pourrait renaître une fois le bilan d'Air Liberté déposé.

### DÉPÊCHES

■ **AXA** : le bénéfice net part du groupe de l'assureur AXA SA a augmenté de 51,8 %, à 1,977 milliard de francs, contre 1,302 milliard au premier semestre 1995. Le résultat net par action est en hausse de 33,1 % à 10,57 francs. Le chiffre d'affaires du groupe AXA (qui regroupe AXA SA et les Mutuelles) a progressé de 21,2 % à 87,5 milliards de francs contre 72,2 milliards de francs, et celui d'AXA SA a augmenté de 23,1 % à 81,8 milliards de francs.

■ **GAN** : plus de 1 000 salariés de l'assureur (sur 8 700) ont manifesté, mardi 24 septembre à Paris, en direction du ministère des finances, afin d'exiger de l'Etat une recapitalisation du groupe et de la direction « une véritable politique de développement ». Selon l'intersyndicale, une réduction des effectifs devrait être annoncée dans les prochains jours.

■ **GIM-ENTREPOSE** : la filiale BTP de la Lyonnaise des eaux, qui a annoncé mardi 24 septembre une perte de 23 millions de francs au premier semestre, se prépare à d'importantes réductions d'effectifs, dont « des licenciements secs ». Le groupe envisage aussi de céder certaines filiales, dont une part d'EPDM, sa très rentable branche offshore.

■ **LAFARGE** : le groupe français a acquis, mardi 24 septembre, la majorité du capital du cimentier brésilien Matsulur, ainsi qu'une participation de 20 % dans une autre société cimentière brésilienne, Turf. Avec ces deux nouveaux accords, Lafarge devient, au Brésil, le troisième producteur de ciment et le premier producteur de béton.

■ **RENAULT** : la direction de Renault a annoncé, mardi 24 septembre, aux syndicats qu'aucune nouvelle augmentation générale n'aurait lieu pour l'année 1996, au-delà des 1,3 % effectifs depuis le 1<sup>er</sup> mars. Selon le bilan de la direction, la rémunération des salariés non-cadres aura augmenté de 3 % en niveau sur l'ensemble de l'année.

■ **AUTOMOBILE** : la production des constructeurs japonais a baissé de 2,1 % au mois d'août. Sur huit mois, elle s'élève à 6,7 millions de véhicules, soit une chute de 2,5 %.

■ **DIGITAL** : la filiale française du constructeur informatique américain a déclaré lors du comité central d'entreprise des 24 et 25 septembre qu'elle veut supprimer environ 800 postes sur 2 700. Digital a annoncé début juillet 7 000 suppressions d'emplois (11 % des effectifs) au niveau mondial.

## Le climat social se dégrade à la SNCF

LA CGT veut faire du 17 octobre une « journée d'action » avec arrêts de travail à la SNCF. Sur le plan local, les initiatives se multiplient pour protester contre les réductions d'effectifs (4 500 suppressions d'emplois en 1996). Une quarantaine de salariés ont manifesté, encagoulés, mercredi 25 septembre à Nantes, bloquant les voies entre 6 h 15 et 7 h 05, retardant le départ de deux TGV. Le trafic restait fortement perturbé mercredi matin dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Les cheminots de la région rouennaise, à la pointe du mouvement social lors des grèves de novembre 1995, ont, quant à eux, lancé un préavis pour le week-end prochain. Après les trente-cinq mouvements locaux enregistrés la semaine passée, pas moins de vingt et un préavis ont été déposés pour la semaine en cours. Dans ce climat délétère, les syn-

dicats de cheminots ne pouvaient ménager Louis Gallois, le nouveau président de l'entreprise, pour son baptême du feu à la tête de son premier comité central d'entreprise. Le CCE a rendu, mardi 24 septembre, un avis négatif sur le « pacte de modernisation », une initiative de Louis Gallois pour « conférer un cadre plus solennel aux engagements réciproques de l'Etat et de la SNCF » dans le contexte du plan de sauvetage de l'entreprise.

A défaut d'un véritable contrat de plan que ni le gouvernement ni la direction n'entendaient rédiger, le pacte de croissance était pourtant destiné à rassurer les syndicats qui exigent un document formel sur les engagements réciproques de l'Etat et de l'entreprise.

Coincé par les ministères des transports, de l'économie et du budget et par le président de l'entreprise ferroviaire, le pacte reprend

l'ensemble des documents constituant la genèse du plan de sauvetage de la SNCF (discours des ministres au Parlement, lettre du premier ministre au président de la SNCF et lettre du ministre des transports aux syndicats). Il apporte des garanties sur les concours de l'Etat et la pérennité du régime de retraite spécifique des cheminots. Il apporte enfin une réponse au courrier du premier ministre adressé le 27 juin 1996 à l'ancien président Loïc Le Floch-Prigent (le Monde du 29 juin), placé depuis le 5 juillet en détention provisoire.

Les syndicats ont estimé ces garanties insuffisantes et exprimé leur désaccord sur la « priorité donnée à l'équilibre financier par la réduction des coûts de matériels et de main-d'œuvre ».

Christophe Jakubyszyn

Domitille Gallois

# M M O B I L I T É

REPRODUCTION INTERDITE

## PRESTIGE ET CARACTÈRE



A 5 km de BORDEAUX,

en direction d'Arcachon

Domaine de 169 hectares, comprenant :  
- Maison de maître en pierre de Lézignan (loulès),  
cellier et orangerie attenants,  
- 2 courts de tennis,  
- 161 hectares de bois.

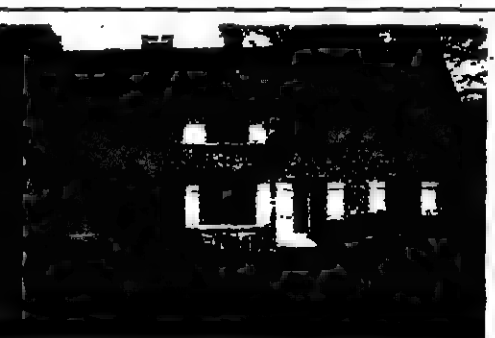
Sylvie Querles - Tél. (31) 41.46.05.27  
Pour autres massifs forestiers nous consulter



PARIS - MONTMARTRE

A la fois luxueux et original. Appartement 230 m<sup>2</sup> d'un calme absolu, illuminé par poches et une terrasse intérieure fleurie en milieu d'appartement dans laquelle on prend ses repas dès le printemps. Un air de vacances et l'ambiance d'une maison au confort raffiné.  
Bel immeuble en pierre de taille.  
Prix : nous consulter.

Burger et Saint-Dizier  
81, avenue de Wagram, 75017 Paris  
Tél. 40.53.92.09 - Fax 40.53.08.61



60 km PARIS OUEST (78)

Agriable maison de pierre XIX<sup>e</sup> siècle.  
Dans un très beau parc clos de 4.600 m<sup>2</sup>. Escaliers en bois, verges, 165 m<sup>2</sup> habitables + 120 m<sup>2</sup> à aménager, salon de 40 m<sup>2</sup>, salle à manger, cuisine, 4 chambres, 2 salles de bains. Très bon état.  
Accès facile A13.  
Prix : 2.650.000 F

Burger et Saint-Dizier  
81, avenue de Wagram, 75017 Paris  
Tél. 40.53.92.09 - Fax 40.53.08.61



AUX CONFINS DU LOT, DE LA CORRÈZE ET DE LA DORDOGNE

Joli château historique du XVIII<sup>e</sup> siècle, 1 200 m<sup>2</sup> habitables en 27 pièces principales. Bon état général. Beaux éléments architecturaux. Chauffage central. Piscine. Dépendances. Sur 4 ha. Jolie vue.

Réf. CH 4195. Prix : 3.200.000 F.

Agence Internationale Marcure  
9, place Wilson - 31000 Toulouse  
Tél. 61 21 52 01 - Fax 61 29 06 75  
E-Mail: [www.calva.com.fr/bone-france](mailto:www.calva.com.fr/bone-france)



AVENDRE QUAI D'ORSAY (proche)

Appartement de réception, environ 260 m<sup>2</sup>, hauteur plafond 4,10 m. Entrée, grand salon-salle à manger, 4 ou 5 chambres, 2 salles de bains, 1 salle de douche. Etat impeccable.

Cabinet Kessler 46.22.03.80  
53.77.67.09



AVENDRE PROXIMITÉ NIEL

Superbe atelier artiste, grande luminosité, 6 m hauteur sous plafond, surface 60 m<sup>2</sup> environ. Entrée, grand living + 1 chambre, cuisine, salle de bains. Beaucoup de caractère.

Cabinet Kessler 46.22.03.80  
53.77.67.09



MONCEAU

Immeuble de grand standing, 4 pièces. Entièrement rénové. Composé de 2 chambres et 2 pièces de réception. Exposé sud/sud-est. 21.850 F + charges.

Prébill  
40.16.38.55

TOUS LES MERCREDIS  
"LE MONDE" VOUS PROPOSE  
"PRESTIGE ET CARACTÈRE"  
UN RENDEZ-VOUS CONSACRÉ  
AUX APPARTEMENTS  
D'EXCEPTION  
ET AUX PLUS BELLES  
PROPRIÉTÉS  
DE L'ÎLE-DE-FRANCE  
ET DE LA PROVINCE.  
POUR PASSER UNE ANNONCE :  
Tél. : 44.43.77.40



هكذا من لامل

LE MONDE / JEUDI 26 SEPTEMBRE 1996 / 17

# IMMOBILIER

## NEUF ET RÉSIDENTIEL

### LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE LA FNPC



#### VOTRE ACQUISITION DANS LE NEUF : PROFITEZ DE DEUX MESURES ENCORE EN VIGUEUR JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1996

SI, AVANT LE 31 DÉCEMBRE 1996 :

- vous vendez des parts de Sica de capitalisation pour acheter ou faire construire votre résidence principale ou secondaire, vos plus-values seront exonérées, quel que soit le montant des parts de Sica, à condition qu'elles soient totalement réinvesties dans l'immobilier avant le 28 février 1997 ;
- vous effectuez une demande de prêt au titre du PEL (Plan d'Épargne Logement) vous pouvez bénéficier d'une majoration de 20 % des droits à prêt qui peut s'appliquer soit sur le montant du droit à prêt, plafonné à 600.000 francs, soit sur l'allongement de la durée de remboursement.

ET N'OUBLIEZ PAS LA NOUVELLE MESURE D'AMORTISSEMENT FISCAL D'UN BIEN IMMOBILIER LOCATIF NEUF AUJOURD'HUI EN VIGUEUR.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS ADHÉRENTS À LA FNPC, FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS.

### PARIS RIVE DROITE

#### 2<sup>e</sup> arrondissement

**Virgine Opéra**  
49/51, rue Virgine.  
Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS TEL: 45.49.52.52.

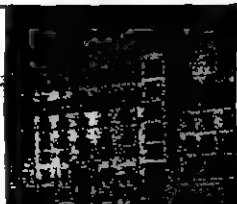


De studio en 4 pièces.  
Prix : 25.200 F le m<sup>2</sup> moyen.  
Au cœur du quartier de la Bourse et de l'Opéra, à quelques pas de Drouot, il est le prestige des arts s'associe au dynamisme des affaires, au dynamisme de l'économie de Virgine Opéra. 31 appartements, confortables et lumineux, du studio jusqu'à l'appartement familial de 5 pièces. Ils sont accessibles par un hall particulièrement raffiné.  
Bureau de vente sur place 49 rue Virgine, Paris 2<sup>e</sup>.  
TEL: 45.49.52.52



#### 10<sup>e</sup> arrondissement

**Résidence Saint-Martin**  
61, rue Richer.  
Nouveaux programmes.  
Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION TEL: 46.83.22.08. 7 jours/7, de 9 h à 19 h.

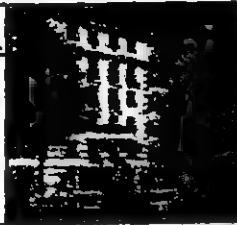


Téléphone tout de suite au 46.83.22.08 pour être parmi les privilégiés !  
Profitez des nouvelles mesures d'incitation.  
16.500 F le m<sup>2</sup> moyen, hors parking.  
Une superbe résidence de 28 appartements seulement, de studio en 5 pièces, à proximité de l'Opéra, de la Madeleine et de l'École de la Vierge. Une architecture raffinée pour une belle façade en cachet parisien, avec de nombreux balcons ou terrasses aménagés plein sud.  
Finitions particulièrement soignées. Label Promoteur Qualité Plus.  
Bureau de vente : angle rue Richer et Quai de la Marne, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.



#### 11<sup>e</sup> arrondissement

**Résidence Voltaire**  
Rue des Nantais / rue Croix.  
Réalisation et Commercialisation : STIM BATIR De-France Méditerranée Bureaux Immobilières, 150, rue de la Reine 92113 Boulogne-Billancourt Renseignements et ventes : 47.32.54.44.

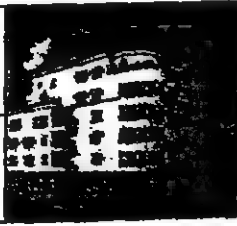


Idéal investissement : de studio en 2 pièces.  
Studio à partir de 370.000 F et 2 pièces à partir de 680.000 F.  
Au cœur de l'11<sup>e</sup> arrondissement, cette résidence pour étudiants aide à la proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locatifs garantis. Rémunération élevée. Contrôle sur les nouvelles mesures d'investissement, amortissement "Pénicil".  
TEL: 47.32.54.44.



#### 19<sup>e</sup> arrondissement

**L'Orde du Parc**  
68, rue Compans, rue Rauter.  
A toute proximité des Bains Chauds à découvrir absolument !  
Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION TEL: 46.83.22.08. 7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Profitez des nouvelles mesures d'incitation.  
De studio en 5 pièces avec parking en sous-sol, 18.800 F le m<sup>2</sup> moyen hors parking et dans la limite du stock disponible.  
Le cadre d'une petite résidence de charme de 24 appartements seulement à 180 m du Parc des Buttes-Chaumont et du métro. Très belles prestations : sols en bois, balcons et terrasses, vue sur un beau jardin intérieur.  
Bureau de vente : 3, rue du Général Bressat, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

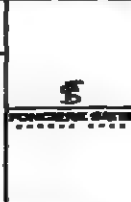


#### 20<sup>e</sup> arrondissement

**Villa Gambetta**  
Appartement ténuel.  
Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS TEL: 45.49.52.52.



De studio en 4 pièces.  
20.000 F le m<sup>2</sup> moyen.  
Situé à 200 mètres de la place Gambetta et de son métro et à quelques pas seulement de la rue des Pyramides, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, souvent prolongés de terrasses, balcons ou jardins.  
Bureau de vente et appartement ténuel ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi.  
TEL: 45.49.52.52.



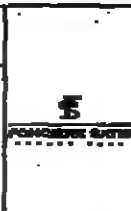
### PARIS RIVE GAUCHE

#### 4<sup>e</sup> arrondissement

**Proche Alsie**  
Avenue du Général Leclerc.  
Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS TEL: 45.49.52.52.



De 2 pièces en 4 pièces duplex.  
21.000 F le m<sup>2</sup> moyen.  
Dans le quartier calme et agréable d'Alsie, 4 appartements ouverts au large soleil bénéficient d'une vue dégagée.  
Livraison : immédiate.  
Renseignements et vente : 45.49.52.52.



### PARIS RIVE GAUCHE (suite)

#### 14<sup>e</sup> arrondissement

**Closerie-Montparnasse**  
Rue Friedmann.  
Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS TEL: 45.49.52.52.



De studio en 3 pièces.  
25.800 F le m<sup>2</sup> moyen.  
Entre Montparnasse et Desfroid-Necker dans l'une des rues les plus calmes de Montparnasse.  
Livraison : 1<sup>er</sup> trimestre 1997.  
Renseignements et vente : TEL: 45.49.52.52.



#### 15<sup>e</sup> arrondissement

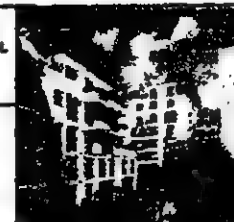
**Résidence Villa des Arts**  
19, rue Fizeau.  
Réalisation : GROUPE GBT 65, avenue de Wagram 75017 Paris TEL: 81.47.68.78.78.



De studio en 5 pièces.  
21.000 F le m<sup>2</sup> moyen.  
A proximité immédiate de l'axe Georges Bonnet.  
Les 36 appartements de la Résidence Villa des Arts bénéficient d'un environnement calme, d'une orientation sud-ouest, de larges balcons et terrasses.  
Plans intelligents et prestations haut de gamme.  
Bureau de vente sur place au 20, rue Fizeau, ouvert tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h (jeudi de 14 h à 19 h).  
TEL: 42.59.45.88.



**Villa Marmont**  
107/109, rue de l'Abbé Groult.  
Un programme expert à découvrir absolument.  
Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION TEL: 46.83.22.08. 7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Profitez des nouvelles mesures gouvernementales.  
Prix à partir de 25.500 F le m<sup>2</sup> hors parking et dans la limite du stock disponible.  
Châlonne le meilleur du 15<sup>e</sup> arrondissement ! A deux pas du métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs : 47 appartements de studio en 5 pièces duplex avec caves et parkings en sous-sol et 6 maisons de ville de 3 et 6 pièces. Le calme au cœur d'un véritable quartier parisien.  
Bureau de vente ouvert sur place : lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.



#### 16<sup>e</sup> arrondissement

**62, rue Saint-Didier**  
Réalisation : SEFIMA 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris N° Vert : 05.53.59.08.



33 appartements. De studio en 5 pièces. 29.500 F le m<sup>2</sup> moyen.  
Ex: 5 pièces 158,80 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> étage 3.990.000 F hors parking.  
Entre Victor-Hugo et Trocadéro, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 16<sup>e</sup> arrondissement, à deux pas de la rue de la Pompe et du lycée Janson-de-Sailly, 2 belles résidences neuves. De belles prestations pour de très beaux appartements. Parking en sous-sol. Renseignements et vente : tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche. 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris - N° Vert : 05.53.59.08.



**76, rue du Roule**  
Réalisation et Commercialisation : FROMOPIERRE 10, place du Gal Camille 75017 Paris TEL: 44.40.47.47. Rue: 44.40.47.88.



De studio en 6 pièces.  
35 appartements. A partir de 29.000 F le m<sup>2</sup>.  
Au cœur du beau 16<sup>e</sup> arrondissement, réalisation d'une opération de prestige comportant deux petits immeubles sur rue et jardins intérieurs.  
Prestations de haute qualité.  
Bureau de vente ouvert de 14 h à 19 h sauf dimanche : 83 rue du Roule.  
TEL: 42.31.81.84.



### RÉGION PARISIENNE

#### 78 Maisons-Laffitte

**Les Villas Longueil**  
Avenue de Longueil.  
Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS TEL: 45.49.52.52.



De studio en 5 pièces.  
17.500 F le m<sup>2</sup> moyen.  
Une diversité d'appartements de qualité par son architecture bordée d'arbres et son jardin.  
Une des plus belles résidences de Maisons-Laffitte à 150 m du RER, de Paris et à quelques pas de la Gare de Saint-Germain.  
Bureau de vente sur place : 29, avenue de Longueil, 78600 Maisons-Laffitte, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi.  
TEL: 45.49.52.52.



#### 92 Levallois

**Les Estudines Paris-Levallois**  
30, rue Victor-Hugo.  
Réalisation : RESIDE ETUDES 42, avenue George V 75008 PARIS TEL: 47.37.91.25.

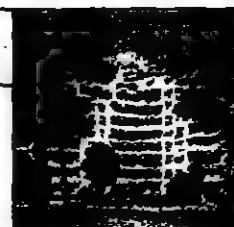


Studio à partir de 371.000 F.  
Investissement locatif. Emplacement exceptionnel, à proximité de Paris XVII<sup>e</sup>, proche gare et commerces. Revenus locatifs garantis. Récompensation de TVA. Reste quelques appartements en lotissement.  
Renseignements : RESIDE ETUDES, bureau de vente ouvert tous les jours de 10 h à 19 h, sauf le dimanche.  
TEL: 47.37.91.25.



#### 92 Puteaux

**35-43 rue Rogne-de-Filfil**  
8-12 rue de l'Oratoire.  
Réalisation : SINVIM 44, rue Jacques Burt 92 Levallois Adresse postale : 75835 Paris Cedex 17 TEL: 41.85.31.31.



38 logements de studio en 5 pièces à partir de 15850 F le m<sup>2</sup> Livraison immédiate.  
Paris est trop cher, Neufly plus encore. Alors venez dans le Seine, Gamble de nuit et garantie locative possible (soutenue à conditions particulières). Prix à partir de 0 %. Du lundi au vendredi : 9 h - 12 h 30 et 14 h - 18 h, samedi : 9 h - 12 h 30 et 14 h - 17 h. TEL: 41.85.31.31. Bureau de vente et appartement décrit 45, rue Rogne-de-Filfil. Ouvert tous les jours (VR group) sauf mardi et mercredi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Lundi ouvert à 14 h. TEL: 47.76.28.61.



"NEUF ET RESIDENTIEL"  
C'EST CHAQUE MERCREDI DATÉ JEUDI



# IMMOBILIER

## APPARTEMENTS

### 1<sup>er</sup> arrondissement

**PALAIS ROYAL**  
studio à aménager  
GOBELINS immo  
43-37-50-25

Port Neuf, rdc, stand, ét. et  
jard., rare 34 p., à rén.,  
91 m<sup>2</sup>, park. 43-35-18-36

### 3<sup>e</sup> arrondissement

**MARAI**  
Brelagne, imm. rénové, asc.,  
gd 2 p., caract. part. état,  
1200 000 F  
MATIMO 42-72-32-25

### 4<sup>e</sup> arrondissement

Dans hôtel particulier rénové  
sup. 2 p. sur cour d'honneur  
Tél. : 42-78-84-33

**LE SAINT-LOUIS**  
Gd 2 pièces, XVIII<sup>e</sup> siècle  
2<sup>e</sup> étage sud, sur jardin  
caractère exceptionnel  
Tél. : 43-25-57-47

4<sup>e</sup> Saint-Paul, interphone,  
Digicode, gardienne, 3 p.,  
sépar. avec dress. 60 m<sup>2</sup>, au  
1<sup>er</sup> ét. avec ascens. sur cour  
calme, clair. HSP 2,80 m.  
Parquet, moulures, cham.,  
cuis. avec électromén.,  
s. de bne et wc non séparés,  
gde cave. Sans trav. si point  
cuis. et s. de bne. Prof. lib.  
possible. Faibles charges  
(chauff. inclus).  
Urgent 1 100 000 F.  
Tél. : 40-29-99-35  
répond. si absent.

### 5<sup>e</sup> arrondissement

**PLACE MONGE, 8 p.**  
cuis. aménagée, s. d'eau,  
2<sup>e</sup> ét., pierre de taille.  
43-36-17-35

Gobelins, studio 13 m<sup>2</sup> env.  
1<sup>er</sup> ét., clair, calme  
176 000 F, 43-29-51-81  
demandeur Philippe

**PRÈS JARDIN  
DU LUXEMBOURG**  
vrai 6 p., bon imm. dble expo  
bon état, 4 300 000 F  
Serge Kaysar 43-25-43-43

**LUXEMBOURG**, studio  
av. mezzan. scour, calme,  
clair, part. état, parquet,  
545 000 F - 43-25-57-16

**LUXEMBOURG** p. de l.  
2/3 p. ch. dble expo.  
vue dégagée ét. élevé asc.  
150 000 F - 43-25-57-16

**LUXEMBOURG** 8<sup>e</sup> ét., 5 p.  
banc, bel imm. de caractère.  
2 200 000 F - 43-25-58-58

**PANTHÉON**, pot. ét. élevé,  
6 p. 155 m<sup>2</sup>, bail, chf. indiv.  
charges min. 43-35-18-38

### 6<sup>e</sup> arrondissement

**PART. A PART.**  
CHERCHE-MIDI, 140 m<sup>2</sup>,  
véranda, dble tv, 3 ch.,  
original, soleil.  
8 000 000 F - 42-22-27-82

### 7<sup>e</sup> arrondissement

**PRÈS CHAMP-DE-MARS**  
beau pied de l., 4 p., bel  
appt, vue, soleil.  
FEAU LA BOURDONNAIS  
47-05-50-36

**VARENNE**  
235 m<sup>2</sup> + service + parking,  
calme, verdure.  
5 900 000 F - 45-67-09-09

Av. BOSQUET, 350 m<sup>2</sup> env.,  
triple récept., 6 ch.,  
2 entrées, prof. possib.  
8 800 000 F, 44-18-07-47

### 10<sup>e</sup> arrondissement

**PRÈS CANAL ST-MARTIN**  
175 m<sup>2</sup>, 3 ch., gd bureau,  
imm., gd ch. sans vis-à-vis,  
calme, soleil, parking.  
Tél. : 47-00-77-27

Proche République, loft  
120 m<sup>2</sup> env., standing.  
1 050 000 F.  
Tél. : 07-56-20-44

### 12<sup>e</sup> arrondissement

**M<sup>e</sup> DAUMESNIL, 3 p., 60 m<sup>2</sup>**  
Imm. pot 1904, 3<sup>e</sup> ét., asc.,  
sud-ouest. Vue dégagée,  
parquet, moulures.  
A saisir : 890 000 F.  
Tél. : 49-28-51-61 Gérard

## 13<sup>e</sup> arrondissement

Pt. parc Montsouris, 51 m<sup>2</sup>  
magnif. 2 p. part. état, cuis.  
équip. park. - 43-35-18-36

**GOBELINS**, Beau 3 p  
séjour double, 2 ch.  
Gobelins immo 43-37-50-25

## 14<sup>e</sup> arrondissement

Entée DENFERT au  
parc MONTSOURIS

2 et 4 pièces

petit immeuble neuf,  
livraison immédiate.  
Frais notaire réduits.  
FEAU LA BOURDONNAIS  
47-05-50-36

**3/4 P. A VAVIN**  
(rue Léopold-Robert)  
bel immeuble, p. de taille,  
à rénover, 1 280 000 F  
Syndic 40-47-67-82

**Bd Edgar-Quinet, 2 p.**  
de toute beauté, 4<sup>e</sup> ét., asc.,  
vue agréable, verdure  
1 080 000 F - 40-47-67-82

**Alésia p. de l., 3 p., 53 m<sup>2</sup>**  
à rén., bon plan, calme  
tailles ch. 43-35-18-36

**DENFERT SUR VERDURE**  
beau 7 p., triple, terrasse  
3 880 000 F - 42-84-25-25

**7 P. DENFERT**  
superbe récept., 5 chbres  
dernier ét., asc., p. de l.  
4 900 000 F - 43-35-32-08

**VAVINOSSEVATORE**  
**3/4 P. 1 570 000 F**  
80 m<sup>2</sup>, bon plan.  
Tél. : 43-20-32-71

## 15<sup>e</sup> arrondissement

**TOUR EIFFEL**  
vue, pied d'éch. 80 m<sup>2</sup>,  
part. état, étg. élevé, park.  
FEAU LA BOURDONNAIS  
47-05-50-36

**RUE OLIVIER-DE-SERRES**  
imm. pot. 2/3 p., 2<sup>e</sup> ét.,  
cuis., asc., local à vélo sur  
cour, s. d'ég., ascenseur.  
Part. Prix : 680 000 F.  
Tél. : (01) 35-54-38-49

**Alleray, rdc, étg., 3/4 p.**  
154 m<sup>2</sup>, 4 ch., poss. vue imp.  
2 boxes. Tél. : 43-35-18-36

## 16<sup>e</sup> arrondissement

**MOZART - 78 m<sup>2</sup>**  
living double 1 chambre  
cuisine, s. de b., wc, balcon,  
1 980 000 F, parking poss.  
Immo Marcadet 42-51-51-51

**ATELIER 160 m<sup>2</sup>**  
de voie privée, parking,  
vue dernier ét. 40-20-96-00.

## VENTES

**POMPE - HENRI-MARTIN**  
Superbe imm. p. de l.  
330 m<sup>2</sup>, volumes, 4 bns,  
services 7 200 000 F  
Tél. : 43-59-12-96

**ÉNA**  
vue exceptionnelle 67 p.,  
200 m<sup>2</sup> + 54 m<sup>2</sup> balcon +  
combles aménag., 0<sup>e</sup>, EW,  
pot, 8 900 000 F.  
Tél. : 46-57-28-87

## 17<sup>e</sup> arrondissement

2/3 p., 50 m<sup>2</sup>, clair, étage  
élevé, 750 000 F.  
Tél. : 07-56-20-44

## 18<sup>e</sup> arrondissement

Atelier artiste 110 m<sup>2</sup> env.,  
hauteur plafond 5 m.  
A saisir, cause urgence.  
1 350 000 F - 07-56-20-44

## 19<sup>e</sup> arrondissement

2 p. 45 m<sup>2</sup> - 620 000 F  
Cité des sciences, imm. 1990  
Immo Marcadet 42-51-51-51

## 20<sup>e</sup> arrondissement

**MÉNIMONTANT**  
Imm. rdc, 3 p., balcon sud,  
875 000 F, négociable  
Tél. : 42-72-33-25

## SEINE-ET-MARNE

**BELLE AFFAIRE**  
BEL INVESTISSEMENT  
Un appartement F1 à vendre  
à 5 mn de la gare de Melun.  
Prix : 150 000 F.  
Tél. : 60-63-77-82

## HAUTS-DE-SEINE

**COURBEVOIE**  
A saisir  
bel appt, dble living + 3 ch.  
sof. Prg. 1 300 000 F  
CPD : 46-22-28-74

**Boulogne, M<sup>e</sup> Jean-Jaures, 2<sup>e</sup>**  
et 3<sup>e</sup>, calme et clair, duplex,  
50 m<sup>2</sup>, cuis. amér., sél./ch.,  
adq. vue 700 000 F.  
47-45-55-53

**Boulogne, 2 p. confortable**  
8<sup>e</sup> ét., vue, ascenseur  
Imm. ancien, 40 m<sup>2</sup>,  
400 000 F  
Syndic 40-47-67-82

**1 p., gde cuisine-douche**  
bel immeuble, 330 000 F  
Gobelins immo 43-37-50-25

**RER SCEAUX ROBINSON**  
à 8 min., 104 m<sup>2</sup>, dble living,  
3 ch., 2 bns, gde cuisine,  
garage, verdure. 1 580 000 F  
Tél. : 43-50-14-58 PAP

## PROPRIÉTÉS

15 km du Mans, ferme à  
restaurant, terrain 450 m<sup>2</sup>,  
plein sud, 47-20-20-88

## VAL-DE-MARNE

**SH-Mindé**, Vieux appt  
moderne, 185 m<sup>2</sup>, 7 p., park.  
2 600 000 F. IF 48-65-13-33

## VAL-D'OISE

Villiers-le-Bel, F3,  
sél., 2 ch., s. de bne,  
gds rangements,  
cuis. équipée  
ex. séchoir, cave, parking.  
Prix : 370 000 F.  
Tél. 39-88-86-15

## TRÈS CALME SUR VERDURE

**MONTMORENCY PART.**  
5 p. gd stand, 124 m<sup>2</sup> +  
30 m<sup>2</sup> parc, 3<sup>e</sup> et dernier  
ét. plein sud, cuis.  
équipée, 2 park., s. sol  
1 550 000 F - 34-12-51-41

## PROVINCE

**CHANTILLY HIPPODROME**  
100 m<sup>2</sup>, 4 p., gd standing.  
Box 2 voitures. Cave.  
Prix : 1 400 000 F  
Tél. : (01) 44-57-79-76

**(56) St-Goustan, appt**  
type F5  
151 m<sup>2</sup> avec garage,  
vue except. sur mer.  
Prix : 1 100 000 F  
Frais réduits. Idéal pact.  
ou retraite - 97-46-29-86

## ACHATS

**INTER PROJETS** rechs.  
sur Paris et Est parisien  
volumes atypiques,  
à louer ou à vendre.  
IP 42-83-46-46

Rech. urgent 100 à 120 m<sup>2</sup>  
PARIS. Palémen complet  
chez notaire. 42-73-48-07

**CHERCHONS** env. 100 m<sup>2</sup>  
bon imm. Paris ou  
périphérie. - 43-58-91-44

## IMMO MARCADIET

rech. appt. PARIS tte surt.  
Tél. : 48-51-51-51  
Fax : 42-65-55-55

Architecture, recherche local,  
beau volume à rénover  
calme, lumineux 40/80 m<sup>2</sup> ou  
100/40 m<sup>2</sup> divisible de  
préférence sous toiture.  
Tél. : 42-22-65-14

Rech. 2/3 p. de préférence à  
rénover pour école 0 à 1  
Paris. Max. 800 000 F  
Tél. : 01-42-78-79-75 (dom.)  
ou 01-43-42-82-82 (bur.)

## VIAGERS

**PARIS-BUZENVAL (20<sup>e</sup>)**  
lino 3 p., 58 m<sup>2</sup>, 2 bns,  
200 000 F + 4 500 FF/mois  
France Viager 42-89-08-68

**PARIS-REINQUIN (17<sup>e</sup>)**  
lino studio, 22 m<sup>2</sup>, 2 bns,  
250 000 F + 2 600 FF/mois  
France Viager 42-89-08-68

**CHAMPIGNY/MARNE (54<sup>e</sup>)**  
lino pavillon de luxe 2 bns,  
1 100 000 FF + 3 165 FF/mois  
France Viager 42-89-08-68

**1<sup>er</sup> CONTRERASSE**  
36 m<sup>2</sup> occupé 81 et 82 ans  
160 000 F +  
2 700 FF/m. 42-65-07-57.

**BOULOGNE -**  
**JEAN-JAURES**  
84 m<sup>2</sup> occupé, 79 ans,  
500 000 F +  
4 058 FF/m. 42-65-07-57.

Libre SH-Mindé près métro,  
imm. gd standing, 5 pièces,  
5<sup>e</sup> ét., asc., boiseries 68 ans.  
1 350 000 F + 7 000 FF/mois.  
Viagers CRUZ 42-66-49-00

## BUREAUX

12, Place Daumesnil, 145 m<sup>2</sup>,  
poss. mds ou habit.,  
entrée indépendante, à saisir,  
1 500 000 F.  
Tél. : 48-28-51-61 Philippe

## HÔTELS PARTICULIERS

Tables 100 m<sup>2</sup> + 150 m<sup>2</sup> jard.,  
Luxembourg 210 m<sup>2</sup> + 80 m<sup>2</sup> ss.  
Gobelins 400 m<sup>2</sup> + 150 m<sup>2</sup> ss.  
Gobelins immo 43-37-50-25

## INVESTISSEMENTS

**AUSTRALIE**  
Investissement immobilier haut de  
gamme sur la Gold Coast, allant  
sécurité et rentabilité. Maison et  
terrain à partir de 1 052 000 F.  
Cours en investissement pour  
retraités et hommes d'affaires.  
Renseignements : M. D.  
COUGOT, Hôtel Mercure  
Montparnasse.  
Tél. : (1) 43-35-28-28,  
les 27, 28 et 29/9/96.  
BRAIN WZ AUSTRALIE  
Fax : 317 5578 8222.

## MAISONS

**SEDAN (Ardennes)**  
**BELLE MAISON**  
BOURGEOISE  
Prox. Centre - Type F8  
CC Fuel - Caves voûtées  
garage 4 V.  
grande cour privative  
+ maison annexée louée  
à usage de bureaux  
850 000 F  
à débattre  
Rens. 24-29-04-16  
après 19 h

**AMIENS - ville en pleine**  
expansion.  
Vente GRANDE MAISON  
(surface habitable de plus de  
350 m<sup>2</sup>) en excellent état,  
composant : récept. 55 m<sup>2</sup>  
5 p. gd stand, 124 m<sup>2</sup> +  
30 m<sup>2</sup> parc, 3<sup>e</sup> et dernier  
ét. plein sud, cuis.  
équipée, 2 park., s. sol  
1 550 000 F - 34-12-51-41

Convenant à particulier en  
résidence principale ou à  
investisseur en immeuble de  
rapport  
(rapport : 35 000 FF/mois)  
Prix : 3 000 000 F - Tél. :  
(01) 22-89-14-34 après 21 h

**BENNEVILLE-SUR-MER**  
3 km Desvillers, maison  
2<sup>e</sup> étage, vue mer.  
A rénover. 800 000 F  
Tél. : 07-56-20-44

**TRES RARE**, vds cause  
succession, 80 min. sud  
Paris, direct A 6, gare.  
MONTARGIS  
**BELLE MAISON**

de campagne aménagée sur  
son terrain arboré 4 ha,  
bordé par canal, séjour,  
méza, cuis., 3 ch., bns, wc,  
maison d'amie 3 p. + garage.  
550 000 F cédant vendeur  
90 %. Tél. : (01) 38-85-22-92

Part. vld à Villaines,  
pavillon 1982, très belle  
réduits, sur 800 m<sup>2</sup> terrain,  
170 m<sup>2</sup> hab., salon 50m<sup>2</sup>,  
5 ch., 3 s. de bne, jacuzzi,  
cuisine équipée.  
Urgent cause départ,  
2 800 000 F à débattre.  
Tél. : 43-84-35-33

## VILLAS

Part. vld MONTGERON  
(91) ville grand standing, 7 p.,  
200 m<sup>2</sup> env., sur 730 m<sup>2</sup>  
terrain, cheminées, moulures,  
garage, proche centre et  
RER D. Prix : 2 200 000 F.  
Tél. : (1) 84-02-08-99

## VIAGERS

**PARIS-BUZENVAL (20<sup>e</sup>)**  
lino 3 p., 58 m<sup>2</sup>, 2 bns,  
200 000 F + 4 500 FF/mois  
France Viager 42-89-08-68

**PARIS-REINQUIN (17<sup>e</sup>)**  
lino studio, 22 m<sup>2</sup>, 2 bns,  
250 000 F + 2 600 FF/mois  
France Viager 42-89-08-68

**CHAMPIGNY/MARNE (54<sup>e</sup>)**  
lino pavillon de luxe 2 bns,  
1 100 000 FF + 3 165 FF/mois  
France Viager 42-89-08-68

**1<sup>er</sup> CONTRERASSE**  
36 m<sup>2</sup> occupé 81 et 82 ans  
160 000 F +  
2 700 FF/m. 42-65-07-57.

**BOULOGNE -**  
**JEAN-JAURES**  
84 m<sup>2</sup> occupé, 79 ans,  
500 000 F +  
4 058 FF/m. 42-65-07-57.

Libre SH-Mindé près métro,  
imm. gd standing, 5 pièces,  
5<sup>e</sup> ét., asc., boiseries 68 ans.  
1 350 000 F + 7 000 FF/mois.  
Viagers CRUZ 42-66-49-00

## BUREAUX

12, Place Daumesnil, 145 m<sup>2</sup>,  
poss. mds ou habit.,  
entrée indépendante, à saisir,  
1 500 000 F.  
Tél. : 48-28-51-61 Philippe

## HÔTELS PARTICULIERS

Tables 100 m<sup>2</sup> + 150 m<sup>2</sup> jard.,  
Luxembourg 210 m<sup>2</sup> + 80 m<sup>2</sup> ss.  
Gobelins 400 m<sup>2</sup> + 150 m<sup>2</sup> ss.  
Gobelins immo 43-37-50-25

## INVESTISSEMENTS

**AUSTRALIE**  
Investissement immobilier haut de  
gamme sur la Gold Coast, allant  
sécurité et rentabilité. Maison et  
terrain à partir de 1 052 000 F.  
Cours en investissement pour  
retraités et hommes d'affaires.  
Renseignements : M. D.  
COUGOT, Hôtel Mercure  
Montparnasse.  
Tél. : (1) 43-35-28-28,  
les 27, 28 et 29/9/96.  
BRAIN WZ AUSTRALIE  
Fax : 317 5578 8222.

## LOCATIONS

### OFFRES

Appartements et studios à  
Paris à prix très étudiés.  
Tél. : 36-68-84-88.  
(2,23 F/mn)

### MÉTRO SÉGUR

Chambre ensolée,  
équipée et meublée  
7<sup>e</sup> étage, ascenseur  
luminosité, douche, w.c.  
Branchement téléph., câble  
2 800 F c.c. Part. à part.  
Tél. : 45-67-82-81

### XV<sup>e</sup> PROCHE

**MONTMARTRE**  
100 m<sup>2</sup> au double et dernier  
ét., 2 grandes bns, grande  
luminosité, pas de vis-à-vis,  
un double living, deux  
chambres au calme sur jardin  
privatif, une s. de b., une  
salle d'eau, toilettes  
séparées, nomb. placards,  
une cave, un box fermé,  
11 000 F, charges comprises.  
45-66-58-65. Part. à part.

**ÉNA**, dans hôtel part. gd  
stand, 6 p., net, vue  
s/rd., 31 550 F net.  
LAMY 42-66-30-30

**EXELMANS**, p. de l., 2/3 p.,  
part. ét., 4<sup>e</sup> ét., asc., calme  
soleil, 5 500 F ch. comp.  
43-25-67-16

### OFFRES

**IMPORTANT**  
ÉTABLISSEMENT  
CULTUREL DE L'OUEST  
RECHUTE  
**UNE(E) DIRECTEUR**  
**DE LA**  
**COMMUNICATION**  
CHARGE DES RELATIONS  
PUBLIQUES  
ET DE LA PRESSE  
DE L'INFORMATION  
ET DE LA PUBLICITÉ

85 ans minimum, de  
formation supérieure,  
expériences dans postes  
similaires. Culture générale et  
théorique



هكذا من لامل

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / JEUDI 26 SEPTEMBRE 1996 / 19

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mercredi 25 septembre en hausse. L'indice Nikkei des valeurs vendues a progressé de 0,84 %, pour s'inscrire en clôture à 21 350,67 points.

■ LE DOLLAR s'inscrivait en baisse, mercredi matin, lors des premières transactions sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5050 mark, 109,75 yens et 5,0950 francs.

■ LE COMITÉ de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine a choisi, mardi 24 septembre, de ne pas modifier ses taux directeurs. Le niveau des fonds fédéraux reste fixé à 5,25 %.

■ LA BANQUE américaine Merrill Lynch a lancé, mardi, sur le marché international, un emprunt obligataire de 1,5 milliard de francs d'une durée de dix ans, sous la direction de Paribas.

■ LES COURS du pétrole ont progressé, mardi, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de brut de référence Light sweet crude d'échéance novembre a gagné 70 cents à 24,07 dollars.

LES PLACES BOURSILIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
Cours	1 mois	1 an	1 mois

Paris continue sur sa lancée

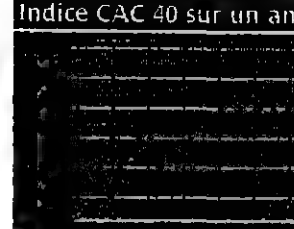
LA BOURSE de Paris était orientée à la hausse, mercredi 25 septembre, en fin de matinée. A 12 heures, l'indice CAC 40 progressait de 0,66 % pour s'établir à 2 095,26 points. Il avait ouvert sur un gain de 0,37 %.

Les opérateurs étaient soulagés par la décision prise la veille par la Réserve fédérale américaine (FED) de ne pas modifier sa politique monétaire. La plupart des analystes s'attendaient pourtant à un relèvement d'un quart de point du niveau des fonds fédéraux en raison de l'expansion rapide de la croissance américaine. Celui-ci aurait été de nature à déstabiliser Wall Street et, par ricochet, les Bourses européennes.

Malgré un accès de faiblesse du dollar après la décision de la FED, le franc français restait ferme, mercredi matin, face à la monnaie allemande. Il cotait 3,3842 francs pour 1 deutschemark.

En France, les prix à la consommation restent sages (-0,3 % au mois d'août selon l'Insee). Les

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 5 jours



opérateurs attendent maintenant les chiffres de la consommation des ménages durant l'été, qui seront publiés jeudi. L'annonce des résultats semestriels des sociétés

contribue aussi à animer les séances. L'action Cipe France, dont les résultats ont augmenté de 47,88 %, est en hausse de 7,35 %.

Saint-Gobain, valeur du jour

L'ACTION Saint-Gobain a terminé la séance du mardi 24 septembre en nette progression. Elle a gagné 3,11 %, pour s'inscrire en clôture à 664 francs. Cette hausse est intervenue alors que les dirigeants du groupe participent actuellement à des réunions, organisées par des sociétés de Bourse, avec des gestionnaires.

Selon un participant à l'une de ces rencontres, les responsables de Saint-Gobain auraient mentionné une activité soutenue de Poliet et

été, une bonne tenue du marché boursier et, enfin, des cessions à attendre dans le cadre du restructuration du groupe sur ses activités de base.

St Gobain sur un mois



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 24/09	Var. %	Var. %
Alcatel	143,00	+0,25	+1,48
Cipe France	53,00	+0,25	+8,09
Elf	302,00	+0,25	+4,48
Financière Média	100,00	+0,25	+2,49
GN-Entreprise	26,00	+0,25	+2,34
Renault	285,00	+0,25	+7,20
Suez	605,00	+0,25	+6,07
Telecom	1530,00	+0,25	+2,14
Unicredit	139,50	+0,25	+2,42
Veolia	405,00	+0,25	+5,29

BAISSES, 12h30

BAISSES, 12h30	Cours au 24/09	Var. %	Var. %
SCF	88,00	-0,25	-17,58
Rochette (L)	25,00	-0,25	-22,91
Credit National	292,50	-0,25	-18,75
Jean Lefebvre	270,00	-0,25	-4,05
UNIC	37,50	-0,25	-35,65
Immo SA	300,00	-0,25	-19,69
SAF	697,00	-0,25	-39,35
NIR	615,00	-0,25	-24,49
Société Générale	85,00	-0,25	-16,48
Comptoir d'Escompte	11,20	-0,25	-55,37

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	24/09	25/09	Capitalisation en MF
Alcatel	143,00	143,00	1918796,10
Alcatel	143,00	143,00	1918796,10
Alcatel	143,00	143,00	1918796,10
Alcatel	143,00	143,00	1918796,10
Alcatel	143,00	143,00	1918796,10

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 24/09	Var. %	Var. %
Alcatel	143,00	+0,25	+1,48
Cipe France	53,00	+0,25	+8,09
Elf	302,00	+0,25	+4,48
Financière Média	100,00	+0,25	+2,49
GN-Entreprise	26,00	+0,25	+2,34
Renault	285,00	+0,25	+7,20
Suez	605,00	+0,25	+6,07
Telecom	1530,00	+0,25	+2,14
Unicredit	139,50	+0,25	+2,42
Veolia	405,00	+0,25	+5,29

BAISSES, 12h30

BAISSES, 12h30	Cours au 24/09	Var. %	Var. %
SCF	88,00	-0,25	-17,58
Rochette (L)	25,00	-0,25	-22,91
Credit National	292,50	-0,25	-18,75
Jean Lefebvre	270,00	-0,25	-4,05
UNIC	37,50	-0,25	-35,65
Immo SA	300,00	-0,25	-19,69
SAF	697,00	-0,25	-39,35
NIR	615,00	-0,25	-24,49
Société Générale	85,00	-0,25	-16,48
Comptoir d'Escompte	11,20	-0,25	-55,37

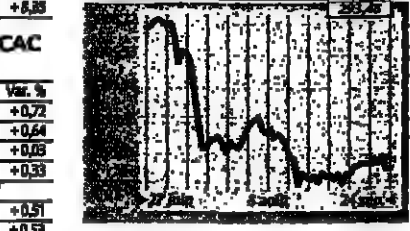
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. gen. SBF 120	143,56	+0,25	+0,25
Ind. gen. SBF 250	143,56	+0,25	+0,25
Ind. Second Marché	143,56	+0,25	+0,25
Ind. MidCAC	129,15	+0,25	+0,25

Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



Progression à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance du mercredi 25 septembre en hausse. L'indice Nikkei des valeurs vendues a progressé de 0,84 %, pour s'inscrire en clôture à 21 350,67 points.

La veille, Wall Street avait cédé du terrain, affectée par la chute de l'action ATT, après que le groupe ait annoncé que son résultat par action au troisième trimestre serait inférieur d'environ 10 % aux attentes des analystes. L'indice Dow Jones des valeurs vendues avait perdu 20,71 points (-0,37 %), à 5 874,03 points.

Le marché new-yorkais était resté calme, après une petite flambée intervenue à la suite de la décision de la Réserve fédérale (Fed) de laisser inchangés ses taux directeurs. Le niveau des fonds fédéraux est resté fixé à 5,25 %, alors

que les analystes prévoyaient en majorité une hausse de 0,25 %. Le statu quo de la Fed a rassuré les investisseurs sur l'absence de pressions inflationnistes aux Etats-Unis.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans est retombé en dessous du seuil de 7 %, à 6,99 %, contre 7,02 % lundi soir.

INDICES MONDIAUX

Cours au 24/09	Cours au 25/09	Var. en %
Paris CAC 40	2095,26	+0,66
New York DJ	5874,03	-0,37
Tokyo Nikkei	21350,67	+0,84
Londres FT 100	3807,50	+0,25
Frankfurt Dax 30	2538,45	+0,48
Bruxelles C20	3211,44	+0,25
Amsterdam AEX	3085,55	+0,01
Stuttgart DAX	1750,46	+0,01
Oslo OBX	261,00	+0,01
Copenhague OMX	383,00	+0,01
Madrid IBEX 35	359,92	+0,25
Stockholm OMX	1575,62	+0,01
Londres FT 30	2025,40	+0,19
Hong Kong Hang Seng	11546,70	+0,15
Singapore Straits	2160,27	+0,15

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

NEW YORK		
Les valeurs du Dow-Jones		
	24/09	24/09
Alcoa	58,50	58,50
American Express	45	45,12
AT&T	63,12	64
AT & T	51,50	51,25
Bethlehem	9,87	9,87
Boeing Co	94,25	94,62
Chrysler Inc.	75,37	75
Devco Corp.	83,30	83,30
DuPont	51,62	51,25
Disney Corp.	67,25	63,62
Du Pont Nemours & Co	62,62	65,87
Eastman Kodak Co	76	76,37
Exxon Corp.	86,25	86,62
Gen. Motors Corp.	48,37	48,75
Gen. Electric Co.	55	55,12
Johnson & Johnson	47,75	47,75
IBM	124,12	124,25
Intl Paper	42,75	45
J.P. Morgan Co	58,82	59,12
Mc Don Douglas	51,57	51,75
Merck & Co.	65,87	65,87
Minnesota Mining & Mfg	69,75	70
Philip Morris	91,75	91,75
Procter & Gamble Co	55,12	55,12
Sears Roebuck & Co	45,75	46
Tesaco	35,12	35,12
United Carb.	45,75	45
United Technol.	119,25	119,57
Westingh. Electric	18,50	18,62
Woolworth	21,25	21,50

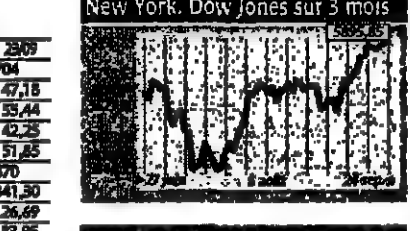
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

CONTINUES		
sélection de valeurs du FT 100		
	24/09	25/09
Allied Lyons	9,32	9,32
Barclays Bank	9,32	9,32
B.A.T. Industries	4,50	4,50
British Aerospace	10,37	10,37
British Airways	3,37	3,37
British Gas	2,02	2,02
British Petroleum	6,35	6,35
British Telecom	3,37	3,37
B.T. & T.	2,67	2,67
Carbury Schweppes	3,08	3,08
Eurotunnel	1,08	1,11
Glaxo	9,60	9,59
Grand Metropolitan	4,71	4,74
Guinness	4,38	4,39
Hanson Plc	1,35	1,38
Great O.	6,25	6,28
H.S.B.C.	11,56	11,73
Imperial Chemical	8,28	8,28
Legal	7,85	7,71
Marks and Spencer	4,96	5,01
National Westminster	6,61	6,67
Perini Oriental	5,77	5,83
Reubens	7,54	7,53
Sainsbury and Sainsbury	1,14	1,13
Shell Transport	9,70	9,70
Tate and Lyle	4,27	4,24
Unilever Ltd	13,74	13,83
Zeneca	15,46	15,59

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

FRANKFURT Die valeurs du Dax 30		3409
Allianz Holding N		2494
BASF AG		48,06
Bayer AG		36,39
Bay hyp&Wechselb.		42,35
Bayer Vereinsbank		52,38
BMW		873,50
Commerzbank		342,70
Continental AG		26,77
Daimler-Benz AG		85,70
Deppusa		357,50
Deutsche Babcock A		55,50
Deutsche Bank AG		72,57
Dresdner BK AG FR		40,77
Henkel VZ		54,45
Hoechst AG		55,01
Karstadt AG		328
Kaufland Holding		37,5
Linde AG		963
DT. Lufthansa AG		214
Man AG		393,10
Mannesmann AG		562,70
Metallgesellschaft		26,88
Preussag AG		375,50
Rwe		56,75
Schering AG		116,45
Siemens AG		79,02
Thyssen		273,50
Veba AG		79,18
Viel AG		580,50
Wella AG		924

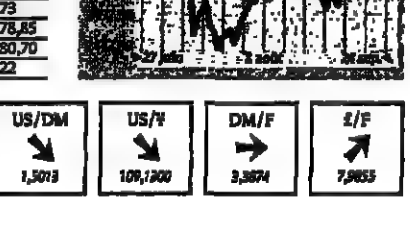
New York. Dow Jones sur 3 mois



Londres. FT 100 sur 3 mois



Frankfurt. Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
Jour le jour	Jour le jour	Jour le jour	Bonds 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans

Hausse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse mercredi 25 septembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre gagnait 24 centimes, à 124,36 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,17 %, soit 0,03 % au-dessus du rendement de l'emprunt d'Etat allemand de même échéance. Les

opérateurs étaient soulagés par la décision prise la veille par la Réserve fédérale américaine de ne pas modifier sa politique monétaire. Le rendement de l'emprunt américain à trente ans s'était détendu, mardi, revenant de 7,04 % à 6,99 %.

La Banque de France a laissé inchangé, mercredi matin, à 3,44 %, le niveau du loyer de l'argent au jour le jour.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
24/09	24/09	24/09	24/09
Jour le jour	3,38	3,38	3,38
1 mois	3,38	3,38	3,38
3 mois	3,38	3,38	3,38
6 mois	3,38	3,38	3,38
1 an	3,38	3,38	3,38
PIBEX FRANCES			
Pibor France 1 mois			
Pibor France 3 mois			
Pibor France 6 mois			
Pibor France 9 mois			
Pibor France 12 mois			
PIBEX EURO			
Pibor Ecu 3 mois			
Pibor Ecu 6 mois			
Pibor Ecu 12 mois			

MATIF

Échéances 24/09	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %					
Dec 96	86045	124,14	124,14	124,14	124,14
Mars 97	3912	123,98	123,98	123,98	123,98
Juin 97	14	122,80	122,80	122,80	122,80
Sept 97					

ECU LONG TERME

Échéances 24/09	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Dec 96	4956	92,96	92,96	92,96	92,96
Mars 97					

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 24/09	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Sept 96	15246	207	207	207	207
Oct 96	3399	209	209	209	209
Nov 96	209	209	209	209	209
Dec 96	3563	210,50	210,50	210,50	210,50

LES MONNAIES

US/\$	US/\$	US/\$	DM/\$	DM/\$	DM/\$
5,125	1,503	109,700	3,3874	7,8853	

Net repli du dollar

LE DOLLAR s'inscrivait en baisse, mercredi matin 25 septembre, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Il s'échangeait à 1,5050 deutschemark, 109,75 yens et 5,0950 francs. Le billet vert s'était replié, la veille, après la décision de la Fed américaine de ne pas relever ses taux directeurs. Une hausse du niveau des fonds fédéraux lui aurait profité, en augmentant sa rémunération. Certains

analystes craignent maintenant que la monnaie américaine n'accuse son repli ces prochaines semaines, ce qui pourrait provoquer des tensions sur le marché des devises européennes.

Malgré la chute du dollar, le franc restait ferme, mercredi matin, face à la monnaie allemande. Il cotait 3,3840 francs pour 1 deutschemark. La livre sterling s'inscrivait à 7,97 francs.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 24/09	cours 25/09
Allemagne (100 dm)	338,7400	338,7400
Ecu	6,4400	6,4400
Euro-Unit (100)	16,4500	16,4500
Belgique (100 F)	33,3333	33,3333
Pays-Bas (100 f)	302,0700	302,0700
Italie (1000 L)	3,3635	3,3635
Danemark (100 kr)	88,1900	88,1900
France (1 L)	6,1715	6,1715
Côte d'Ivoire (1 L)	7,9855	7,9855
Grèce (100 drach)	2,1400	2,1400
Suède (100 kr)	77,8000	77,8000
Suisse (100 f)	414,6000	414,6000
Norvège (100 kr)	79,2500	79,2500
Autriche (100 sch)	48,1400	48,1400
Espagne (100 pes)	4,0255	4,0255
Portugal (100 esc)	3,2520	3,2520
Canada 1 dollar ca	5,7459	5,7459
Japon (100 yens)	4,6715	4,6715
Finlande (mark)	115,0000	115,0000

PARITES DU DOLLAR

FRANCFORT: USD/DM	1,5013	1,5014	-0,74
TOKYO: USD/YEN	109,1300	109,6600	-0,76



**+0,64%**

**+0,64%**

Hamm Gold #	46,50	+	0,07
Hitchcock #	48	+	0,05
Hiatt #	108,40	+	1,28
I.R.M. #	640	+	0,78
I.C.I. #	67	+	1,04
Jo Valado #	277	+	0,98
Macintosh #	88,15	+	0,44
McC Donnell #	245,60	+	1,04
Merck and Co #	355,60	+	0,95
Missubishi Compul	6410	+	0,69
Mobile Computer #	—	+	1,57
Modi Corp #	■ 467,30	+	1,87
Norfolk S.A. Noes #	5710	+	1,97
Nipon. MastPacker #	—	+	0,95
Nobilia #	271,50	+	0,89
Norsk Hydro #	230,70	+	0,31
Praxair Comale #	1573	+	0,21
Philip Morris #	470,00	+	0,24
Philips N.V. #	182,30	+	0,31
Placer Dome Inc #	■ 125,30	+	0,39
Praxair Comale #	1573	+	0,21
Quilmes #	204,50	+	0,59
Randallstein #	33	+	0,46
Rhone Poulenc Power #	348	+	0,40
Royal Dutch #	799	+	0,40
R.T.Z. #	7415	+	0,49
Saga Enterprises #	219	+	0,44
Schneider #	34,30	+	1,14
Schmidberger #	43,20	+	2,15
SCS Thornton Micro.	245,40	+	1,19
Ships Transport #	77,70	+	1,54
Sinclair #	266,80	+	0,10
Sony Corp. #	326,30	+	0,75
Sumitomo Bank #	92,30	+	1,10
T.O.K. #	910	+	0,52
Tatsumi #	36	+	3,92
Toshiba #	38,10	+	0,61
Unilever #	810	+	0,37
United Technol. #	688	+	1,99
Veritas #	688	+	0,32
Wanadoo A.G. #	1950	+	0,35
Wako (act) #	112,80	+	1,83
Wanadoo A.G. #	1950	+	0,35
Yamaguchi A.	109,60	+	1,25
Zambia Copper	4,30	+	1,85

**ABBREVIATIONS**  
 B = Bordeaux ; L = Lille ; Ly = Lyon ; M = Marseille  
 N = Nancy ; Ns = Nantes.

**SYMBOLS**  
 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie  
 ■ coupon détaché ; ♦ droit de détachement

**DERNIÈRE COLONNE (1)**  
 1 = variation 101/2  
 Mardi date mercredi : montant du coupon  
 Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon  
 Jeudi date vendredi : compensation  
 Vendredi date samedi : nominal

## MERCREDI 25 SEPTEMBRE

ACTIONS ÉTRANGÈRES		Cours en francs	Derniers cours
Bayern-Rheinbank		130,60	
Commerzbank AG		115,00	
Platino		14,65	
Geowest		239	
Gold Fields South		134,40	
Kalundborg Corp.		2	
Montedison actup.		10,05	
Olympus Optical		42,10	
Overseas (Phil. In.)		546	
Robinson		385	
Rodamco N.V.		141,60	
Raffinerie		412,60	
Solvay Ind.		31,05	

**ABBREVIATIONS**  
 B = Bruxelles; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille  
 N = Nancy; Ne = Nantes.

**SYMBOLES**  
 c = catégories de cotation - sans indication  
 catégorie B; M coupon détaché; d droit de préférence  
 o = offerts; d = demandé; f offre réduite  
 d demande réduite; c couvert d'annulation.

Une sélection Co  
MERCREDI 15 SEP

# CHÉ

## HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MERCREDI 25 SEPTEMBRE

Derniers cours	VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
	Eritréa-Séguin Cl.	900	
	Caléo-Céleste	26	
	Général Occidentale	36	
	Mumm	1440	
	Nobel	133	
	N°1 secteur du Monde	167	

### ABRÉVIATIONS

B = Bordeux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille  
C = Caléo; Cé = Céleste; N = Nantes.

### SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication  
catégorie 3; ♣ = cours précédent; ♣ = cours  
détaillé; ♦ = droit; △ = déchet; ◊ = offert  
1 u demandé; ♣ = offre réduite; ♣ = demandé  
réduite; ♣ = contrat d'animation.

## Cours de clôture le 24 se Émission

[illegible]

## MERCREDI 25 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précédent	Derniers cours
Britania-Béghin Cl.	700	
Crédit Can. Ind.	29	
Générale Occidentale	36	
Monum.	1440	
Nobel	133	
Sol. Inc. du Québec	165	

**ABBREVIATIONS**  
 B = Banquier; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marneville  
 N = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**  
 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication  
 catégorie 3; @ cours précédent; @ cours  
 détaché; @ droit détaché; @ offert  
 d = demandé; @ offre réduite; ↓ demande  
 réduite; \* contrat d'animation.

Actimonaire C.....	37248,7
Actimonaire D.....	51703,0

Cadence 1 D.	108,42
Cadence 2 D.	108,49
Cadence 3 D.	108,56
Cadence 4 D.	108,61
Cadence 5 D.	108,67
Cadence 6 D.	108,72
Cadence 7 D.	108,77
Cadence 8 D.	108,82
Cadence 9 D.	108,87
Cadence 10 D.	108,92
Cadence 11 D.	108,97
Cadence 12 D.	109,02
Cadence 13 D.	109,07
Cadence 14 D.	109,12
Cadence 15 D.	109,17
Cadence 16 D.	109,22
Cadence 17 D.	109,27
Cadence 18 D.	109,32
Cadence 19 D.	109,37
Cadence 20 D.	109,42
Cadence 21 D.	109,47
Cadence 22 D.	109,52
Cadence 23 D.	109,57
Cadence 24 D.	109,62
Cadence 25 D.	109,67
Cadence 26 D.	109,72
Cadence 27 D.	109,77
Cadence 28 D.	109,82
Cadence 29 D.	109,87
Cadence 30 D.	109,92
Cadence 31 D.	109,97
Cadence 32 D.	110,02
Cadence 33 D.	110,07
Cadence 34 D.	110,12
Cadence 35 D.	110,17
Cadence 36 D.	110,22
Cadence 37 D.	110,27
Cadence 38 D.	110,32
Cadence 39 D.	110,37
Cadence 40 D.	110,42
Cadence 41 D.	110,47
Cadence 42 D.	110,52
Cadence 43 D.	110,57
Cadence 44 D.	110,62
Cadence 45 D.	110,67
Cadence 46 D.	110,72
Cadence 47 D.	110,77
Cadence 48 D.	110,82
Cadence 49 D.	110,87
Cadence 50 D.	110,92
Cadence 51 D.	110,97
Cadence 52 D.	111,02
Cadence 53 D.	111,07
Cadence 54 D.	111,12
Cadence 55 D.	111,17
Cadence 56 D.	111,22
Cadence 57 D.	111,27
Cadence 58 D.	111,32
Cadence 59 D.	111,37
Cadence 60 D.	111,42
Cadence 61 D.	111,47
Cadence 62 D.	111,52
Cadence 63 D.	111,57
Cadence 64 D.	111,62
Cadence 65 D.	111,67
Cadence 66 D.	111,72
Cadence 67 D.	111,77
Cadence 68 D.	111,82
Cadence 69 D.	111,87
Cadence 70 D.	111,92
Cadence 71 D.	111,97
Cadence 72 D.	112,02
Cadence 73 D.	112,07
Cadence 74 D.	112,12
Cadence 75 D.	112,17
Cadence 76 D.	112,22
Cadence 77 D.	112,27
Cadence 78 D.	112,32
Cadence 79 D.	112,37
Cadence 80 D.	112,42
Cadence 81 D.	112,47
Cadence 82 D.	112,52
Cadence 83 D.	112,57
Cadence 84 D.	112,62
Cadence 85 D.	112,67
Cadence 86 D.	112,72
Cadence 87 D.	112,77
Cadence 88 D.	112,82
Cadence 89 D.	112,87
Cadence 90 D.	112,92
Cadence 91 D.	112,97
Cadence 92 D.	113,02
Cadence 93 D.	113,07
Cadence 94 D.	113,12
Cadence 95 D.	113,17
Cadence 96 D.	113,22
Cadence 97 D.	113,27
Cadence 98 D.	113,32
Cadence 99 D.	113,37
Cadence 100 D.	113,42
Cadence 101 D.	113,47
Cadence 102 D.	113,52
Cadence 103 D.	113,57
Cadence 104 D.	113,62
Cadence 105 D.	113,67
Cadence 106 D.	113,72
Cadence 107 D.	113,77
Cadence 108 D.	113,82
Cadence 109 D.	113,87
Cadence 110 D.	113,92
Cadence 111 D.	113,97
Cadence 112 D.	114,02
Cadence 113 D.	114,07
Cadence 114 D.	114,12
Cadence 115 D.	114,17
Cadence 116 D.	114,22
Cadence 117 D.	114,27
Cadence 118 D.	114,32
Cadence 119 D.	114,37
Cadence 120 D.	114,42
Cadence 121 D.	114,47
Cadence 122 D.	114,52
Cadence 123 D.	114,57
Cadence 124 D.	114,62
Cadence 125 D.	114,67
Cadence 126 D.	114,72
Cadence 127 D.	114,77
Cadence 128 D.	114,82
Cadence 129 D.	114,87
Cadence 130 D.	114,92
Cadence 131 D.	114,97
Cadence 132 D.	115,02
Cadence 133 D.	115,07
Cadence 134 D.	115,12
Cadence 135 D.	115,17
Cadence 136 D.	115,22
Cadence 137 D.	115,27
Cadence 138 D.	115,32
Cadence 139 D.	115,37
Cadence 140 D.	115,42
Cadence 141 D.	115,47
Cadence 142 D.	115,52
Cadence 143 D.	115,57
Cadence 144 D.	115,62
Cadence 145 D.	115,67
Cadence 146 D.	115,72
Cadence 147 D.	115,77
Cadence 148 D.	115,82
Cadence 149 D.	115,87
Cadence 150 D.	115,92
Cadence 151 D.	115,97
Cadence 152 D.	116,02
Cadence 153 D.	116,07
Cadence 154 D.	116,12
Cadence 155 D.	116,17
Cadence 156 D.	116,22
Cadence 157 D.	116,27
Cadence 158 D.	116,32
Cadence 159 D.	116,37
Cadence 160 D.	116,42
Cadence 161 D.	116,47
Cadence 162 D.	116,52
Cadence 163 D.	116,57
Cadence 164 D.	116,62
Cadence 165 D.	116,67
Cadence 166 D.	116,72
Cadence 167 D.	116,77
Cadence 168 D.	116,82
Cadence 169 D.	116,87
Cadence 170 D.	116,92
Cadence 171 D.	116,97
Cadence 172 D.	117,02
Cadence 173 D.	117,07
Cadence 174 D.	117,12
Cadence 175 D.	117,17
Cadence 176 D.	117,22
Cadence 177 D.	117,27
Cadence 178 D.	117,32
Cadence 179 D.	117,37
Cadence 180 D.	117,42
Cadence 181 D.	117,47
Cadence 182 D.	117,52
Cadence 183 D.	117,57
Cadence 184 D.	117,62
Cadence 185 D.	117,67
Cadence 186 D.	117,72
Cadence 187 D.	117,77
Cadence 188 D.	117,82
Cadence 189 D.	117,87
Cadence 190 D.	117,92
Cadence 191 D.	117,97
Cadence 192 D.	118,02
Cadence 193 D.	118,07
Cadence 194 D.	118,12
Cadence 195 D.	118,17
Cadence 196 D.	118,22
Cadence 197 D.	118,27
Cadence 198 D.	118,32
Cadence 199 D.	118,37
Cadence 200 D.	118,42
Cadence 201 D.	118,47
Cadence 202 D.	118,52
Cadence 203 D.	118,57
Cadence 204 D.	118,62
Cadence 205 D.	118,67
Cadence 206 D.	118,72
Cadence 207 D.	118,77
Cadence 208 D.	118,82
Cadence 209 D.	118,87
Cadence 210 D.	118,92
Cadence 211 D.	118,97
Cadence 212 D.	119,02
Cadence 213 D.	119,07
Cadence 214 D.	119,12
Cadence 215 D.	119,17
Cadence 216 D.	119,22
Cadence 217 D.	119,27
Cadence 218 D.	119,32
Cadence 219 D.	119,37
Cadence 220 D.	119,42
Cadence 221 D.	119,47
Cadence 222 D.	119,52
Cadence 223 D.	119,57
Cadence 224 D.	119,62
Cadence 225 D.	119,67
Cadence 226 D.	119,72
Cadence 227 D.	119,77
Cadence 228 D.	119,82
Cadence 229 D.	119,87
Cadence 230 D.	119,92
Cadence 231 D.	119,97
Cadence 232 D.	120,02
Cadence 233 D.	120,07
Cadence 234 D.	120,12
Cadence 235 D.	120,17
Cadence 236 D.	120,22
Cadence 237 D.	120,27
Cadence 238 D.	120,32
Cadence 239 D.	120,37
Cadence 240 D.	120,42
Cadence 241 D.	120,47
Cadence 242 D.	120,52
Cadence 243 D.	120,57
Cadence 244 D.	120,62
Cadence 245 D.	120,67
Cadence 246 D.	120,72
Cadence 247 D.	120,77
Cadence 248 D.	120,82
Cadence 249 D.	120,87
Cadence 250 D.	120,92
Cadence 251 D.	120,97
Cadence 252 D.	121,02
Cadence 253 D.	121,07
Cadence 254 D.	121,12
Cadence 255 D.	121,17
Cadence 256 D.	121,22
Cadence 257 D.	121,27
Cadence 258 D.	121,32
Cadence 259 D.	121,37
Cadence 260 D.	121,42
Cadence 261 D.	121,47
Cadence 262 D.	121,52
Cadence 263 D.	121,57
Cadence 264 D.	121,62
Cadence 265 D.	121,67
Cadence 266 D.	121,72
Cadence 267 D.	121,77
Cadence 268 D.	121,82
Cadence 269 D.	121,87
Cadence 270 D.	121,92
Cadence 271 D.	121,97
Cadence 272 D.	122,02
Cadence 273 D.	122,07
Cadence 274 D.	122,12
Cadence 275 D.	122,17
Cadence 276 D.	122,22
Cadence 277 D.	122,27
Cadence 278 D.	122,32
Cadence 279 D.	122,37
Cadence 280 D.	122,42
Cadence 281 D.	122,47
Cadence 282 D.	122,52
Cadence 283 D.	122,57
Cadence 284 D.	122,62
Cadence 285 D.	122,67
Cadence 286 D.	122,72
Cadence 287 D.	122,77
Cadence 288 D.	122,82
Cadence 289 D.	122,87
Cadence 290 D.	122,92
Cadence 291 D.	122,97
Cadence 292 D.	123,02
Cadence 293 D.	123,07
Cadence 294 D.	123,12
Cadence 295 D.	123,17
Cadence 296 D.	123,22
Cadence 297 D.	123,27
Cadence 298 D.	123,32
Cadence 299 D.	123,37
Cadence 300 D.	123,42
Cadence 301 D.	123,47
Cadence 302 D.	123,52
Cadence 303 D.	123,57
Cadence 304 D.	123,62
Cadence 305 D.	123,67
Cadence 306 D.	123,72
Cadence 307 D.	123,77
Cadence 308 D.	123,82
Cadence 309 D.	123,87
Cadence 310 D.	123,92
Cadence 311 D.	123,97
Cadence 312 D.	124,02
Cadence 313 D.	124,07
Cadence 314 D.	124,12
Cadence 315 D.	124,17
Cadence 316 D.	124,22
Cadence 317 D.	124,27
Cadence 318 D.	124,32
Cadence 319 D.	124,37
Cadence 320 D.	124,42
Cadence 321 D.	124,47
Cadence 322 D.	124,52
Cadence 323 D.	124,57
Cadence 324 D.	124,62
Cadence 325 D.	124,67
Cadence 326 D.	124,72
Cadence 327 D.	124,77
Cadence 328 D.	124,82
Cadence 329 D.	124,87
Cadence 330 D.	124,92
Cadence 331 D.	124,97
Cadence 332 D.	125,02
Cadence 333 D.	125,07
Cadence 334 D.	125,12
Cadence 335 D.	125,17
Cadence 336 D.	125,22
Cadence 337 D.	125,27
Cadence 338 D.	125,32
Cadence 339 D.	125,37
Cadence 340 D.	125,42
Cadence 341 D.	125,47
Cadence 342 D.	125,52
Cadence 343 D.	125,57
Cadence 344 D.	125,62
Cadence 345 D.	125,67
Cadence 346 D.	125,72
Cadence 347 D.	125,77
Cadence 348 D.	125,82
Cadence 349 D.	125,87
Cadence 350 D.	125,92
Cadence 351 D.	125,97
Cadence 352 D.	126,02
Cadence 353 D.	126,07
Cadence 354 D.	126,12
Cadence 355 D.	126,17
Cadence 356 D.	126,22
Cadence 357 D.	126,27
Cadence 358 D.	126,32
Cadence 359 D.	126,37
Cadence 360 D.	126,42
Cadence 361 D.	126,47
Cadence 362 D.	126,52
Cadence 363 D.	126,57
Cadence 364 D.	126,62
Cadence 365 D.	126,67
Cadence 366 D.	126,72
Cadence 367 D.	126,77
Cadence 368 D.	126,82
Cadence 369 D.	126,87
Cadence 370 D.	126,92
Cadence 371 D.	126,97
Cadence 372 D.	127,02
Cadence 373 D.	127,07
Cadence 374 D.	127,12
Cadence 375 D.	127,17
Cadence 376 D.	127,22
Cadence 377 D.	127,27
Cadence 378 D.	127,32
Cadence 379 D.	127,37
Cadence 380 D.	127,42
Cadence 381 D.	127,47
Cadence 382 D.	127,52
Cadence 383 D.	127,57
Cadence 384 D.	127,62
Cadence 385 D.	127,67
Cadence 386 D.	127,72
Cadence 387 D.	127,77
Cadence 388 D.	127,82
Cadence 389 D.	127,87
Cadence 390 D.	127,92
Cadence 391 D.	127,97
Cadence 392 D.	128,02
Cadence 393 D.	128,07
Cadence 394 D.	128,12
Cadence 395 D.	128,17
Cadence 396 D.	128,22
Cadence 397 D.	128,27
Cadence 398 D.	128,32
Cadence 399 D.	128,37
Cadence 400 D.	128,42
Cadence 401 D.	128,47
Cadence 402 D.	128,52
Cadence 403 D.	128,57
Cadence 404 D.	128,62
Cadence 405 D.	128,67
Cadence 406 D.	128,72
Cadence 407 D.	128,77
Cadence 408 D.	128,82
Cadence 409 D.	128,87
Cadence 410 D.	128,92
Cadence 411 D.	128,97
Cadence 412 D.	129,02
Cadence 413 D.	129,07
Cadence 414 D.	129,12
Cadence 415 D.	129,17
Cadence 416 D.	129,22
Cadence 417 D.	129,27
Cadence 418 D.	129,32
Cadence 419 D.	129,37
Cadence 420 D.	129,42
Cadence 421 D.	129,47
Cadence 422 D.	129,52
Cadence 423 D.	129,57
Cadence 424 D.	129,62
Cadence 425 D.	129,67
Cadence 426 D.	129,72
Cadence 427 D.	129,77
Cadence 428 D.	129,82
Cadence 429 D.	129,87
Cadence 430 D.	129,92
Cadence 431 D.	129,97
Cadence 432 D.	130,02
Cadence 433 D.	130,07
Cadence 434 D.	130,12
Cadence 435 D.	130,17
Cadence 436 D.	130,22
Cadence 437 D.	130,27
Cadence 438 D.	130,32
Cadence 439 D.	130,37
Cadence 440 D.	130,42
Cadence 441 D.	130,47
Cadence 442 D.	130,52
Cadence 443 D.	130,57
Cadence 444 D.	130,62
Cadence 445 D.	130,67
Cadence 446 D.	130,72
Cadence 447 D.	130,77
Cadence 448 D.	130,82
Cadence 449 D.	130,87
Cadence 450 D.	130,92
Cadence 451 D.	130,97
Cadence 452 D.	131,02
Cadence 453 D.	131,07
Cadence 454 D.	131,12
Cadence 455 D.	131,17
Cadence 456 D.	131,22
Cadence 457 D.	131,27
Cadence 458 D.	131,32
Cadence 459 D.	131,37
Cadence 460 D.	131,42
Cadence 461 D.	131,47
Cadence 462 D.	131,52
Cadence 463 D.	

\_\_\_\_\_



## AUJOURD'HUI

SPORTS

**UEFA** Sur les cinq clubs disputant le championnat de France de première division de football, deux seulement ont passé le premier tour de la Coupe de l'UEFA. ● MONACO, dé-

jà vainqueur au match aller (1-0), s'est de nouveau imposé (3-1) face à Cracovie, en dépit de l'expulsion de Dumas. ● METZ, qui avait fait match nul (0-0) à Innsbruck, s'est qualifié

en gagnant sa première rencontre européenne à domicile (1-0), grâce à un but de Song. ● GUINGAMP ET LENS, qui avaient un but de handicap après les matches aller, n'ont pu

renverser la situation en obtenant le nul (1-1) contre, respectivement, l'Inter de Milan et la Lazio de Rome. ● MONTPELLIER quitte la Coupe dans les mêmes conditions, après sa

défaite (1-0) face au Sporting de Lisbonne. ● TENANT du titre, le Bayern de Munich a été, pour sa part, renvoyé au championnat d'Allemagne par le FC Valence.

## Le FC Metz a grappillé le droit de poursuivre son parcours européen

En panne d'attaquants, le club lorrain a néanmoins obtenu sa première victoire européenne à domicile, face aux Autrichiens du FC Tirol. Il s'est ainsi qualifié pour le deuxième tour de la Coupe de l'UEFA, comme Monaco, alors que Lens, Montpellier et Guingamp ont été éliminés

**METZ** de notre envoyé spécial  
Au terme de trois immenses foulées, il a cassé le ballon de sa nouvelle chaussure orange. Avant que



FOOTBALL

la pichenette ne se transforme en un geste talentueux mais vain, Rigobert Song a surgi pour glisser le cuir au fond des filets. Robert Pires a alors refermé son

compas pour ajuster ses minuscules foulées, jambes raides et bras repliés, et se diriger, seul, à l'opposé des accolades échangées par ses camarades, afin de réclamer la reconnaissance de la tribune principale du stade Saint-Symphorien.

En dépit de cette passe décisive qui a permis, mardi 24 septembre, au FC Metz de se qualifier pour les seizièmes de finale de la Coupe de l'UEFA face au FC Tirol (1-0), le nouvel ambassadeur de la Lorraine est resté en retrait de ses prestations coutumières. Depuis le départ, au printemps, de son compère

Cyril Pouget vers le Servette de Genève, Robert Pires s'est contenté d'un « coup du chapeau » contre Strasbourg. Mais, surtout, le maigre butin de l'attaquant messin en championnat n'a pas été compensé par les performances de Mariano Bombarda, classé second buteur en première division néerlandaise l'an passé. Recruté à la hâte sur la foi de quelques cassettes vidéo, l'ancien avant-centre du FC Groningue, perdu dans des schémas de jeu rapide, s'est surtout distingué par une étonnante lenteur.

Mardi, Mariano Bombarda était sur le banc de touche. Pourtant, les protégés du fantasque président Carlo Molinari ont à nouveau souffert de leur mutisme à l'approche des buts adverses. Devant des défenseurs autrichiens capables de barboter les règles élémentaires du football en relançant régulièrement dans l'axe de leur but, les Messins ont assuré un service minimum. Cette performance moyenne pourrait pourtant suffire à résoudre les pannes offensives des « grenats ».

Depuis plusieurs semaines, Bernard Zénier, un ancien joueur du

club reconverti dans le rôle de recruteur, sillonne l'Europe à la recherche du prochain alter ego de Robert Pires, dans la perspective d'un départ de Mariano Bombarda « sous deux semaines ». Mais un recrutement aussi tardif défie tout projet budgétaire raisonnable. En décrochant leur billet pour d'autres fissions hors de l'Hexagone, les Messins ont aussi fourni à leur trésorier de sérieux arguments pour répondre aux desideratas parfois démesurés des grands clubs européens.

Le besoin soudain d'un joker témoigne cependant des inquiétudes des Messins. Si Robert Pires joue « normale l'arrivée d'un autre attaquant, car on ne demande beaucoup », Joël Müller, l'entraîneur messin, se montre plus catégorique : « On ne dispose pas d'un effectif suffisant en qualité et en quantité pour se maintenir plusieurs années en haut du tableau. » Avec cinquante-cinq millions de francs de budget – soixante-dix millions grâce à la Coupe d'Europe –, le FC Metz doit régulièrement gratter les fonds de tiroir pour ne plus se faire

taxer de club « sympathique ». En dépit de l'appui d'un solide sponsor depuis 1984, certaines grandes entreprises locales – Citroën et, plus récemment, Swatch Mobile – rechignent à investir dans le fleuron du sport régional.

**« Malgré nos bons résultats de l'an passé, nous n'avons pas les finances pour franchir un palier supplémentaire »**

Dans ce contexte restrictif, l'aventure européenne du FC Metz ne laisse pas beaucoup de place aux illusions les plus folles. La rencontre de mardi représentait pour le club l'occasion de signer sa première victoire à domicile dans une compétition européenne. Même le plus célèbre fait d'arme obtenu par les

Messins, en 1984 contre le FC Barcelone, avait été construit grâce à une campagne victorieuse (4-2) au Nou Camp. Lors des autres participations à une Coupe d'Europe, Hambourg, Naples, Dresde, Anderlecht et Split avaient toujours échoué les ambitions de Metz à Saint-Symphorien.

L'objectif modeste d'une « victoire à la maison » révèle également la paranoïa qui semble envahir peu à peu les clubs français. Privés à l'inter-saison de leurs meilleurs joueurs, souffrant d'un régime fiscal peu propice à des recrutements extravagants, et dotés de systèmes de merchandising embryonnaires, de nombreux clubs, comme Metz, s'interrogent sur leur avenir proche. « Malgré nos bons résultats de l'an passé, nous n'avons pas les finances pour franchir un palier supplémentaire. En terme de moyens et d'expérience, nous sommes encore loin du Racing Club de Lens. Alors l'intérêt de match en Coupe d'Europe est aussi de permettre à un groupe encore jeune de mûrir », explique Joël Müller.

En attendant de vérifier si l'écart

de moyens entre le FC Metz et les gros budgets français – Paris-SG et Marseille, surtout –, se traduira sur le terrain, les dirigeants messins tentent d'anticiper. En 2000, l'application de la loi Pasqua relative à la limitation des subventions des clubs sportifs par les collectivités locales devrait pénaliser les clubs ne disposant du soutien d'importants sponsors privés. « Nous avons déjà passé un marché public de communication avec le conseil général de la Moselle, en dehors de toute subvention. Plus tard il faudra faire face à la disparition du soutien de la mairie, c'est certain », explique Patrick Razurel, directeur administratif du club.

Mardi, la trépidation européenne a permis d'oublier momentanément ces tracés, face à une équipe incapable de se procurer une seule occasion de but. En cas de tirage au sort difficile, les Messins auraient l'occasion de se situer plus précisément parmi l'élite européenne et de s'offrir des fins de mois ambitieuses.

Fabrice Tassel

## Le Bayern de Munich renvoyé au championnat d'Allemagne

**MUNICH** de notre envoyé spécial

Ils ont battu le FC Valence, de peu, de trop peu (1-0). Ils disparaissent après le premier tour de la Coupe d'Europe de l'UEFA, cette compétition qu'ils avaient enlevée au printemps, grâce, notamment, à six victoires à l'extérieur. Et pourtant, il s'en est fallu d'un rien, mardi 24 septembre, pour que les joueurs du Bayern de Munich n'emportent un tour d'honneur. C'est en effet en presque vainqueur que Christian Ziege, Mehmet Scholl et Sammy Kuffour ont salué leurs supporters, qui continuaient à chanter en dépit de l'échec.

Il ne serait pas dit que les Munichois se laisseraient abattre par une élimination en coupe de l'UEFA : enflammée par les premiers roulements de l'automne et par les débordements de la fête de la bière, la Bavière, pays de cognac et de houblon, ne l'est guère par la coupe dite « C3 ». « La coupe des déçus », l'avait un jour brocardée le président et la conscience du Bayern, Franz Beckenbauer.

Après la sévère défaite (3-0) du match aller, à Valence, par le plus gros écart jamais enregistré par Munich en Coupe d'Europe, le milieu de terrain Mario Basler avait révélé qu'il ne mériterait pas plus de 5 marks sur un éventuel retour de son équipe. « Il faudrait pour cela que nous marquions dès le premier quart d'heure », avait-il précisé.

Son vœu a été prestement exaucé : il n'a pas fallu attendre plus de deux minutes pour voir Christian Ziege, le chouchou de l'Olympiastadion, ouvrir le score sur le premier corner, mal renvoyé par la défense de Valence. Le pari ironique de Basler paraissait alors d'autant mieux

engagé que les « bleu et rouge » obtenaient un penalty moins de dix minutes plus tard, après un nouveau corner. L'occasion pour Jürgen Klinsmann de rattraper le cours d'un début de saison difficile. En petite forme, il n'a terminé que trois des sept premières rencontres de la Bundesliga. Mais son tir peu appuyé, facilement capté par Andor Zubizarreta, le renverra à son spleen. Il le fera partager à toute son équipe.

**L'ÉCHEC DE KLINSMANN**

À Valence, les Munichois avaient baissé les bras après un quart d'heure d'attaques multiples et stériles. À domicile, leur poussée offensive aura duré une mi-temps, pas davantage. L'échec de Klinsmann a été suivi d'un régal bavarois mal maîtrisé, où chaque soliste s'est laissé entraîner à son air favori : Lothar Matthäus, d'un crochet de trop à 10 mètres du but ; Mehmet Scholl, d'une percée chaloupée, mais sans mordant, aux abords de la surface de réparation ; Basler, d'un coup franc de marabout, dans le petit filet, puis, plus tard, d'une avancée conquérante au milieu du terrain.

Mais tant d'efforts demeurèrent vains, et finirent par autoriser des Espagnols à entonner quelques staccatos de leur répertoire : passes courtes, incisives, contre-attaques assassines. À un quart d'heure de la fin, le remplaçant José Ignacio s'offrit le luxe de manquer la cible sur une action à quatre contre un. En dépit de quelques occasions (manquées), les Munichois avaient, eux, déjà renoncé.

Sans doute avaient-ils déjà la tête à ce qu'ils ont de plus cher : le championnat d'Allemagne. « Bundesliga über alles » semble en effet être la

devise du Bayern de Munich, club de stars sur la pelouse, et de notabilités (sportives et autres) dans l'encadrement. Peu inspiré par la Coupe de l'UEFA, le club bavarois n'avait ainsi inscrit que 1,5 million de marks à la ligne « Revenus de la Coupe d'Europe » sur son budget 1996-97 : engagement recouvert avec les seules recettes télé du premier tour. L'an dernier, cette compétition présentait au moins l'intérêt de permettre au club le plus populaire d'Allemagne de rentrer dans le cercle fermé des vainqueurs des trois coupes d'Europe. Seuls l'Ajax d'Amsterdam, la Juventus de Turin et le FC Barcelone avaient réussi cet exploit avant eux. Ce sont ces adversaires que les Munichois rêvent de retrouver en Ligue des Champions, épreuve plus prestigieuse et, surtout, plus rémunératrice.

Club vieux de quatre-vingt-seize ans, le Bayern se retourne volontiers sur son passé triomphal. Son staff est d'ailleurs largement composé de vieilles gloires, auteurs d'un mémorable triplé en Coupe des champions de 1974 à 1976. Aux côtés de Franz Beckenbauer, président, se retrouvent en effet Karl-Heinz Rummenigge, vice-président, Uli Hoessgen, manager, Serry Maier, entraîneur des gardiens, Gerd Müller, formateur des jeunes. Même « Katsche » Schwarzenbeck, l'ancien stoppeur reconverti en commerçant, fournit le club en matériel de bureau. Pour tous ces anciens champions, la victoire de 1996, le premier triomphe européen du Bayern depuis 1976, ne pouvait être qu'un premier pas vers la reconquête de ce prestige. Le second reste à faire.

Eric Collier

## Deux clubs français qualifiés sur cinq

**LES CLUBS** français qualifiés pour la Coupe de l'UEFA ont enregistré, mardi 24 septembre, un triste bilan à l'occasion des matches retour du premier tour de la compétition. En infligeant trois buts aux Polonais de Cracovie (3-1), Monaco a certes rejoint Metz, vainqueur (1-0) du FC Tirol, dans le clan des qualifiés pour le deuxième tour. En revanche, Guingamp, Montpellier et Lens ont été éliminés par, respectivement, l'Inter de Milan, le Sporting de Lisbonne et la Lazio de Rome.

Monaco n'a pas véritablement tremblé pour s'imposer encore une fois face au Hutuk Cracovie. Après avoir ouvert le score grâce à Sonny Anderson, les Montégasques ont laissé filer le match pour se faire remonter à la 64<sup>ème</sup> minute sur un penalty dû à une faute de Franck Dumas. Piqués au vif, les joueurs de Monaco repartirent à l'assaut du but polonais. Par deux fois, grâce à Martin (81<sup>ème</sup> min) et encore Anderson (83<sup>ème</sup> min), Monaco trouvait l'ouverture pour l'emporter largement 3 buts à 1.

Corrigé sur son terrain (3-0) par les Milanais, à l'occasion du match aller, Guingamp s'est à nouveau trouvé en mauvaise posture dès la septième minute de jeu, après une « tête » italienne, mardi soir. Virtuellement éliminés, les Bretons

ne pouvaient que tenter de sauver l'honneur : grâce au but de Christopher Wreh, à la 74<sup>ème</sup> minute, les Bretons peuvent s'enorgueillir d'avoir partagé les points avec l'Inter de Milan, qui compte dans ses rangs Youri Djorkaert, Jocelyn Angloma et autres Aaron Winter. En avant Guingamp aura tout loisir de se concentrer sur son maintien en première division et sa prochaine rencontre avec un PSG invaincu.

Lens avait également un retard à combler sur le terrain adverse. Baccus (1-0) à l'aller avait six titulaires blessés, les Lensois n'ont pas baissé les bras, alors même que la Lazio de Rome ouvrait le score juste avant la mi-temps. Dès la reprise, les sang et or sont repartis à l'assaut des buts italiens. A force d'insistance, les Lensois ont trouvé la récompense de leurs efforts, avec un but du Tchèque Vladimír Smicer (67<sup>ème</sup> min).

Seuls les Montpelliérains peuvent être franchement déçus par leur défaite (0-1). Impressionnés par leurs adversaires lors du match aller, ils se sont encore montrés trop timides pour concrétiser les occasions dont ils ont disposé en deuxième période, face à un leader du championnat portugais si peu fringant qu'il a été sifflé par son public.

■ **BOXE** : Mike Tyson a renoncé, mardi 24 septembre, à son titre de champion du monde des poids lourds WBC conquis en mars. Lennox Lewis, qui devait être son challenger dans le championnat WBC, a reçu 4 millions de dollars de compensation et disputera prochainement le titre laissé vacant à Oliver McCall. Tyson, lui, mettra en jeu son titre mondial WBA, le 9 novembre à Las Vegas, contre Evander Holyfield.

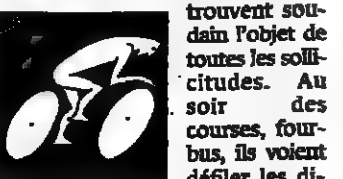
■ **CYCLISME** : le suisse Alex Zülle a conservé la première place du classement général du tour d'Espagne, mardi 24 septembre, au terme de la dix-septième étape (165,7 km entre Sabamigo et Ampuñ). Laurent Jalabert s'est classé deuxième de l'étape derrière le Colombien Oliverio Rincon. Au classement général, le Français comptait alors 1 min 10 s de retard sur Zülle.

■ **RUGBY** : le comité directeur du FC Auch a désavoué, mardi 24 septembre, l'équipe dirigeante en place. La liste « d'opposition », dans laquelle figure Jacques Fouroux, devrait s'installer prochainement aux commandes du FCA, marquant ainsi, sauf nouveau coup de théâtre, le retour de l'ex-entraîneur du XV de France dans le giron du rugby à quinze, après une longue escapade chez les « frères ennemis » du XIII (Corres.)

## Le peloton français ne crie plus misère

1997 verra la création de deux nouvelles équipes et des budgets en hausse

**LE CYCLISME** français redécouvre l'abondance. Après une année 1996 passée à sucer les cailloux dans la quasi-indifférence des sponsors, les coureurs se retrouvent soudain l'objet de toutes les sollicitudes. Au soir des courses, fourbus, ils voient défiler les directeurs sportifs.



CYCLISME

Les débâcles de la saison dernière, à coups de zéros sur les chèques, Marc Durant (Agriguel-La Creuse), Stéphane Javellet (Aubervilliers-93), Yvon Sanquer (Municipalité de Seine-et-Marne), tous ceux qui avaient sauvé l'emploi dans le peloton cette saison et conservé avec des bouts de ficelles un cyclisme français présentable ne peuvent que constater leur impuissance devant cette féroce concurrence.

Deux nouvelles équipes aux énormes ambitions vont en effet faire leur apparition en 1997. Cof-

dis, dirigée par Cyrille Guimard, se lance pour trois ans dans le peloton avec un budget annuel oscillant entre 25 et 30 millions de francs. La Française des jeux, créée par Marc Madiot, s'est inscrite pour la même durée avec un budget avoisinant également 30 millions de francs. Dans le même temps, Vincent Lavenu a réussi à faire considérablement engraisser son équipe Petit Casino, dont les ressources quadruplent, passant de 6 à près de 25 millions de francs. L'équipe GAN, la pionnière, qui a prolongé d'un an sa présence dans le cyclisme, ferait presque figure de parent pauvre avec ses 25 millions de francs, quand, cette saison, elle faisait l'envie de tous. En ajoutant Festina, formation andorane devenue française cet été, cinq équipes hexagonales vont pouvoir prétendre en 1997 à la première division quand il n'en figurait qu'une au début de 1996.

Dans un milieu aussi restreint, l'appel d'air est énorme, et le peloton français devrait passer de cent dix à cent quarante unités. Parallèlement, l'afflux d'argent n'a pas suffi à faire rentrer les vedettes françaises, Laurent Jalabert ou Luc Leblanc, déjà bardées de solides contrats à l'étranger. Les formations hexagonales auront donc souvent des chefs de file étrangers : l'Anglais Chris Boardman à GAN, l'Américain Lance Armstrong à Cofidis, sans doute le Suisse Pascal Richard à Petit Casino, et l'Anglais Maximilian Sciandri à La Française des jeux.

**INTÉRÊT RÉCUPÉRÉ**

L'élargissement de la couverture télévisée des épreuves, le succès populaire qui ne se dément pas, l'intérêt du public : réminiscence pour ce sport, mais également la professionnalisation d'un milieu qui a su rénover son image, expliquent l'engouement des nouveaux comman-

ditaires. L'élargissement de la couverture télévisée des épreuves, le succès populaire qui ne se dément pas, l'intérêt du public : réminiscence pour ce sport, mais également la professionnalisation d'un milieu qui a su rénover son image, expliquent l'engouement des nouveaux comman-

ditaires. L'élargissement de la couverture télévisée des épreuves, le succès populaire qui ne se dément pas, l'intérêt du public : réminiscence pour ce sport, mais également la professionnalisation d'un milieu qui a su rénover son image, expliquent l'engouement des nouveaux comman-

ditaires. L'élargissement de la couverture télévisée des épreuves, le succès populaire qui ne se dément pas, l'intérêt du public : réminiscence pour ce sport, mais également la professionnalisation d'un milieu qui a su rénover son image, expliquent l'engouement des nouveaux comman-

der de notoriété : « Nous allons donc nous rendre à la rencontre du grand public, sur les routes. » La Française des jeux invoque les mêmes arguments. « Le cyclisme est un des rares sports où des gens souffrent sans en avoir conscience », résume Agnès Gougeat, la responsable du sponsoring cycliste de GAN. Avant de revenir dans le peloton après vingt ans d'absence, la compagnie d'assurances était le troisième nom qui venait à l'esprit des sondés quand il leur était demandé de citer une entreprise de ce secteur. Quatre ans plus tard, GAN est devenu le premier.

Agnès Gougeat possède un dossier où sont classées les coupures de journaux relatives à l'équipe : la pile atteint 80 centimètres de haut. Depuis le record de l'heure de Chris Boardman, la revue de presse s'est encore étoffée et internationalisée. Pour le seul Tour de France, les retombées télévisées ont été évaluées à 17 millions de francs. L'équipe de Roger Legeay s'est particulièrement illustrée en 1996, remportant près de quarante victoires à ce jour.

Mais, en 1995, la formation n'avait guère brillé. Le sponsoring cycliste reste un investissement à risque. « En quatre ans, nous avons tout connu, admet Agnès Gougeat. Cette année, nous étions la seule grosse équipe française avec Festina. En 1997, la visibilité sera à partager avec la concurrence. »

La bagarre pour montrer son maillot à l'avant du peloton risque donc d'être féroce la saison prochaine, et La Française des jeux regrette toujours amèrement d'avoir dû différer d'une année son arrivée dans le peloton. En 1996, Marc Madiot croyait bien avoir tout réglé : il avait un budget, une équipe et même un chef de file qui venait de donner son accord. Malheureusement, le veto du ministère du budget réduisait à néant ses efforts. L'équipe volait en éclats et le leader signalait in extremis avec Deutsche Telekom : Bjørn Riss allait gagner quelque mois plus tard le Tour de France sous les couleurs allemandes.

Benoît Hopquin



## Deux éclipses dans le ciel d'automne

La Lune et le Soleil vont passer successivement dans la pénombre. Ces manifestations spectaculaires de la mécanique céleste ont contribué au progrès de l'astronomie

Deux éclipses, de Lune puis de Soleil, seront dans les prochains jours visibles depuis la France métropolitaine. Dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 septembre, la Lune disparaîtra dans l'ombre de la

Terre, et le 12 octobre, notre satellite masquera partiellement le Soleil au regard des observateurs terrestres. Ceux-ci devront prendre quelques précautions pour protéger leurs yeux de ses rayons. L'observation

de ces phénomènes, connus depuis l'Antiquité, et prédits avec toujours plus de précision, a permis à l'astronomie de faire de grands pas. Aujourd'hui, un dispositif installé au cœur des télescopes, le coron-

graphe, permet de simuler des éclipses pour observer la couronne solaire. Mais, pour peu qu'elle soit totale, l'éclipse de Soleil continue de passionner les astronomes.



Le mécanisme de l'éclipse de Lune repose sur le passage de notre satellite dans le cône d'ombre de la Terre. L'éclipse de Soleil s'appuie sur le fait que, lors d'une conjonction, la Lune vient projeter son ombre sur la surface du globe terrestre. Ici, France, la prochaine éclipse totale de Soleil aura lieu le 21 août 1999.

de l'astronomie et ancien président de la Société astronomique de France. Des textes rapportent qu'en l'an 2160 avant J.-C., deux astronomes impériaux avaient été exécutés pour n'avoir pas prédit une éclipse de Soleil qui avait causé une grande terreur. Depuis, la précision des prédictions n'a cessé de s'améliorer, pour atteindre aujourd'hui le dixième de seconde.

en prédisant l'éclipse de Soleil du 16 juin 1806. Cette révolte tourna court. Tout comme celle menée par l'esclave noir américain Ted Turner, qui avait vu dans l'éclipse du 12 février 1831 un signe lui enjoignant de libérer son peuple.

Ces anecdotes ne doivent pas porter ombrage aux avancées scientifiques suscitées par l'observation attentive de ces phénomènes. C'est en remarquant que l'ombre portée de la Terre sur la Lune, pendant l'éclipse de Lune, était circulaire, qu'Aristarque de Samos (310-230 envi-

ron avant notre ère) a pu apporter l'une des premières preuves de la rotondité de la Terre. Mieux : il a pu évaluer les distances de la Lune et du Soleil à la Terre.

**EINSTEIN CONFIRME**  
Mais la contribution la plus fructueuse au progrès scientifique revient en fait à l'observation des éclipses de Soleil. Lorsque notre étoile se trouve entièrement occultée, elle dévoile une intense activité périphérique qui, en temps normal, échappe au regard, parce que

### Attention les yeux !

L'observation d'une éclipse de Lune ne présente pas de danger car notre satellite est alors plongé dans l'ombre de la Terre. Si l'atmosphère s'y prête, la lumière orangée qui en émane peut être regardée sans précautions et la surface de la Lune observée grâce à un petit télescope ou à de bonnes jumelles. Pour une éclipse de Soleil, il en va tout autrement. « Regarder le Soleil en face, ne serait-ce que pendant dix secondes, peut causer des dégâts irréversibles à la rétine », prévient Serge Kouchimi, de l'Institut d'astrophysique de Paris.

Même en partie masqué par la Lune, le Soleil reste dangereux pour l'œil. Pour s'en protéger, pas moins de quatre ou cinq paires de lunettes de Soleil seraient nécessaires. Aussi Serge Kouchimi recommande-t-il à l'observateur amateur de se munir avec un masque de soudure ou, à défaut, d'interposer entre ses yeux et notre étoile deux morceaux de Mylar, un textile très finement tissé, pour faire écran. Ainsi équipé, et pour peu que le ciel soit dégagé, on pourra admirer, samedi 12 octobre à partir de 15 h 4, l'occultation partielle de l'astre du jour.

## Le nouveau directeur de l'Inserm définit son programme

SIX SEMAINES après sa nomination au poste de directeur général de l'Inserm (Le Monde du 20 juillet et daté des 28-29 juillet), le professeur Claude Griscelli a dévoilé il y a quelques jours les grands axes de la politique qu'il entend mener à ce poste. Soucieux de ne pas alimenter la polémique avec son prédécesseur Philippe Lazar, le professeur Griscelli a tenu à souligner qu'il prenait la tête d'« un organisme bien organisé, sain et doté de moyens financiers tout à fait acceptables ».

L'année 1997 sera néanmoins marquée, pour l'Inserm, par d'importants efforts d'adaptation. Le nouveau directeur général a pris la décision de « conserver aux unités de recherche de soutien des programmes comparables à ceux de l'année précédente, voire dans certains cas augmentés ». « Je pense que les chercheurs seront étonnés de ce qu'ils pourront en fine recevoir, l'argent arrivant directement aux unités de recherche dépassera, hors salaires du personnel, 400 millions de francs », nous a expliqué le professeur Griscelli. Mais cela ne sera possible qu'au moyen d'une réduction des crédits de fonctionnement administratifs de plus de 10 %. Le budget global de 1997 se situe aux alentours de 2,7 milliards de francs (y compris les ressources externes). Il n'a pratiquement pas bougé en francs courants (+ 0,31 % par rapport à 1996), ce qui, compte tenu de l'inflation, correspond à une très légère baisse en francs constants.

### « Une stratégie et une politique fondées sur l'animation et la coordination »

Le nouveau directeur général d'enlève pas « pour l'instant » de bouleverser la structure complexe qui, au sein de l'Inserm, a pour objet de procéder aux évaluations de travaux de recherche menés dans cet institut. Les nombreuses commissions spécialisées et le conseil scientifique restent donc pour l'heure en place. Le professeur Griscelli va néanmoins mettre prochainement en place une « mission scientifique » étroitement associée à la direction générale.

« Jusqu'ici, le directeur général n'était entouré que de quelques scientifiques qui l'aidaient dans des choix pas toujours faciles, explique le professeur Griscelli. Ce système est à mes yeux très insuffisant. Cette nouvelle « mission » m'aidera à définir une stratégie et une politique fondées sur l'animation et la coordination de la recherche. Il nous faut beaucoup plus d'écoute, de visites de terrain et de proximité. » Les nominations de membres de cette future mission sont imminentes.

L'heure n'est plus, pour le nouveau directeur général, aux généralités qui ont pu prévaloir dans le champ de la recherche nationale. En d'autres termes, il faudra travailler, selon lui, les moyens de collaborations véritables au service de la santé humaine, avec le CNRS, l'INSERM, le CEA. « J'estime que la déontologie et l'éthique imposent aujourd'hui une politique de grande ouverture. Il faut en finir avec la concurrence, faire preuve de solidarité, nous soutenir mutuellement. »

Au-delà des grandes thématiques fondamentales de la recherche médicale (généétique, biologie cellulaire, neurosciences, cancérologie, microbiologie infectieuse et métabolisme), l'accent devrait, enfin, être mis sur la recherche clinique et la santé publique, l'Inserm devant nouer de nouveaux moyens avec le monde hospitalo-universitaire dont il est, pour partie issu.

Pierre Le Hir

Jean-Yves Nau

## La crise de la « vache folle » entretient les soupçons sur certains insecticides

Des éleveurs d'outre-Manche accusent les produits organo-phosphorés d'être l'une des causes de l'épizootie, mais les scientifiques restent sceptiques

UNE « VACHE FOLLE » n'y retrouverait pas ses prions. Alors que la Grande-Bretagne vient de suspendre son plan d'abattage sélectif de bovins, sur la foi d'une étude selon laquelle l'épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) s'étendrait d'elle-même d'ici cinq ans (Le Monde du 21 septembre), des fermiers anglais accusent certains insecticides, dits « organo-phosphorés », d'être tout à la fois l'une des causes de l'épizootie et l'origine de troubles de la santé chez les éleveurs de moutons. Ces soupçons laissent la plupart des chercheurs dubitatifs. Ils témoignent, toutefois, de la confusion entourant un dossier qui demeure, pour la communauté scientifique, une énigme.

Les produits chimiques incriminés sont familiers aux paysans. Les organo-phosphorés, molécules de synthèse développées dans les années 50, ont, depuis plusieurs années, remplacé les organo-chlorés - et notamment le lindane - rendus dangereux par leur rémanence, dans la lutte contre les parasites des animaux. Utilisés à grande échelle sur les bovins, surtout pour la prophylaxie du varron (larve provoquant des tumeurs sur l'épiderme), ils

sont aussi très largement employés pour traiter les ovins contre les tiques, poux et autres acariens de la gale. Une fois par an, moutons et brebis vont au « bain » ou passent à la « douche » : on les débarrasse ainsi des intrus.

Ces « agents nettoyants », qui agissent sur le système nerveux des parasites, auraient-ils des effets eux aussi indésirables ? On peut aujourd'hui, sur Internet, tout savoir de la maladie de la

d'éleveurs suspectait ces mêmes substances d'affaiblir les défenses immunitaires du cheptel et les tenait pour un facteur probable, parmi d'autres, du développement de la maladie.

Ces présomptions paraissent tout simplement farfelues au professeur Michel Franc, responsable de l'unité de dermatologie et de parasitologie de l'Ecole nationale vétérinaire de Toulouse : « Les mécanismes d'action des organo-phosphorés sont bien connus. Je ne

de vérification expérimentale « rien ne permet de mettre en cause les organo-phosphorés ».

Ceux-ci n'en sont pas quittes pour autant. Début 1996, des habitants du nord de la France ont découvert, en ouvrant leur boîte aux lettres, un tract qui les mettait en garde contre la consommation de « mouton plein de matières toxiques ». Ce feuillet, tiré à vingt mille exemplaires et rédigé par quelques « activistes » anglais hostiles à l'exportation des moutons britanniques vers le continent, dans des conditions sanitaires selon eux déplorables, affirmait que les organo-phosphorés provoquent - mais cette fois chez les bergers - « amnésie, perte de coordination, douleurs dans les membres et les articulations, léthargie... ».

Ce n'est pas tout ! Le très sérieux Financial Times, dans son édition du 1<sup>er</sup> mai 1996, rapportait les surprenants travaux d'un médecin espagnol. Celui-ci aurait mis en évidence une multiplication par quatre des cas de suicide, au voisinage des terres où sont pulvérisés, sur des plantations donc, des organo-phosphorés. Un argument saisi au vol par les partisans d'une interdiction de l'usage de cette famille de pro-

### « Je pratique trente mille douchages d'ovins par an et, croyez-moi, je ne suis pas candidat au suicide ! »

« vache folle » : le peu que l'on connaît, tout ce que l'on ignore et même ce que d'aucuns supputent. Par exemple, l'hypothèse de Mark Purdy.

Selon cet agriculteur britannique, un type d'organo-phosphorés modifierait la structure du prion et favoriserait ainsi l'apparition de l'ESB. Il n'est pas seul à défendre des thèses semblables outre-Manche. En mai 1996, un article publié par un groupement

vois pas quel lien sérieux on pourrait établir avec l'ESB. » Chantal Boulard, qui dirige l'unité d'immunopathologie des maladies parasitaires de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), à Nouzilly (Indre-et-Loire), se montre plus nuancée : « L'hypothèse théorique d'une modification de la structure du prion par une substance médicamenteuse ne peut être exclue », admet-elle. Mais elle ajoute qu'en l'absence

entre Cuba

Publicité for 'Direct' magazine. The ad features a large, stylized image of a person's face, possibly a woman, with the word 'Direct' prominently displayed. Below the image, there is text in French, including 'Direct', 'Direct', and 'Direct'. The ad also mentions 'Direct' and 'Direct' in various contexts, suggesting a focus on direct communication or direct action. The overall design is modern and eye-catching, typical of magazine advertisements from the mid-1990s.



## L'autre Cuba

A 1 000 kilomètres de La Havane, dans la province de l'Orient, le castrisme crépusculaire fait bon ménage avec la mémoire française de l'île

**SANTIAGO DE CUBA**  
de notre envoyé spécial  
Oublié du reste du monde, à des centaines de kilomètres de La Havane, la première capitale coloniale de Cuba conserve avec autant de soin la Casa Diego-Velasquez, plus ancienne demeure espagnole des Amériques (1516) et la caserne de La Moncada, point de départ de la geste révolutionnaire de Fidel Castro (1953). Santiago est également un port sur la mer des Caraïbes, la seconde cité cubaine (400 000 habitants) et le siège d'un gigantesque carnaval en juillet après la récolte de la canne à sucre.

Plus soignée que La Havane, elle est entourée de collines édeniques, chargées de bananiers, manguiers, caféiers, cacaoyers, sapotilliers sans compter le poa, arbuste qui prodigue sur grèves et chemins son fruit de bois en forme de cœur. Les pepillos, écoliers en mal d'argent de poche, font commerce de ce fruit en le mêlant à des escargots rayés rouge, jaune, vert et blanc comme une serviette de plage. Les vendeurs vous suggèrent quelquefois un apéritif turc avec leur sucre aisé ou avec eux-mêmes.

Quelle joie en tout cas de découvrir enfin dans un pays du Sud le moindre village avec tous ses enfants vraiment scolarisés jusqu'à seize ans ; avec des dispensaires qu'utilisent même les voyagistes luppés ; des rues populaires sans ordures ni flaques d'urine, rats et monchies ; des transports en commun, bon marché ! Quel

contraste avec les cloaques en déshérence d'Haïti ou de Saint-Domingue, proches voisins pourtant gâvés, eux, d'aide internationale ! Sur les pentes fraîches de la Sierra-Maestra, dont Castro fit un temps le plus fameux maquis de l'après-1945, on se croit, question nature, dans le Vivalais ou en Savoie après avoir serpenté au milieu des peupliers et des conifères. Du rocher de Gran-Piedra (1 220 mètres), l'œil se réjouit d'embrasser par temps clair le canal du Vent, l'un des plus spectaculaires panoramas de la zone des Antilles, d'Haïti à la Jamaïque, avec, en prime, un coup d'œil indiscret sur la base américaine de Guantanamo, enkystée dans la côte cubaine depuis 1903.

Ce Cuba de l'Orient, cubanissime, vert et intact, était ignoré jusqu'à peu des étrangers, fascinés par les atermoiements plus ou moins falsifiés de la capitale, même par temps de rigueur socialiste. C'est pourtant entre Santiago et Baracoa qu'a commencé l'histoire moderne de Cuba : le 28 octobre 1492, Christophe Colomb, attiré par la montagne parfaitement tabulaire de l'Eschme, aborda près du rio Miel, sur le site de la future bourgade de Baracoa et y planta une croix de bois qui se voit toujours dans l'église Nuestra-Señora-de-la-Concepcion.

Les murailles du ci-devant fort ibérique, haut perché, ne protègent plus maintenant que les secrets de l'authentique cuisine créole, du chou farci Ancien Régime (français) au poisson cuit dans le lait de coco (façon indigène), sans omettre le cochon grillé (à la manière des boucaniers).

Rayon sentiments, la fraternité latine est une autre grâce cubaine, offerte à tout voyageur doté des racines adéquates, avec une préférence marquée pour les Français qui s'en étonnent et parfois s'en offusquent. Cette bonne manière inattendue surviva-t-elle à l'afflux des envoyés de l'Hexagone (55 000 en 1996, sur un total de près d'un million de visiteurs chez une nation de onze millions d'âmes) et au retour du Club Méditerranée et autres Industriels du voyage ? Cette francophilie présente en



DESIRUS POLICE

tout cas de solides bases historiques et politiques et une réelle assise dans l'opinion, surtout lorsque Paris tient tête aux Yanquis.

Car si le système économique désastreux du castrisme est voué aux gémonies par les gens, en revanche, ils soutiennent à fond sa diplomatie nationaliste qui leur donne le délicieux sentiment d'exister, de résister, « d'être la plus petite des grandes puissances ». Dans l'entourage de « Fidel », on évoque volontiers sa « correspondance secrète avec de Gaulle », échangée après ce jugement du *Lider maximo* sur le général : « C'est un rebelle comme moi ! » Chaque cigarière en usine qui roule ses havanes sur fond de lecture collective d'un roman d'Aragon ou de Verne traduit en espagnol sait que ces coquins de Français sont, avec les Espagnols, les deuxièmes fumeurs mondiaux de cigares cubains.

### « CHACUN SON HEREDIA ! »

Nous n'avons pas en commun avec Cuba que l'esprit d'indépendance et la tabagie. Après la Révolution de 1789, quelque six mille familles françaises fuyant la Terreur noire à Cap-Haïtien se réfugièrent dans la partie orientale de l'île, alors possession de Madrid ; de Baracoa à Guantanamo via

Santiago, ces réfugiés politiques introduisirent de performantes techniques nouvelles (votries, engrais chimiques, cultures en terrasses, etc.) sans parler du café ; elles apportèrent également un art de vivre qui se retrouve dans des danses collectives comme la *tumba francesa*, mi-menue mi-rigodon ; les mulâtres guantanameros la pratiquent encore de nos jours avec des gestes et des tenues venues directement du Versailles de Louis XVI. Ça et là, à travers l'est de Cuba, des noms sur les portes rappellent en outre notre apport démographique : Graudy, Dodineau, Gautier, Ribaud, Lemue, Proudon, etc.

Santiago continue évidemment d'entretenir avec dévotion le mausolée du dernier médecin de Napoléon I<sup>er</sup>, Antomarchi (1780-1838), et sort des cartons, pour les personnalités françaises de passage, son testament rédigé « au nom de Dieu et d'Isabelle II, reine des Espagnes ».

Notre José María de Heredia (1842-1905), cubano-français, auteur des *Trophées*, est quasi inconnu parmi les Cubains, tandis que leur José María de Heredia (1803-1839), ignoré en France, est un célèbre écrivain hispanophone préromantique et l'un des premiers militants de l'indépendance nationale. C'est à cet Heredia-là, oncle du nôtre et occupant de la maison de Santiago, que certains attribuent aussi le triangle rouge du drapeau de l'île dont les trois côtés symbolisent la devise d'origine française « Liberté, Égalité, Fraternité ». A Cuba, à Santiago de Cuba en particulier, un Français ne se sent jamais complètement étranger.

historique des Napoléonides, partiellement inattendu sous ces latitudes ; cela va de la brosse à dents armée de Napoléon I<sup>er</sup> à l'écritoire de voyage de Napoléon III, du portrait de Caroline Murat, reine de Naples, par Gérard, au nécessaire de peinture de l'impératrice Marie-Louise.

Si vous effectuez un petit parcours à travers la francophilie cubaine, attention, cependant, de ne pas confondre Heredia et Heredia ! Les accompagnateurs santiagueros, de peur de décevoir leurs clients français, sans parler des guides imprimés à Paris, pêchant par vérification insuffisante, laissent croire que la *Casa Heredia*, avec sa collection de pots de chambre et les oranges de son patio, est celle de l'académicien français et ronflant poète parnassien : c'est faux, archifaux.

Notre José María de Heredia (1842-1905), cubano-français, auteur des *Trophées*, est quasi inconnu parmi les Cubains, tandis que leur José María de Heredia (1803-1839), ignoré en France, est un célèbre écrivain hispanophone préromantique et l'un des premiers militants de l'indépendance nationale. C'est à cet Heredia-là, oncle du nôtre et occupant de la maison de Santiago, que certains attribuent aussi le triangle rouge du drapeau de l'île dont les trois côtés symbolisent la devise d'origine française « Liberté, Égalité, Fraternité ». A Cuba, à Santiago de Cuba en particulier, un Français ne se sent jamais complètement étranger.

Jean-Pierre Péroncel-Euzog

## PARTIR

■ **SENTIERS TYROLIENS.** L'automne est l'une des plus belles saisons pour parcourir plus de 10 000 km de sentiers balisés dans les Alpes tyroliennes. En septembre et en octobre, à partir du village de Stans, à 25 km d'Innsbruck, à l'hôtel Schwarzbrenn (piscine couverte, jacuzzi, sauna), où la semaine en chambre double et demi-pension est facturée 1 995 F par personne ; ou du village de Palpinas, à 15 km d'Innsbruck, à l'hôtel Stubaierhof, un établissement de pur style tyrolien : 7 nuits pour 2 170 F par personne en chambre double et demi-pension.

\* Tyrolhotels, 8, boulevard de la Madeleine, 75008 Paris, tél. : (1)-44-51-03-20.

■ **DES CHEFS A BOSTON.** La première édition du Festival « Art et gastronomie français » est prévue à Boston, sur la côte Est américaine, du 20 au 26 octobre. Des chefs américains recevront, dans de prestigieux restaurants, dix chefs français représentant chacun une région de l'Hexagone. Wingate Travel propose un circuit de 8 jours qui, outre la découverte de Boston et du Massachusetts (Harvard, Salem, Plymouth, Cape Cod), permettra de profiter des animations du Festival : dîners-dégustation, conférences thématiques, ateliers (chocolat, pain), expositions et concerts de musique baroque. A partir de 9 400 F par personne en chambre double et petit-déjeuner à l'hôtel. Méridien ou similaire (non compris les excursions et repas dans les restaurants d'accueil) avec le vol American Airlines de Paris.

\* Informations et réservations au (1)-42-34-45-65.

■ **FESTIVAL CRÉOLE.** Organisé du 25 au 31 octobre, le Festival créole de Victoria, à Mahé, la plus grande île des Seychelles, dans l'océan Indien, permettra de découvrir la culture mélangée d'un peuple où se côtoient les descendants d'Africains, de Malgaches, de Français et d'Anglais dont la langue commune est le créole. Au programme : concerts, danses, expositions d'art traditionnel et manifestations centrées sur la littérature, la mode et le théâtre. Austral propose un forfait de 10 jours/7 nuits à partir de 9 245 F par personne en demi-pension avec vol A/R.

\* Office du tourisme des Seychelles, 32, rue de Ponthieu, 75008 Paris, tél. : (1)-42-89-97-77. Austral : (1)-45-61-47-25 et à Rennes au 99-30-30-40.

### Carnet de route

● **Acaba.** D'Ody-Sud, La Havane est desservie par AOM et par Cubana de Aviacion, qui rallie Santiago de Cuba via La Havane (vol direct au retour).

● **Chinot.** Subtropical. La saison dite « sèche » s'étend de novembre à avril.

● **Vol.** Museo neolítico, 1159, rue San Miguel, Ronda Vedado, La Havane (tél. : 79-14-60 ou 12).

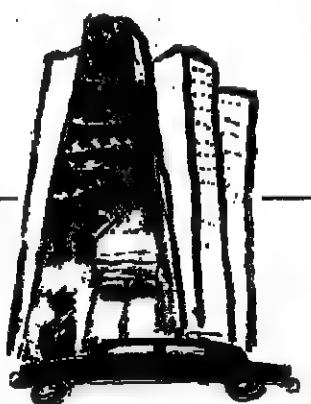
● **Le voyage.** Spécialiste de la destination, Havanatour (tél. : (1) 44-51-50-95 et 96, Minitel 3615 HAVANATOUR) programme notamment deux circuits d'une semaine bien rodés et culturellement élaborés : « Cuba, 1492 » (6 900 F, avion compris), centré sur la découverte de l'île par Colomb, les traces françaises dans l'est de Cuba, la vie créole à Santiago et Guantanamo, plus une journée dans la capitale ; « Perle des Caraïbes », centré sur La Havane, les sierras et les plaines de l'Ouest et la plus connue des plages cubaines, Varadero (7 100 F). Également proposé, un « Tout Cuba » en deux semaines (10 300 F), circuit complet de l'île, de Pinar del Rio à Santiago de Cuba via les sables de Varadero. Autres spécialistes : Marsans et Vacances Air Transit.

● **Se renseigner.** Office du tourisme de Cuba, 280, boulevard Raspail, 75014 Paris, tél. : (1) 45-38-90-10.

### Palaces en soldes à New York

Révoilà les années noires, 1991-1992, durant lesquelles les hôtels de New York, à moitié vides, négociaient par téléphone les remises de prix avec les clients. La reprise est de toutes les conversations, les hôteliers se disent comblés, 80 % de taux de remplissage cette année, y compris en août. Un record. N'empêche, les businessmen ont appris à se méfier. Désormais, ils jouent la carte de la rentabilité au jour le jour. Suivant l'exemple des compagnies aériennes, ils ont adopté le *yield management*, la gestion optimale de chaque chambre (comme celle d'un siège d'avion) en ajustant les tarifs au mieux.

« On adapte le prix à la demande »,



son toit d'une piscine, et sur deux étages d'un club de remise en forme avec squash et terrain de basket. « Une vingtaine de tarifs différents sont négociés chaque année pour nos 450 chambres standards », précise le manager. Toutes identiques, celles-ci, équipées de fax, lecteur de CD, téléphone avec messagerie intégrée et magnétoscope, possèdent un rare confort. C'est à deux pas de Central Park et des emporiums chics des stylistes dernier cri.

« Encore faut-il que ces tarifs « réduits » soient diffusés jusqu'à la veille des

explique Steven Pipes, directeur général du Parker Méridien, 4 étoiles luxe, disposant sur

deux étages d'un club de remise en forme avec squash et terrain de basket. « Une vingtaine de tarifs différents sont négociés chaque année pour nos 450 chambres standards », précise le manager. Toutes identiques, celles-ci, équipées de fax, lecteur de CD, téléphone avec messagerie intégrée et magnétoscope, possèdent un rare confort. C'est à deux pas de Central Park et des emporiums chics des stylistes dernier cri.

« Encore faut-il que ces tarifs « réduits » soient diffusés jusqu'à la veille des

départs, représentant « 30 % à 40 % des décisions de voyage », indique Steven Pipes. Et l'Américain de saluer la démarche de Francis Reverse, PDG de l'agence de voyages électronique Réducteur-Dégriftour, qui présente sa programmation exclusivement sur les écrans du Minitel avec réajustements permanents. Réducteur (3615 RT, 1,01 F à 2,23 F la minute) accorde 20 % à 30 % de réduction sur le prix public moyen. Dégriftour (3615 DT) liquide sous forme de « produits blancs » les inventus à 40 % de leur prix, de un à quinze jours du départ. Les voyageurs malins sauront identifier les offres de Dégriftour en comparant les descriptifs, très ressemblants, à ceux de Réducteur. Sous le label « luxe » (3615 RTluxe ou DTluxe), les séjours dans les palaces garantissent l'octroi d'une chambre « supérieure ».

Jean-Pierre Péroncel-Euzog

Exemples : semaine au Parker Méridien (vol Tower Air de Paris), chambre avec vue sur Central Park, à 6 960 F avec Réducteur Luxe - au lieu de 6 290 F, dans étages bas, chez Réducteur.

Autre palace, le Waldorf Astoria, 5 étoiles luxe (1 100 chambres), rénové à grands frais dans le style arts déco de l'année d'ouverture, 1931. Par fax, Fred Lenthold, directeur des ventes internationales, un ancien de Lufthansa, ajuste ses prix avec Frédéric Bannat, responsable de la production Réducteur-Dégriftour. Une grille de prix est annoncée. Dès le 10 octobre, la semaine au Waldorf Astoria (avec vol Tower Air) devrait être démarquée autour de 5 000 F (Dégriftour). Aujourd'hui, elle est à 5 850 F (Réducteur).

Florence Evin

**EVASION**

**Directours**

CHYPRE : 2 090 F  
Vol + hôtel + Limmassol  
CRETE : 1 825 F  
Vol + hôtel + 1/2 pension  
USA 48 voling + auto + 120 minutes au choix  
- FLORE : 2 090 F  
- CALIFORNIE : 3 530 F  
- LOUISIANE : 3 540 F  
départs quot. Base 3=200 F. Base 2=100 F. 3  
Minitel 3615 DIRECTOURS (129 F min)  
80, avenue des Champs-Élysées - 81  
Tél. : 01 42 52 52 52 - Fax : 01 42 52 52 52

**Directours**

SPECIALISTE OMAN et EMIRATS  
DUBAI 11 : 3 850 F  
vol rég. + appartement luxe  
OMAN : 81, circuit 404 : 6 450 F  
vol rég. + 004 (Pajero) + hôtels 4\*\*\* P.  
dél. 3 départs/semaine Paris et province  
OMAN 81, séjour plage : 5 490 F  
vol rég. + hôtel 4\*\*\* plage pl. déj. amicalité 4

**DÉGRIFTOUR**

SAINT MARTIN / MARIGOT  
7 Nuits Hôtel 3\*\*\* Petit déj. Vols A/R  
Départ Paris : 3 800 F 5 481 F

AIX-LES-BAINS  
6 Nuits Hôtel 3\*\*\*  
Petits déjeuners - Remise en forme  
2 680 F 3 780 F

PARIS - BORMAY / DELHE  
Départ Paris : 2 770 F 4 080 F  
3515 DT (129 F min) 3 333 F min  
Aéroport : 21 60 61 67 12 22 61 67

**Saint-Rémy-de-Provence**

**Hôtel Ville Verte** \*\*  
au centre du village  
1 semaine en 1/2 pension  
à partir de 1 400 F  
en chambre double  
Piscine couverte et chauffée  
Prêt de bicyclette  
Tél. : 90.92.06.14 - Fax : 90.92.56.54

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
Hautes-Alpes - Parc Régional  
à 5 km de SAINT-VERAN  
Soleil - Calme - Randonnées pédestres  
V.T.T. - Pêche - Rattrapage  
**HÔTEL LE CHAMOIS** \*\*  
Logis France / Michelin  
1/2 pension : 271 F  
Tél. : 92.45.83.71 - Fax : 92.45.88.58

**DEMARQ VOYAGES**

Catalogue DEMARQ

FRANCE Week-End 32h Vol AIR + Hôtel + P.D. Dép. Paris 2440 F 1590 F  
GUADALOUPE 8/7h Vol AIR + Hôtel + P.D. Dép. Paris 4300 F 2990 F  
BULGIE 8/7h Vol AIR + Hôtel 3\* + P.G. + Vin 3300 F 2590 F

3617 DEMARQ - 3617 DEMARQ

**HOTEL HOTEL**

Profitez des maintenant de  
50% de réduction sur des  
HÔTELS INTERNATIONAUX  
Quatre et Cinq Étoiles  
un plein cœur de  
**LONDRES & PARIS**  
Partez de  
**FF360**  
Pour tout renseignement  
N° Vert 05 90 69 79  
Email: hotel.hotel@total.pipes.com

**ANY WAY**  
VOYAGES  
PROMOS SÉJOURS

GUADALOUPE : 9 jours  
Vol + hôtel 2\*\*\* 3 690 F\*

CUBA : 15 jours  
Vol + hôtel 2\*\*\* 4 990 F\*

KENYA : 9 jours  
Vol + hôtel 3\*\*\* 4 190 F\*

BALI : 9 jours  
Vol + hôtel 3\*\*\* 6 990 F\*

\* A partir de  
Rén : 40.28.04.74 - 3615 ANY WAY  
46 rue des Lombards - 75001 PARIS

**SPÉCIAL TOUSSAINT**

A ROME du 31/10 au 03/11/96 2 050 F\* (4 jours/3 nuits)  
Prix à partir de par personne comprenant :  
le transport en avion au départ de Paris + les transferts A/R aéroport-centre ville + le  
logement en chambre double hôtel\*\* en petit déjeuner. Taxes aériennes en sus (70 F).

A FLORENCE du 31/10 au 03/11/96 1 700 F\* (3 jours/2 nuits)  
Prix à partir de par personne comprenant :  
le transport par train de nuit en couchette 2<sup>e</sup> cl. Au départ de Paris ou Dijon + les  
transferts A/R gare/hôtel + le logement en chambre double hôtel\*\* petit déjeuner.

Tél : 44.51.39.27  
MINITEL 3615 (1,29 F min)  
Cit Evasion

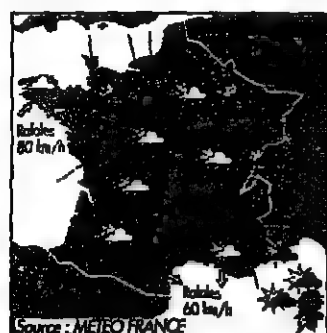
**cit**  
Compagnie Indépendante de Tourisme



هكذا من لا يملك

## Pluie par l'ouest, belles éclaircies ailleurs

**JEUDI MATIN**, quelques pluies faibles se produiront sur la pointe de la Bretagne. Le vent de sud-ouest soufflera à 60 km/h en rafales près des côtes. De la Bretagne à l'Aquitaine, les nuages et les éclaircies alternent. Sur Languedoc-Roussillon il fera beau, avec une tramontane soufflant à 90 km/h en rafales. Sur le Sud-Est et la Corse, les nuages seront abondants, avec quel-



Prévisions pour le 26 septembre vers 12h00

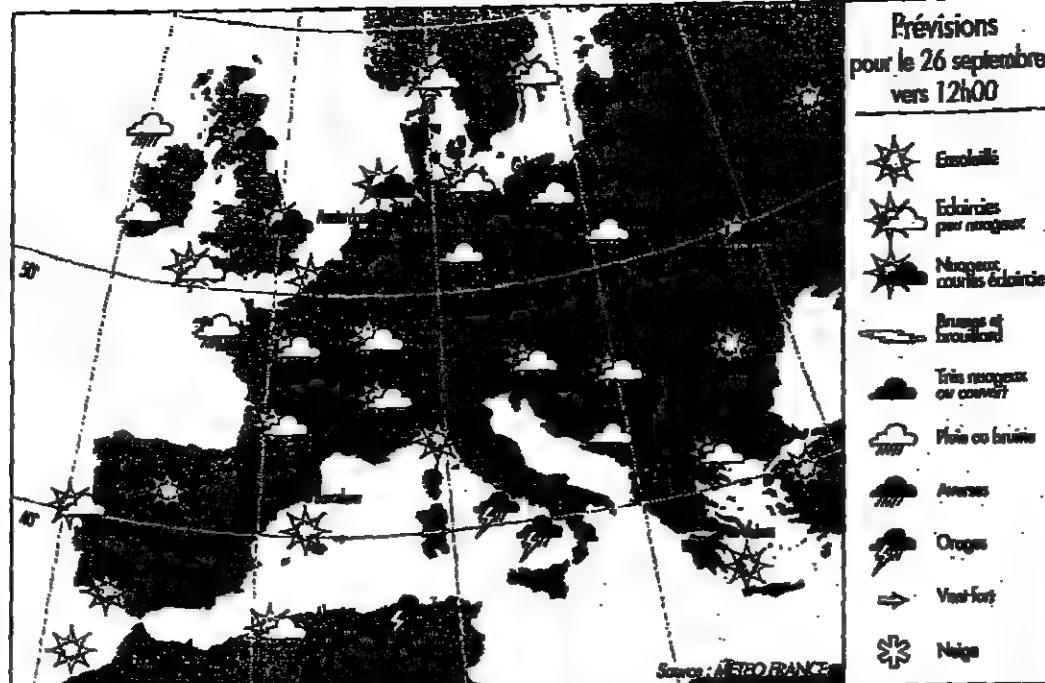
ques ondées et parfois un orage. Sur le reste du pays, soit une bonne moitié est, les nuages seront nombreux, et il y aura des brumes ou brouillards au lever du jour.

Jeudi après-midi, la pluie gagnera de la Bretagne aux Pays de la Loire jusqu'à la Normandie. Du Poitou au Centre, les nuages deviendront plus nombreux au fil des heures. De l'Aquitaine au Limousin et jusqu'au Massif Central, il fera beau, avec plus de nuages en soirée. Sur la Côte d'Azur et la Corse, les éclaircies alternent avec quelques averses, parfois orageuses. Sur le reste du pourtour méditerranéen, le soleil sera au rendez-vous, avec du vent de nord-ouest soufflant assez fort. Du Nord à l'Île-de-France et jusqu'aux Alpes et au Nord-Est, le soleil fera de belles apparitions.

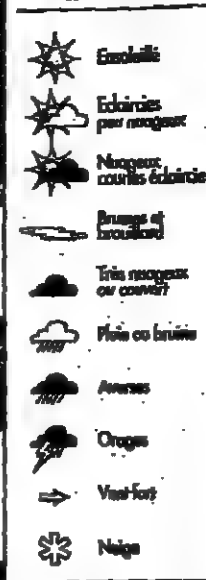
Les températures minimales iront de 8 à 10 degrés au Nord, et de 11 à 15 degrés sur l'extrême Sud. L'après-midi, le thermomètre marquera de 17 à 19 degrés au Nord et de 19 à 23 degrés au Sud.

Vendredi, de la Bretagne à la Normandie jusqu'à Nord-Pas-de-Calais, le ciel sera très nuageux avec des averses. Des Pays de la Loire au Centre et jusqu'à l'Île-de-France et à la région Nord, les nuages resteront nombreux. Du Poitou au Massif Central, jusqu'aux Ardennes et au Nord-Est, le temps sera couvert et pluvieux. De l'Aquitaine aux Alpes du Nord, le ciel se couvrira l'après-midi, avec de la pluie en fin de journée. Sur le pourtour méditerranéen, la journée sera bien ensoleillée, malgré quelques nuages élevés. Il fera de 18 à 24 degrés du nord au sud du pays l'après-midi.

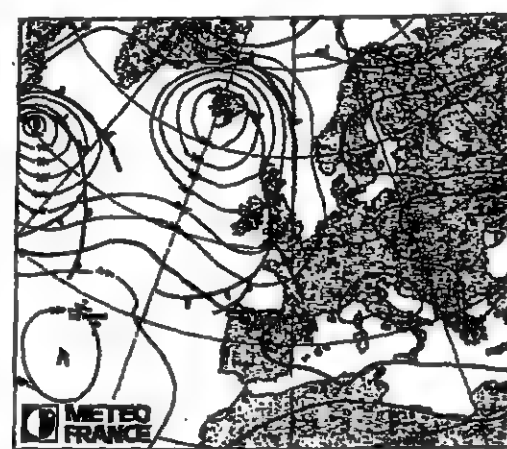
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



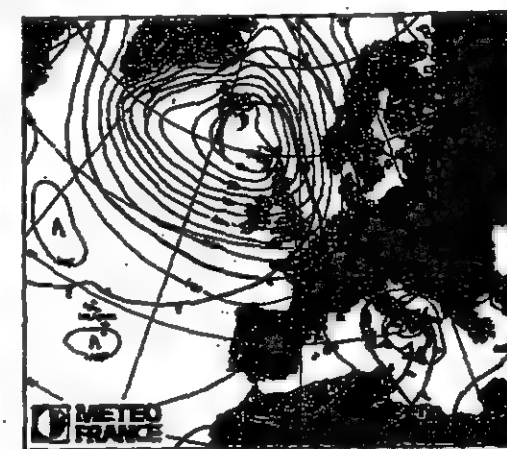
Prévisions pour le 26 septembre vers 12h00



TEMPÉRATURES du 24 septembre maxima/minima	GRENOBLE	19/5	TOULOUSE	20/12	CHICAGO	19/7	LISBONNE	22/13	PRETORIA	22/15
	LILLE	16/9	LYON	17/6	ALGER	22/15	LOS ANGELES	20/17	RIO DE JANEIRO	24/28
	MARSEILLE	20/11	NANCY	13/6	AMSTERDAM	14/5	MADRID	24/9	SAN FRANCISCO	22/18
	NANTES	20/13	PARIS	18/11	ATHÈNES	28/21	MARSAKCH	21/19	SANTIAGO	14/7
	PERPIGNAN	20/13	STRASBOURG	18/11	BANGKOK	34/26	SEVILLE	28/13	ST-PETERSBURG	12/4
	RENNES	19/11	TOULOUSE	18/12	BEIRUT	19/7	STOCKHOLM	12/4	SYDNEY	22/22
	ST-ETIENNE	18/7	VAL D'AUGE	16/12	BOMBAY	32/26	MUNICH	12/6	TENERIFE	26/24
	TOULOUSE	18/12	VERMOREL	16/12	BRUXELLES	15/9	NADROU	22/19	TOKYO	26/18
					BUDAPEST	15/9	NEW DELHI	34/26	TUNIS	28/13
					CAIEN	19/11	NEW YORK	17/12	VARSOVIE	18/6
					CLERMONT	18/8	OSAKA	26/23	VIENNE	19/9
					DJON	19/14	LE CAIRE	22/17		
					FORT-DE-FR.	21/25	PRAGUE	17/7		



Situation le 25 septembre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 27 septembre, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde

### Le déséquilibre budgétaire

LE DISCOURS prononcé par M. Robert Schuman à l'occasion de la discussion du collectif de septembre pour la parité des échanges. La course rapide des prix et des traitements nous fait vivre sous un régime de budgets trimestriels ou presque. Ce qui ressort de plus clair de la pluie de chiffres chers, c'est que les dépenses publiques ont, elles aussi, été augmentées de 25 % environ depuis le mois de juin.

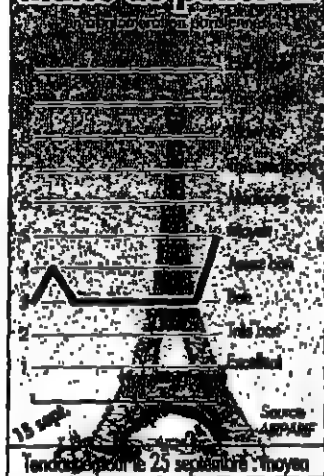
La confusion la plus complète règne entre les comptes budgétaires proprement dits et les comptes de trésorerie. Une présentation rationnelle des dépenses publiques devrait distinguer, d'après M. Schuman, trois budgets : celui des dépenses annuelles et permanentes, celui des dépenses extraordinaires permanentes affectées à la reconstruction proprement dite, et celui des dépenses extraordinaires temporaires résultant de la liquidation de la guerre. L'impôt ordinaire devrait couvrir les premières, l'emprunt les secondes, l'impôt extraordinaire les troisièmes.

En appelant l'attention sur les recettes d'impôt et les dépenses ordinaires et extraordinaires temporaires, M. Schuman le chiffre à 120 milliards seulement. Soit. Espérons que par une « ventilation » plus étudiée le prochain ministre des finances ne nous prouvera pas que le déficit est dorénavant résorbé. La tâche immédiate du budget de 1947 consistera à boucher autrement que par des artifices comptables ce trou de 120 milliards. M. Schuman estime que ce sera relativement facile, grâce aux plus-values fiscales et à la compression des dépenses publiques, dont on parle plus sérieusement que jamais. Il est assez difficile de partager cet optimisme devant les habitudes de prodigalité si bien repérées par le Parlement.

Raymond Bertrand (26 septembre 1946.)

### La qualité de l'air

#### Indice de pollution

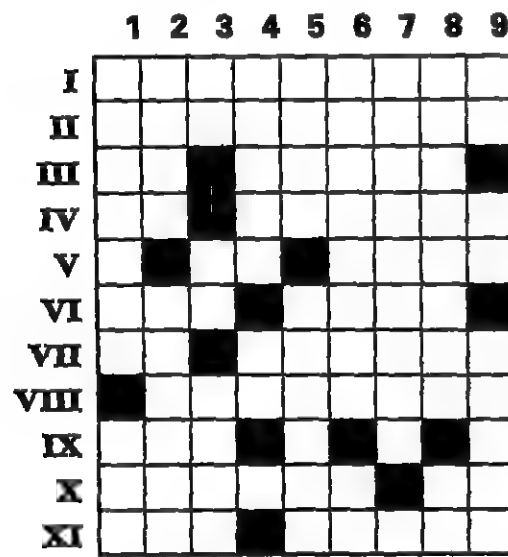


Tendances pour le 26 septembre, moyen

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6917

SOS Jeux de mots 3615 LE MONDE, tappez SOS (2,23 F/min)



V. Apparu. Fermé comme une pompe. - VI. Portait les armes. Est facilement emporté. - VII. Un peu de vérité. Bon apôtre. - VIII. Auxquelles on a donné trop d'importance. - IX. Ancienne capitale. - X. Deux cantons dans l'eau. Terme musical. - XI. Possessif. Est parfois très chou.

**VERTICALEMENT**  
1. Supprimer les droits d'auteur. Sent bon quand il est pourri. - 2. Prophète. Chanteuse invitée à danser. - 3. En Russie. Qui montre tout. Entourent des pâtés. - 4. Qui a profité du soleil. Vaste plaine. - 5. Caractère ancien. Un garçon familial. - 6. Percée par un horizon. Mot d'enfant. - 7. Reprochée aux gentils. - 8. Vaut bien un fromage. Assure une protection. - 9. Préposition. Pronom. Une étoffe pas très gale.

**SOLUTION DU N° 6916**  
1. Chasseurs. - II. Liqueur. - III. Œufs. Cln. - IV. H. Dent. - V. Sinisante. - VI. Sauce. - VII. L. Ambès. - VIII. Iran. Tê. - IX. Vent. Epar. - X. Secrets. - XI. Euf. Meuse.

**VERTICALEMENT**  
1. Crous. Livre. - 2. Hie. Isère. - 3. Aquin. Anse. - 4. Suffisante. - 5. Ses. Sam. Cn. - 6. Eu. Daubière. - 7. Urgence. Peu. - 8. Intestats. - 9. Santé. Erse.

Guy Brouty

### LE CARNET DU VOYAGEUR

### PARIS EN VISITE

**■ ESPAGNE.** La société espagnole de chemins de fer (Renfe) a signé un contrat de plus de 120 millions de francs avec les chemins de fer tunisiens pour la reconstruction ou la rénovation de cent wagons de voyageurs. - (AFR)

**■ POLYNÉSIE.** Le gouvernement polynésien envisage de construire une rocade pour désengorger la ville de Papeete. Cette rocade emprunterait un tunnel posé sur le fond du lagon et serait à l'air libre dans la zone portuaire de la ville. - (AFR)

**■ PAYS-BAS.** Les chemins de fer néerlandais, en voie de privatisation, ont commandé quatre trains à grande vitesse à Siemens. Les premiers seront livrés fin 1998 et assureront à partir de juin 1999 la liaison Amsterdam-Francfort. Ils pourront accueillir 400 passagers et atteindre une vitesse maximale de 350 km/h. Ils emprunteront des voies ferrées existantes jusqu'en 2007, date à laquelle des voies spécialement conçues pour la grande vitesse devraient être mises en service. - (AFR)

**■ SCANDINAVIE.** La compagnie Scandinavien Airlines System (SAS) souhaite développer à un rythme accéléré sa coopération stratégique avec sa partenaire allemande Lufthansa pour faire face à la concurrence que lui font sur ses lignes les compagnies danoise Maersk Air, norvégienne Braathens Safe, britannique British Airways - via son partenaire danois Sun Air - Virgin Express et DebonAir. - (AFR)

**■ PARIS.** L'hôtel Sheraton installé au cœur du terminal 2 de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle vient d'aménager un centre d'affaires de 1 000 mètres carrés, dont 500 mètres carrés de salles de réunion. Chaque salle est équipée d'un système audiovisuel pour des vidéoconférences, de rétroprojecteurs, d'écrans, de tableaux et de fauteuils adaptés aux longues stations assises. Certaines salles ont été spécialement conçues pour les cabinets de recrutement. L'ouverture de ce centre est prévue le 1<sup>er</sup> octobre.

#### Vendredi 27 septembre

**■ LE QUARTIER SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS** (50 F), 10 h 30 et 15 heures, sortie du métro Saint-Germain-des-Prés (Paris passé, présent).

**■ LE PALAIS-ROYAL** et ses jardins (50 F), 11 heures, place du Palais-Royal devant les grilles du Conseil d'Etat (Claude Mart).

**■ MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée), la peinture flamande du XVII<sup>e</sup> siècle, 11 h 30 ; Le Cycle de saint Bruno, de Le Sueur, 12 h 30 ; les Aghorides du Louvre, 14 h 30 (Musées nationaux).

**■ MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ** (45 F + prix d'entrée), 13 heures, sortie du métro Miroisnil (Monuments historiques).

**■ L'HÔTEL DE LASSAY**, résidence du président de l'Assemblée nationale (carte d'entrée, 50 F), 14 h 15, 33, quai d'Orsay (Découvrir Paris).

**■ LA CITÉ D'ARTISTES DU «FRIGO»** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Quai-de-la-Gare (Pierre-Yves Javel).

**■ LA COUR DE CASSATION** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 5, quai de l'Horloge (Institut culturel de Paris).

**■ DE L'ANCIEN BOULEVARD DU CRIME** au boulevard Saint-Martin (50 F), 14 h 30, sortie du métro Filles-du-Calvaire (Paris pittoresque et insolite).

**■ LA MONTAGNE SAINT-GERMAIN** (50 F), 14 h 30, 3, place de Fontenay (Europ expo).

**■ DES INVALIDES à l'Hôtel Matignon** (50 F), 14 h 45, sortie du métro Varenne (La Parisienne).

**■ DE SAINT-GERMAIN DE CHARONNE à «La capitale à Paris»** (45 F), 15 heures, sortie du métro Porte-de-Bagnolet côté rue Belgrand (Monuments historiques).

**■ LA FONDATION EUGÈNE NAPOLÉON** (50 F + prix d'entrée), 15 heures, angle de la rue de Picpus et de la rue du Faubourg-Saint-Antoine (Didier Bouchard).

**■ MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

**■ MONTMARTRE** (50 F), 15 heures, en haut du funiculaire (Paris antérieur).

**■ MUSÉE CARNAVALET** : visite des nouvelles salles (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue des Francs-Bourgeois devant les grilles du jardin Carnavalet (Claude Mart).

**■ LE QUARTIER SAINT-JACQUES** (55 F + prix d'entrée), 15 heures, sortie du métro Port-Royal (Mathilde Hager).

### ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 24, avenue du G<sup>e</sup> Leduc - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-90.

Le monde	France	Europe	Reste du monde
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) by Le Monde Service Abonnements, 24, avenue du G<sup>e</sup> Leduc - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-90. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24, avenue du G<sup>e</sup> Leduc - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-90. For all other correspondence, including subscription orders, please write to LE MONDE, 24, avenue du G<sup>e</sup> Leduc - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-90.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Je joins mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : \_\_\_\_\_

● par téléphone 4-jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 CODE LE MONDE, accès ABO.

### LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-2000

Télématique 3615 CODE LE MONDE

Compuserve GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation sur minitel 3617 LEMONDE

sur minitel ou 36-29-04-56

CD-ROM : (1) 44-09-79-20

Index et microfilms : (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-70 ou 3615 LE MONDE (1) 23 Films

Le Monde est édité par le SA Le Monde, société anonyme à capital et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : 33N : 0395-2037

Imprimerie du Monde : 12, rue de Valenciennes, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Dominique Audy

Directeur général : Gérard Mordacq

133, avenue des Champs-Élysées, 75403 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

### LES PUBLICATIONS DU Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

### Le Monde DES PHILATELISTES

Chaque mois, pour tous les cœurs de timbres



هكذا من الإلهام

## CULTURE

LE MONDE / JEUDI 25 SEPTEMBRE 1996

**CINÉMA** Avec ses personnages âgés de quatre ans confrontés à un drame, *Ponette*, de Jacques Doillon, propose une tendre et vive réflexion sur les stratégies du discours face à



un mystère. ● LE JEU des mots est aussi au centre de l'autre sortie marquante de la semaine, *Encore*, de Pascal Bonitzer. ● ENFIN, sort sur les écrans cette semaine *Les Sables mou-*

vants, l'aboutissement d'un nouvel épisode de la carrière d'un « cinéaste maudit » mais joyeux et toujours engagé, Paul Carpe, âgé de soixante-quatorze ans.

# Jacques Doillon lance les enfants à l'assaut d'une terrible énigme

*Ponette*. Son dix-neuvième film témoigne à nouveau de la capacité du cinéaste à filmer avec finesse et dignité de très jeunes interprètes qui sont d'abord des personnages

Film français de Jacques Doillon. Avec Victoire Thivisol, Mathias Bureau, Caton, Léopoldine Serre, Xavier Beauvois, Marie Trintignant, Claire Nebout. (1 h 33.)

C'est bête, cet embrouillaminé de polémiques qui s'est déclenché autour du film, après sa projection au Festival de Venise. *Ponette* est un film qu'il faudrait voir sans rien en savoir. Comme on se laisse, d'abord, raconter une histoire, une histoire violente et douce. Le début est ainsi, avec Xavier Beauvois éperdu de tendresse tendue au chevet de la petite Ponette, sa fille âgée de quatre ans, et puis l'ère de fureur contre la mère de celle-ci, cette femme qui n'a rien trouvé de mieux que de se tuer en voiture. L'histoire, c'est ça, l'aventure de Ponette face à la mort de sa mère.

Une aventure avec des batailles, des jeux, des énigmes, de la magie, son aventure à elle, menée par elle, mais menée avec et contre les autres, ses cousins, ses copains d'école. L'histoire se déroule, et il faut presque se secouer pour se rendre compte que tous les personnages principaux ont quatre ans. Parce que, aussi scrupuleux soit le film quant à la vérité des comportements, ils sont des personnages avant d'être de tout petits enfants. Parce que Doillon filme à leurs côtés, de leur côté. Parce que ce qu'il leur arrive, et les manières dont ils y font face, concerne tout le monde, à tout âge. Les adultes ne sont pas absents du film, ils sont sur les bords, ils dépassent par le haut de l'écran :

en tournant à hauteur d'enfants, ce sont les genoux des grands qui se retrouvent dans l'image.

Ce sont aussi certaines idées des grands, celles qu'ils offrent en réponse aux questions de Ponette. Étrange réponse, qui fait une place envahissante à la religion, plus exactement au catholicisme romain et apostolique. Que la religion fasse partie des réponses humaines devant la terreur et l'incompréhension de la mort, certes. Que les enfants y soient sensibles, quitte à la réutiliser à leur manière, à la mesure de leur façon de se poser les problèmes, sans doute. Il reste pourtant curieux qu'à l'exception de son père, incompréhensiblement fuyant, tous les adultes auxquels s'adresse Ponette répondent en exhibant le catéchisme. D'autant que Doillon situe son histoire dans un milieu social et intellectuel dont la religiosité n'est pas a priori évidente.

### ENTRE LES OBSTACLES

Cette présence massive de récits chrétiens et de statues saintes parasite le film sans l'alimenter. Sa force est ailleurs. Elle est dans la manière digne dont Jacques Doillon filme depuis toujours, quoi qu'il filme. Depuis *Un sac de billes* (1975), ce réalisateur a souvent fait appel à des enfants et à des adolescents. Avec une aisance déconcertante, Doillon se faufile entre les obstacles - la difficulté de travailler avec de jeunes enfants, le risque de les transformer en charmants petits stèles savants, si mignons. Dans ce mouvement, il conquiert une surprenante liberté de filmer, qui lui permet de changer de registre aussi aisément qu'un enfant change d'humeur, jusqu'à s'offrir des envolées du côté du fantastique. Ainsi peut-il, avec sérieux, avec affection et humour, laisser s'enchâsser les différents systèmes inventés par sa jeune héroïne et ses compagnons pour affronter le mystère. Certains sont farfelus, voire délirants - épreuves abracadabrantes, rhétoriques pro-



Victoire Thivisol, dans le rôle-titre de « Ponette »

pitatoires ou rites alambiqués nés de l'imagination fertile des gamins. Tous ont leur logique et leur efficacité pour ceux qui les inventent et les appliquent.

Là est le véritable enjeu de *Ponette*. Il met en scène la manière dont s'élaborent et fonctionnent des discours et des pratiques fondés sur le seul pouvoir de conviction, sur la nécessité de fournir une

réponse à une demande, à un manque. Que cette étude, qui vaut pour tous les dogmes et toutes les idéologies, ait pour protagonistes les très jeunes enfants tels que les films de ce réalisateur lui donne une émotion, une profondeur et une vivacité qui font le bonheur de *Ponette*.

Jean-Michel Frodon

## Une œuvre cohérente

À l'AGE de cinquante-deux ans, Jacques Doillon a déjà bâti une œuvre considérable - dix-neuf longs-métrages de cinéma et, sans solution de continuité, cinq réalisations pour la télévision - et surtout d'une exemplaire cohérence. Pourtant, ce n'est qu'à son quatrième film que

son style particulier se révèle. Ce cinéaste formé par le montage et le court-métrage institutionnel a débuté comme co-signataire de *L'An 01* (1972), inspiré de la bande dessinée libertaire publiée par Gédé dans *Charlie-Hebdo*, et auquel Alain Resnais et Jean Rouch ont aussi prêté la main. Sa première réalisation à part entière, *Les Doigts dans la tête* (1974), révélait une révolte d'écorché et une finesse dans l'analyse des sentiments qui font de ce film l'un des rares qui fut en phase avec les rébellions et les espoirs de l'époque.

Il faut à Doillon la commande d'un film à budget relativement élevé et de facture plus classique : l'adaptation d'*Un sac de billes*, de Joseph Joffo. Le cinéaste n'y est pas resté, mais ce sera son premier travail avec des enfants. Ensuite, l'intuition à fleur de nez de *La Femme qui pleure* (dont, significativement, il est aussi l'un des interprètes principaux) montrera ce qui sera la caractéristique de son cinéma d'analyse psychologique et sentimentale. Un cinéma qui repose sur l'idée que la caméra est capable, en plongeant au plus profond de l'introspection, de retrouver le monde dans toute son ampleur, avec une nouvelle vérité.

**LA CHIMIE DES SENTIMENTS**  
Cette vérité, il la cherche au plus près des corps de ceux qu'il filme, de leurs visages, de leurs voix (qui souvent répètent les mots que Doillon murmure durant les prises elles-mêmes, à la limite de l'entrée dans le champ). Cette recherche de l'extrême résistance des garde-fous sociaux et psychiques à l'épreuve de la sauvegarde des sentiments lui a permis de donner à des comédiens confirmés (Michel Piccoli, Jane Birkin, Sami Frey, Sandrine Bonnaire, Philippe Léotard, Isabelle Huppert, Richard Anconina, Benoît Régent, Anne Brochet...) certains de leurs rôles les plus mémorables. Sans être encore allé aussi loin qu'avec *Ponette*, il a aussi souvent eu recours à de jeunes amateurs - *La Drôlesse* (1978), *La Vie de famille* (1984), *La Fille de quinze ans* (1988), *Le Petit Criminel* (1990), *Le Jeune Werther* (1992) - qui lui permettent d'avancer plus vite au cœur de son sujet. Ils sont un « matériau » plus pur pour les expériences auxquelles se livre le cinéaste sur la chimie des sentiments, ou agissent comme un révélateur des comportements adultes.

Réputé sombre, on a découvert Doillon humoriste avec *Comédie* (1987). On le dit réaliste, il traverse fréquemment les territoires du fantastique (*La Pirate*, 1983), ne déteste pas convoquer les fantômes (*La Vengeance d'une femme*, 1989). Résolument contemporain, il a donné une magnifique évocation historique et littéraire avec *Germaine et Benjamin* (pour la télévision) et *Du fond du cœur* (pour le grand écran) en 1994. « Pur » cinéaste, il s'est affronté à la question du théâtre (*La Puritaine*, 1986, *L'Amoureuse*, avec les élèves de Nanterre Amandiers, 1987). Film complexe sous son apparente simplicité, film-somme à bien des égards, *Ponette* réunit beaucoup de ces approches et de ces tonalités.

J.-M. F.

Marie-Hélène Encrevé, psychanalyste

## « A quatre ans, on joue à Tarzan, mais on sait qu'on n'est pas Tarzan »

**A LA DEMANDE** de Jacques Doillon, la psychanalyste Marie-Hélène Encrevé a suivi les enfants acteurs pendant le tournage de *Ponette*. Après la polémique née au Festival de Venise à la fois sur l'utilisation d'enfants de cet âge dans une histoire aussi dramatique que la mort d'une mère et sur l'attribution du prix d'interprétation féminine à la petite Victoire Thivisol, elle s'explique sur le désir de jouer d'un enfant, la manipulation des adultes et les dangers de certains scénarios.

« Quel a été votre rôle dans le film ? »

« Jacques Doillon connaissait mon travail de psychanalyste avec des enfants de la DDASS à la Maison d'enfants, dans l'Essonne. Il m'a demandé de suivre ceux qui jouent dans *Ponette*, pendant le

tournage et jusqu'à la sortie du film. J'ai accepté en posant des conditions. »

« Lesquelles ? »

« La première était qu'on arrête le tournage à tout moment si je le jugeais nécessaire. Je ne voulais pas être utilisée pour encourager les enfants à traverser des situations difficiles. J'ai adopté une position extérieure au film. Les enfants savaient que je n'appartenais pas à l'équipe de tournage, que je n'étais là que pour eux. La seconde condition impérative était que les enfants ne participent pas à la promotion de *Ponette*. En les exhibant à la télévision ou dans la presse, ils deviennent des objets. Malgré les enjeux financiers, je n'aurais en aucun cas accepté d'intervenir dans le tournage. Je sais que le producteur, Alain Sarde, l'aurait accepté. »

« Comment s'est passé votre travail avec les enfants ? »

« Pendant les trois mois du tournage dans la Drôme, j'étais là trois jours par semaine. Le week-end, ils habitaient dans un Village vacances famille avec leurs parents. J'avais un espace en dehors du plateau où ils venaient me parler, rarement du film ou de leur personnage, mais plutôt d'eux-mêmes. »

### La protection des moins de seize ans

Une Commission des enfants du spectacle a été créée dans chaque département français par une loi d'août 1963. Elle instruit tous les dossiers concernant le travail des enfants âgés de moins de seize ans dans les entreprises de spectacle. Son rôle est de « s'assurer que le fait de travailler ne nuise en rien à la moralité, la scolarité et la sécurité des enfants ».

Présidée par le président du tribunal pour enfants de Paris, la commission parisienne (la plus active) est constituée par des représentants du préfet, du ministère du travail, de l'éducation nationale, du ministère de la culture et du ministère de l'intérieur, accompagnés d'un médecin-inspecteur. La commission, qui se réunit deux fois par mois, a instruit mille cent soixante-quatre dossiers en 1994 et prononcé cent douze refus. La trop grande fréquence des tournages imposés au même enfant et les rôles jugés « psychologiquement dangereux » ont été à l'origine de la majorité de ces refus. Cette commission conserve les dossiers de plus de six mille enfants acteurs.

« Comment ont-ils vécu ce tournage ? »

« Au bout de quinze jours, c'était leur film. Ils en ont fait une aventure collective. Mais, surtout, ils ont eu une expérience rare aujourd'hui : celle de vivre avec des adultes passionnés par leur métier, de travailler avec eux, sans être dans un rapport de professeur à élève ou de parent à enfant. Chacun avait un travail à faire et était heureux de le faire. »

« Comment savez-vous qu'un enfant est heureux de faire ce qu'on lui demande, qu'il n'est pas simplement manipulé ? »

« Si les enfants n'avaient pas eu le désir de jouer, je l'aurais vu. Les enfants donnent des signes d'angoisse, de dépression ou de difficulté, par le sommeil, par la façon de manger et par d'autres signes moins évidents qui se seraient manifestés au cours des entretiens. Ceux qui parlent de manipulation auraient dû venir sur le plateau, voir ces enfants découvrir le métier, les boutons des machines, la caméra. L'expérience était beaucoup plus complexe que le seul fait de jouer. »

« La mort d'une mère, n'est-ce pas un sujet trop dur pour un enfant de quatre ans ? »

« À cet âge, perdre sa mère, c'est

ce qui peut arriver de pire. Mais tous les enfants y pensent. Ils connaissent Bambi, Babar et le vilain chasseur qui tue la maman. Ils adorent ces histoires, parce que la question de la perte de la mère se pose pour eux. Ils l'évoquent, assis sur les genoux de leur maman qui leur lit l'histoire. Et puis Babar devient roi. C'est toute la question oedipienne qui est posée là. »

« Le jeu de l'enfant est-il vraiment un jeu d'acteur ? »

« À quatre ans, on joue à Tarzan, mais on sait qu'on n'est pas Tarzan. On est complètement dans son jeu, mais on sait que c'est un jeu. Cette force, c'est celle que le comédien essaie toute sa vie de retrouver. C'est *Le Paradou* de Diderot. La distance prise par Victoire vis-à-vis de son personnage est exceptionnelle. Elle a une capacité étonnante à passer d'une situation de jeu avec ses copains au jeu du film, dès que Doillon disait : « Moteur quand on peut. »

« Un prix d'interprétation à Venise est-il pour autant justifié ? »

« L'incroyable émotion que transmet Victoire résulte du travail de direction d'acteur de Jacques Doillon, qui lui a souvent fait répéter vingt fois la même scène de deux minutes, et de la capacité de Victoire à faire vivre au spectateur une situation qu'elle-même n'a jamais vécue. »

« Comment a-t-elle accueilli cette récompense ? »

« Elle n'est pas venue à Venise la recevoir, mais elle a su qu'elle avait « gagné un truc » parce qu'elle avait « bien joué ». »

« Victoire se voit aujourd'hui sur les affiches. Comment réagit-elle ? »

« Quand ses amis lui disent qu'ils l'ont vue à la télévision ou sur une affiche dans le métro, elle dit : « Oui, j'ai fait un film autrefois. » Elle sait que l'affiche ce n'est pas elle, mais le film, avec le pull-over rouge. Elle avait compris qu'il

y aurait encore beaucoup de bruit autour d'elle quand le film sortirait. Je continue de la voir, je surveille les effets. Mais je crois qu'il faut sortir de cette idéologie de la surprotection de l'enfance. Benjamin Constant, Mozart faisaient des choses incroyables à cinq ans. Les enfants de cet âge ont des potentialités immenses qu'on laisse trop souvent moisir, entre les caducées de supermarché et la télévision. Ce tournage a été une chance formidable pour les enfants. »

Propos recueillis par Annette Vézina

## THÉÂTRE VOLLARD



### VOTEZ UBU COLONIAL

Spectacle, repas et mise en examen au Théâtre JEAN VILAR, Vityr y/Seine, 9 av. Youri Gagarine

27 et 28 septembre à 21 heures

Tarif normal : 90 F/tarif réduit : 65 F (repas créole compris)

Réervations : 01 46 82 83 88

### LEPERVENCHE

Entrepôt SNCF, Gare de triage de Trappes, 30-Quentin-au-Val-de-France

du 11 au 24 octobre à 20 heures

Réervations : 01 30 51 46 06 - FNAC

Navette directe depuis Paris

AIR FRANCE

**mk2**  
**14 juillet**

entrez dans le club des abonnés

14 salles à Paris

Happy Hour

19h30 - 21h00

19h30 - 21h00

19h30 - 21h00

LES PUBLICATIONS DU MONDE

LES PUBLICATIONS DU MONDE



هكذا من الإلهام

# La « comédie pathétique » d'un libertin de la parole

## Encore. Un homme et cinq femmes pour la réussite d'un premier film joyeusement désenchanté

Film français de Pascal Bonitzer. Avec Jackie Berroyer, Valeria Bruni Tedeschi, Natacha Régnier, Laurence Côte, Hélène Fillières, Eva Ionesco, Michel Massé, Louis Do de Lencquesaing, Fabrice Desplechin. (1 h 36.)

Ce serait un jeu de rôle parcouru par un joueur désinvolte, prolixe et dépressif, Abel. Il est enseignant en fac et écrivain. Il a la cinquantaine lasse et amusée de Jackie Berroyer. Sur les cases du jeu figurent des jeunes femmes qui ne sont en rien des oies blanches. Allée (Valeria Bruni Tedeschi) est la jeune

compagne, la « régulière » dont Abel déjà se détache. Florence (Laurence Côte) a été sa collaboratrice admirative avant de rompre avec lui, de se construire une idée rigoureuse de l'existence - tout ce que ne fait pas Abel. Catherine (Natacha Régnier) est une étudiante intrigante, séduite par son charme si peu conquérant. Aurélie (Hélène Fillières) a écrit naguère une thèse sur l'œuvre d'Abel. Olga (Eva Ionesco) a été la compagne de son frère. Épouse d'un planteur américain, elle revient à Paris, porteuse de malaise et de danger.

Un joueur tel qu'Abel, lançant les dés de sa propre vie avec une

sombre auto-ironie, repasse souvent par ces mêmes cases. Le pion atterrit parfois sur une autre - la famille, l'écriture, la misère, l'Amérique, la logique, la mort. A chaque numéro correspond quel que conséquence comique ou tragique, l'important n'est pas le but, mais le style avec lequel s'effectuent les déplacements. Le style d'Abel, Wittgenstein des tartaristes, Casanova velléitaire, est résolument désenchanté. *Encore* est un film désespéré. C'est un film très drôle.

Pascal Bonitzer a conquis ses lettres de noblesse comme critique et scénariste. L'exercice critique a

formé ce regard qui trouve la juste distance, ce sens du cadre qui fait dire beaucoup à ce qui n'est pas montré, ces partis pris stylistiques rigoureux et discrets. L'expérience du scénario permet cette construction complexe mais jamais confuse, ce jeu de suggestions où une posture, une phrase anodine qui disent beaucoup des protagonistes avec un minimum de moyens. Mais l'une des réussites les plus éclatantes du film concerne un domaine que rien ne garantissait : le jeu des comédiens.

Remarquable de précision et d'aisance, Jackie Berroyer porte avec le même naturel que ses costumes informes cette dévotion de soi-même qui ne fait pas place au mépris. Valeria Bruni Tedeschi invente une très subtile variation à ces rôles de femme malheureuse qu'elle a souvent interprétés. Laurence Côte, formidable chez Rivette, éblouissante dans *Les Voleurs*, de Téchiné, confirme l'authenticité de son talent. Presque inconnues, Natacha Régnier, étonnante de volubilité gracieuse et de rouerie sensible, et Hélène Fillières, qui a la redoutable tâche de débiter des répliques tard dans le récit pour lui imposer une nouvelle embaardée, imposent leur présence. Les seconds rôles - le comique pathétique d'Eva Ionesco, ou les apparitions marquantes malgré leur brièveté des comparses masculins - complètent ce sans-faute.

*Encore* est une brillante réussite du cinéma français d'introspection. Mais pas seulement. Il suggère aussi de beaucoup plus vastes perspectives : l'angoisse face au vide qui s'ouvre quand la carte ne correspond plus au territoire - la carte des mots, le territoire de l'action. En sourdine, *Encore* parle du vieillissement du monde autant que du vieillissement d'un homme, et des monstres qui rôdent quand la raison s'effondre, ou du moins se désamorce de la réalité.

J.-M. F.

Jean-Michel Frodon

## Les trois carrières de Pascal Bonitzer

*ENCORE* a beau être un premier film, son auteur n'est ni un jeune homme ni un novice. Agé de cinquante ans, Pascal Bonitzer a derrière lui pas moins de trois carrières liées au cinéma. Il débute en 1969 comme critique aux *Cahiers du cinéma*, où il signe durant vingt ans des textes de référence. Cette démarche se retrouve dans ses ouvrages d'esthétique, *Le Regard et la Voix* (10/18), *Le Champ aveugle* (Cahiers du cinéma-Gallimard), *Décalogues* (Cahiers du cinéma), *Exercice du scénario*, avec Jean-Claude Carrière (Femis), *Eric Rohmer* (Cahiers du cinéma).



POURTRAIT

Dès 1976, voulant s'« approcher de la pratique du cinéma », il devient scénariste. Paradoxe pour celui qui, à vingt ans, avait cherché à devenir réalisateur en se présentant à l'Idhec et appartenait à une école de pensée qui accordait la prééminence absolue à la mise en scène sur le scénario. « La mise en scène m'indignait », dit Pascal Bonitzer, qui débute en participant au script de *Moi, Pierre Rivière*, de René Allio (1976). Il continuera, notamment, aux côtés d'André Téchiné, Benoît Jacquot, Jacques Rivette ou Raoul Ruiz. Enfin, il sera durant huit ans enseignant, responsable du département scénariste à la Femis (mais n'a aucune dimension autobiographique dans le portrait de professeur que présente le film).

Il aura fallu qu'un producteur lui fasse une proposition pour qu'il saute le pas de la mise en scène : « Claude Klotz m'a dit : "Si tu veux faire un film, je le produis." J'ai répondu : "Où ?" Je n'avais pas la moindre idée de ce que serait ce film. » Devenu son propre scénariste, Bonitzer part de notes et de souvenirs, une

conversation donnera la scène d'ouverture, une anecdote survenue durant le travail avec Rivette suscite le jeu logique autour des tartaristes, un épisode est emprunté à l'autobiographie d'Althusser, le titre s'inspire de l'un des séminaires de Lacan. Le personnage principal, Vichar, doit beaucoup à la connaissance approfondie que possède Bonitzer de l'œuvre de Dostoïevski.

Le scénario fait large place aux mots (son héros est un professionnel de la parole, et les dialogues y jouent un rôle moteur). Pascal Bonitzer affirme que le véritable enjeu était moins dans ce qu'il avait déjà pratiqué (la pensée de la mise en scène, la pratique de l'écriture) que dans le rapport aux acteurs. Un métier qui ne lui est pas entièrement étranger, lui qui depuis *La Vocation suspendue*, de Raoul Ruiz, en 1973, aime faire des apparitions - généralement brèves, souvent dans des rôles de « méchants » - dans les films de cinéastes amis. « Dans ce film, ni l'action, ni l'image, ni les effets spéciaux ne sont prépondérants, le choix des interprètes et leur capacité à donner corps à l'histoire sont essentiels. »

Rassuré par l'accueil obtenu à Cannes, il envisage déjà une nouvelle mise en scène. « J'ai trois types de projets : poursuivre dans la veine tragico-comique d'*Encore* ; faire un film noir, mais le genre est encombré de clichés et difficile à acclimater en France ; et adapter des romans, en particulier *Le Bleu du ciel* de Batouille et *Les Envoyés de Gombravicz*. » Désormais réalisateur, Pascal Bonitzer n'a pas renoncé au scénario. Depuis *Encore*, il a écrit le film dont Raoul Ruiz vient d'achever le tournage, *Généalogie d'un crime*, et il travaille avec John L'voff et avec Jacques Rivette sur leurs prochains projets.

## LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

### A TOUTE VITESSE

Film français de Gaël Morel. Avec Elodie Bouchez, Pascal Cervo, Stéphane Rideau, Mélanie Bardiadi (1 h 26).  
On a vu Gaël Morel acteur dans *Les Roseaux sauvages*, d'André Téchiné ; on l'a découvert récemment réalisateur du court métrage *La Vie à rebours* (1994), sorti en salle dans le cadre de fiction, où l'on retrouve des thèmes et des acteurs du premier (Stéphane Rideau, Elodie Bouchez), et beaucoup de l'esprit du second. Comme chez Téchiné, l'histoire tourne autour d'une fille et de trois garçons dans le sud de la France, leurs amours, leurs désamours, leurs ambitions, leur fond de musique rap et de malaise social est cette fois contemporaine. Une histoire-type du jeune cinéma français des années 90 ? Non. Car la simplicité de cette trame est transcendée par une mise en scène qui tisse obstinément ces quatre figures : le sang, l'amour, la vitesse et la mort. C'est parfois un peu forcé, et c'est parfois aussi beau qu'un corps-à-corps amoureux dans la boue d'un sous-bois. Ce cinéma ne joue ni la carte de l'effacement devant le réel, ni celle de la petite forme, mais mise sur le romanesque, par l'entremise des personnages (excellents jeunes acteurs) et avec le renfort du mythe cinématographique (James Dean).

J. M.

### CINQ JOURS, CINQ NUITS

Film portugais de José Fonseca e Costa. Avec Vitor Norte, Paulo Pires, Ana Padrao, Camo e Castro (1 h 40).  
Le plan d'ouverture montre deux hommes en conversation, le long d'une voie ferrée baignée par la nuit et la fumée. Un troisième les rejoint, et on comprend à demi-mots qu'il s'agit d'arranger un passage clandestin de la frontière entre le Portugal et l'Espagne. On n'en saura jamais davantage. Trois jours plus tard, le passeur et le plus jeune des deux hommes prennent le train ensemble, pour un accompagnement de la durée énoncée par le titre, compagnonnage temporaire qui constitue le sujet du film. La lenteur de l'action, le laconisme des deux hommes, leur méfiance réciproque et le danger qui les guette composent un climat qui suggère éventuellement au spectateur la direction où on veut l'emmener. Vers une réflexion épurée et métaphorique, dont la destination finale est moins la frontière réelle que celle qui sépare deux hommes réunis par le hasard et la nécessité. Ce pari est malheureusement ruiné par quelques partis pris qui font du film un objet désincarné : la suppression radicale du contexte, le souci de la belle image, le jeu « expressif » des acteurs sur lesquels la caméra s'attarde d'une manière qui se veut significative mais qui devient rapidement lassante.

J. M.

### DARKLY NOON

Film américain de Philip Ridley, avec Ashley Judd, Brendan Fraser, Vigo Mortensen (1 h 36).  
Un jeune homme est retrouvé, épuisé et blessé, au milieu d'une forêt. Il est recueilli par une femme qui vit là avec son compagnon, un musicien muet et cyclothymique. Le « réfugié » est en fait un membre d'une secte chrétienne fondamentaliste, seul rescapé d'un massacre où ses parents ont été tués. Déchiré entre l'attraction que provoque la sensualité de la femme, les interdits moraux inculqués par son éducation et une frustration sexuelle intense, il développe peu à peu une haine intense contre ses hôtes. *Darkly Noon* suit, dès les premières images, un trajet prévisible, un crescendo jusqu'à l'explosion de violence finale. L'efficacité du film tient à son déroulement impitoyable vers le pire, où le suspense est accentué par une utilisation habile, sinon subtile, du montage et de la bande-son. Si on reconnaît l'influence d'un David Lynch cette sophistication formelle au service de la peinture de pulsions violentes, *Darkly Noon* ne dépasse pourtant pas les limites de l'exercice de style.

Jean-François Ranger

SANS PUBLICITE,  
LES JOURNAUX  
SERAIENT  
PLUS SIMPLES A LIRE  
PUISQU'IL N'Y EN  
AURAIT PAS.

Semaine de la publicité.

Du 14 au 20 octobre 1996.

Jul Carpita, cinéaste d...

Bons sens

Le festival de...





## Paul Carpita, cinéaste doublement victime de la censure

Le Marseillais aimait filmer les petites gens. Après trente ans de silence imposé par la Commission de contrôle, il a pu tourner son deuxième long-métrage, « Les Sables mouvants », à partir du scénario original

**A SOIXANTE-QUATRE ANS**, Paul Carpita rayonne de bonheur. La sortie de son deuxième long-métrage referme la blessure qui l'a « meurtri », dit-il, pendant plus de trente ans. La censure a mis un terme en 1955 aux espoirs de carrière cinématographique de cet instituteur marseillais. Fils d'un docker et d'une poissonnière, il s'est passionné très jeune pour le cinéma. « Le maître me demandait d'acquiescer la manivelle quand il nous projetait des films. J'étais captivé », se souvient-il. Il obtint de ses parents un projecteur pour enfants. « Ma mère disait : ce petit, il a le cinéma dans le sang. »

A la Libération, il fonde le groupe Cinépaix avec quelques camarades de Résistance des Francs-Tireurs et partisans. Il achète une caméra 35 mm dans les surplus américains. « Mon premier tournage portait sur la reconstruction de la ville. » Manifestations pour la paix, vie quotidienne, « des êtres authentiques, des types spontanés qui vivent dans les quartiers pauvres » forment les sujets de ses courts-métrages. Communiste, il réalise des « contre-actualités » que les salles proches du Parti

passent avant le long-métrage. Ses images consacrées à la grève des dockers de 1950 seront intégrées au film *Le Rendez-vous des quais*, son premier long-métrage. « Je n'étais pas, et je ne suis toujours pas, un élève. J'allais voir les films de Gabin ou Fernandel. Mais j'aimais aussi Rome ville ouverte et Le Voleur de bicyclette. »

### RÉAPPARITION FORTUITE

La suite est la partie la mieux connue de « l'affaire Carpita » : après quelques projections militantes, *Le Rendez-vous des quais* est censuré par la Commission de contrôle et une copie spectacul-

rement saisie par la police. L'instituteur doit renoncer à son deuxième long-métrage, *Les Sables mouvants*. En 1968, il abandonne l'école pour créer sa société de production et tourne des films de commande sur l'environnement, la recherche scientifique... On retrouve « par hasard » une copie du *Rendez-vous des quais* en 1988, selon la version présentée en 1990 au moment de la sortie du film dans les salles. Dès lors, Paul Carpita, reconnu, trouve un producteur pour, enfin, tourner ses *Sables mouvants* : le scénario est resté inchangé, l'histoire se déroule en 1958.

L'« affaire » est malheureusement plus obscure. A la censure de la Commission de contrôle s'est en réalité ajoutée celle du Parti communiste, qui n'a pas combattu cette décision. Après la mort de Staline et le retour de Maurice Thorez, le scénario anticolonialiste n'est plus dans la ligne. L'historique précis des *Rendez-vous des quais*, tel que l'a établi le spécialiste Marc Vernet dans la *Revue de la Cinématique*, montre que les négatifs du film n'ont jamais disparu. La société de distribution du Parti, Procinex, les a conservés jusqu'en 1979 avant de les déposer aux Archives du film.

« Dire que je croyais le film perdu ! C'est très bien qu'ils aient gardé mes négatifs, mais ils auraient dû me le dire. J'ai été terriblement peiné. J'avais la colère, mais à qui m'adresser ? Au Parti, il ne reste que des gens qui n'ont pas connu cette période », dit Paul Carpita, encore bouleversé. Militant sincère, affectivement lié au Parti depuis la Résistance, l'instituteur a cependant laissé accréder le mythe de la réapparition fortuite du film en 1988 - repris aujourd'hui dans le dossier de presse des *Sables mouvants*. Interrogé, le cinéaste concède : « Vers 1982, j'ai appris que les négatifs étaient aux Archives du film. » Il rachète alors les droits de son œuvre et obtient, en 1983, un visa d'exploitation auprès de la Commission de contrôle. Emu aux larmes par la sortie des *Sables mouvants*, Paul Carpita préfère parler du bonheur de son tournage, des soutiens dont il a bénéficié. Le comité d'entreprise marseillais d'EDF a fourni plusieurs centaines de figurants. Les manœuvres d'Arles ont initié bénévolement les comédiens à l'équitation. Amnesty International et les syndicats organisent des projections. Mercredi, les cheminots parisiens ont réservé une séance, en sa présence, à l'Espace Saint-Michel.

Jacques Mandelbaum

Catherine Bédaride

## Bons sentiments en Camargue

**LES SABLES MOUVANTS.** Film français de Paul Carpita. Avec Beppé Clerici, Daniel San Pedro, Gul Belaidi, Ludvine Vaillat, Philippe Dormoy (1 h 45).

La « résurrection » de Paul Carpita comme cinéaste, grâce à la réapparition du *Rendez-vous des quais* et à la notoriété qu'elle lui a procurée, a permis la réalisation, quarante ans après, de ce deuxième long-métrage, inspiré de la grande grève des dockers de Marseille en 1953, alors durement réprimée. Le scénario des *Sables mouvants* était déjà écrit lorsque la censure a interrompu la carrière du réalisateur marseillais. Il en a à peine modifié le contenu. Hélas, les belles histoires, pas plus que les bonnes

intentions, ne sont garantes de la réussite d'un film. Une fois encore, la réalité sociale a inspiré le cinéaste, qui situe l'action de son film en Camargue dans les années cinquante. Manuel, un jeune (et fier) espagnol fuyant le franquisme, y tombe sous la coupe de Monsieur Roger, véritable marchand d'esclaves qui exploite les travailleurs saisonniers pour le compte d'un cynique promoteur. Le conflit de classe aura raison de leur amitié naissante, et aussi d'un film où Mado l'orpheline et Mouloud l'innocent complètent une galerie de personnages totalement stéréotypés. Paul Carpita visait la vérité : il l'aura manquée par excès de zèle.

## Le Festival de Pusan révèle des auteurs coréens audacieux

La première manifestation internationale organisée en Corée du Sud a présenté des films japonais

### PUSAN

Il y a toujours quelque chose de touchant dans un festival qui débute : un côté comédie musicale de la MGM où Judy Garland et Mickey Rooney réinterprètent une bande de copains dans une grange pour « monter un show ». Première manifestation du genre dans l'histoire de la Corée, le Festival international du film de Pusan (du 13 au 22 septembre) a mobilisé sept écrans (la totalité du centre-ville plus le Yacht Club, cinq mille places, pour les projections en plein air), présentant cent soixante et onze films en provenance de trente et un pays. Parmi eux, quinze venaient du Japon, une première depuis l'occupation de la Corée par l'empire du Soleil-Levant.

Près de quatre cents volontaires, étudiants pour la plupart, se sont mis gratuitement au service du Festival, preuve que sa création dans la deuxième ville de Corée correspondait à un besoin. Pourtant, les organisateurs ont d'abord eu une grosse frayeur : seulement trois mille places avaient été vendues à l'avance. Mais dès le lendemain de l'ouverture, huit mille places étaient vendues pour la seule journée. Depuis, l'affluence ne s'est plus démentie. Pour le public local, le principal attrait tenait à la présence de grands films pas encore sortis dans le pays, du *Regard d'Ulysse* d'Angelopoulos à la Palme d'or *Serrets et mensonges* en pas-

sant par *La Haine*, *Conte d'été*, *Crash* ou *Pargo*. Mais le programme présentait aussi des sélections consacrées aux productions asiatiques, dont une au jeune cinéma coréen. Un cinéma qui s'est révélé politiquement audacieux et... étonnamment francophone.

Dans *L'Éthérée* de Park Kwang-su, un écrivain fuyant le régime républicain (flash-back en noir et blanc) dans les années 70, l'âge noir des ateliers clandestins où l'humanité la plus élémentaire n'avait pas droit de cité. Il évoque la mémoire du militant syndical Jeon Tae-il, qui s'immola par le feu, le code du travail à la main. Si la situation s'est un peu améliorée, il reste dangereux de se syndiquer en Corée. Un *petit*, de Sun Woo-jang revient sur le soulèvement populaire de Kwangju et sa sanglante répression en décembre 1979. Une adolescente ayant survécu aux fusils et aux viols, laissée pour morte, s'échappe de la fosse commune. Passant pour folle, elle est recueillie par un maçon qui la traite à la fois avec violence et compassion. Alternant la couleur (aujourd'hui) et le noir et blanc (hier), le film est bouleversant.

La cinéaste Soon Rye-yim consacre sa première réalisation, *Trois amis*, à trois adolescents qui apprennent, différemment, à affronter la conscription. Opérant par petites touches, témoignage d'une grande maîtrise, le film - récompensé du prix à la meilleure

première œuvre - a été tourné avec de très petits moyens. Sa réalisatrice, âgée de treize-cinq ans, a fait ses études en France (à Paris-VIII). C'est également le cas de (Daniel) Byun Hyuk, auteur du court-métrage *Joyeux anniversaire*, son film de fin d'études à la FEMIS, et surtout du très beau moyen-métrage *En écho de mon être*, errance poétique d'un écrivain de retour dans sa propre ville (Pusan), qui lui est devenue étrangère. Autobiographique et mélancolique, ce poème est magnifiquement filmé en noir et blanc par Jeon Soo-il, qui, lui aussi, a passé quelques années en France.

### DEUX FILMS CHINOIS REMARQUÉS

Dans un registre assez proche, le premier film de Hong Sang-soo, *Le jour où un cochon tomba dans un puits* conte l'histoire d'un écrivain raté et de ses rapports problématiques avec deux femmes amoureuses de lui, avec un talent évident au service d'un film volontairement lent. Aux antipodes de cette marginalité, *Un toit brillant*, premier film de Lee Min-yong, est une comédie féministe survoltée et provocatrice dont les héroïnes sont des femmes malmenées qui se révèlent en squattant un toit d'immeuble. Sans finesse mais efficace, la satire fonctionne, si bien que Hollywood veut en faire un remake. Alors que *Branches brisées*, de Park Jo-ho, ambitionne de broser un portrait des contraintes familiales et de la

condition homosexuelle, mais sombre dans les pires clichés.

Parmi les films originaux des autres pays d'Asie, outre l'événement constitué par la présence de productions japonaises, on a surtout remarqué les films chinois. La nouvelle réalisation de l'anticonformiste Zhang Yuan marque une rupture dans le style, jusqu'alors trépidant, de l'auteur de *Mama* et des *Bâtards de Pékin*. Dans *Derrière la Cité interdite* (production française), il a filmé sa propre pièce *Le Pavillon de l'Est*, le *Pavillon de l'Ouest* (qui sera présenté à Créteil) à partir du 3 décembre dans le cadre du Festival d'automne, créant une atmosphère étouffante, proche de Jean Genet, à partir d'une rencontre entre un jeune écrivain homosexuel et le policier qui l'a arrêté. Autre révélation chinoise, *En attente*, premier film de Zhang Ming, est le portrait éclaté, quasi pirandellien, d'une femme employée d'hôtel dans une région menacée d'être recouverte par les eaux, vu à travers les regards croisés de trois hommes qui l'entourent, son amant, son patron et un policier. La subtilité de la construction du scénario et l'acuité du regard du cinéaste ont séduit le jury, présidé par le grand cinéaste coréen Im Kwon-taek, qui lui a attribué le grand prix de la section nouveaux courants.

Henri Béhar et Max Tessier

### LES ENTRÉES À PARIS

■ Succès étonnant, pour sa sortie, de la Palme d'or *Serrets et mensonges*, qui intrigue 93 000 spectateurs dans 30 salles. Et, parmi les nouveautés, deux « petits films », également révévés par Cannes, reçoivent eux aussi un bon accueil à l'échelle de leurs ambitions commerciales : *Love Star* enregistre 9 000 entrées dans cinq salles, et *Few of Us* 3 300, avec seulement deux écrans.

■ Le bilan de la semaine est pourtant décevant, avec pour la première fois depuis la mi-août une fréquentation globale en recul par rapport à la période correspondante de 1995. La faute en incombe aux médiocres performances des deux plus grosses sorties. Avec 43 salles, *Phénomène* n'attire que 60 000 spectateurs, avec deux salles de moins, *La Belle Verte* fait à peine mieux à 63 000.

■ En continuation, le magistère de *Professeur foldingue* se poursuit, avec 62 000 élèves dans 42 salles, soit un total de 305 000 en trois semaines. *Fargo* passe toujours, à 33 000 en troisième semaine dans 23 salles (total : 138 000). *Mes doubles*, ma femme et moi, à 27 000 en deuxième semaine dans 35 salles (total : 70 000), ne sera pas un triomphe. Quant à *Hommes femmes* : mode d'emploi, sur autant d'écrans, il plafonne à 23 000 en quatrième semaine (total : 268 000).

J.-M. R.

\* Chiffres : Le Film français

Avec NOSTALGIE  
Chanson française  
1-13 octobre 1996  
Festival de Carne  
Arno • Arthur H • Assassin • Nicole Croisille  
Dédé Saint-Prix • Jean Guidoni • I Muvini  
Les Innocents • Khaled • Michel Legrand  
Louis Luch • Ludwig Von 88 • Guy Marchand  
Pow Wow • Les Wampas • Steve Waring  
Zazie & 80 AUTRES ARTISTES  
NOSTALGIE  
LOCATIONS : FNAC • Virgin Megastore • 30 15° Bileto  
France Bileto Carrefour • Extrapole Belle-Epine  
35 15° Sortiz • 35 15° ou 35 17° Innochoent  
RENSEIGNEMENTS  
(1) 45 15 07 07

une autre façon  
d'aller au cinéma  
14 juillet  
sur Seine  
le nouveau cinéma 14 juillet  
au bord du bassin de la Villette (19)  
6 salles en gradins 1000 fauteuils  
son numérique Dolby SR  
le restaurant  
le rendez-vous des quais  
et sa terrasse au bord de l'eau  
14, quai de la Seine 75019 Paris  
métro : Jaurès et Stalingrad  
ouverture le 15 septembre 1996  
mk2



## LA SÉLECTION DU « MONDE »

**BIENVENUE DANS L'ÂGE INGRAT** (américain, 1 h 27), de Todd Solondz.  
**CHRONIQUE COLONIALE**, **MOTHER DAO** (néerlandais, 1 h 30), documentaire néerlandais de Vincent Monnikendam.  
**LES CORNELLES** (polonais, 1 h 6), de Dorota Kedziorzawa.  
**LES DIABLES, LES DIABLES** (polonais, 1 h 41), de Rob Epstein et Jeffrey Friedman.  
**THE VAN** (britannique, 1 h 45), de Stephen Frears.  
**LES VOLEURS** (français, 1 h 57), d'André Téchiné.

**FOURBI** (suisse, 1 h 54), d'Alain Tanner.  
**MIKHAIL KOBACHIDZE, CINQ COURTS-MÉTRAGES INÉDITS** (géorgien, noir et blanc, 1 h 13), de Mikhaïl Kobakhidze.  
**SECRETS ET MENSONGES** (britannique, 2 h 22), de Mike Leigh.  
**THE CELLULOID CLOSET** (américain, 1 h 41), de Rob Epstein et Jeffrey Friedman.  
**THE VAN** (britannique, 1 h 45), de Stephen Frears.  
**LES VOLEURS** (français, 1 h 57), d'André Téchiné.

## FESTIVALS

**FESTIVAL INTERNATIONAL DE BIARRITZ**  
Créé en 1979, le Festival international de Biarritz est consacré aux cinémas et cultures de l'Amérique latine. Parallèlement à la projection d'une dizaine de longs métrages présentés en compétition, une cinquantaine de films en provenance d'Argentine, du Brésil, du Pérou, du Venezuela et de l'Équateur feront les belles heures de cette manifestation.  
Une rétrospective concernant la production de la compagnie brésilienne Vera Cruz à São Paulo entre 1949 et 1954 est aussi prévue ainsi que des rencontres littéraires et universitaires, des expositions et des spectacles de musique et de théâtre.  
Du 30 septembre au 6 octobre, Bureau du Festival, 1, square d'Orléans, 64200 Biarritz. Tél. : 59-22-37-00.  
**CINÉMA THÉÂTRE FRANÇAISE HOMMAGE À GÉRARD BLAIN**  
Comédien, Gérard Blain fut un des acteurs représentatifs de la jeunesse de l'après-guerre et de la Nouvelle Vague. Voici le temps des assauts, de Julien Duvivier (1956), Les Cousins, de Claude Chabrol (1958), Les Misons, de François Truffaut (1957) et Le Beau Serge, de Claude Chabrol (1959) le font connaître auprès du grand public. En 1971, il passe de l'autre côté de la caméra et tourne son premier long métrage, Les Amis. Suivront Un enfant dans la foule, Le Pélican, La Forêt de Gaspard, Un second souffle... Cinéaste exigeant - on le rapproche parfois de Robert Bresson - Gérard Blain n'utilise aucun artifice pour exposer ses vérités.  
Du 26 septembre au 13 octobre, CI-

nématique française, Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16. Tél. : 47-04-24-24.  
**SÉANCES JEUNE PUBLIC**  
La Cinématique française s'intéresse aux enfants. Au travers de quelques figures mythiques telles que *Métropolis*, de Fritz Lang (1927), *La Belle et la Bête*, de Jean Cocteau (1946) ou *Peau d'Âne*, de Jacques Demy (1970), des séances de cinéma sont organisées le mercredi et le samedi après-midi. Des ateliers de lanternes magiques seront également proposés au cours du mois d'octobre et pendant les vacances scolaires d'automne.  
Les 18 et 28 septembre et les 9 et 19 octobre, à 14 heures, Cinématique française, Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16. Tél. : 45-53-21-26.  
**CHRONIQUE COLONIALE, MOTHER DAO**  
A l'occasion de la sortie du documentaire du cinéaste hollandais Vincent Monnikendam (*Le Monde* du 19 septembre), le Studio des Ursulines organise le mardi 24 septembre à 19 h 45, à l'issue de la projection de ce film, un débat avec Alain Ruscio, historien, docteur ès lettres et auteur de *Le Crédo de l'homme blanc, Amours coloniales et d'autres ouvrages sur le colonialisme. Les statues meurent aussi*, d'Alain Resnais et Chris Marker (1953, 30 min), remarquable court métrage, violente diatribe contre les méfaits du colonialisme, longtempes censuré et mutilé est repris parallèlement dans cette même salle.  
Studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines, Paris 5. Tél. : 43-26-19-09.

## NOUVEAUX FILMS

**A TOUTE VITESSE**  
Film français de Gaël Morel, avec Elio Bouché, Pascal Carro, Stéphane Rideau, Mélanie Baradid (1 h 28).  
UGC Ciné-club les Halles, doily, 1<sup>er</sup>.  
Gaumont Opéra Impérial, doily, 2<sup>e</sup>.  
(47-70-33-88; réservation : 40-30-20-10).  
UGC Odéon, doily, 3<sup>e</sup>.  
George-V, doily, 4<sup>e</sup>.  
UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup>.  
Gaumont Gobelins Fauvette, doily, 13<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Gaumont Alésia, doily, 14<sup>e</sup>.  
(43-27-84-50; réservation : 40-30-20-10).  
Bienvenue Montparnasse, 15<sup>e</sup>.  
(39-17-10-00; réservation : 40-30-20-10).  
Pathe Wepler, doily, 16<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Pathe Wepler, doily, 17<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Gaubert, doily, 20<sup>e</sup>.  
(46-36-10-96; réservation : 40-30-20-10).  
**CINQ JOURS, CINQ NUITS**  
Film portugais de José Fonseca e Costa, avec Victor Norte, Paulo Pires, Ana Padrao, Canto e Castro, Teresa Roby, Miguel Guilherme (1 h 40).  
VO : Latine, 4<sup>e</sup>.  
(42-78-47-88).  
**DARKLY MOON**  
Film britannique de Philip Ridley, avec Brendan Fraser, Ashley Judd, Viggo Mortensen, Loren Dean, Grace Zabriskie, Lou Myers (1 h 38).  
VO : UGC Ciné-club les Halles, doily, 1<sup>er</sup>.  
**ENCORE**  
Film français de Pascal Bonitzer, avec Jackie Berroyer, Valérie Bruni Tedeschi, Natacha Régnier, Laurence Côté, Hélène Fillières, Michel Massé (1 h 36).  
UGC Ciné-club les Halles, 1<sup>er</sup>.  
Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrand, 4<sup>e</sup>.  
(42-22-87-23; réservation : 40-30-20-10).  
UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 8<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 9<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 10<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 11<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 12<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 13<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 14<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 15<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 16<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 17<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 18<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 19<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 20<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 21<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 22<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 23<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 24<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 25<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 26<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 27<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 28<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 29<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 30<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 31<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 32<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 33<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 34<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 35<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 36<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 37<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 38<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 39<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 40<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 41<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 42<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 43<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 44<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 45<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 46<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 47<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 48<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 49<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 50<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 51<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 52<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 53<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 54<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 55<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 56<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 57<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 58<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 59<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 60<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 61<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 62<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 63<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 64<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 65<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 66<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 67<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 68<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 69<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 70<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 71<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 72<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 73<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 74<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 75<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 76<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 77<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 78<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 79<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 80<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 81<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 82<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 83<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 84<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 85<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 86<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 87<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 88<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 89<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 90<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 91<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 92<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 93<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 94<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 95<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 96<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 97<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 98<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 99<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 100<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 101<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 102<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 103<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 104<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 105<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 106<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 107<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 108<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 109<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 110<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 111<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 112<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 113<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 114<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 115<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 116<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 117<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 118<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 119<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 120<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 121<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 122<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 123<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 124<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 125<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 126<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 127<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 128<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 129<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 130<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 131<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 132<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 133<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 134<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 135<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 136<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 137<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 138<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 139<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 140<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 141<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 142<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 143<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 144<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 145<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 146<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 147<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 148<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 149<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 150<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 151<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 152<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 153<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 154<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 155<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 156<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 157<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 158<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 159<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 160<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 161<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 162<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 163<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 164<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 165<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 166<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 167<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 168<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 169<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 170<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 171<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 172<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 173<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 174<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 175<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 176<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 177<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 178<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 179<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 180<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 181<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 182<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 183<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 184<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 185<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 186<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 187<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 188<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 189<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 190<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 191<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 192<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 193<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 194<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 195<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 196<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 197<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 198<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 199<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 200<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 201<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 202<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 203<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 204<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 205<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 206<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 207<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 208<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 209<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 210<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 211<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 212<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 213<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 214<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 215<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 216<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 217<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 218<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 219<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 220<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 221<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 222<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 223<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 224<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 225<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 226<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 227<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 228<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 229<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 230<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 231<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 232<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 233<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 234<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 235<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 236<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 237<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 238<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 239<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 240<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 241<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 242<sup>e</sup>.  
(45-61-10-60).  
UGC Opéra, doily, 243<sup>e</sup>.  
(47-07-35-88; réservation : 40-30-20-10).  
Le Balzac, 244<sup>e</sup>.



صحة من الامم

## Les catalogues Paramount et MCA convoités

CANAL PLUS et le futur bouquet numérique Télévision par satellite (TPS) se disputent les catalogues de films de Paramount et MCA. Patrick Le Lay, PDG de TF1 et président de TPS, serait sur le point d'acquiescer pour 560 millions de dollars (environ 2,8 milliards de francs) l'exclusivité pendant dix ans des productions (1100 films) de Paramount, qui dépend du groupe Viacom.

Ces productions pourraient être diffusées en crypté sur TPS et en clair sur les chaînes hertziennes du bouquet. Le coût élevé du catalogue empêche toutefois France Télévision de participer à cette acquisition. Il serait donc « relayé » par France Télécom, son partenaire dans TPS. Ce dernier épaulerait financièrement TF1, la CIT et M6 pour signer avec Paramount. De son côté, Canal Plus, intéressé également par le catalogue Paramount, essaie de contrer l'accord avec TPS. La chaîne cryptée vient d'obtenir la signature de MTV, chaîne musicale de Viacom, qui sera diffusée dans le bouquet de CanalSatellite.

Pour faire monter les prix, les majors américaines ont bien entendu intérêt à jouer la concurrence entre TPS et Canal Plus. Faute d'exclusivité sur le football, TPS doit « acquiescer les droits de deux catalogues américains et d'une bonne librairie de programmes » pour séduire ses futurs abonnés, selon un proche du dossier. Le groupe tentait donc d'acquiescer le catalogue de MCA en plus de celui de Paramount.

G. D. Libération et Le Figaro marquent.

## « Le Monde » a gagné plus de 200 000 lecteurs en un an

L'audience de la presse quotidienne nationale est restée stable

### Le lectorat des quotidiens

Quotidien	1995	1996
Le Monde	2 562	2 861
Libération	2 255	2 038
Le Figaro	1 972	1 818
Le Parisien	1 636	1 704
Le Journal du dimanche	1 045	1 090
Le Progrès	940	932
Le Midi Libre	759	737
Le Dauphiné	443	423
Le Courrier	370	360
Le Journal	349	333

Un léger tassement, pendant chacun 0,2 % en taux de pénétration : 45 000 lecteurs pour Libération (1,045 million) et 68 000 pour le quotidien du groupe Hérault (1,636 million). L'audience de France-Soir, des Echos et de La Tribune-Desbrosses reste stable, tandis que celle de La Croix et de L'Humanité progresse légèrement. Enfin, le Journal du dimanche est également en hausse, avec 1,562 million de lec-

teurs contre 1,455 million il y a un an. Cette étude a été réalisée par Ipsos-Médias de septembre 1995 à juin 1996, à partir de 20 350 entretiens, sur un échantillon représentatif de la population française de 15 ans et plus. Cette enquête permet également de mieux connaître le profil et les habitudes des lecteurs réguliers de la presse. Globalement, ils ont un niveau de vie et d'instruction supérieur à la moyenne nationale. 39 % ont un niveau d'éducation supérieur ; 58,8 % sont actifs ; 60 % sont des hommes. Les deux tiers des lecteurs de la presse nationale ont moins de 50 ans et 36,4 % moins de 35 ans. Enfin, la presse parisienne reste bien nationale : 58,2 % de ses fidèles habitent en dehors de la région Ile-de-France.

Pour faire connaître ce profil de lecteur-consommateur, méconnu des annonceurs et des agences de publicité qui ont tendance à exclure les journaux nationaux de leurs plans-médias, les éditeurs de l'Europe ont décidé d'étudier la création d'un produit publicitaire commun - qui toucherait plus de 9 millions de personnes - pour la fin de l'année. L'objectif étant, selon le président d'Europe, Michel Vidal-Solbes de « renforcer et de développer la présence de la presse quotidienne nationale auprès des secteurs et des annonceurs qui en sont à l'heure actuelle peu ou pas utilisateurs ». En complément de cette initiative, L'Equipe, Les Echos et Le Monde ont déjà créé un produit publicitaire commun, seulement à destination des cadres (Le Monde du 4 septembre).

## RFI et RMC - Moyen-Orient s'allient pour former le « pôle radio extérieur de la France »

JEAN-PAUL CLUZEL, PDG de Radio-France internationale (RFI), et Georges Vanderchmitt, président de la Société française de radiodiffusion (Sofrad, holding d'Etat gérant ses participations à l'étranger), sont parvenus à un accord sur la cession de la Somera, société éditrice de Radio Monte-Carlo-Moyen-Orient (RMC-MO), sous tutelle de la Sofrad, à RFI. L'accord devrait être effectif à la mi-octobre, après consultation des comités d'entreprise et des conseils d'administration. Jean-Paul Cluzel présidera la Somera tandis que Christian Charpy, directeur général de RFI, en sera le directeur général.

« Ainsi commence à prendre forme le pôle radiophonique extérieur de la France voulu par les pouvoirs publics », a précisé, mardi 24 septembre, le PDG de RFI. On a souvent accusé RMC-MO et RFI de se faire concurrence alors qu'ils avaient le même actionnaire : l'Etat. Le nouvel accord met fin à ces rivalités. Jean-Paul Cluzel a indiqué que RMC-MO devait, sur le fond, continuer « d'apporter une vision française respectueuse de la pluralité des peuples et des réalités locales », mais changer dans sa forme. « Nous allons réfléchir, grâce à des études, à un format qui ne soit pas construit sur le modèle d'un Europe 1 des années 70 et qui corresponde aux attentes des auditeurs arabophones », a-t-il déclaré.

La nouvelle formule de RMC-MO devrait naître en janvier 1997, peu avant le début du Ramadan. Sans dévoiler la composition et

l'identité de la future équipe dirigeante de RMC-MO, Jean-Paul Cluzel s'est borné à indiquer que le directeur de l'antenne serait « un arabophone, connu et bilingue ».

### BUDGET SATISFAISANT

Le PDG de RFI a donné les raisons pour lesquelles il avait choisi de changer le format de RFI (Le Monde du 17 septembre). La démocratisation des pays, qui a entraîné l'apparition de radios et de télévisions locales, mais aussi la concurrence des télévisions internationales, qui, avec la réception directe par satellite, sont reçues dans de meilleures conditions techniques, ont fait que les attentes des auditeurs ont changé. RFI devait donc apporter quelque chose de plus que les autres médias : une actualité disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre - capable de correspondre aux nouvelles habitudes d'écoute - et proche des préoccupations des auditeurs. Ces bouleversements s'accompagnent d'un changement de logo : RFI a troqué le bleu-blanc-rouge pour le rouge et un « 1 » plus épais, qui met l'accent sur son rôle international.

Jean-Paul Cluzel est soutenu dans son projet par le ministère des Affaires étrangères. Son budget 1997 le satisfait : 740,3 millions de francs selon le ministère de la Culture, soit +0,68 % par rapport à 1996. Près de 40 % de cette somme sont consacrés aux seuls coûts de diffusion.

Véronique Cauhapé

### MERCREDI 25 SEPTEMBRE

#### TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
13.00 Journal, Métro.  
13.35 Femmes.  
13.40 Les Femmes de l'année.  
14.35 Elise. Série.  
15.35 Superchic Dorothée.  
16.35 La Chanson de l'année.  
17.40 J'aimais 2 sans toi. Série.  
18.05 Le Rebelle. Série.  
19.00 L'Or à l'appel.  
19.35 Métro.  
20.00 Journal.

#### 20.20

**FOOTBALL**  
Dernière journée de la Ligue des champions. En direct de Glasgow.  
19.35, 20.00, 20.30, 21.00, 21.30, 22.00, 22.30, 23.00, 23.30, 24.00, 24.30, 25.00, 25.30, 26.00, 26.30, 27.00, 27.30, 28.00, 28.30, 29.00, 29.30, 30.00, 30.30, 31.00, 31.30, 32.00, 32.30, 33.00, 33.30, 34.00, 34.30, 35.00, 35.30, 36.00, 36.30, 37.00, 37.30, 38.00, 38.30, 39.00, 39.30, 40.00, 40.30, 41.00, 41.30, 42.00, 42.30, 43.00, 43.30, 44.00, 44.30, 45.00, 45.30, 46.00, 46.30, 47.00, 47.30, 48.00, 48.30, 49.00, 49.30, 50.00, 50.30, 51.00, 51.30, 52.00, 52.30, 53.00, 53.30, 54.00, 54.30, 55.00, 55.30, 56.00, 56.30, 57.00, 57.30, 58.00, 58.30, 59.00, 59.30, 60.00, 60.30, 61.00, 61.30, 62.00, 62.30, 63.00, 63.30, 64.00, 64.30, 65.00, 65.30, 66.00, 66.30, 67.00, 67.30, 68.00, 68.30, 69.00, 69.30, 70.00, 70.30, 71.00, 71.30, 72.00, 72.30, 73.00, 73.30, 74.00, 74.30, 75.00, 75.30, 76.00, 76.30, 77.00, 77.30, 78.00, 78.30, 79.00, 79.30, 80.00, 80.30, 81.00, 81.30, 82.00, 82.30, 83.00, 83.30, 84.00, 84.30, 85.00, 85.30, 86.00, 86.30, 87.00, 87.30, 88.00, 88.30, 89.00, 89.30, 90.00, 90.30, 91.00, 91.30, 92.00, 92.30, 93.00, 93.30, 94.00, 94.30, 95.00, 95.30, 96.00, 96.30, 97.00, 97.30, 98.00, 98.30, 99.00, 99.30, 100.00, 100.30, 101.00, 101.30, 102.00, 102.30, 103.00, 103.30, 104.00, 104.30, 105.00, 105.30, 106.00, 106.30, 107.00, 107.30, 108.00, 108.30, 109.00, 109.30, 110.00, 110.30, 111.00, 111.30, 112.00, 112.30, 113.00, 113.30, 114.00, 114.30, 115.00, 115.30, 116.00, 116.30, 117.00, 117.30, 118.00, 118.30, 119.00, 119.30, 120.00, 120.30, 121.00, 121.30, 122.00, 122.30, 123.00, 123.30, 124.00, 124.30, 125.00, 125.30, 126.00, 126.30, 127.00, 127.30, 128.00, 128.30, 129.00, 129.30, 130.00, 130.30, 131.00, 131.30, 132.00, 132.30, 133.00, 133.30, 134.00, 134.30, 135.00, 135.30, 136.00, 136.30, 137.00, 137.30, 138.00, 138.30, 139.00, 139.30, 140.00, 140.30, 141.00, 141.30, 142.00, 142.30, 143.00, 143.30, 144.00, 144.30, 145.00, 145.30, 146.00, 146.30, 147.00, 147.30, 148.00, 148.30, 149.00, 149.30, 150.00, 150.30, 151.00, 151.30, 152.00, 152.30, 153.00, 153.30, 154.00, 154.30, 155.00, 155.30, 156.00, 156.30, 157.00, 157.30, 158.00, 158.30, 159.00, 159.30, 160.00, 160.30, 161.00, 161.30, 162.00, 162.30, 163.00, 163.30, 164.00, 164.30, 165.00, 165.30, 166.00, 166.30, 167.00, 167.30, 168.00, 168.30, 169.00, 169.30, 170.00, 170.30, 171.00, 171.30, 172.00, 172.30, 173.00, 173.30, 174.00, 174.30, 175.00, 175.30, 176.00, 176.30, 177.00, 177.30, 178.00, 178.30, 179.00, 179.30, 180.00, 180.30, 181.00, 181.30, 182.00, 182.30, 183.00, 183.30, 184.00, 184.30, 185.00, 185.30, 186.00, 186.30, 187.00, 187.30, 188.00, 188.30, 189.00, 189.30, 190.00, 190.30, 191.00, 191.30, 192.00, 192.30, 193.00, 193.30, 194.00, 194.30, 195.00, 195.30, 196.00, 196.30, 197.00, 197.30, 198.00, 198.30, 199.00, 199.30, 200.00, 200.30, 201.00, 201.30, 202.00, 202.30, 203.00, 203.30, 204.00, 204.30, 205.00, 205.30, 206.00, 206.30, 207.00, 207.30, 208.00, 208.30, 209.00, 209.30, 210.00, 210.30, 211.00, 211.30, 212.00, 212.30, 213.00, 213.30, 214.00, 214.30, 215.00, 215.30, 216.00, 216.30, 217.00, 217.30, 218.00, 218.30, 219.00, 219.30, 220.00, 220.30, 221.00, 221.30, 222.00, 222.30, 223.00, 223.30, 224.00, 224.30, 225.00, 225.30, 226.00, 226.30, 227.00, 227.30, 228.00, 228.30, 229.00, 229.30, 230.00, 230.30, 231.00, 231.30, 232.00, 232.30, 233.00, 233.30, 234.00, 234.30, 235.00, 235.30, 236.00, 236.30, 237.00, 237.30, 238.00, 238.30, 239.00, 239.30, 240.00, 240.30, 241.00, 241.30, 242.00, 242.30, 243.00, 243.30, 244.00, 244.30, 245.00, 245.30, 246.00, 246.30, 247.00, 247.30, 248.00, 248.30, 249.00, 249.30, 250.00, 250.30, 251.00, 251.30, 252.00, 252.30, 253.00, 253.30, 254.00, 254.30, 255.00, 255.30, 256.00, 256.30, 257.00, 257.30, 258.00, 258.30, 259.00, 259.30, 260.00, 260.30, 261.00, 261.30, 262.00, 262.30, 263.00, 263.30, 264.00, 264.30, 265.00, 265.30, 266.00, 266.30, 267.00, 267.30, 268.00, 268.30, 269.00, 269.30, 270.00, 270.30, 271.00, 271.30, 272.00, 272.30, 273.00, 273.30, 274.00, 274.30, 275.00, 275.30, 276.00, 276.30, 277.00, 277.30, 278.00, 278.30, 279.00, 279.30, 280.00, 280.30, 281.00, 281.30, 282.00, 282.30, 283.00, 283.30, 284.00, 284.30, 285.00, 285.30, 286.00, 286.30, 287.00, 287.30, 288.00, 288.30, 289.00, 289.30, 290.00, 290.30, 291.00, 291.30, 292.00, 292.30, 293.00, 293.30, 294.00, 294.30, 295.00, 295.30, 296.00, 296.30, 297.00, 297.30, 298.00, 298.30, 299.00, 299.30, 300.00, 300.30, 301.00, 301.30, 302.00, 302.30, 303.00, 303.30, 304.00, 304.30, 305.00, 305.30, 306.00, 306.30, 307.00, 307.30, 308.00, 308.30, 309.00, 309.30, 310.00, 310.30, 311.00, 311.30, 312.00, 312.30, 313.00, 313.30, 314.00, 314.30, 315.00, 315.30, 316.00, 316.30, 317.00, 317.30, 318.00, 318.30, 319.00, 319.30, 320.00, 320.30, 321.00, 321.30, 322.00, 322.30, 323.00, 323.30, 324.00, 324.30, 325.00, 325.30, 326.00, 326.30, 327.00, 327.30, 328.00, 328.30, 329.00, 329.30, 330.00, 330.30, 331.00, 331.30, 332.00, 332.30, 333.00, 333.30, 334.00, 334.30, 335.00, 335.30, 336.00, 336.30, 337.00, 337.30, 338.00, 338.30, 339.00, 339.30, 340.00, 340.30, 341.00, 341.30, 342.00, 342.30, 343.00, 343.30, 344.00, 344.30, 345.00, 345.30, 346.00, 346.30, 347.00, 347.30, 348.00, 348.30, 349.00, 349.30, 350.00, 350.30, 351.00, 351.30, 352.00, 352.30, 353.00, 353.30, 354.00, 354.30, 355.00, 355.30, 356.00, 356.30, 357.00, 357.30, 358.00, 358.30, 359.00, 359.30, 360.00, 360.30, 361.00, 361.30, 362.00, 362.30, 363.00, 363.30, 364.00, 364.30, 365.00, 365.30, 366.00, 366.30, 367.00, 367.30, 368.00, 368.30, 369.00, 369.30, 370.00, 370.30, 371.00, 371.30, 372.00, 372.30, 373.00, 373.30, 374.00, 374.30, 375.00, 375.30, 376.00, 376.30, 377.00, 377.30, 378.00, 378.30, 379.00, 379.30, 380.00, 380.30, 381.00, 381.30, 382.00, 382.30, 383.00, 383.30, 384.00, 384.30, 385.00, 385.30, 386.00, 386.30, 387.00, 387.30, 388.00, 388.30, 389.00, 389.30, 390.00, 390.30, 391.00, 391.30, 392.00, 392.30, 393.00, 393.30, 394.00, 394.30, 395.00, 395.30, 396.00, 396.30, 397.00, 397.30, 398.00, 398.30, 399.00, 399.30, 400.00, 400.30, 401.00, 401.30, 402.00, 402.30, 403.00, 403.30, 404.00, 404.30, 405.00, 405.30, 406.00, 406.30, 407.00, 407.30, 408.00, 408.30, 409.00, 409.30, 410.00, 410.30, 411.00, 411.30, 412.00, 412.30, 413.00, 413.30, 414.00, 414.30, 415.00, 415.30, 416.00, 416.30, 417.00, 417.30, 418.00, 418.30, 419.00, 419.30, 420.00, 420.30, 421.00, 421.30, 422.00, 422.30, 423.00, 423.30, 424.00, 424.30, 425.00, 425.30, 426.00, 426.30, 427.00, 427.30, 428.00, 428.30, 429.00, 429.30, 430.00, 430.30, 431.00, 431.30, 432.00, 432.30, 433.00, 433.30, 434.00, 434.30, 435.00, 435.30, 436.00, 436.30, 437.00, 437.30, 438.00, 438.30, 439.00, 439.30, 440.00, 440.30, 441.00, 441.30, 442.00, 442.30, 443.00, 443.30, 444.00, 444.30, 445.00, 445.30, 446.00, 446.30, 447.00, 447.30, 448.00, 448.30, 449.00, 449.30, 450.00, 450.30, 451.00, 451.30, 452.00, 452.30, 453.00, 453.30, 454.00, 454.30, 455.00, 455.30, 456.00, 456.30, 457.00, 457.30, 458.00, 458.30, 459.00, 459.30, 460.00, 460.30, 461.00, 461.30, 462.00, 462.30, 463.00, 463.30, 464.00, 464.30, 465.00, 465.30, 466.00, 466.30, 467.00, 467.30, 468.00, 468.30, 469.00, 469.30, 470.00, 470.30, 471.00, 471.30, 472.00, 472.30, 473.00, 473.30, 474.00, 474.30, 475.00, 475.30, 476.00, 476.30, 477.00, 477.30, 478.00, 478.30, 479.00, 479.30, 480.00, 480.30, 481.00, 481.30, 482.00, 482.30, 483.00, 483.30, 484.00, 484.30, 485.00, 485.30, 486.00, 486.30, 487.00, 487.30, 488.00, 488.30, 489.00, 489.30, 490.00, 490.30, 491.00, 491.30, 492.00, 492.30, 493.00, 493.30, 494.00, 494.30, 495.00, 495.30, 496.00, 496.30, 497.00, 497.30, 498.00, 498.30, 499.00, 499.30, 500.00, 500.30, 501.00, 501.30, 502.00, 502.30, 503.00, 503.30, 504.00, 504.30, 505.00, 505.30, 506.00, 506.30, 507.00, 507.30, 508.00, 508.30, 509.00, 509.30, 510.00, 510.30, 511.00, 511.30, 512.00, 512.30, 513.00, 513.30, 514.00, 514.30, 515.00, 515.30, 516.00, 516.30, 517.00, 517.30, 518.00, 518.30, 519.00, 519.30, 520.00, 520.30, 521.00, 521.30, 522.00, 522.30, 523.00, 523.30, 524.00, 524.30, 525.00, 525.30, 526.00, 526.30, 527.00, 527.30, 528.00, 528.30, 529.00, 529.30, 530.00, 530.30, 531.00, 531.30, 532.00, 532.30, 533.00, 533.30, 534.00, 534.30, 535.00, 535.30, 536.00, 536.30, 537.00, 537.30, 538.00, 538.30, 539.00, 539.30, 540.00, 540.30, 541.00, 541.30, 542.00, 542.30, 543.00, 543.30, 544.00, 544.30, 545.00, 545.30, 546.00, 546.30, 547.00, 547.30, 548.00, 548.30, 549.00, 549.30, 550.00, 550.30, 551.00, 551.30, 552.00, 552.30, 553.00, 553.30, 554.00, 554.30, 555.00, 555.30, 556.00, 556.30, 557.00, 557.30, 558.00, 558.30, 559.00, 559.30, 560.00, 560.30, 561.00, 561.30, 562.00, 562.30, 563.00, 563.30, 564.00, 564.30, 565.00, 565.30, 566.00, 566.30, 567.00, 567.30, 568.00, 568.30, 569.00, 569.30, 570.00, 570.30, 571.00, 571.30, 572.00, 572.30, 573.00, 573.30, 574.00, 574.30, 575.00, 575.30, 576.00, 576.30, 577.00, 577.30, 578.00, 578.30, 579.00, 579.30, 580.00, 580.30, 581.00, 581.30, 582.00, 582.30, 583.00, 583.30, 584.00, 584.30, 585.00, 585.30, 586.00, 586.30, 587.00, 587.30, 588.00, 588.30, 589.00, 589.30, 590.00, 590.30, 591.00, 591.30, 592.00, 592.30, 593.00, 593.30, 594.00, 594.30, 595.00, 595.30, 596.00, 596.30, 597.00, 597.30, 598.00, 598.30, 599.00, 599.30, 600.00, 600.30, 601.00, 601.30, 602.00, 602.30, 603.00, 603.30, 604.00, 604.30, 605.00, 605.30, 606.00,



Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :

- Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- ■ Ne pas manquer.
- ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
- ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



## Le gouvernement cherche à promouvoir les médicaments génériques

M. Barrot souhaite accorder aux pharmaciens un « droit de substitution »

A L'INSTAR de nombre de ses partenaires européens, la France va-t-elle enfin se mettre à l'heure des médicaments génériques ? Prononçant, mardi 24 septembre, devant l'association des cadres de l'industrie pharmaceutique (ACIP) un véritable discours cadre sur la politique du médicament, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, a annoncé que le décret d'application de l'ordonnance du 25 avril sur la définition des produits génériques allait être publié à la mi-octobre. M. Barrot a, en outre, déclaré que les pharmaciens pourraient avoir, « à terme », un « droit de substitution » permettant de fournir des médicaments génériques à la place de médicaments équivalents prescrits par un médecin.

Revendiquée de longue date par les pharmaciens, la mesure envisagée vise, selon M. Barrot, à « promouvoir les médicaments génériques dès 1997 afin de limiter les dépenses de santé ».

Le décret visant à établir une définition précise du médicament générique devrait reprendre l'essentiel de la définition proposée par Jean Marmot, président du comité économique du médicament, dans son rapport au ministre du travail et des affaires sociales (Le Monde du 9 mai).

« Il est aujourd'hui nécessaire d'arrêter une définition claire et sans ambiguïté qui donne une existence de droit au concept de « médicament générique », recommandait le rapport Marmot, ajoutant qu'« une assise législative conférerait au produit générique un statut indiscutable et clarifierait le débat le concernant ».

Selon la réglementation euro-

péenne, un médicament générique renvoie à la notion de produit « essentiellement similaire à un médicament déjà autorisé ». Une spécialité est considérée comme « essentiellement similaire » lorsqu'elle remplit trois critères : même composition qualitative et quantitative en principe actif, même forme pharmaceutique, et, le cas échéant, bioéquivalence (effet biologique identique sur l'organisme) avec le premier produit, démontrée par

tendue avec l'impatience et la crainte que l'on devine par l'industrie pharmaceutique, permettra la mise en œuvre effective d'une politique incitative visant à promouvoir la production et la prescription de médicaments génériques.

### « AU PLUS VITE »

Actuellement les génériques ne représentent que 5 % du marché pharmaceutique français. Dans d'autres pays, la part de ces médi-

aments beaucoup moins chers atteint parfois des proportions considérables (lire ci-contre). Selon les prévisions, on estime que leur développement en France pourrait à court terme permettre de réaliser des économies comprises entre 1 et 5 milliards de francs.

C'est dans le cadre de cette nouvelle politique du médicament que doit être remplacé le véritable pavé dans la mare lancé mardi par Jacques Barrot à propos du « droit de substitution » qui pourrait être accordé aux pharmaciens. Au cabinet du ministre des affaires sociales, on précisait mercredi 25 septembre, qu'il s'agissait non pas d'une décision de Jacques Barrot, mais d'un « débat » qu'il souhaitait voir aboutir « au plus vite ».

Selon M. Barrot, il n'est pas question d'instituer un droit de substitution générique généralisé qui permettrait à un pharmacien, de son propre chef et sans en référer au médecin prescripteur, de remplacer le médicament prescrit par un autre, moins cher et aux effets comparables.

« Le droit de substitution, précisément, ne devra concerner que des médicaments génériques strictement identiques aux médicaments prescrits ». Ainsi, affirme-t-on avenue de Ségur, un tel système, dont les modalités de mise en œuvre peuvent être multiples, ne devrait « présenter aucun danger pour la santé publique, tout en permettant de réaliser de substantielles économies ».

Dans son rapport, Jean Marmot n'avait pas cru bon d'aller aussi loin que M. Barrot. Il estimait en effet que le débat sur le droit de substitution « revêt parfois des aspects théologiques » et qu'en conséquence il n'était « pas opportun qu'il se prolonge ».

Pour sa part, ajoutait le document, le comité économique du médicament ne juge pas présentement déterminante pour le développement du marché des génériques l'extension du droit de substitution des officines.

Laurence Folléa et Franck Nouchi

### En Europe, des législations très disparates

La consommation des médicaments génériques, 30 % à 50 % moins chers que leurs équivalents de marque, varie considérablement d'un pays à l'autre. Le Danemark arrive en tête de liste, avec, en volume, 60 % de génériques prescrits par rapport à l'ensemble des spécialités consommées. Suivent le Royaume-Uni et l'Allemagne (38 %), les États-Unis (34,4 %), les Pays-Bas (22 %) et loin derrière, l'Italie (7 %) et la France (5 %).

Les législations sont elles aussi très disparates et plus ou moins incitatives. Au Royaume-Uni par exemple, où le montant des prescriptions est limité, le médecin prescrit souvent une molécule chimique (un principe actif) et non une marque commerciale, laissant le pharmacien libre de délivrer (à l'unité) les comprimés les moins chers. Aux États-Unis, le pharmacien dispose également du droit de substitution. En Allemagne, le patient, informé par son médecin, peut choisir entre différents produits équivalents, le remboursement s'effectuant sur la base de la molécule la moins coûteuse. Aux Pays-Bas, le pharmacien se voit reverser le tiers de la différence de prix entre les deux produits substitués.

des études de biodisponibilité. Afin d'éviter toute confusion, Jacques Barrot va demander à l'Agence du médicament d'établir « de toute urgence » précise-t-on avenue de Ségur - la liste des médicaments génériques déjà mis sur le marché en France et répondant précisément à la définition du décret.

La publication de cette liste, at-

tements beaucoup moins chers atteint parfois des proportions considérables (lire ci-contre). Selon les prévisions, on estime que leur développement en France pourrait à court terme permettre de réaliser des économies comprises entre 1 et 5 milliards de francs.

C'est dans le cadre de cette nouvelle politique du médicament que doit être remplacé le véritable pavé

## Réactions mesurées des médecins et de l'industrie pharmaceutique

LA VOLONTÉ de Jacques Barrot d'ouvrir un débat sur l'instauration prochaine d'un droit de substitution des médicaments par les pharmaciens a déclenché de nombreuses réactions dans le monde médical et pharmaceutique. Pour le journal médical Impact Quotidien, cette mesure « risque d'affaiblir un peu plus la recherche pharmaceutique française, de braver le corps médical et de pousser nombre de pharmaciens à fermer leur officine ». Plus mesuré, le professeur Bernard Glorion, président du conseil national de l'ordre des médecins, estime que le problème posé par le droit de substitution doit être abordé « avec la plus grande prudence ».

« On peut parfaitement comprendre que dans un contexte de difficultés économiques et de rationalisation des dépenses, une molécule originale soit remplacée par un médicament générique si celui-ci est disponible, a-t-il déclaré au Monde. Mais il ne faut pas aller trop loin dans ce domaine. L'acte de la prescription est un geste essentiel qui comporte des responsabilités. Il faut également tenir compte des susceptibilités du corps médical. Un prescripteur pourra toujours, s'il le souhaite, rédiger des ordonnances sur lesquelles il manifestera sa volonté de ne pas voir substituer un médicament à un autre. »

Au conseil national de l'ordre des pharmaciens, on demande aux pouvoirs publics « de mettre un terme à la cacophonie en précisant ce qui est substituable et ce qui ne l'est pas. » « Il ne faut pas ici brûler les étapes, a pour sa part déclaré au Monde Bernard Mesuré, président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique. Nous sommes pour notre part soucieux de dépasser les débats corporatistes et pour un développement intelligent et organisé du marché des génériques. Pour ce qui est du droit de substitution qui consisterait, de fait, à donner un pouvoir de prescription aux pharmaciens d'officine, la première action à mener concerne le malade. Il faut l'informer, l'éduquer, faire de quoi toute initiative dans ce domaine est vouée à l'échec comme l'ont été en leur temps les célèbres vignettes bleues de Philippe Seguin qui instauraient un remboursement préférentiel. Il ne faut pas ici rater l'opportunité en allant trop vite et en associant pas le patient, le prescripteur et le pharmacien à cette réforme de taille. »

Pour la plupart des économistes de la santé l'instauration d'un droit de substitution constituerait une véritable révolution. « Aborder la question du droit de substitution, c'est soulever immédiatement une série de problèmes fondamentaux spécifiquement français qui, jusqu'ici,

n'ont jamais été abordés de front par les pouvoirs publics, résume un observateur de l'industrie pharmaceutique. Les médecins sont, dans leur grande majorité, farouchement opposés à ce que l'on accorde ce droit aux pharmaciens d'officine. Contrairement à leurs confrères britanniques ou américains, la plupart d'entre eux ne connaissent pas la dénomination commune internationale, l'enseignement universitaire et la formation médicale continue continuant à privilégier les dénominations commerciales des médicaments. D'autre part, le droit de substitution ne permet de faire des économies importantes que si les médicaments génériques sont présents. Ce n'est pas le cas en France, où les industriels du médicament n'ont pour principal objectif que de privilégier le chiffre d'affaires de leurs vieux produits. »

Quoi qu'il en soit, si le gouvernement persiste dans sa volonté de mettre en œuvre ce droit de substitution, celui-ci n'aura de véritable portée que si s'engage parallèlement une réforme plus large, incluant une modification du mode de rémunération des pharmaciens d'officine, qui, paradoxalement, ont tout intérêt aujourd'hui à vendre les médicaments les plus chers.

Jean-Yves Nau

## Le maire de Nice veut un référendum sur son arrêté anti-mendicité

NICE

de notre correspondant

Les Nipos devraient se prononcer par référendum, dimanche 24 novembre, pour ou contre l'arrêté municipal anti-mendicité. Le maire, Jacques Peyrat (RPR), soumettra le 1<sup>er</sup> octobre à son conseil municipal le projet de consultation. Il souhaite reconduire son arrêté l'année prochaine, en l'étendant à d'autres quartiers de la ville. Le maire entend également contraindre la vive polémique entretenue par de nombreuses plaintes de SDF et la découverte d'un cadavre mystérieux sur le mont Chauve, où étaient conduits les sans-abri « ramassés » dans le centre-ville par la police municipale.

Le Centre du mont Chauve, dominant Nice, a fermé ses portes vendredi 13 septembre. Selon un bilan de la mairie, 1356 sans-abri y ont été conduits depuis le 22 juin. L'ADN, Association pour la démocratie à Nice, estime à 150 le nombre réel de SDF déplacés, car la plupart ont été transférés plusieurs fois. Franck Dubois déteste ainsi un

record, avec seize passages dans le centre. Tout l'été, l'association a organisé des navettes du mont Chauve vers la zone urbaine pour éviter aux sans-abri d'effectuer à pied quinze kilomètres.

Jacques Peyrat se dit satisfait : « 70 % des SDF ne sont pas revenus sur les lieux où on les avait pris de parti ». S'il veut reconduire l'arrêté l'année prochaine, le maire envisage de ne plus utiliser le Centre du mont Chauve, et dit rêver à « l'installation d'un centre d'accueil à la gare de Nice ». A condition que les Nipos soient d'accord : d'où le référendum. Le texte de la question ne devrait pas préciser les détails de l'application de l'arrêté.

Mais le bilan de l'arrêté anti-mendicité ne peut être complet tant que le mystère autour d'un cadavre ne sera pas dissipé. Un corps, en état de décomposition avancée, a en effet été découvert le 9 septembre sur le mont Chauve, sur le versant opposé à celui emprunté pour le transfert des SDF. Il s'agissait d'un homme qui était torse nu, simplement vêtu d'un jean, pieds

nus, une paire de chaussures neuves à quelques mètres. Changé de l'autopsie, le laboratoire de la gendarmerie de Rosny-sous-Bois n'a pas encore communiqué la date du décès, et le corps n'a pu être identifié. Bien que rien n'indique, en l'état de l'enquête, s'il s'agissait ou non d'un SDF, le silence autour de ce cadavre est plutôt embarrassant.

### DEUX NOUVELLES PLAINTES

Même si M. Peyrat ajoute à l'actif de l'opération anti-mendicité les 1279 repas servis au mont Chauve et les 924 vêtements distribués, les conditions d'application de l'arrêté municipal suscitent de nombreuses protestations. Les sans-abri, représentés par treize avocats, ont déposé vingt-deux plaintes pour « atteinte à la liberté individuelle commise par une personne dépositaire de l'autorité publique ». Deux nouvelles plaintes vont être déposées cette semaine par Emile Baum, emmené dix fois sur le mont Chauve, et Arlette Fourtané. « Cette femme est aveugle à 80 %,

explique son avocat, Gérard Baudoux. La police municipale l'a emmené alors qu'elle avait une adresse dans un meublé ».

Les pouvoirs donnés à la police municipale par l'arrêté sont au centre de toutes les plaintes. « Elle n'a pas le droit d'interpeller et de déplacer des personnes sans en référer à la police nationale, estime Joseph Ciccolini, l'un des avocats des sans-abri. La police municipale a été transformée en milice. » Les avocats évoquent la jurisprudence du Conseil d'Etat sur les pouvoirs de police du maire, qui ne doivent pas se substituer à ceux de la police nationale. « S'il y a mendicité agressive et troubles de l'ordre public, cela est prévu par le code pénal, explique M. Cohen Seat. L'arrêté municipal est donc inutile et illégal. Ce n'est pas un référendum qui le rendra légal. » Le tribunal administratif, après le rejet cet été d'une requête en suspension, ne s'est toujours pas prononcé sur la demande d'annulation de cet arrêté.

Jean-Pierre Laborde

## Vieux riche !

par Pierre Georges

IL FUT UN TEMPS où le jeune était insolent et n'hésitait pas à traiter tout ce qui dépassait l'âge canonique de cinquante ans de « vieux c... ». Il le faisait avec jubilation ou colère. Ou les deux. Le qualificatif, une sorte de double peine, présupposait que l'adonné ainsi brocardé appartenait à une espèce irrécupérable appelée à ne pas nécessairement se bonifier avant le fil de chène.

Le « vieux c... » et ses petits cousins, « le vieux stuk », le « vieux kroumir », voire le « vieux dégueulasse », ont beaucoup fait pour la littérature et encore plus pour le cinéma. Les dialoguistes, qui ne sont pas tous Queneau, en usèrent jusqu'à plus soif pour souligner, à gros traits, le conflit des générations et signifier au plus court les révoltes adolescentes. Dans le fond, les choses étaient assez simples. Epique, le rapport au géniteur pouvait atteindre des sommets d'enthousiasme, « mon père, ce héros ». Classique, banal, commun, il se concluait plus ordinairement d'un lapidaire « mon père, ce vieux c... ».

Le dit « vieux c... » fut d'un usage constant, espèce en perpétuel renouvellement. On met au défi quiconque, fût-il de la plus extrême courtoisie, d'affirmer, la main sur le cœur, qu'il n'eût pas un « vieux c... » dans son paysage. L'expression était tentante, la moisson abondante. Toujours à portée de mots et de colère ! Vieux c... paternel sous la main ou vieux c... de proximité et de référence. Professeur, général, journaliste, examinateur, chef, la liste est inépuisable des candidats malgré eux à cette promotion.

Dans l'échelle des peines verbales, le « vieux c... » n'était pas le plus sévèrement condamné, se situant nettement en retrait de son

concurrent direct mais sans âge, le « sale c... ». On prêtait une malhaisance innée au second, tandis que le premier se voyait plutôt décerner son brevet de maréchal et sa canne de vieillesse. Réactionnaire, incurable, soit. Mais plus vieux que méchant. Le « vieux c... » avait toute chance de le rester, étant entendu, selon l'usage populaire, que quand on l'est « c'est pour longtemps ». Bref, aucune échappatoire et aucun moyen de défense. Si ce n'est la réplique ordinaire de l'outragé : « jeune c... ! ». C'est d'ailleurs à cette faculté de voir des « jeunes c... » partout que l'on reconnaît l'outragé d'élite.

Tout cela pour dire que si l'on évoque ce sujet délicat et si l'on en parle au passé, ce n'est pas sans une raison impérieuse. Une étude de l'Insee sur les revenus des Français nous apprend deux choses d'importance. La première est que les jeunes sont de plus en plus pauvres. Ce qui leur apprendra à vivre et à toucher le RMI chez papa ! La seconde est que les vieux sont de plus en plus riches. Avec, évidemment, de notables exceptions.

Il va donc falloir d'urgence réviser ses classiques et son répertoire d'insultes. On imagine bien désormais, pour que jeunesse se passe, une variante économique du conflit des générations. Il sera vivement conseillé à l'avenir, et plus conforme à la réalité, de traiter la grande armée des grisonnants sonnants et trebuchants de « vieux riches ! ». Au risque de recevoir en retour un grinçant et sarcastique « jeune pauvre ! ». Et d'entendre les banquets du troisième âge ou les croisières chenuées sur le Nil entonner avec Brassens le fameux « et je t'emm... en attendant ».

## Un appel d'intellectuels à manifester pour l'abrogation des lois Pasqua

PRÈS DE quatre-vingt-dix intellectuels et artistes devaient rendre public, jeudi 26 septembre, un « appel à la solidarité » avec les sans-papiers, dans lequel ils demandent « l'abolition des lois Pasqua, qui sont des lois déshonorantes pour que notre pays redonne au monde et à toute sa misère l'image de la France, terre d'asile ».

Grâce aux sans-papiers de Saint-Bernard, le peuple français a pris conscience que les lois sur l'immigration étaient indignes de notre pays », écrivent-ils. La liste des personnalités signataires comporte des noms peu habitués des pétitions. Aux côtés des philosophes Jacques Derrida, Lucien Sève et Daniel Bensaid, du cancérologue Léon Schwartzberg, du généticien Albert Jacquard et du biologiste Jacques Testard, on trouve le metteur en scène Patrice Chéreau, les réalisateurs Marcel Bluwal, Claude Lanzmann, Paul

Carpiat, Bertrand Tavernier, Claude-Jean Philippe, les écrivains Patrick Modiano, Jean-Marie Le Clezio, Raymond Jean, Claude Roy, la chanteuse Barbara, les groupes Zebda et Indochine, les comédiens Emmanuelle Béart, Mathieu Kassovitz, Marina Vlady, Zabou, Isabelle Huppert, le compositeur Henri Dutilleul, ainsi que de nombreux directeurs de théâtre.

Les signataires appellent à « participer massivement » à la manifestation nationale organisée samedi 28 septembre, place de la République, à Paris, à 15 heures, afin d'exiger l'abolition du code de la nationalité qui a substitué le droit régalié du sang au droit républicain du sol ». La CGT, la FSU, la FEN et la CFDT y appellent également, comme une trentaine d'organisations politiques et associatives. Le PS et le PCF s'y associent, séparément.

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 25 septembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei	Cours au 1 <sup>er</sup> vac en %
Hong Kong Index	2409 2389 fin 95
Tokyo Nikkei sur 3 mois	Paris CAC 40
	2081,50 +0,70 +11,39
	London FT 100
	— +5,91
	Zurich
	— +13,15
	Milan MIB 30
	1023 +9,88
	Frankfurt Dax 30
	2559,03 +0,46 +17,08
	Bruxelles
	— +12,42
	Stoxx 50
	— +3,52
	Madrid Iboex 35
	— +12,12
	Amsterdam CDS
	— +18,91

Tirage du Monde daté mercredi 25 septembre 1996 : 493 704 exemplaires 3

## EN AVANT PREMIERE DU MONDIAL 97 découvrez LA NOUVELLE MONDEO



- Sécurité globale
- Tenue de route exemplaire
- équipement incomparable

**47.39.71.13**

**SADEVA PARIS OUEST** - 129 bd. Jean-Jaures - 92 CLICHY



هكذا من لا يصل

# 1 FRANC JOUR et NUIT\*

(soit 1,21 F TTC/min)

AUJOURD'HUI, SFR INVENTE LES FORMULES 1 FRANC.  
LE JOUR ET LA NUIT, DEPUIS VOTRE ZONE D'ABONNEMENT, LA MINUTE  
DE COMMUNICATION NE COÛTE PLUS QUE 1 FRANC HT (1,21 F TTC).  
QUELLE QUE SOIT L'HEURE OU LA DISTANCE DE VOS APPELS EN FRANCE,  
L'ÉGALITÉ DES TARIFS VOUS DONNE PLUS DE LIBERTÉ,  
ALORS N'HÉSITEZ PLUS, TÉLÉPHONEZ !

\*Depuis votre zone d'abonnement : 1 F HT/min (1,21 F TTC) tout le temps, en dehors de votre zone d'abonnement : 1 F HT/min (1,21 F TTC) en semaine la nuit et le week-end, et 4 F HT/min (4,82 F TTC) en semaine le jour.  
Communications en France métropolitaine (hors numéros spéciaux) dans les zones couvertes. Abonnement à partir de 180 F HT/mois (216,14 F TTC), frais de mise en service en sus.

SANS FIL, LE MONDE EST PLUS **liberté, égalité,  
téléphonez.**

**SFR**

LE MONDE SANS FIL EST À VOUS.

Les affrontements  
sont les

L'Italie doit voir  
l'Europe

STEPHEN